



# ***Recueil des Actes Administratifs***

Le texte intégral, les annexes ou tableaux non inclus des actes insérés dans le présent recueil peuvent être consultés et obtenus, sur demande, auprès des directions ou des mairies dont ils émanent.

Il est important d'en noter les références précises (objet, date et service émetteur).

Recueil consultable sur le site internet de la Préfecture de la Gironde :  
[www.gironde.gouv.fr](http://www.gironde.gouv.fr)

ISSN 1253-7292

# Recueil des Actes Administratifs

Mensuel N° 11 - Novembre - Décembre 2011

Publié le : 09/12/2011

## - SOMMAIRE -

Thème Acte	Titre Acte	Date	Signature
AFFAIRES MARITIMES			
Arrêté interpréfectoral	Création du conseil maritime de façade pour la façade maritime "Sud Atlantique"	17/11/2011	p10
Arrêté modificatif	Pilotage des bateaux, convois et autres engins flottants fluviaux qui effectuent une navigation dans les limites de la station de pilotage maritime de la Gironde	30/11/2011	p14
AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES			
Arrêté conjoint	Transfert d'autorisation de l'EHPA "Le Moulin à Vent" à la SA ORPEA	24/10/2011	p16
Arrêté conjoint	Transfert d'autorisation de l'EHPA "La Quiétude" à la SA ORPEA	24/10/2011	p19
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à La Maison des Cotonniers à Audenge	02/11/2011	p23
Arrêté	Autorisation d'extension de 10 places du SAT à Villenave d'Ornon géré par l'Association Trisomie 21 Gironde	03/11/2011	p25
Arrêté	Autorisation d'extension de 4 places de l'ESAT "Saint Jean" à Saint Brice géré par l'Association Saint Jean	03/11/2011	p28
Arrêté	Autorisation d'extension de 4 places du SAT au sein de l'ESAT "Gaillan-Richelieu" à Floirac géré par LADAPT	03/11/2011	p31
Arrêté	Autorisation d'extension de 5 places de l'ESAT de Bassens géré par la SPEG	03/11/2011	p34
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de santé Marie Galène (finess 330000217) pour l'année 2011	08/11/2011	p37
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Cadillac pour l'année 2011	08/11/2011	p39
Arrêté	Fixation de la tarification de l'IME de Coutras	08/11/2011	p41
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT Les Eyquems de l'Association IRSA	08/11/2011	p43
Arrêté	Fixation du montant et de la répartition pour l'exercice 2011 de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'ADAPEI	08/11/2011	p45
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT de Bassens de l'Association SPEG	08/11/2011	p47
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT Lorient de l'Association AESTY	08/11/2011	p49
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 du SAT "Trisomie 21" de l'Association Trisomie 21 Gironde	08/11/2011	p51
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT "Le Puch" de l'Association Voir Ensemble	08/11/2011	p53
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT Jacquemart Descartes de l'Association AGAP	08/11/2011	p55
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT Les Ateliers St Joseph de l'Association St Joseph	08/11/2011	p57
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT "La Ballastière - Les		

	Eglisottes" de l'Association l'APEI	08/11/2011	p59
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT "Jean Bernard" de l'Association ADCPG et CTAM	08/11/2011	p61
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT "Bel Air" de l'Association Aquitaine pour le reclassement par le travail protégé	08/11/2011	p63
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT "La Ferme des Coteaux" de l'Association SPEG	08/11/2011	p65
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT Les Massiots de l'Association AEAEI	08/11/2011	p67
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT "de la Haute Lande" de l'Association des CAT de la Haute Lande	08/11/2011	p69
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT Magdeleine de Vimont de l'Association Les Ateliers Saint Joseph	08/11/2011	p71
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT Gaillan-Richelieu de l'ADAPT	08/11/2011	p73
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT "Le Gua" de l'Association AESTY	08/11/2011	p75
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison de santé Marie Galène (n° finess 330000217) au titre de l'activité du mois de septembre 2011	08/11/2011	p77
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Bazas (n° finess : 3300781212) au titre de l'activité du mois de septembre 2011	08/11/2011	p80
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CRF La Tour de Gassies (n° finess : 330781139) au titre de l'activité du mois de septembre 2011	08/11/2011	p83
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Jean Hameau d'Arcachon (finess 330781204) pour l'année 2011	08/11/2011	p86
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du MSPB Bagatelle (finess 330000340) pour l'année 2011	08/11/2011	p88
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre médico-chirurgical Wallerstein (finess 330780537) pour l'année 2011	08/11/2011	p90
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier intercommunal du Sud Gironde (finess 330027509) pour l'année 2011	08/11/2011	p92
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Sainte Foy la Grande (finess 330781261) pour l'année 2011	08/11/2011	p94
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de la clinique mutualiste de Pessac (finess 330780529) pour l'année 2011	08/11/2011	p96
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Charles Perrens pour l'année 2011	08/11/2011	p98
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital de jour pour enfants l'Oiseau Lyre pour l'année 2011	08/11/2011	p100
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de Monségur pour l'année 2011	08/11/2011	p102
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de la Résidence Fontaines de Monjous (finess 330780370) pour l'année 2011	08/11/2011	p104
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de la Clinique mutualiste du Médoc (finess 330780495) pour l'année 2011	08/11/2011	p106
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de Libourne (finess 330781253) pour l'année 2011	08/11/2011	p108
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre de soins de suite et de réadaptation Les Lauriers pour l'année 2011	08/11/2011	p110
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Association Rénovation -Hôpital de jour du Parc pour l'année 2011	08/11/2011	p112
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier universitaire de Bordeaux (finess 330781196) pour l'année 2011	08/11/2011	p114
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre de soins de suite et de réadaptation Chateaufort pour l'année 2011	08/11/2011	p116
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital suburbain du Bouscat (finess 330000332) pour l'année 2011	08/11/2011	p118

Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier Saint Nicolas de Blaye (finess 330781220) pour l'année 2011	08/11/2011 p120
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie de l'Institut Bergonié (finess 330000662) pour l'année 2011	08/11/2011 p122
Arrêté modificatif	Montant des ressources d'assurance maladie du centre hospitalier de Bazas (finess 330781212) pour l'année 2011	08/11/2011 p124
Arrêté modificatif	Montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique Bordeaux Nord Aquitaine à Bordeaux	08/11/2011 p126
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier d'Arcachon (n° finess 330781204) au titre du mois de septembre 2011	14/11/2011 p128
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CRLCC Instituté Bergonié (n° finess : 330000662) au titre de l'activité du mois de septembre 2011	14/11/2011 p131
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Blaye (n° finess : 330781220) au titre de l'activité du mois de septembre 2011	14/11/2011 p134
Arrêté	Fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2011 de SAMSAH SOS HABITAT ET SOINS	14/11/2011 p137
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à La Maison des Cotonniers à Audenge	15/11/2011 p139
Arrêté conjoint	Tansfert d'autorisation délivrée à la SAS Maison de retraite "Le Chalet" concernant l'EPHAD "Le Chalet"	15/11/2011 p141
Arrêté conjoint	Transfert d'autorisation de la maison de retraite l'Y Sen Be sise à Cars en faveur de l'EHPAD La Chartreuse à Coutras	15/11/2011 p146
Décision modificative	Autorisation accordée à la SA TDMR en vue pour le remplacement du scanographe sur le site de la polyclinique Bordeaux Rive Droite	15/11/2011 p151
Décision modificative	Autorisation accordée à la SA TDMR en vue pour le remplacement du scanographe sur le site de la Clinique Saint Augustin à Bordeaux	15/11/2011 p153
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû à la MSP BAGATELLE (n° finess : 330000340) au titre de l'activité du mois de septembre 2011	17/11/2011 p155
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de Libourne (n° finess : 330781253) au titre de l'activité du mois de septembre 2011	17/11/2011 p159
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de Bordeaux (n° finess : 330781196) au titre de l'activité du mois de septembre 2011	17/11/2011 p162
Décision	Modification de l'autorisation d'une pharmacie à usage intérieur de l'Institut Bergonié	17/11/2011 p165
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Les Coteaux à Lormont	18/11/2011 p168
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Clairefontaine à Martignas	18/11/2011 p170
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à la Résidence de la HE à Villenave d'Ornon	18/11/2011 p172
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Le Duc de Lorge à Saint Jean d'Illac	18/11/2011 p174
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Maison de retraite déficients visuels à Vayres	18/11/2011 p176
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Château Gardères à Talence	18/11/2011 p178
Arrêté	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à Bon Pasteur Sainte Germaine à Bruges	18/11/2011 p180
Arrêté	Fixation du montant et de la répartition pour l'exercice 2011 de la dotation globalisée commune prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens de l'APAJH	18/11/2011 p182
Arrêté	Fixation de la dotation globale de financement pour l'exercice 2011 de l'ESAT "St Jean" de l'Association St Jean	18/11/2011 p184
Arrêté modificatif	Fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 applicable à la maison de retrait La Clé de Solle à Bordeaux	22/11/2011 p186
Décision	Arrêt d'activité et fermeture du site de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite	22/11/2011 p188
Arrêté	Montant des ressources d'assurance maladie dû au CMC Wallerstein (n° finess : 330780537) au titre de l'activité du mois de septembre 2011	23/11/2011 p190
Décision modificative	Regroupement et transfert d'activités de soins de la clinique Saint Louis au Bouscat et de la clinique Tourny	



	à Bordeaux sur le site de la clinique chirurgicale Bel Air à Bordeaux délivrée à la SARL Clinique chirurgicale Bel Air	23/11/2011	p193
Arrêté	Renouvellement d'agrément régional des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique de l'Association des insuffisants rénaux d'Aquitaine	29/11/2011	p195
Arrêté modificatif	Composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie	30/11/2011	p196
Arrêté modificatif	Composition de la commission permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine	30/11/2011	p206
Arrêté modificatif	Composition de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine	30/11/2011	p209
Arrêté modificatif	Composition de la commission spécialisée de prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine	30/11/2011	p214
Arrêté modificatif	Composition de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine	30/11/2011	p218
Arrêté modificatif	Composition de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine	30/11/2011	p222
Décision	Dissolution du Groupement de Coopération Sanitaire "Réseau Périnatal Aquitaine"	30/11/2011	p225
Décision	Dissolution du Groupement de Coopération Sanitaire "RADC"	30/11/2011	p226

## AGRICULTURE ET FORET

Décision	Mise en œuvre de l'étude complémentaire relative au contrôle médical au titre de l'évaluation statistique des fraudes en matière d'indemnités journalières	03/11/2011	p227
Arrêté	Distraction du régime forestier de terrains boisés situés sur la commune de Grayan et l'Hôpital	09/11/2011	p229
Arrêté	Distraction du régime forestier de terrains boisés situés sur la commune de Lanton	09/11/2011	p231
Arrêté	Distraction du régime forestier de terrains boisés situés sur la commune de Lesparre	09/11/2011	p233
Arrêté	Distraction du régime forestier de terrains boisés situés sur la commune de Louchats	09/11/2011	p235
Arrêté	Distraction du régime forestier de terrains boisés situés sur la commune de St Laurent Médoc	09/11/2011	p237
Arrêté	Distraction du régime forestier de terrains boisés situés sur la commune de Naujac sur Mer	09/11/2011	p239
Arrêté	Décisions relatives aux plantations de vignes à titre expérimental pour la campagne 2011/2012 dans le département de la Gironde	16/11/2011	p241
Arrêté	Fixation du prix annuel des vins devant servir de base au calcul des fermages dans le département de la Gironde pour la campagne 2010 - 2011 (du 1er novembre 2010 au 31 octobre 2011) - Récolte 2010	08/12/2011	p243

## COLLECTIVITES LOCALES

Arrêté	Autorisant l'adhésion du Conseil régional d'Aquitaine au groupement européen de coopération territoriale dénommé "Eurorégion Aquitaine-Euskadi"	08/11/2011	p246
Arrêté	Composition de la commission départementale d'élus en matière de Dotation d'équipement des territoires ruraux	29/11/2011	p248

## COLLECTIVITES LOCALES - Intercommunalité

Arrêté	Transfert du siège social du SIVU «Porte du Médoc»	02/11/2011	p250
Arrêté	Modification des statuts du Syndicat intercommunal mixte d'aménagement des eaux des bassins versants de l'Engranne et de la Gamage	02/11/2011	p252
Arrêté	Modification des statuts de la Communauté de communes de Captieux-Grignols	14/11/2011	p254
Arrêté	Modification des statuts de la communauté de communes des coteaux macariens	14/11/2011	p256
Arrêté	Extension des compétences et modification des statuts de la communauté de communes du canton de Villandraut	22/11/2011	p258
Arrêté	Liste des membres de la formation restreinte de la commission départementale de la coopération intercommunale du département de la Gironde	30/11/2011	p260

## COMMERCE

Avis	Mention de l'affichage dans la mairie concernée des décisions de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial prises lors de sa réunion du mardi 15 novembre 2011	15/11/2011	p263
------	--	------------	------

## CULTURE - PATRIMOINE

Arrêté	Inscription au titre des monuments historiques du château Giscours à Labarde (Gironde)	03/11/2011	p264
Arrêté	Inscription au titre des monuments historiques de la Villa gallo-romaine à Loupiac (Gironde)	10/11/2011	p266
Arrêté	Inscription au titre des monuments historiques du château de Lagarde à Grateloup (Lot-et-Garonne)	10/11/2011	p268
Arrêté	Inscription au titre des monuments historiques de l'église Saint-Pierre à Abzac (Gironde)	28/11/2011	p270
<b>DELEGATIONS DE SIGNATURE - Préfecture</b>			
Arrêté	Délégation de signature à M. Christian VERGES, Directeur des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques à la Préfecture de la Gironde	06/12/2011	p271
<b>DELEGATIONS DE SIGNATURE - Services déconcentrés</b>			
Arrêté	Subdélégation de signature de M. André HORTH, directeur départemental des routes Sud-Ouest	01/12/2011	p276
Arrêté	Subdélégation de signature de Monsieur Christian DROZ-BARTHOLET, Ingénieur Régional de l'Équipement, Directeur des Constructions et du Patrimoine, à Madame Valérie POURPOINT, Chargée des affaires comptable au Rectorat de l'Académie de Bordeaux	01/12/2011	p279
Arrêté	Subdélégation de signature de M. Serge LOPEZ, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine	01/12/2011	p280
Arrêté	Délégation de signature à Monsieur Jean-Paul GODDERIDGE, Directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine	09/12/2011	p285
<b>DISTINCTIONS HONORIFIQUES</b>			
Arrêté	Attribution de la Médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - Promotion du 14 juillet 2011	14/11/2011	p287
<b>DOMAINE DE L ETAT</b>			
Convention	Convention d'utilisation n° 2011-090 pour la mise à disposition d'un immeuble situé à Yvrac pour les besoins de la direction interdépartementale des routes Atlantique	21/10/2011	p289
Convention	Convention d'utilisation n° 2011-077 pour la mise à disposition d'un immeuble situé à Montussan pour les besoins de la direction interdépartementale des routes Atlantique	21/10/2011	p295
Convention	Convention d'utilisation n° 2011-078 pour la mise à disposition d'un immeuble situé à Beychac et Cailteau pour les besoins de la direction interdépartementale des routes Atlantique	21/10/2011	p301
Convention	Convention d'utilisation n° 2011-088 pour la mise à disposition d'un immeuble situé à Pompignac pour les besoins de la direction interdépartementale des routes Atlantique	21/10/2011	p308
Convention	Convention d'utilisation n° 2011-089 pour la mise à disposition d'un immeuble situé à Vayres pour les besoins de la direction interdépartementale des routes Atlantique	21/10/2011	p314
Convention	Convention d'utilisation n° 033-2011-0081 - Mise à la disposition du CROUS d'un terrain situé à Talence	24/11/2011	p320
<b>ENVIRONNEMENT</b>			
Arrêté	Autorisation délivrée pour la réalisation des travaux de réhabilitation du port ostréicole de Piraillan sur la commune de Lège-Cap-Ferret	07/11/2011	p325
<b>EXPROPRIATION</b>			
Arrêté	Prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet de création de deux parcs relais à Mérignac et Bordeaux et de modification de la ligne A à Lormont du tramway de l'agglomération bordelaise sur le territoire des communes de Bassens, Bordeaux, Lormont, Carbon-Blanc et Mérignac	26/07/2010	p330
Arrêté	Prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de sécurité entre la Garosse et la limite de la Charente-Maritime sur le territoire des communes de Berson, Cars, Saint-Paul, Carteleque, Etauliers, Saint-Caprais-De-Blaye, Saint-Palais et Pleine-Selve	18/11/2010	p332
Arrêté	Prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la RD 209 entre Bordeaux et Macau sur le territoire des communes de Blanquefort, Parempuyre, Ludon-Médoc et Macau	24/12/2010	p334
Arrêté	Prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la RD 18 – Déviation de Galgon – sur le territoire de la commune de Galgon	03/03/2011	p336
Arrêté	Prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement des RD 18 et 121 entre Génissac et Grézillac sur le territoire des communes de Génissac, Moulon et Grézillac	03/03/2011	p338
Arrêté	Prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet de recalibrage et de reconquête d'accotements de la		

	RD 230 entre Sauveterre-de-Guyenne et Monségur sur le territoire des communes de Sauveterre-de-Guyenne, Saint-Martin-du-Puy, Caumont, Castelmoron d'Albret, Rimons, Coutures et Le Puy	03/03/2011	p340
Arrêté	Prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de chaussée et de deux carrefours giratoires de la RD 241E3 sur le territoire de la commune de Tresses	28/06/2011	p342
Arrêté	Prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la liaison routière entre la RD 1089 et la RD 10 sur le territoire des communes de Abzac et de Coutras	28/06/2011	p344
Arrêté	Prorogation de la déclaration d'utilité publique du projet de d'aménagement d'une liaison cyclable entre le Domaine Universitaire et la limite de commune de Cestas sur le territoire de la commune de Pessac	18/11/2011	p346
Arrêté	Déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la création de la ligne D du tramway de l'agglomération bordelaise sur le territoire des communes de Bordeaux, Le Bouscat, Bruges, Eysines et Le Haillan	30/11/2011	p348
<b>FRAUDE</b>			
Arrêté modificatif	Composition du comité opérationnel départemental antifraudes de la Gironde	15/11/2011	p351
<b>JEUNESSE ET SPORTS</b>			
Arrêté	Agrément des groupements sportifs	08/11/2011	p353
<b>LOGEMENT</b>			
Arrêté	Renouvellement de la composition du Comité Régional de l'Habitat	03/11/2011	p354
Arrêté	Agrément de l' Association Interventions Sociales et Conseils Interentreprises des Pays de l'Adour pour les activités d'ingénierie sociale, financière et technique dans le domaine du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées	08/12/2011	p357
<b>PECHE</b>			
Arrêté	Rendant obligatoire pour l'année 2011 et 2012 la délibération n°2011-01 du 26 avril 2011 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine portant création et fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche des palourdes et des coques sur les gisements du bassin d'Arcachon	30/11/2011	p360
Arrêté	Clôture des listes de candidats à l'élection des membres du conseil du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de Gironde	01/12/2011	p362
Arrêté	Clôture de la liste des candidats à l'élection des membres du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine	02/12/2011	p364
Arrêté modificatif	Clôture de la liste des candidats à l'élection des membres du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine	07/12/2011	p368
<b>PHARMACIE</b>			
Arrêté	Arrêté rejetant le transfert de l'officine de la SELARL Pharmacie VIOLET	02/11/2011	p372
Arrêté	Arrêté autorisant le transfert d'une officine de pharmacie au sein de la commune de Castets en Dorthé	14/11/2011	p374
Arrêté	Rejetant le transfert d'une officine de pharmacie de Monsieur Alexandre GARNAUD	01/12/2011	p376
<b>SECURITE - GARDIENNAGE</b>			
Arrêté	Autorisation administrative de fonctionnement de l'établissement secondaire SECURITAS France SARL	01/12/2011	p378
<b>SERVICES DE L ETAT - Organisation</b>			
Convention	Avenant n° 1 à la convention de délégation de gestion passée entre la DIRECCTE Aquitaine et la DRFIP de la Région Aquitaine et du département de la Gironde	02/12/2011	p380
<b>SERVICES VETERINAIRES</b>			
Arrêté	Attribution du mandat sanitaire au docteur vétérinaire BON Guillaume	08/11/2011	p381
Arrêté	Désignation des experts habilités à procéder à l'estimation des animaux sur ordre de l'administration - bovins	10/11/2011	p382
Arrêté	Mandat sanitaire au docteur vétérinaire FABRE Mickaël	17/11/2011	p384
Arrêté	Mandat sanitaire au docteur vétérinaire HOSTE Caroline	21/11/2011	p385
Arrêté	Abrogation du mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire BARON Laurie	08/12/2011	p386
Arrêté	Abrogation du mandat sanitaire attribué au docteur vétérinaire DESBOIS Jérôme	08/12/2011	p387

TOURISME			
Arrêté	Dénomination de la commune de Grayan et l'Hôpital en commune touristique	02/12/2011	p388
TRANSPORTS			
Avis	Agréments d'organisme de service d'assistance délivrés pour l'aérodrome de Bordeaux-Mérignac délivrés en septembre 2011 et en novembre 2011 + Liste complète des agréments	06/12/2011	p390
TRAVAIL - EMPLOI			
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité «Centre Communal d'Action Sociale d'Andernos les Bains»	03/11/2011	p395
Arrêté	Extension d'agrément simple délivré à Madame Corinne PETRAKIAN	04/11/2011	p397
Arrêté	Agrément simple délivré à l'association PROXIMITE	04/11/2011	p399
Arrêté	Retrait d'agrément simple délivré à la SARL BELTRAM-MA.COM	04/11/2011	p401
Arrêté	Renouvellement d'agrément simple délivré au CCAS CANEJAN	04/11/2011	p402
Arrêté	Renouvellement d'agrément qualité délivré au CCAS de CARBON BLANC	04/11/2011	p404
Arrêté	Agrément simple délivré à Monsieur Youcef SENOUCI	04/11/2011	p406
Arrêté	Renouvellement d'agrément simple est délivré au CCAS de Ste COLOMBE	04/11/2011	p408
Arrêté modificatif	Agrément qualité délivré au CCAS de TALENCE	04/11/2011	p410
Arrêté	Renouvellement d'agrément simple est délivré à l'association intermédiaire JALLES SOLIDARITES	08/11/2011	p412
Arrêté	Retrait d'agrément simple délivré à Madame Charlotte PALMER	09/11/2011	p414
Arrêté	Agrément simple délivré à Monsieur Eric AUBE	10/11/2011	p415
Arrêté	Agrément simple délivré à Monsieur Didier DARRACQ	10/11/2011	p417
Arrêté	Agrément simple délivré à Monsieur Alexandre DELARRARD	10/11/2011	p419
Arrêté	Extension d'agrément simple délivrée à Madame Brigitte MARTINEZ	10/11/2011	p421
Arrêté	Agrément simple délivré à Monsieur Olivier PATOUILLE	10/11/2011	p423
Arrêté	Retrait de l'agrément simple délivré à Madame Michelle BELLIER	10/11/2011	p425
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité à l'Association «ADOMI Bègles»	10/11/2011	p426
Arrêté	Renouvellement d'Agrément Qualité Services à la personne délivré à l'Association Centre d'Aide Familiale	10/11/2011	p428
Arrêté	Agrément qualité délivré à la SAS J.E.A.M.	14/11/2011	p430
Arrêté	Renouvellement de l'Agrément qualité à l'association «ANFASIAD»	15/11/2011	p433
Arrêté	Renouvellement d'agrément simple délivré à l'association intermédiaire SOS EMPLOI MEDOC	16/11/2011	p435
Arrêté	Agrément simple délivré à Madame Françoise VEDEL	16/11/2011	p437
Arrêté	Renouvellement d'Agrément simple délivré à l'association intermédiaire AIPAC	16/11/2011	p439
Arrêté	Renouvellement d'agrément qualité délivré au CCAS d'AMBES	16/11/2011	p441
Arrêté	Renouvellement d'agrément qualité délivré au CCAS de SALLES	16/11/2011	p443
Arrêté	Renouvellement d'agrément simple délivré au CCAS de SAINT SELVE	16/11/2011	p445
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité est délivré à l'UNADEV	24/11/2011	p447
Arrêté	Retrait de l'agrément simple délivré à la société SAP «Services à la Personne»	25/11/2011	p449
Arrêté	Renouvellement d'agrément qualité délivré à l'Association d'Aide Matérielle et Morale aux Personnes Agées et aux Familles de Saint Maixant (AAMMPAF)	25/11/2011	p450
Arrêté	Renouvellement d'agrément qualité délivré à Madame Catherine FRINAUD, entreprise individuelle LIBERTES SERVICES	25/11/2011	p452
Arrêté	Renouvellement d'agrément qualité délivré à l'Association AFAD 33	25/11/2011	p454
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple est délivré au CCAS de Lège Cap Ferret	25/11/2011	p457
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité délivré au CIAS du Pays Foyen	25/11/2011	p459
Arrêté	Renouvellement de l'agrément simple délivré à l'EURL «MENAGE et VOUS»	25/11/2011	p461
Arrêté	Renouvellement de l'agrément qualité est délivré au SIAMD de BRANNE	25/11/2011	p463
Arrêté	Renouvellement d'Agrément qualité à l'Association «BLEU LAVANDE»	05/12/2011	p465
Arrêté	Extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestiers des départements de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne (IDCC n°8723)	07/12/2011	p467
URBANISME			
Arrêté	Modifications statutaires et mise en conformité d'office des statuts de l'Association Syndicale Autorisée du Complexe Ostréicole Arésien" (ASCOA)	09/11/2011	p468

Avis	Abrogation de servitudes radioelectriques	14/11/2011 p469
VOIRIE		
Arrêté	Déclassement des voies de désenclavement de la RN 10 et reclassement dans la voirie communale de Laruscade	23/11/2011 p470



**PREFECTURE MARITIME  
DE L'ATLANTIQUE**

n° 2011/90

**PREFECTURE D'AQUITAINE  
PREFECTURE DE GIRONDE**

n° 2011

**ARRETE INTER-PREFECTORAL**  
**portant création du conseil maritime de façade pour la façade maritime «Sud Atlantique»**

Le préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde,  
Le préfet maritime de l'Atlantique,

- VU la directive n° 2008/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 juin 2008 établissant un cadre d'action communautaire dans le domaine de la politique pour le milieu marin ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L.219 et R.219 ;
- VU le décret n° 2004-112 du 6 février 2004 relatif à l'organisation de l'action de l'Etat en mer ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2011-492 du 5 mai 2011 relatif au plan d'action pour le milieu marin ;
- VU le décret n° 2011-637 du 9 juin 2011 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du Conseil national de la mer et des littoraux
- VU l'arrêté ministériel du 27 septembre 2011 relatif à la composition et au fonctionnement des conseils maritimes de façade.

**CONSIDERANT** la désignation par la France des sous-régions marines bordant le territoire métropolitain de la Manche et de l'Atlantique ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'élaborer un plan d'action pour le milieu marin pour chacune des sous-régions marines de la métropole et un document stratégique de façade ;

**CONSIDERANT** la désignation des préfets coordonnateurs pour ces sous-régions marines ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale pour les affaires régionales d'Aquitaine et de l'adjoint au préfet maritime Atlantique pour l'action de l'Etat en mer.

**ARRETENT**

**Article 1<sup>er</sup>**

Un conseil maritime de façade, placé sous la présidence du préfet maritime de l'Atlantique et du préfet de la région Aquitaine, est créé pour la façade maritime « Sud Atlantique ».



- Article 2** Le conseil maritime de la façade Sud Atlantique comprend cinq collèges composés de :
- 16 représentants de l'Etat et de ses établissements publics,
  - 16 représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements,
  - 16 représentants des activités professionnelles et des entreprises dont l'activité se rapporte directement à l'exploitation de la mer ou du littoral,
  - 6 représentants des salariés d'entreprises dont l'activité se rapporte directement à l'exploitation de la mer ou du littoral,
  - 16 représentants des associations de protection de l'environnement littoral ou marin ou d'usagers de la mer et du littoral.

8 personnalités qualifiées sont en outre désignées en tant que membres du conseil maritime de façade.

**Article 3-1** Le collège «Etat et établissements publics» comprend les membres suivants ou leurs représentants:

le préfet de la région Poitou-Charentes,  
 le préfet de la Charente-Maritime,  
 le préfet des Landes,  
 le préfet des Pyrénées-Atlantiques,  
 le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,  
 le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Poitou-Charentes,  
 le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine,  
 le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Midi-Pyrénées, au titre du bassin Adour-Garonne,  
 le commandant de la zone maritime Atlantique,  
 le directeur du centre IFREMER Atlantique,  
 le directeur du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres,  
 le directeur général de l'agence de l'eau Adour-Garonne,  
 le directeur de l'agence des aires marines protégées,  
 le directeur du service hydrographique et océanographique de la marine,  
 le directeur régional de l'agriculture et de la forêt de Poitou Charentes,  
 le directeur général de l'agence régionale de santé d'Aquitaine.

**Article 3-2** Le collège des «collectivités territoriales et de leurs groupements» comprend les membres suivants ou leurs représentants:

le président du conseil régional de Poitou-Charentes et un membre du conseil régional de Poitou-Charentes,  
 le président du conseil régional d'Aquitaine et un membre du conseil régional d'Aquitaine,  
 le président du conseil général de Charente-Maritime,  
 le président du conseil général de la Gironde,  
 le président du conseil général des Landes,  
 le président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques,  
 huit maires ou présidents de communautés de communes littorales de la façade maritime sud-atlantique, sur proposition d'une part de l'association des maires de France pour moitié, et d'autre part de l'association nationale des élus du littoral, pour moitié.

**Article 3-3** Le collège «activités professionnelles et entreprises» comprend les membres suivants ou leurs représentants :

le président de la chambre de commerce et d'industrie de région Poitou-Charentes,  
 le président de la chambre de commerce et d'industrie de région Aquitaine,  
 le président du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Poitou-Charentes,  
 le président du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine,  
 un membre désigné conjointement par les CRPMEM de Poitou-Charentes et d'Aquitaine, représentant la pêche à pied professionnelle,  
 le président du comité régional de la conchyliculture de Poitou-Charentes,



le président du comité régional de la conchyliculture d'Aquitaine,  
 un représentant de la filière extraction désigné par l'union nationale des industries des carrières et matériaux,  
 un représentant de la filière énergies marines renouvelables désigné par le syndicat national des énergies renouvelables,  
 le président du directoire du grand port maritime de La Rochelle,  
 le président du directoire du grand port maritime de Bordeaux,  
 un représentant d'un port de la façade maritime désigné par l'union des ports de France,  
 un représentant d'un port de la façade maritime désigné par la fédération française des ports de plaisance,  
 un représentant des industries nautiques désigné par la fédération nationale des industries nautiques,  
 le président de la chambre régionale d'agriculture de Poitou-Charentes,  
 le président de la chambre régionale d'agriculture d'Aquitaine.

**Article 3-4** Le collège «des salariés des entreprises» comprend six représentants des salariés d'entreprises ayant un lien direct avec l'exploitation ou l'usage direct de la mer ou du littoral de la façade sud-atlantique et désignés:

un par la « confédération générale du travail »,  
 un par la « confédération force ouvrière »,  
 un par la « confédération française démocratique du travail »,  
 un par la « confédération française des travailleurs chrétiens »,  
 un par la « confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres »,  
 un par l' « union nationale des syndicats autonomes » .

**Article 3-5** Le collège « des usagers de la mer et du littoral et des associations de protection de l'environnement littoral ou marin » comprend :

pour les usagers,

un représentant désigné par la fédération française de voile,  
 un représentant désigné par la fédération française d'études et de sports sous-marins,  
 un représentant désigné par la fédération française de surf ,  
 un représentant désigné par la fédération française de motonautisme,  
 un représentant désigné par la fédération nationale des pêcheurs plaisanciers et sportifs de France pour la région Poitou-Charentes,  
 un représentant désigné par la fédération nationale des pêcheurs plaisanciers et sportifs de France pour l'Aquitaine,  
 un représentant désigné par l'union nationale des associations de navigateurs pour le département de Charente-Maritime,  
 un représentant désigné par l'union nationale des associations de navigateurs et membre d'une section départementale d'Aquitaine.

pour les associations de la protection de l'environnement,

un représentant désigné par la ligue pour la protection des oiseaux,  
 un représentant de la fédération des sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest,  
 un représentant de l'association « Surfrider foundation »,  
 un représentant de l'association « Nature environnement 17 »,  
 un représentant de l'association « Coordination environnement du Bassin d 'Arcachon »,  
 un représentant de l'association « Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Médoc»,  
 un représentant de l'association « Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Littoral basque »,  
 un représentant de l'association « Ré nature environnement ».

**Article 4** Sont désignées en outre en tant que personnalités qualifiées :

Monsieur Olivier VAN CANNEYT expert du centre de recherche sur les mammifères marins (Université de La Rochelle);  
 Monsieur Laurent SOULIER expert « milieu marin » du conseil scientifique régional du



patrimoine naturel (CSRPN) d'Aquitaine ;  
 Monsieur Michel SEGUIGNES expert « milieu marin » du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) de Poitou-Charentes ;  
 Monsieur Pierre-Guy SAURIAU chercheur au CNRS, expert scientifique de la DCE, expert sur les habitats marins;  
 Madame Ségolène TRAVICHON responsable des gestionnaires de réserves naturelles en Charente Maritime;  
 Monsieur Philippe PICON directeur du GIP littoral Aquitaine;  
 Monsieur Antoine GREMARE expert à la station marine d'Arcachon;  
 Monsieur Fernand BOZZONI, président de l'armement SOCATRA.

- Article 5** Le conseil maritime de façade se réunit sur invitation conjointe de ses deux présidents avec un préavis de quinze jours francs minimum.
- Article 6** L'ordre du jour est fixé conjointement par les deux présidents. Tout membre du conseil peut demander aux présidents, par écrit, l'inscription d'un point à l'ordre du jour au plus tard huit jours francs avant la tenue de la réunion du collège. Les présidents en informent sans délai les membres du conseil par voie électronique.
- Article 7** La direction interrégionale de la mer sud-atlantique assure le secrétariat du conseil maritime de façade.

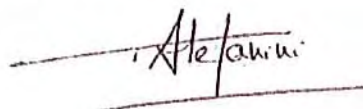
A Brest, le 16 novembre 2011

Le vice-amiral d'escadre  
 Anne-François de SAINT SALVY  
 préfet maritime de l'Atlantique,



A Bordeaux, le 17 NOV. 2011

Le préfet de la région Aquitaine,  
 préfet de la Gironde,  
 Patrick STEFANINI

  
 Patrick STEFANINI

## PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION INTERRÉGIONALE  
DE LA MER SUD-ATLANTIQUE

ARRÊTÉ du 30.11.2011

N°332

---

**PORTANT MODIFICATION DE L'ARRÊTÉ N°006  
DU 3 FÉVRIER 2011 RELATIF AU PILOTAGE DES  
BATEAUX, CONVOIS ET AUTRES ENGINS FLOTTANTS  
FLUVIAUX QUI EFFECTUENT UNE NAVIGATION DANS  
LES LIMITES DE LA STATION DE PILOTAGE MARITIME  
DE LA GIRONDE**

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code des ports maritimes ;
- VU la loi du 28 mars 1928 modifiée relative au pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU le décret du 6 février 1932 modifié et le décret n°73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police pour les voies de navigation intérieure ;
- VU le décret n° 69-515 du 19 mai 1969 modifié relatif au régime du pilotage dans les eaux maritimes ;
- VU le décret n° 2007-1168 modifié du 2 août 2007 relatif aux titres de navigation des bâtiments et établissements flottants naviguant ou stationnant sur les eaux intérieures ;
- VU le décret n° 2008-495 du 22 mai 2008 portant publication de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieures (ADN), fait à Genève le 26 mai 2000 ;
- VU le décret n° 2009-1360 du 5 novembre 2009 relatif au pilotage des bateaux, convois et autres engins flottants fluviaux qui effectuent une navigation en mer, dans les ports et rades, sur les étangs ou canaux salés dépendant du domaine public maritime et dans les estuaires, fleuves, rivières et canaux en aval du premier obstacle à la navigation des bâtiments de mer;
- VU l'arrêté préfectoral n°186 modifié du 30 juillet 1998 portant règlement local de la station de pilotage de la Gironde ;
- VU l'arrêté interpréfectoral n° 2002/90 du 2 septembre 2002 portant règlement particulier de police de la navigation dans les eaux maritimes de la Gironde, de la Garonne, de la Dordogne et de l'Isle ;
- VU l'arrêté du 19 décembre 2003 relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux de navigation intérieure ;
- VU l'arrêté du 2 juillet 2008 relatif à l'équipage et à la conduite de certains bateaux de navigation intérieure;
- VU l'arrêté du 2 mai 2011 du préfet de la région Aquitaine portant délégation de signature à M. Jean-Marie COUPU, directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique ;
- VU l'arrêté du 3 février 2011 modifié relatif au pilotage des bateaux, convois et autres engins flottants fluviaux qui effectuent une navigation dans les limites de la station de pilotage maritime de la Gironde,
- SUR PROPOSITION** du président de la station de pilotage maritime de la Gironde;

### ARRÊTÉ

**ARTICLE PREMIER** – L'article 3 de l'arrêté n°006 du 3 février 2011 modifié susvisé est modifié comme suit :

Au premier alinéa au lieu de : « Sont également affranchis de l'obligation de pilotage... », il convient de lire : « Sont affranchis de l'obligation de prendre un pilote... ».

Au second alinéa au lieu de : « Sont également affranchis de l'obligation de pilotage... », il convient de lire : « Sont affranchis de l'obligation de prendre un pilote... ».

**ARTICLE 2** - La directrice du Grand Port Maritime de Bordeaux et le directeur du service de navigation du Sud-Ouest et le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

Pour le Préfet de région et par délégation,

Le directeur interrégional

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a final vertical stroke, representing the name Jean-Marie COUPU.

Jean-Marie COUPU

**Ampliation :**

- SGAR Aquitaine
- Pilotage de la Gironde
- Grand Port Maritime de Bordeaux
- SNSO
- DDTM/DML de la Gironde

## ARRETE DE TRANSFERT D'AUTORISATION

EHPA « Le Moulin à Vent »  
13 impasse Lahary  
33320 EYSINES

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général  
de la Gironde**

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au Programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, l'article L313-12 relatif aux conventions et aux contrats pluriannuels, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements et les articles D 313-16 à D 313-19 relatifs aux modalités de tarification des établissements mentionnés au II de l'article L 313-12 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;
- VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;

---

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

---

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33



- VU l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde du 30 octobre 2007 portant l'autorisation de médicalisation option 2 de l'EHPA « Le Moulin à Vent » sise 13 impasse Lahary à Eysines (33320), d'une capacité de 11 places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;
- VU l'arrêté conjoint de transfert de Monsieur le Préfet de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 2 mars 2009, à la S.A.S VITEAL LES CEDRES sise 9 rue Darbon à Bordeaux (33300) pour le fonctionnement de l'EHPA «Le Moulin à Vent » ;
- VU la copie des statuts en date du 20 octobre 2009 de la SA ORPEA dont le siège social est fixé 3 rue Bellini à Puteaux (92806) et les extraits Kbis attestant de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
- VU l'acte en date du 1<sup>er</sup> février 2010 de rachat définitif des actions de la SAS VITEAL LES CEDRES sise 9 rue Darbon à Bordeaux (33300) au bénéfice de la SA ORPEA sise 3 rue Bellini à Puteaux (92806) pour l'exploitation du fonds de commerce de l'EHPA « Le Moulin à Vent » ;
- VU l'arrêté conjoint de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Président du Conseil Général du 14 septembre 2010, autorisant la SARL Résidence La Chêneraie pour l'extension non importante partielle de l'EHPAD « La Chêneraie » à Bordeaux par regroupement de capacités déjà autorisées dont 11 lits en provenance de l'EHPA Le Moulin à Vent sis à Eysines ;
- VU la reprise de gestion de l'exploitation de la Résidence « La Chêneraie » par la SA ORPEA par acte en date du 23 janvier 2008 ;
- SUR proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services Départementaux ;

## ARRETENT

### Article 1

L'autorisation de l'EHPA « Le Moulin à Vent » sise 13 impasse Lahary à Eysines (33320) d'une capacité de 11 lits est transférée à compter de ce jour à la SA ORPEA sise 3 rue Bellini à Puteaux (92806).

L'exploitation des 11 lits ci-dessus désignés s'entend in situ 13 impasse Lahary à Eysines (33320).

### Article 2

La SA ORPEA en tant que nouveau gestionnaire est tenue de respecter les conditions légales et les engagements auprès des autorités administratives.

### Article 3

L'option 2 « forfait soins » de l'EHPA « Le Moulin à vent » est transférée au nouveau gestionnaire en l'état, et ce, au regard des dispositions réglementaires. L'établissement est autorisé, à ce titre, à recevoir et à dispenser des soins auprès des personnes âgées assurées sociales jusqu'au 30 octobre 2012.

### Article 4

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

### Article 5

Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : ORPEA

N° FINESS : 750832701

Code statut juridique : 75

Entité établissement : EHPA Le Moulin à Vent

N° FINESS : 330802935

Code catégorie : 200                      capacité : 11

Discipline	Activité/fonctionnement	Clientèle	Capacité
924	11	700	11

Article 6 - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

Article 7 – La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 24 OCT. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général



M. le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

## ARRETE DE TRANSFERT D'AUTORISATION

EHPA « La Quiétude »  
19, 25 rue Alfred Daney  
33320 EYSINES

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le Président du Conseil Général  
de la Gironde**

- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment l'article L. 312-5.1 relatif au Programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, l'article L313-12 relatif aux conventions et aux contrats pluriannuels, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements et les articles D 313-16 à D 313-19 relatifs aux modalités de tarification des établissements mentionnés au II de l'article L 313-12 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;
- VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 portant diverses dispositions relatives aux procédures d'admission à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

---

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

---

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

- VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;
  
- VU l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde du 30 octobre 2007 portant l'autorisation de médicalisation option 2 de l'EHPA « La Quiétude » sise 19, 25 rue Alfred Daney à Eysines (33320) d'une capacité de 14 places d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;
  
- VU l'arrêté conjoint de transfert de Monsieur le Préfet de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 2 mars 2009, à la S.A.S VITEAL LES CEDRES sise 9 rue Darbon à Bordeaux (33300) pour le fonctionnement de l'EHPA « La Quiétude » ;
  
- VU la copie des statuts en date du 20 octobre 2009 de la SA ORPEA dont le siège social est fixé 3 rue Bellini à Puteaux (92806) et les extraits Kbis attestant de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ;
  
- VU l'acte en date du 1<sup>er</sup> février 2010 de rachat définitif des actions de la SAS VITEAL LES CEDRES sise 9 rue Darbon à Bordeaux (33300) au bénéfice de la SA ORPEA sise 3 rue Bellini à Puteaux (92806) pour l'exploitation du fonds de commerce de l'EHPA « La Quiétude » ;
  
- VU l'avis favorable émis dans sa séance du 21 mai 2010 par le comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS) relatif à la création d'un EHPAD à Andernos-les-Bains ;
  
- VU l'arrêté conjoint de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Président du Conseil Général du 20 août 2010 autorisant la SA ORPEA pour la création d'un EHPAD à Andernos-les-Bains par délocalisation et regroupement de capacités déjà autorisées dont 5 lits en provenance de l'EHPA la Quiétude sis à Eysines ;
  
- VU l'arrêté conjoint de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Président du Conseil Général du 14 septembre 2010, autorisant la SARL La Chêneraie pour l'extension non importante partielle de l'EHPAD « La Chêneraie » à Bordeaux par regroupement de capacités déjà autorisées dont 9 lits en provenance de l'EHPA La Quiétude sis à Eysines ;
  
- VU la reprise de gestion de l'exploitation de la Résidence « La Chêneraie » par la SA ORPEA par acte en date du 23 janvier 2008 ;



SUR proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services Départementaux ;

## ARRESENT

### Article 1

L'autorisation de l'EHPA « La Quiétude » sise 19, 25 rue Alfred Daney à Eysines (33320) d'une capacité de 14 lits est transférée à compter de ce jour à la SA ORPEA sise 3 rue Bellini à Puteaux (92806).

L'exploitation des 14 lits ci-dessus désignés s'entend in situ 19,25 rue Alfred Daney à Eysines (33320).

### Article 2

La SA ORPEA en tant que nouveau gestionnaire est tenue de respecter les conditions légales et les engagements auprès des autorités administratives.

### Article 3

L'option 2 « forfait soins » de l'EHPA « La Quiétude » est transférée au nouveau gestionnaire en l'état, et ce, au regard des dispositions réglementaires. L'établissement est autorisé, à ce titre, à recevoir et à dispenser des soins auprès des personnes âgées assurées sociales jusqu'au 30 octobre 2012.

### Article 4

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du Code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

### Article 5

Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique : ORPEA

N° FINESS : 750832701

Code statut juridique : 75

Entité établissement : EHPA La Quiétude

N° FINESS : 330799222

Code catégorie : 200                      capacité : 14

Discipline	Activité/fonctionnement	Clientèle	Capacité
924	11	700	14

Article 6 - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département , le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

Article 7 – La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 24 OCT. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général



Le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

Gérard MARTY

Arrêté du 02/11/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*La Maison des Cotonniers à Audenge*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 10/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
84 places, dont 80 places en HP, 4 places en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la demande de candidature pour la labellisation d'une UHR au sein de la structure,

**VU** l'avis favorable émis après instruction administrative, financière et architecturale du dossier et visite sur  
site,

**VU** la décision de labellisation du 24/10/2011

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de La Maison des Cotonniers à Audenge (N°Finess 330019118 ) est fixée à :

- 353 533,33 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 97 533,33 € pour le fonctionnement d'une Unité d'Hébergement Renforcée (UHR),*
- 14 133,33 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 29 461,11 € pour l'hébergement permanent,
- 1 177,78 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 02/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**ARRETE du 03 NOV. 2011**

**Portant autorisation d'extension de 10 places  
du Service d'Aide par le Travail (S.A.T) à Villenave d'Ornon (Gironde)  
pour adultes handicapés porteurs d'une trisomie ou déficients  
intellectuels moyens avec ou sans troubles associés,  
géré par l'Association Trisomie 21 Gironde**

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R.312-180 à R.312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la circulaire n° DGAS/3B/2008/259 du 1<sup>er</sup> août 2008 relative aux établissements et services d'aide par le travail (E.S.A.T) et aux personnes handicapées qui y sont accueillies ;

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire 2011 des établissements et services d'aide par le travail (E.S.A.T) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 juin 2011, pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail, au titre de l'année 2011 ;

**VU** le Schéma départemental d'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la Gironde 2007-2011, volet adultes handicapés ;

**VU** la demande présentée par l'Association Trisomie 21 Gironde - 70 avenue des Pyrénées à Villenave d'Ornon (33140) en vue de la création d'un Service d'Aide par le Travail (S.A.T) de 30 places à Villenave d'Ornon ;

**VU** l'avis favorable émis par le Comité Régional d'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) lors de sa séance du 28 septembre 2007 ;

**VU** l'arrêté du Préfet de Gironde, en date du 29 octobre 2008, portant autorisation partielle de création d'un Service d'Aide par le Travail à Villenave d'Ornon (33140), géré par l'Association Trisomie 21 Gironde, d'une capacité de 10 places ;

**VU** l'arrêté du Préfet de Gironde, en date du 15 novembre 2010, portant autorisation de création de 5 places au Service d'Aide par le Travail « Trisomie 21 » à Villenave d'Ornon (33140), géré par l'Association Trisomie 21 Gironde, portant la capacité globale à 15 places ;

**CONSIDERANT** les préconisations inscrites au schéma départemental de l'organisation sociale et médico-sociale 2007/2011 pour les enfants et adultes handicapés, notamment en matière d'insertion d'adultes handicapés par le travail adapté ;

**CONSIDERANT** les financements 2011, permettant l'extension de 10 places nouvelles au Service d'Aide par le Travail « Trisomie 21 », sis à Villenave d'Ornon (33140), géré par l'Association Trisomie 21 Gironde ;

**SUR** proposition du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde ;

### **- ARRETE -**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est accordée à l'Association Trisomie 21 Gironde, en vue de l'extension de 10 places du Service d'Aide par le Travail (S.A.T) à Villenave d'Ornon (Gironde), pour adultes handicapés porteurs d'une trisomie ou déficients intellectuels moyens avec ou sans troubles associés.  
La capacité globale du S.A.T est portée à 25 places.

**ARTICLE 2** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans, à compter du 29 octobre 2008.  
Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du CASF dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

**ARTICLE 3** – En application des articles L313-1 et L312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis aux autorités ayant délivré la présente autorisation au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation sera réputée caduque en application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa date de notification.

**ARTICLE 5** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat positif de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L.313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, dans les conditions prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.  
L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 7** - Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique : Association TRISOMIE 21 GIRONDE**

N° FINESS : 33 000 658 6

N° SIREN : 392 526 877

Code statut juridique : 61 Association Loi 1901 RUP

**Entité établissement : SAT TRISOMIE 21 à Villenave d'Ornon**

N° FINESS : 33 002 552 9

Code catégorie : 246 (E.S.A.T)

Capacité : 25

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
908	Aide par le travail pour adultes handicapés	14	Externat	125	Retard mental moyen avec troubles associés	25

**ARTICLE 8** - Dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le **03 NOV. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

ARRETE du 03 NOV. 2011

Portant autorisation d'extension de 4 places  
de l'E.S.A.T « Saint Jean » à Saint Brice (Gironde)  
pour adultes handicapés (tous types de déficiences)  
géré par l'association Saint Jean

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R.312-180 à R.312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la circulaire n° DGAS/3B/2008/259 du 1<sup>er</sup> août 2008 relative aux établissements et services d'aide par le travail (E.S.A.T) et aux personnes handicapées qui y sont accueillies ;

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire 2011 des établissements et services d'aide par le travail (E.S.A.T) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 juin 2011, pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail, au titre de l'année 2011 ;

**VU** le Schéma départemental d'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la Gironde 2007-2011, volet adultes handicapés ;

**VU** l'arrêté du Préfet de Gironde, en date du 15 juillet 2009, fixant la capacité de l'E.S.A.T Saint Jean à Saint Brice à 69 places ;

**VU** la demande en date du 30 novembre 2009 présentée par l'association Saint Jean, sise 1 rue Semens à Saint Brice (33540), en vue de l'extension de 11 places de l'E.S.A.T Saint Jean à Saint Brice ;

**VU** l'avis favorable émis par le Comité Régional d'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) lors de sa séance du 23 avril 2010 ;



**VU** l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine du 8 juillet 2010 portant refus d'autorisation d'extension de 11 places, faute de financement ;

**VU** l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine du 15 novembre 2010 portant autorisation d'extension de capacité de 7 places, au titre des places nouvelles de l'année 2010, portant la capacité totale de l'E.S.A.T « Saint Jean » à Saint Brice, à 76 places ;

**CONSIDERANT** les préconisations inscrites au schéma départemental de l'organisation sociale et médico-sociale 2007/2011 pour les enfants et adultes handicapés, notamment en matière d'insertion d'adultes handicapés par le travail adapté ;

**CONSIDERANT** les financements 2011, permettant l'extension de 4 places nouvelles à l'E.S.A.T Saint Jean à Saint Brice ;

**SUR** proposition du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde ;

### **- ARRETE -**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est accordée à l'association Saint Jean, sise 1 rue Semens à Saint Brice (33540), en vue de l'extension de 4 places pour adultes handicapés (tous types de déficiences) de l'E.S.A.T « Saint Jean » à Sainte Brice (Gironde).

La capacité globale de l'établissement est ainsi portée à 80 places.

**ARTICLE 2** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans, à compter du 4 janvier 2002.

Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du CASF dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

**ARTICLE 3** – En application des articles L313-1 et L312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis aux autorités ayant délivré la présente autorisation au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation sera réputée caduque en application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa date de notification.

**ARTICLE 5** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat positif de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L.313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, dans les conditions prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 7** - Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique : Association CAT SAINT JEAN**

N° FINESS : 33 000 111 6

N° SIREN : 392 437 042

Code statut juridique : 60 Association Loi 1901 non RUP

**Entité établissement : ESAT SAINT JEAN à SAINT BRICE**

N° FINESS : 33 078 311 9

N° SIRET : 392 437 042 00014

Code catégorie : 246 (E.S.A.T)

Capacité : 80

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
908	Aide par le travail pour adultes handicapés	14	Externat	010	Tous types de déficiences pers. Handicap.	80

**ARTICLE 7** - Dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 8** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 03 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

**ARRETE du 03 NOV. 2011**

Portant autorisation d'extension de 4 places  
du Service d'Aide par le Travail (S.A.T)  
au sein de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T)  
« Gaillan-Richelieu » à Floirac (Gironde) pour adultes handicapés  
traumatisés crâniens ou cérébro lésés, géré par la Ligue pour  
l'Adaptation du Diminué Physique au Travail (L.A.D.A.P.T)

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R.312-180 à R.312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la circulaire n° DGAS/3B/2008/259 du 1<sup>er</sup> août 2008 relative aux établissements et services d'aide par le travail (E.S.A.T) et aux personnes handicapées qui y sont accueillies ;

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire 2011 des établissements et services d'aide par le travail (E.S.A.T) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 juin 2011, pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail, au titre de l'année 2011 ;

**VU** le Schéma Départemental d'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la Gironde 2007-2011, volet adultes handicapés ;

**VU** la demande en date du 25 novembre 2009 présentée par L.A.D.A.P.T - 14 rue Scandicci à Pantin (93508) en vue de la création d'un Service d'Aide par le Travail de 15 places au sein de l'ESAT « Gaillan Richelieu » sis à Floirac (33270) ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 2 mars 2010 fixant la capacité de l'ESAT « Gaillan Richelieu » à 60 places ;

**VU** l'avis favorable émis par le Comité Régional d'Organisation Sociale et Médico-Sociale (CROSMS) lors de sa séance du 23 avril 2010 ;

**VU** l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 8 juillet 2010 portant refus d'autorisation de création dans l'attente de financement ;

**VU** l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 15 novembre 2010 portant autorisation de création d'un Service d'Aide par le Travail (SAT) de 11 places pour adultes handicapés traumatisés crâniens ou cérébro lésés, au sein de l'ESAT « Gaillan-Richelieu » à Floirac, géré par la Ligue pour l'Adaptation du Diminué Physique au Travail (L.A.D.A.P.T), et portant la capacité de l'établissement à 71 places ;

**CONSIDERANT** les préconisations inscrites au schéma départemental de l'organisation sociale et médico-sociale 2007/2011 pour les enfants et adultes handicapés, notamment en matière d'insertion d'adultes handicapés par le travail adapté ;

**CONSIDERANT** les financements 2011, permettant l'extension de 4 places nouvelles dans le Service d'Aide par le Travail (SAT) au sein de l'ESAT « Gaillan-Richelieu » à Floirac (Gironde) ;

**SUR** proposition du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde ;

## **- ARRETE -**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est accordée à L.A.D.A.P.T, en vue de :

- l'extension de 4 places pour adultes handicapés, traumatisés crâniens ou cérébro lésés, dans le Service d'aide par le Travail (SAT) au sein de l'ESAT « Gaillan-Richelieu » à Floirac (Gironde).

La capacité globale de l'établissement est ainsi portée à 75 places.

**ARTICLE 2** - Conformément à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans, à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du CASF dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

**ARTICLE 3** – En application des articles L313-1 et L312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis aux autorités ayant délivré la présente autorisation au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation sera réputée caduque en application de l'article L. 313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 5** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat positif de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L.313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, dans les conditions prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 7** - Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique : Ligue pour l'Adaptation du Diminué Physique au Travail (L.A.D.A.P.T)**

N° FINESS : 93 001 948 4

N° SIREN : 775 693 385

Code statut juridique : 61 Association Loi 1901 RUP

**Entité établissement : ESAT « GAILLAN RICHELIEU » à FLOIRAC**

N° FINESS : 33 079 898 4      N° SIRET : 775 693 385 00442

Code catégorie : 246 (E.S.A.T)      Capacité : 75

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
908	Aide par le travail pour adultes handicapés	13	Semi-Internat	438	Cérébro lésés	75

**ARTICLE 8** - Dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 03 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

**ARRETE du 03 NOV. 2011**

Portant autorisation d'extension de 5 places  
de l'E.S.A.T de Bassens (Gironde)  
pour adultes handicapés déficients mentaux légers ou moyens,  
avec ou sans troubles associés, géré par la Société Protectrice  
de l'Enfance de la Gironde (S.P.E.G)

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, les articles L.313-1 à L.313-9 relatifs aux autorisations, les articles R.313-1 à R.313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R.312-180 à R.312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale et les articles D.313-11 à D.313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements ;

**VU** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la circulaire n° DGAS/3B/2008/259 du 1<sup>er</sup> août 2008 relative aux établissements et services d'aide par le travail (E.S.A.T) et aux personnes handicapées qui y sont accueillies ;

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire 2011 des établissements et services d'aide par le travail (E.S.A.T) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 juin 2011, pris en application de l'article L.314-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail, au titre de l'année 2011 ;

**VU** le Schéma départemental d'Organisation Sociale et Médico-Sociale de la Gironde 2007-2011, volet adultes handicapés ;

**VU** l'arrêté du Préfet de Gironde, en date du 21 novembre 2003, portant autorisation de création d'un Centre d'Aide par le Travail (C.A.T) à Bassens, géré par la S.P.E.G, et fixant la capacité à 20 places ;

**VU** l'arrêté du Préfet de Gironde, en date du 18 décembre 2009, fixant à 30 places la capacité de l'E.S.A.T de Bassens, géré par la S.P.E.G ;

**VU** la demande en date du 27 janvier 2011 présentée par la S.P.E.G -184 bis cours du Médoc à Bordeaux (33042)- en vue de l'extension de 5 places de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) de Bassens (Gironde) ;

**VU** l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine du 9 février 2011 portant refus d'extension de 5 places de l'E.S.A.T de Bassens, géré par la S.P.E.G, faute de financement ;

**CONSIDERANT** les préconisations inscrites au schéma départemental de l'organisation sociale et médico-sociale 2007/2011 pour les enfants et adultes handicapés, notamment en matière d'insertion d'adultes handicapés par le travail adapté ;

**CONSIDERANT** la notification du 24 juin 2011 du Ministre des Solidarités et de la Cohésion Sociale, publiée au Journal Officiel du 9 août 2011, fixant le montant des dotations régionales limitatives, relatif aux frais de fonctionnement des ESAT, au titre de l'année 2011 ;

**CONSIDERANT** les financements 2011, permettant l'extension de 5 places nouvelles à l'ESAT de Bassens ;

**SUR** proposition du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde ;

### **- ARRETE -**

**ARTICLE PREMIER** - L'autorisation prévue à l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles est accordée à la Société Protectrice de l'Enfance de la Gironde (S.P.E.G) pour l'extension de 5 places de l'ESAT de Bassens, pour adultes handicapés déficients mentaux légers ou moyens, avec ou sans troubles associés.  
La capacité globale est portée à 35 places.

**ARTICLE 2** - Conformément à l'article L313-1 du Code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans, à compter du 21 novembre 2003.  
Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du CASF dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code.

**ARTICLE 3** – En application des articles L313-1 et L312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis aux autorités ayant délivré la présente autorisation au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**ARTICLE 4** - La présente autorisation sera réputée caduque en application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa date de notification.

**ARTICLE 5** - La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat positif de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L.313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, dans les conditions prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

**ARTICLE 6** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 7** - Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique : Société Protectrice Enfance Gironde (S.P.E.G)**

N° FINESS : 33 079 081 7

N° SIREN : 775 584 998

Code statut juridique : 61

Association Loi 1901 RUP

**Entité établissement : ESAT DE BASSENS**

N° FINESS : 33 001 505 8

N° SIRET : 775 584 998 00147

Code catégorie : 246 (E.S.A.T)

Capacité : 35

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
908	Aide par le travail pour adultes handicapés	14	Externat	128	Retard Mental Léger avec Troubles Associés.	35

**ARTICLE 8** - Dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 9** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 03 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN



Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie de la MAISON DE SANTE MARIE GALENE (FINESS 330000217) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie de la MAISON DE SANTE MARIE GALENE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la MAISON DE SANTE MARIE GALENE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 444 616 €
- Dotation A.C. : 0 €

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 2 873 917 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER CADILLAC pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER CADILLAC pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de CENTRE HOSPITALIER CADILLAC est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 69 100 653 € (dont 803 000 € non reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 €
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 €

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté du 08/11/2011

Portant fixation de la tarification

IME DE COUTRAS

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 27/04/2007 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 102 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011 /160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 04/10/2011

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de IME DE COUTRAS (N° Finess 33.0.78091.7 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante Dont CNR	467 037,00 € 0,00 €	3 644 633,00 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel Dont CNR	2 868 079,00 € 0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure Dont CNR	309 517,00 € 0,00 €	
	<b>Déficit</b>	0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	3 574 207,00 €	3 644 633,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation Dont forfait journalier	49 880,00 € 0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	20 546,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

### ARTICLE 2 -

Le prix de journée est fixé à compter du 01/11/2011 à :

En internat :	196,60 €
En semi-internat :	178,60 €

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 08/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

  
Nicole KLEIN

Arrêté du **8 NOV. 2011**

— Délégation Territoriale  
de la Gironde

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT Les Eyquems  
de l'association IRSA*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 5 mai 2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 95 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT Les Eyquems de l'association IRSA, n° FINESS 33 080 440 2, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	<b>156 155 €</b> <b>15 000 €</b>	<b>1 171 631 €</b>
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	<b>827 989 €</b> <b>0 €</b>	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	<b>187 487 €</b> <b>0 €</b>	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	<b>1 131 631 €</b>	<b>1 171 631 €</b>
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	<b>40 000 €</b>	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	<b>0 €</b>	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT Les Eyquems est fixée à 1 131 631 €.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 94 302,58 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
**La Directrice Générale**  
**de l'ARS d'Aquitaine**

8 NOV. 2011

**Nicole KLEIN**



Arrêté du **8 NOV. 2011**

**Délégation Territoriale  
de La Gironde**

*Portant fixation du montant et de la répartition pour  
l'exercice 2011 de la dotation globalisée commune  
prévues au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens  
de L'ADAPEI*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 24 décembre 2008 pour une période à effet du 24 décembre 2008 jusqu'au 24 décembre 2011, dont l'avenant à effet d'un an a été signé le 30 août 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – La dotation globalisée commune des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) gérés par l'ADAPEI, a été fixée pour l'exercice 2011 en application des dispositions du contrat d'objectifs et de moyens susvisé à **9 667 018 €**

Cette dotation globalisée commune est répartie entre les établissements et services de la façon suivante :

N° Finess	Etablissement	Dotation reconductible	CNR	Reprise des déficits	Reprise des excédents	TOTAL
330782368	Alouette Pessac	1 478 444 €	0 €	0 €	33 950 €	1 478 444 €
330785387	Audenge	1 314 166 €	0 €	0 €	47 143 €	1 314 166 €
330007485	Bégles	944 200 €	0 €	0 €	1 416 €	944 200 €
330785403	Bersol Pessac	1 374 081 €	0 €	2 784 €	0 €	1 374 081 €
330791864	La Paillerie	1 038 871 €	0 €	0 €	8 278 €	1 038 871 €
330793662	Le Barbereau	1 014 102 €	0 €	5 888 €	0 €	1 014 102 €
330794017	Le Haut Mexant	1 251 841 €	0 €	12 637 €	0 €	1 251 841 €
330781634	Villambis	1 251 311 €	0 €	69 478 €	0 €	1 251 311 €
<b>TOTAL</b>		<b>9 667 018 €</b>	<b>0 €</b>	<b>90 787 €</b>	<b>90 787 €</b>	<b>9 667 018 €</b>

**ARTICLE 2** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 3** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 4** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de La Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

8 NOV. 2011

Nicole KLEIN

Arrêté du 8 NOV. 2011

— Délégation Territoriale  
de la Gironde

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT de BASSENS de  
l'Association SPEG*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2009, autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 30 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT de Bassens de la SPEG, n° FINESS 33 001 505 8 sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
<b>Dépenses</b>	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	<b>54 970 €</b>	<b>376 432 €</b>
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	<b>215 349 €</b>	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	<b>106 113 €</b>	
	<b>Déficit</b>	-	
<b>Recettes</b>	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	<b>352 234 €</b>	<b>376 432 €</b>
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	<b>24 198 €</b>	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT de Bassens de l'Association SPEG est fixée à **352 234 €**.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **29 352, 83 €**; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

8 NOV. 2011

Nicole KLEIN

Arrêté du **8 NOV. 2011**

**Délégation Territoriale  
de la Gironde**

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT Lorient  
de l'Association AESTY*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 15 novembre 2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 55 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT Lorient de l'AESTY, n° FINESS 33 002 246 8, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	116 949 €	681 448 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	410 990 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	153 509 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	622 864 €	681 448 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	38 584 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	20 000 €	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT Lorient de l'AESTY est fixée à **622 864 €**.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **51 905,33 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de La Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

8 NOV. 2011

Nicolas KLEIN

Arrêté du **8 NOV. 2011**

**Délégation Territoriale  
de la Gironde**

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 du SAT « Trisomie 21 » de  
l'Association Trisomie 21 Gironde*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 15 novembre 2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 15 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles du SAT « Trisomie 21 » de l'Association Trisomie 21 Gironde, n° FINESS 330025529, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 964 €	172 261 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	138 150 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	24 094 €	
	<b>Déficit</b>	53 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	172 261 €	172 261 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	-	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement du SAT « Trisomie 21 » est fixée à **172 261 €**.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **14 355,08 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

8 NOV. 2011

Nicole KLEIN



Arrêté du **8 NOV. 2011**

**Délégation Territoriale  
de la GIRONDE**

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT « Le Puch » de  
l'Association Voir Ensemble*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 37 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT « Le Puch » de l'Association Voir Ensemble, n° FINESS 330781444, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	72 528 €	513 307 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	374 811 € 25 000 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	65 968 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	478 804 €	513 307 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	20 703 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	13 800 €	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT « Le Puch » est fixée à 478 804 €.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 39 900,33 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 NOV. 2011  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

Nicole KLEIN

Arrêté du **8 NOV. 2011**

**Délégation Territoriale  
de La Gironde**

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT Jacquemart Descartes  
De l'Association AGAP*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 19 juin 2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 295 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 07 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT Jacquemart-Descartes de l'Association AGAP, n° FINESS 33 078 187 3, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante <i>Dont CNR</i>	<b>535 215 €</b>	<b>3 557 448 €</b>
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	<b>2 692 592 € 19 847 €</b>	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	<b>329 641 €</b>	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	<b>3 331 189 €</b>	<b>3 557 448 €</b>
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	<b>226 259 €</b>	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT Jacquemart-Descartes est fixée à **3 331 189 €**.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **277 599,08 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

8 NOV. 2011

  
**Nicole KLEIN**

Arrêté du **8 NOV. 2011**

**Délégation Territoriale  
de la Gironde**

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT les Ateliers St Joseph  
de l'Association ST JOSEPH*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 19 juin 2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 90 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT les Ateliers St Joseph n° FINESS 33 078 204 6, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	115 318 €	1 210 104 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	907 209 € 5 000 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	155 157 € 49 309 €	
	<b>Déficit</b>	32 420 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 094 440 €	1 210 104 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	115 664 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT les Ateliers St Joseph de l'Association St Joseph est fixée à **1 094 440 €**.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **91 203,33 €**; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

8 NOV. 2011

Nicole KLEIN

Arrêté du 8 NOV. 2011

Délégation Territoriale  
de la GIRONDE

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT « La Ballastière-Les  
Eglisottes » de l'Association l'APEI*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 3 juin 2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 185 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT « La Ballastière – Les Eglisottes » de l'Association l'APEI, n° FINESS 330782178, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	337 944 €	2 242 140 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	1 620 689 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	283 507 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	2 008 266 €	2 242 140 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	133 874 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	100 000 €	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT « La Ballastière – Les Eglisottes » est fixée à 2 008 266 €.

### ARTICLE 3 –

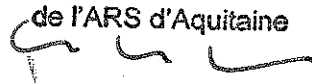
La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 167 355,50 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

8 NOV. 2011



Arrêté du 8 NOV. 2011

Délégation Territoriale  
de la GIRONDE

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT « Jean Bernard »  
de l'Association A.D.C.P.G. et C.T.A.M.*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 19 juin 2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 75 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT Jean-Bernard de l'A.D.C.P.G. et C.T.A.M., n° FINESS 330782277, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	145 000 €	979 036 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	692 732 € 17 055 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	141 304 € 59 000 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	913 436 €	979 036 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	65 600 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT Jean-Bernard est fixée à 913 436 €.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 76 119,67 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

8 NOV. 2011

Arrêté du 8 NOV. 2011

Délégation Territoriale  
de la Gironde

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT « Bel Air » de  
l'Association d'Aquitaine pour le reclassement  
par le travail protégé*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L.312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 19 octobre 2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 90 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 11 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT « Bel Air » de l'Association d'Aquitaine pour le reclassement par le travail protégé, n° FINESS 330783085, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	236 063 €	1 074 392 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	687 422 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	139 000 €	
	<b>Déficit</b>	11 907 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 023 492 €	1 074 392 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	50 900 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	-	
		-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT « Bel Air » est fixée à 1 023 492 €.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 85 291 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le

8 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

Nicole KLEIN

Arrêté du 8 NOV. 2011

Délégation Territoriale  
de la Gironde

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT « La Ferme des  
Côteaux » de l'Association SPEG*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 15 juillet 2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 91 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT « La Ferme des Côteaux » de l'Association SPEG, n° FINESS 330785379, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	101 950 €	1 185 348 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	942 643 € 20 000 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	140 755 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 033 805 €	1 185 348 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	69 376 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	2 243 €	
	<b>Excédent</b>	79 924 €	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT « La Ferme des Côteaux » est fixée à 1 033 805 €.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 86 150,42 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

8 NOV. 2011

Arrêté du 8 NOV. 2011

Délégation Territoriale  
de la Gironde

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT « Les Massiots » de  
l'Association A.E.A.E.I.*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 18 décembre 2009 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 60 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT « Les Massiots » de l'Association A.E.A.E.I., n° FINESS 330791716, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	83 293 €	744 165 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	533 214 € 2 700 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	127 658 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	692 651 €	744 165 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	46 014 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	5 500 €	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT « Les Massiots » est fixée à 692 651 €.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 57 720,92 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

8 NOV. 2011



Délégation Territoriale  
de la Gironde

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT « de la Haute Lande »  
de l'Association des CAT de la Haute Lande*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 19 octobre 2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 85 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT « de la Haute Lande » de l'Association des CAT de la Haute Lande, n° FINESS 330791781, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	121 808 €	1 060 182 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel <i>Dont CNR</i>	849 802 € 2 021 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	88 572 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	981 620 €	1 060 182 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	75 000 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	3 562 €	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT « de la Haute Lande » est fixée à 981 620 €.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 81 801, 67 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

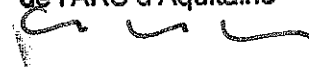
**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le

8 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du **8 NOV. 2011**

**Délégation Territoriale  
de la Gironde**

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT Magdeleine de Vimont  
de l'association Les Ateliers Saint-Joseph*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 7 novembre 2005 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 90 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT Magdeleine de Vimont de l'association Les Ateliers Saint-Joseph, n° FINESS 33 079 323 3, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	141 730 €	1 079 562 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	812 832 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	125 000 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	1 014 562 €	1 079 562 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	65 000 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT Magdeleine de Vimont est fixée à **1 014 562 €**.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **84 546,83 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

8 NOV. 2011

Nicole KLEIN

Arrêté du **8 NOV. 2011**

**Délégation Territoriale  
de la Gironde**

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT Gaillan-Richelieu de  
L'ADAPT.*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 15 novembre 2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 71 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT Gaillan-Richelieu de L'Adapt, n° FINESS 33 079 898 4 sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	98 500 €	852 427 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	686 927 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	67 000 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	767 024 €	852 427 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	27 578 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	57 825 €	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT Gaillan-Richelieu est fixée à 767 024 €.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à **63 918,67 €** ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

8 NOV. 2011

Nicole KLEIN

Arrêté du 8 NOV. 2011

Délégation Territoriale  
de la GIRONDE

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT « Le Gua » de  
l'Association AESTY*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 26 octobre 2006 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 90 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 7 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT « Le Gua » de l'Association AESTY, n° FINESS 330803958, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	138 000 €	1 095 644 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	720 536 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	237 108 €	
	<b>Déficit</b>	-	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	984 493 €	1 095 644 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	72 900 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	8 251 €	
	<b>Excédent</b>	30 000 €	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT « Le Gua » est fixée à 984 493 €.

### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 82 041,08 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le  
La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine

8 NOV. 2011

Nicole KLEIN



Arrêté du - 8 NOV. 2011

**Mission PMSI**

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison de Santé MARIE GALENE  
N° Finess 330000217 au titre de l'activité du mois  
de septembre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

**VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, le 19 octobre 2011, par la Maison de Santé Marie Galène ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **142 276,45 €** soit :

. **142 276,45 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la Maison de Santé Marie Galène et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le                      - 8 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

MAISON SAINTE MARIE GALENE(330000217)

**Cet exercice est validé par la région**

**Date de validation par la région : mercredi 26/10/2011, 10:05**

Date de récupération : mercredi 26/10/2011, 10:06

[illegible]

**P : Montant de**

### Activité d'hospitalisation

142 276,45

Activité externe y compris ATU,

**THE**

### Médicaments séjours

Total 142 276,45

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du - 8 NOV. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de BAZAS n° Finess 330781212 au titre de l'activité du mois de septembre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Bazas, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, le 24 octobre 2011, par le centre hospitalier de Bazas,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **119 509,40** soit :

. **119 509,40 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Bazas et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le - 8 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**HOPITAL DE BAZAS(330781212)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre**  
**Cet exercice est validé par la région**  
**Date de validation par l'établissement : lundi 24/10/2011, 10:20**  
**Date de validation par la région : mercredi 26/10/2011, 10:29**  
**Date de récupération : mercredi 26/10/2011, 10:30**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	13 632,98	0,00	13 632,98	0,00	0,00	1 372 163,89	1 385 796,87	1 268 601,52	117 195,35	117 195,35
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 517,84	20 517,84	18 203,79	2 314,05	2 314,05
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>13 632,98</b>	<b>0,00</b>	<b>13 632,98</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 392 681,72</b>	<b>1 406 314,70</b>	<b>1 286 805,31</b>	<b>119 509,40</b>	<b>119 509,40</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation		117 195,35									
Activité externe y compris ATU,											
FFM, SE et Molécules onéreuses		2 314,05									
Médicaments séjours		0,00									
DMI		0,00									
<b>Total</b>		<b>119 509,40</b>									

Arrêté du - 8 NOV. 2011

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CRF LA TOUR DE GASSIES N° Finess 330781139 au titre de l'activité du mois de septembre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, le 26 octobre 2011, par le CRF LA TOUR DE GASSIES.

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée **13 117,41 €** soit :

. **13 117,41 €** au titre de l'activité.

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CRF LA TOUR DE GASSIES et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le                      - 8 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CRF LA TOUR DE GASSIES(330781139)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre**

Cet exercice est validé par la région

Date de validation par l'établissement : mercredi 26/10/2011, 12:16

Date de validation par la région : mercredi 26/10/2011, 14:50

Date de récupération : mercredi 26/10/2011, 14:51

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L n précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 723,47	65 723,47	53 815,17	11 908,30	11 908,30
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 370,22	3 370,22	2 161,11	1 209,11	1 209,11
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>69 093,69</b>	<b>69 093,69</b>	<b>55 976,28</b>	<b>13 117,41</b>	<b>13 117,41</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation											
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	1 209,11										
Médicaments séjours	0,00										
DMI	0,00										
<b>Total</b>	<b>13 117,41</b>										

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER JEAN HAMEAU D'ARCACHON (FINESS 330781204)  
pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER JEAN HAMEAU D'ARCACHON pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER JEAN HAMEAU D'ARCACHON est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 2 727 459 € (dont 1 040 000 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 3 665 854 € (dont 50 000 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 1 271 483 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du M.S.P.B. BAGATELLE (FINESS 330000340) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du M.S.P.B. BAGATELLE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du M.S.P.B. BAGATELLE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 2 228 796 € (dont 1 689 695 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 1 366 149 € (dont 697 461 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 3 503 689 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN (FINESS 330780537) pour  
l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL WALLERSTEIN est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 1 009 225 € (dont 280 054 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 434 088 € (dont 109 072 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 673 114 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU SUD GIRONDE (FINESS  
330027509) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU SUD GIRONDE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,



## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DU SUD GIRONDE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 2 618 305 € (dont 881 152 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 790 441 €

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 2 217 112 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER SAINTE FOY LA GRANDE (FINESS 330781261) pour  
l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER SAINTE FOY LA GRANDE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER SAINTE FOY LA GRANDE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 175 595 € (dont 63 000 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 89 140 €

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 3 424 919 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie de la CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC (FINESS 330780529) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie de la CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la CLINIQUE MUTUALISTE DE PESSAC est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 589 457 € (dont 589 457 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 347 931 € (dont 113 248 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 998 938 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER CHARLES PERRENS est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 78 852 468 € (dont 40 000 € non reconductibles).

Cette dotation intègre la part sanitaire du financement du Centre de Ressources pour l'Autisme qui s'élève à 535 370€.

- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 €
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 €

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie de l'HÔPITAL DE JOUR POUR ENFANTS L'OISEAU LYRE pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie de l'HÔPITAL DE JOUR POUR ENFANTS L'OISEAU LYRE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,



## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'HÔPITAL DE JOUR POUR ENFANTS L'OISEAU LYRE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 1 603 828 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 €
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 €

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le **08 NOV. 2011**

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE MONSEGUR pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE MONSEGUR pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER DE MONSEGUR est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 € (dont 0 € non reconductibles)
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 589 542 €
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 248 715 €

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie de la RESIDENCE FONTAINES DE MONJOUS (FINESS 330780370) pour l'année  
2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie de la RESIDENCE FONTAINES DE MONJOUS pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la RESIDENCE FONTAINES DE MONJOUS est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 134 034 €
- Dotation A.C. : 19 685 € (dont 8 938 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 1 810 643 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie de la CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC (FINESS 330780495) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie de la CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de la CLINIQUE MUTUALISTE DU MEDOC est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 1 851 126 € (dont 541 928 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 570 282 € (dont 135 844 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 896 676 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le **08 NOV. 2011**

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE (FINESS 330781253) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,



## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 6 652 582 € (dont 2 608 803 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 5 337 969 € (dont 2 107 500 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 20 622 841 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 11 586 319 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION LES LAURIERS pour l'année  
2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION LES LAURIERS pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION LES LAURIERS est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 7 410 102 €
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 €

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie de l'ASSOCIATION RENOVATION - HÔPITAL DE JOUR DU PARC pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie de l'ASSOCIATION RENOVATION - HÔPITAL DE JOUR DU PARC pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'ASSOCIATION RENOVATION - HÔPITAL DE JOUR DU PARC est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 2 342 750 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 €
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 €

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX (FINESS 330781196)  
pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 137 569 937 € (dont 111 266 578 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 25 422 840 € (dont 2 118 717 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 1 355 512 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 11 105 073 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION CHATEAUNEUF pour  
l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 162-22-12 à L. 162-22-14, L. 174-1 et R. 162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R. 6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION CHATEAUNEUF pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,



## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de CENTRE DE SOINS DE SUITE ET RÉADAPTATION CHATEAUNEUF est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné à l'article 2 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 5 865 702 €
- Dotation annuelle de financement M.C.O. : 0 €

**ARTICLE 3** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie de l'HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT (FINESS 330000332) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie de l'HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l' HOPITAL SUBURBAIN DU BOUSCAT est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 541 921 € (dont 258 361 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 121 159 € (dont 72 112 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER SAINT NICOLAS DE BLAYE (FINESS 330781220) pour  
l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER SAINT NICOLAS DE BLAYE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER SAINT NICOLAS DE BLAYE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 1 943 637 € (dont 750 417 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 649 491 €

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 859 487 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



**Nicole KLEIN**

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie de l'INSTITUT BERGONIE (FINESS 330000662) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie de l'INSTITUT BERGONIE pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel de l'INSTITUT BERGONIE est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 13 226 376 € (dont 10 761 726 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 1 897 418 € (dont 99 583 € non reconductibles)

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 0 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté modifiant l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources  
d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS (FINESS 330781212) pour l'année 2011

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE  
REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-12 à L.162-22-14, L.174-1 et R.162-42-4,
- VU** le code de la santé publique, notamment son article R.6145-26,
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU** l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 fixant pour l'année 2011 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004,
- VU** l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU** l'arrêté du 20 avril 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie du CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS pour l'année 2011,
- VU** la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,



## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Le montant des ressources d'assurance maladie versées sous forme de dotation ou de forfait annuel du CENTRE HOSPITALIER DE BAZAS est modifié, pour l'année 2011, ainsi qu'il est mentionné aux articles 2 à 4 du présent arrêté

**ARTICLE 2** - Les montants des forfaits annuels mentionnés à l'article L.162-22-8 du code de la sécurité sociale sont inchangés.

**ARTICLE 3** - Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation M.I.G. : 70 000 € (dont 70 000 € non reconductibles)
- Dotation A.C. : 1 184 €

**ARTICLE 4** - Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est modifié ainsi qu'il suit :

- Dotation annuelle de financement PSYCHIATRIE : 0 €
- Dotation annuelle de financement S.S.R. : 2 301 907 €

**ARTICLE 5** - Le recours prévu par l'article L.351-1 du code de l'action sociale et des familles peut être porté devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 6** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la GIRONDE.

Fait à Bordeaux, le 08 NOV. 2011

La directrice générale de l'agence  
régionale de santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

*Arrêté modifiant pour l'année 2011,  
le montant de la dotation MIGAC  
de la Polyclinique BORDEAUX NORD AQUITAINE  
à Bordeaux*

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département Financement

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L.162-22-13, L.162-22-14, D.162-8, R.162-42-4 et R.174-22-1,
- VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004, notamment son article 33 modifié,
- VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011,
- VU l'arrêté du 9 mars 2011 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 28 février 2011 portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale,
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation,
- VU la circulaire n°DGOS/R1/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé,
- VU le contrat d'objectifs et de moyens à effet du 31 mars 2007,
- VU l'arrêté du 19 avril 2011 fixant, pour l'année 2011, le montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique BORDEAUX NORD AQUITAINE

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – L'arrêté du 19 avril 2011 fixant pour l'année 2011 le montant de la dotation MIGAC de la Polyclinique BORDEAUX NORD AQUITAINE à Bordeaux est modifié ainsi qu'il suit :

**I** - A l'article premier, le chiffre : 369 472 € est remplacé par le chiffre : 404 216 €.

**II** - A l'article 2, alinéa 5, le chiffre 21 670 € est remplacé par le chiffre 50 220 €

**III** - A l'article 2, il est inséré un dernier alinéa ainsi rédigé :

- **6 194 € en crédits non reconductibles** au titre des activités de soins réalisées à des fins expérimentales ou de la dispensation des soins non couverts par les nomenclatures ou les tarifs : les médicaments bénéficiant d'une autorisation temporaire d'utilisation en application des dispositions de l'article L. 5121-12 du code de la santé publique,

**IV** - A l'article 4, alinéa 1, le chiffre 30 789,33 € est remplacé par le chiffre 33 684 ,67 €

**V** - A l'article 4, alinéa 2, le chiffre 13 993,75 € est remplacé par le chiffre 16 372,92 €

**ARTICLE 2** – Les autres dispositions de l'arrêté du 19 avril 2011 restent inchangées.

**ARTICLE 3** – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

**ARTICLE 4** - La directrice générale adjointe de l'agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, **08 NOV. 2011**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine**



**Nicole KLEIN**

Arrêté du 14 NOV. 2011

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au centre hospitalier d'ARCACHON N°  
Finess 330781204 au titre du mois de septembre  
2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier d'Arcachon, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, le 3 novembre 2011, par le centre hospitalier d'Arcachon,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 330 241,22 €** soit :

- . **2 262 258,63 €** au titre de l'activité,
- . **33 295,26 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **34 687,33 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

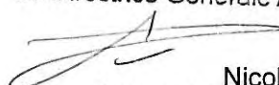
**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier d'Arcachon et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **14 NOV. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,



Nicole KLEIN  
**Anne BARON**

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CENTRE HOSPITALIER D'ARCACHON(330781204)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre**  
Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : jeudi 03/11/2011, 10:14**  
**Date de validation par la région : lundi 07/11/2011, 16:18**  
**Date de récupération : lundi 07/11/2011, 16:22**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L n-1 et n-2)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	19 686,64	0,00	19 686,64	0,00	0,00	17 110 639,94	17 130 326,58	15 169 764,05	1 960 562,54	1 960 562,53
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	76 658,15	76 658,15	67 045,90	9 612,25	9 612,25
DMI	0,00	20 456,94	0,00	20 456,94	0,00	0,00	271 480,63	291 937,57	257 250,24	34 687,33	34 687,33
Mon patient	0,00	15 161,85	0,00	15 161,85	0,00	0,00	326 308,15	341 470,00	308 174,74	33 295,26	33 295,26
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 428,17	365 428,17	326 717,92	38 710,25	38 710,25
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 768,66	11 768,66	9 603,48	2 165,19	2 165,19
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 203 770,22	2 203 770,22	1 952 561,81	251 208,41	251 208,41
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>55 305,43</b>	<b>0,00</b>	<b>55 305,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>20 366 053,93</b>	<b>20 421 359,36</b>	<b>18 091 118,14</b>	<b>2 330 241,22</b>	<b>2 330 241,22</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	1 970 174,78
Activité externe y compris ATU,	292 083,85
FFM, SE et Molécules onéreuses	33 295,26
Médicaments séjours	34 687,33
DMI	
<b>Total</b>	<b>2 330 241,22</b>

— DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 14 NOV 2011

— Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au CRLCC Institut BERGONIE N° Finess 330000662 au titre de l'activité du mois de septembre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CRLCC Bergonié, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, le 25 octobre 2011, par le CRLCC Bergonié,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 799 680,51 €** soit :

- . **3 805 606,76 €** au titre de l'activité,
- . **970 148,10 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **23 925,65 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CRLCC Bergonié et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **14 NOV. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS  
Par délégué,  
La Directrice Générale Adjointe,

  
**Anne BARON Nicole KLEIN**



MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement  
 INSTITUT BERGONIE(330000662)  
 Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : mardi 25/10/2011, 21:58  
 Date de validation par la région : lundi 07/11/2011, 08:46  
 Date de récupération : lundi 07/11/2011, 08:46

	B : Montant LAMD renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMD n 2)	C : Dernier montant LAMD renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMD renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMD d0 au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMD d0 au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMD renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMD des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 431 036,87	29 431 036,87	26 117 019,54	3 314 017,33	3 314 017,33
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 153,15	170 153,15	146 227,50	23 925,65	23 925,65
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 316 704,97	9 316 704,97	8 346 556,87	970 148,10	970 148,10
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 606,95	36 606,95	32 124,71	4 482,25	4 482,25
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 510 279,68	4 510 279,68	4 023 172,50	487 107,18	487 107,18
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 464 781,62	43 464 781,62	38 665 101,11	4 799 680,51	4 799 680,51
<b>P : Montant de l'activité</b>											
Activité d'hospitalisation	3 314 017,33										
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	491 589,43										
Médicaments séjours	970 148,10										
DMI	23 925,65										
Total	4 799 680,51										

Arrêté du 14 NOV. 2011

— Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au au centre hospitalier de BLAYE  
N° Finess 330781220 au titre de l'activité du mois  
de septembre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier Blaye, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, le 28 octobre 2011, par le centre hospitalier de Blaye,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **1 818 902,75 €** soit :

- . **1 784 180,38€** au titre de l'activité,
- . **25 967,52 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **8 754,85€** au titre des produits et prestations (DMI),

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Blaye et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **14 NOV. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par déléation,  
La Directrice Générale Adjointe,



**Anne BARON**

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**C. H. SAINT NICOLAS DE BLAYE(330781220)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre**  
Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : vendredi 28/10/2011, 11:18**  
**Date de validation par la région : mardi 08/11/2011, 09:57**  
**Date de récupération : mardi 08/11/2011, 10:04**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 446 733,43	13 446 733,43	11 841 863,04	1 604 870,39	1 604 870,40
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 582,66	25 582,66	22 257,30	3 325,36	3 325,36
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 841,86	96 841,86	88 087,01	8 754,85	8 754,85
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	234 472,11	234 472,11	208 504,59	25 967,52	25 967,52
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 680,91	187 680,91	167 624,77	20 056,14	20 056,14
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 951,12	17 951,12	15 948,59	2 002,53	2 002,53
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 330 916,49	1 330 916,49	1 176 990,53	153 925,95	153 925,95
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 340 178,58</b>	<b>15 340 178,58</b>	<b>13 521 275,83</b>	<b>1 818 902,75</b>	<b>1 818 902,75</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	1 608 195,76
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	175 984,62
Médicaments séjours	25 967,52
DMI	8 754,85
<b>Total</b>	<b>1 818 902,75</b>

Arrêté du 14/11/2011

Portant fixation du forfait global annuel de soins pour l'année 2011

SAMSAH SOS HABITAT ET SOINS

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 02/08/2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 15 places,

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011 /160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 03/11/2011

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER :

Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de SAMSAH SOS HABITAT ET SOINS (N° Finess 33.0.03212.9 ) sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	TOTAL
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 700,00 €	49 484,00 €
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	42 631,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	4 153,00 €	
	Dont CNR	0,00 €	
<b>Déficit</b>		0,00 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	49 484,00 €	49 484,00 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Dont forfait journalier	0,00 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	<b>Excédent</b>	0,00 €	

### ARTICLE 2 -

Pour l'exercice budgétaire 2011, le forfait global annuel de soins du SAMSAH SOS HABITAT ET SOINS est fixé à 49 484,00 €

La fraction forfaitaire est égale pour 4 mois à 12 371,00 €

Le montant du prix de journée (Cf Art. R314-112 du CASF) s'élève à 58,98 €

### ARTICLE 3 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 5 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14/11/2011

Pour la Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice Générale Adjointe,

  
Anne BARON

Arrêté du 15/11/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*La Maison des Cotonniers à Audenge*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 10/07/2008 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
84 places, dont 80 places en HP, 4 places en HT

**VU** la publication au Journal Officiel n°119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n°DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la demande de candidature pour la labellisation d'une UHR au sein de la structure,

**VU** l'avis favorable émis après instruction administrative, financière et architecturale du dossier et visite sur  
site,

**VU** la décision de labellisation du 24/10/2011

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de La Maison des Cotonniers à Audenge (N°Finess 330019118 ) est fixée à :

- 353 533,33 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 97 533,33 € pour le fonctionnement d'une Unité d'Hébergement Renforcée (UHR),*
- 14 133,33 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire est égale pour 4 mois à :

- 88 383,33 € pour l'hébergement permanent,
- 3 533,33 € pour l'hébergement temporaire.

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 15/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN



**ARRETE DE TRANSFERT D'AUTORISATION  
DELIVREE A LA SAS MAISON DE RETRAITE  
LE CHALET**

EHPAD LE CHALET  
7 rue de l'Aurignole  
33 830 BELIN-BELIET

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de la l'Ordre du Mérite**

**Le Président du Conseil Général  
de la Gironde**

- VU le code de l'action sociale et des familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-Sociale, les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements et l'article D 313-7-2 relatif à la caducité de l'autorisation ;
- VU le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;
- VU le programme régional et interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2010-2013 de la région Aquitaine ;
- VU l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet du Département de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général en date du 14 janvier 2003 portant transformation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées « Le Chalet » sis 7 rue de l'Aurignole à Belin Beliet (33830) en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes d'une capacité de 30 lits d'hébergement permanent ;

---

Espace Rodesse  
CS 91704  
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 57 01 44 00

---

Esplanade  
Charles-de-Gaulle  
33074 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 99 33 33

- VU l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet du Département de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général en date du 24 décembre 2003 portant sur l'extension de 20 places de l'EHPAD « Le Chalet » sis 7 rue de l'Aurignole à Belin Beliet (33830), soit une capacité totale de 50 lits d'hébergement permanent ;
- VU l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet du Département de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général en date du 15 juin 2004 portant sur l'extension de 4 lits d'hébergement temporaire de l'EHPAD « Le Chalet » sis 7 rue de l'Aurignole à Belin Beliet, soit une capacité totale de 54 lits dont 4 lits d'hébergement temporaire dont 3 lits d'hébergement temporaire Alzheimer ;
- VU l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet du Département de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général en date du 27 juillet 2009 portant sur l'autorisation d'extension de 17 lits d'hébergement permanent dont 11 lits d'hébergement permanent Alzheimer et de 1 place d'accueil de jour Alzheimer délivrée à Madame Pierrette FAUGERE, gérante de la SARL « Le Chalet pour l'exploitation de l'EHPAD « Le Chalet » sis 7 rue de l'aurignole à Belin Beliet portant la capacité totale de l'établissement à 72 lits et places dont 56 lits d'hébergement permanent classique, 11 lits d'hébergement permanent Alzheimer, 1 lits d'hébergement temporaire classique, 3 lits d'hébergement temporaire Alzheimer et de 1 place d'accueil de jour Alzheimer ;
- VU la copie des statuts certifiée conforme à l'original, en date du 28 février 2011 de la SAS « Maison de Retraite Le Chalet » dont le siège social est fixé 33 830 Belin Beliet actant de la décision des associés et notamment de la gérante Madame Pierrette FAUGERE de transformer la SARL « Le Chalet » en SAS « Maison de Retraite le Chalet » et de désigner Madame FAUGERE en tant que Présidente de la SAS ;
- VU la démission de Madame Pierrette FAUGERE en tant que présidente de la SAS « Maison de Retraite Le Chalet » ;
- VU la copie de l'extrait Kbis du Tribunal de commerce de Bordeaux daté du 8 mai 2011 actant la transformation de la SARL « Le Chalet » en SAS « Maison de Retraite Le Chalet », le nom du nouveau président Madame Christine JEANDEL et confirmant l'enregistrement de la SAS « Maison de Retraite Le Chalet » au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 348 410 184 ;
- VU le contrat de cession d'actions en date du 15 mars 2011, entre Madame Christine JEANDEL, Présidente de la SAS « Maison de Retraite Le Chalet », cédant, et la SA « Médica France » dont le siège social est fixé 39, rue du Gouverneur Général Félix Eboué, 92 130 Issy les Moulineaux, cessionnaire, représentée par Monsieur Jacques BAILET agissant en tant que Président ;
- VU la copie des statuts certifiée conforme à l'original, en date du 26 mars 2004, de la SA « Médica France » dont le siège social est fixé 39, rue du Gouverneur Général Félix Eboué, 92 130 Issy les Moulineaux, et la copie de l'extrait Kbis attestant de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 341174 118 ;
- VU le courrier en date du 25 mars 2011 de Madame Christine JEANDEL, Directrice Générale de la SA « Médica France » sollicitant le maintien de l'autorisation de gestion de l'EHPAD « Le Chalet » au profit de la SAS « Maison de retraite Le Chalet » désormais représentée par Madame Christine JEANDEL agissant en qualité de Présidente ;

**CONSIDÉRANT** la poursuite de l'existence de la SAS « Maison de Retraite Le Chalet » représentée par sa nouvelle Présidente Madame Christine JEANDEL suite à la cession de l'ensemble des actions de ladite SAS à la SA « Médica France » dont elle occupe les fonctions de Directrice Générale ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services Départementaux ;

### **ARRETENT**

**Article 1** - L'autorisation de l'EHPAD « Le Chalet » sis 7 rue de l'Aurignole à Belin-Beliet (33830) d'une capacité de 72 lits et places décomposée comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	56	11	67
Hébergement temporaire	1	3	4
Accueil de jour	0	1	1
TOTAL	57	15	72

est transférée à la SAS « Maison de Retraite Le Chalet » représentée par Madame Christine JEANDEL agissant en qualité de Présidente.

**Article 2** - L'exploitation des 72 lits et places ci-dessus désignés s'entend in situ.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles, l'extension de 17 lits d'hébergement permanent dont 11 lits d'hébergement permanent Alzheimer et de 1 place d'accueil de jour Alzheimer, incluse dans la capacité totale d'accueil des 72 lits et places, accordée par autorisation en date du 27 juillet 2009, est déclarée caduque dans un délai de 3 ans à compter de sa date de notification, si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution.

**Article 4** - La mise en œuvre de l'autorisation relative à l'extension de 17 lits d'hébergement permanent dont 11 lits d'hébergement permanent Alzheimer et de 1 place d'accueil de jour Alzheimer accordée par l'arrêté conjoint de Monsieur le Préfet du Département de la Gironde et de Monsieur le Président du Conseil Général en date du 27 juillet 2009 est subordonnée au résultat de la visite de conformité de la structure mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D. 313-11 à D. 313-14 du même code.

**Article 5** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**Article 6** - Les représentants de la SAS « Maison de Retraite Le Chalet » sont tenus de respecter les conditions légales et les engagements pris auprès des autorités administratives et notamment de mettre en œuvre l'intégralité des objectifs fixés dans la convention tripartite signée le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et prorogée le 19 juin 2009.

**Article 7** – Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 14 janvier 2003. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 du Code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.

**Article 8** – Ce service est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** SAS Maison de Retraite Le Chalet

N° FINESS : 33 333 536 4

N° SIREN : 348 410 184

Code statut juridique : 72 SARL

**Entité établissement :** EHPAD Le Chalet

N° FINESS : 33 079 795 2

Code catégorie : 200                      capacité : 72

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	56
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	11
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	1
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	3
924	Accueil en maison de retraite	21	Accueil de jour	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	1

**Article 9** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et au recueil des actes administratifs du Département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**Article 10** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 15 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général,



Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux

Gérard MARTY

Arrêté du **15 NOV. 2011**

*Arrêté de transfert d'autorisation de la maison  
de retraite l'Y Sen Be sise à Cars en faveur de  
l'EHPAD La Chartreuse sise à Coutras*

**La Directrice Générale de l'Agence  
Régionale de Santé d'Aquitaine,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du mérite**

**Le Président du Conseil Général**

- VU** le code de l'action sociale et des familles notamment l'article L. 312-5.1 relatif au PRIAC, les articles L. 313-1 à L. 313-9 relatifs aux autorisations, les articles R. 313-1 à R. 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles R. 312-180 à R. 312-192 relatifs aux Comités Régionaux de l'Organisation Sociale et Médico-sociale et les articles D. 313-11 à D. 313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements et les articles D 313-16 à D 313-19 relatifs aux modalités de tarification des établissements mentionnés au II de l'article L 313-12 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L3214-1 et L3221-9 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale de la Gironde 2009-2011 ;
- VU** le programme régional et interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) pour la période 2010-2013 ;
- VU** le règlement départemental d'aide sociale adopté par délibération du 20 décembre 2010 ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil Général de Gironde en date du 30 mai 1989 portant autorisation à Madame Liliane Péraudon pour la création d'un établissement pour personnes âgées « l'Y Sen Be » d'une capacité de 11 lits à Cars (33390) portée à 13 lits par arrêté du Président du Conseil Général du 4 septembre 1991 ;
- VU** l'arrêté du Président du Conseil Général de Gironde du 24 septembre 1998 portant autorisation d'extension de la maison de retraite « SARL La Chartreuse » sise 4 rue de la République 33230 Coutras portant la capacité globale de 18 à 23 lits ;
- VU** l'acte authentique de donation enregistré le 23 juin 2003 concluant au transfert en pleine propriété du fonds de commerce de la maison de retraite « l'Y Sen Be » à Cars à Madame Evelyne Péraudon, fille de Madame Liliane Péraudon ;
- VU** l'arrêté du Préfet du département de Gironde en date du 23 mars 2005 portant transformation en EHPAD de la maison de retraite « La Chartreuse » à Coutras ;

- VU** l'arrêté conjoint en date du 30 mars 2006 portant refus d'autorisation d'extension à défaut de financement de 23 lits d'hébergement permanent et 1 lit d'hébergement temporaire au profit de l'EHPAD « La Chartreuse » sise 4 rue de la République à Coutras ;
- VU** l'arrêté conjoint du Préfet de département et du Président du Conseil Général de Gironde en date du 10 avril 2009, portant refus d'extension de l'EHPAD La Chartreuse par transfert de 6 lits de la maison de retraite de Bayas, ainsi que les 10 lits de la maison de retraite de Castel Mary à Pessac sur Dordogne et refus de création de 2 lits d'hébergement temporaire et 3 places d'accueil de jour au motif des insuffisances de la conception architecturale de l'unité Alzheimer ;
- VU** l'arrêté conjoint d'autorisation partielle du Préfet et du Président du Conseil Général de Gironde du 30 novembre 2009 autorisant la gérante de la SARL « La Chartreuse » pour l'extension de 16 lits d'hébergement permanent par transfert de 6 lits de la maison de retraite de Bayas ainsi que les 10 lits de la maison de retraite de Castel Mary à Pessac sur Dordogne et 3 places d'accueil de jour au profit de l'EHPAD « La Chartreuse » sise 4 rue de la République 33230 Coutras, fixant la capacité globale de la structure à 42 lits et places dont 39 lits d'hébergement permanent et 3 places d'accueil de jour ;

**CONSIDERANT** le compromis de vente du 13 mars 2010 concernant le fonds de commerce de la maison de retraite dénommée « l'Y Sen Be » sis à Cars (33390), 10 rue Peyraud, portant sur la cession de l'autorisation administrative d'exploitation des 13 lits au profit de la SARL « La Chartreuse » ;

**CONSIDERANT** que les 13 lits provenant de la maison de retraite « l'Y Sen Be » sise à Cars bénéficiaient d'un budget d'assurance maladie en tarification d'office et que ce dernier est insuffisant pour financer la médicalisation en EHPAD de 13 lits à l'occasion de la délocalisation des lits d'hébergement permanent vers l'EHPAD « La Chartreuse » à Coutras ;

**CONSIDERANT** la nécessité de diversifier les modes de prise en charge au sein de l'EHPAD en proposant une répartition des 13 places d'hébergement en 10 places d'hébergement permanent et 3 places d'hébergement temporaire ;

**CONSIDERANT** pour ces dernières la disponibilité des crédits spécifiques au financement des 3 lits d'hébergement temporaire sur l'enveloppe 2010 ;

**CONSIDERANT** la circulaire du 25 février 2010 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 qui fixe, pour l'accueil de jour, une capacité minimale requise de 6 places ;

**CONSIDERANT** la demande faite par l'ARS à tous les EHPAD disposant d'un accueil de jour inférieur à 6 places de se positionner sur l'une des options proposées soit : demande d'extension pour atteindre 6 places ou demande de retrait d'autorisation de l'accueil de jour ou demande de dérogation ;

**CONSIDERANT** la demande de retrait d'autorisation des 3 places d'accueil de jour émise par l'établissement par courrier en date du 30 août 2010 ;

**CONSIDERANT** que la conception architecturale de l'unité Alzheimer permet la mise en œuvre des 3 lits d'hébergement temporaire ;

**SUR** proposition conjointe du Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et du Directeur Général des Services Départementaux ;

## **A R R E T E N T**

**ARTICLE PREMIER** – La cession de l'autorisation détenue par Madame Evelyne Péraudon pour 13 lits d'hébergement permanent de la maison de retraite « l'Y Sen Be » sise 10 rue Peyraud à Cars (33390) est accordée à hauteur de 10 lits d'hébergement permanent et de 3 lits d'hébergement temporaire Alzheimer au profit de la SARL « La Chartreuse » sise 4 rue de la République à Coutras (33230) sous réserve de la réalisation effective de la vente faisant l'objet du compromis de vente du 13 mars 2010 sus mentionné.

**ARTICLE 2** – La délocalisation des 13 lits cités à l'article premier du présent arrêté au sein de l'EHPAD « La Chartreuse » sise 4 rue de la République à Coutras (33230) est accordée à hauteur de 10 lits d'hébergement permanent et de 3 lits d'hébergement temporaire Alzheimer.

**ARTICLE 3** – La médicalisation des places cédées en provenance de la maison de retraite « l'Y Sen Be » sise à Cars est réalisée à hauteur de 10 lits d'hébergement permanent et de 3 lits d'hébergement temporaire Alzheimer.

**ARTICLE 4** – L'exploitation des 13 lits cités à l'article premier et transformés en 10 lits d'hébergement permanent et 3 lits d'hébergement temporaire Alzheimer ne peut se faire que dans le cadre d'un EHPAD.

**ARTICLE 5** – La fermeture des 3 places d'accueil de jour est prononcée à compter du 1<sup>er</sup> mai 2011.

**ARTICLE 6** - La capacité médicalisée de l'EHPAD « La Chartreuse » à Coutras s'établit dès lors comme suit :

	EHPAD classique	Alzheimer	TOTAL des places
Hébergement permanent	39	10	49
Hébergement temporaire	0	3	3
TOTAL	39	13	52

**ARTICLE 7** – L'autorisation accordée ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

**ARTICLE 8** – Conformément à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter du 23 mars 2005. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312.8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L. 313-5 du même code, au moins deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité.



**ARTICLE 9** – La présente autorisation est caduque, en application de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles si elle n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de 3 ans suivant sa notification.

**ARTICLE 10** – La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par les articles D 313-11 à D 313-14 du même code.

**ARTICLE 11** – Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 12** – Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

**Entité juridique :** SARL LA CHARTREUSE

N° FINESS : 330006156

Code statut juridique : 72

**Entité établissement :** EHPAD LA CHARTREUSE

N° FINESS : 330799792

Code catégorie : 200                      capacité : 52

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	711	Personnes âgées dépendantes	39
924	Accueil en maison de retraite	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	10
657	Accueil temporaire pour personnes âgées	11	Hébergement complet internat	436	Personnes Alzheimer ou maladies apparentées	3

**ARTICLE 13** - Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et du recueil des actes du département, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant les autorités compétentes, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent.

**ARTICLE 14** – La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, le Directeur de la Délégation Territoriale de Gironde et le Directeur Général des Services Départementaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Gironde et à celui du Département.

Fait à Bordeaux, le 15 NOV. 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Le Président du Conseil Général



Pour le Président du Conseil Général  
Le Directeur Général  
des Services Départementaux



Gérard MARTY

**Décision modificative du 15 novembre 2011**

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**Département de l'Offre de Soins Hospitalière**

de la décision du 24 octobre 2011 autorisant la  
Société Anonyme Todomodensitomètre des  
Radiologistes d'Aquitaine (SA TDMR) de remplacer  
le scanographe sur le site de la Polyclinique  
Bordeaux Rive Droite

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** la décision de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation  
d'Aquitaine en date du 3 mai 2005 accordant à la SA TDMR l'autorisation pour l'installation  
d'un scanographe dans les locaux de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite

**VU** la décision de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de la Santé en date  
du 24 octobre 2011 autorisant la Société Anonyme Todomodensitomètre des Radiologistes  
d'Aquitaine (SA TDMR) de remplacer le scanographe sur le site de la Polyclinique Bordeaux  
Rive Droite,

**CONSIDERANT** l'erreur de matérielle qui s'est glissée dans la décision du 24 octobre 2011,  
à la place du " 3 septembre 2007" il faut lire le " 3 mai 2005",

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – L'article 8 de la décision du 24 octobre 2011 est modifié comme suit :  
« l'autorisation de fonctionnement de l'équipement matériel lourd précédemment accordée le  
3 mai 2005, est renouvelée au bénéfice de la SA TDMR à compter de la notification de la  
présente décision et jusqu'à la mise en œuvre de l'autorisation de remplacement »

**ARTICLE 2** - Le reste sans changement

**ARTICLE 3-** Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 4 -** La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 15 novembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**Décision modificative du 15 novembre 2011**

de la Décision du 24 octobre 2011 autorisant la  
Société Anonyme Todomodensitomètre des  
Radiologistes d'Aquitaine (SA TDMR) de remplacer  
le scanographe sur le site de la Clinique Saint-  
Augustin à Bordeaux

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** la décision de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 27 mars 2007 accordant à la SA TDMR l'autorisation pour l'installation d'un scanographe dans les locaux de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite

**VU** la décision de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de la Santé en date du 24 octobre 2011 autorisant la Société Anonyme Todomodensitomètre des Radiologistes d'Aquitaine (SA TDMR) de remplacer le scanographe sur le site de la Clinique Saint-Augustin à Bordeaux,

**CONSIDERANT** l'erreur de matérielle qui s'est glissée dans la décision du 24 octobre 2011, à la place du " 8 avril 2008" il faut lire le " 27 mars 2007" et pour le N° FINESS de l'établissement, à la place de 33 000 004 3 il faut lire 33 078 008 1.

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – L'article premier de la décision du 24 octobre 2011 est modifié comme suit : « N° FINESS de l'établissement : 33 078 008 1 »

**ARTICLE 2** - L'article 8 de la décision du 24 octobre 2011 est modifié comme suit :  
*« l'autorisation de fonctionnement de l'équipement matériel lourd précédemment accordée le 27 mars 2007, est renouvelée au bénéfice de la SA TDMR à compter de la notification de la présente décision et jusqu'à la mise en œuvre de l'autorisation de remplacement »*

**ARTICLE 3** - Le reste sans changement

**ARTICLE 4** - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 5** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 15 novembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du **17 NOV. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû à la MSP BAGATELLE n° Finess  
330000340 au titre de l'activité du mois de  
septembre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé de la MSP Bagatelle au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** les relevés d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, les 9 et 10 novembre 2011 par la MSP Bagatelle ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **4 261 241,88 €** soit :

. **4 023 779,82 €** au titre de l'activité (y compris l'HAD),

. **96 657,69 €** au titre des spécialités pharmaceutiques (y compris l'HAD),

. **140 804,37 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la MSP Bagatelle et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **17 NOV. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN



**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : mercredi 09/11/2011, 15:02**  
**Date de validation par la région : lundi 14/11/2011, 10:17**  
**Date de récupération : lundi 14/11/2011, 10:19**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA dû au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulé depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	95 084,67	0,00	0,00	0,00	25 159 598,58	25 159 598,58	22 382 606,90	2 776 991,68	2 776 991,68
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	-383,32	0,00	0,00	0,00	84 068,38	84 068,38	72 415,45	11 652,93	11 652,93
DML	0,00	0,00	35 391,83	0,00	0,00	0,00	1 085 978,51	1 085 978,51	945 174,14	140 804,37	140 804,37
Mon patient	0,00	0,00	3 260,88	0,00	0,00	0,00	857 385,67	857 385,67	762 934,12	94 451,55	94 451,55
Ait dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 975,03	28 975,03	25 195,55	3 779,49	3 779,49
DML ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 962 864,97	2 962 864,97	2 659 572,49	303 292,48	303 292,48
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>133 354,06</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>30 178 871,14</b>	<b>30 178 871,14</b>	<b>26 847 898,64</b>	<b>3 330 972,50</b>	<b>3 330 972,50</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	2 788 644,61
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	307 071,97
Médicaments séjours	94 451,55
DML	140 804,37
<b>Total</b>	<b>3 330 972,50</b>

**MAT2A HAD DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**M.S.P.B. BAGATELLE(330000340)**  
 Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre  
 Cet exercice est validé par la région  
 Date de validation par l'établissement : jeudi 10/11/2011, 09:01  
 Date de validation par la région : lundi 14/11/2011, 10:24  
 Date de récupération : lundi 14/11/2011, 10:24

	B : Montant LAMDA (n-2) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009	C : Dernier montant LAMDA (n-2) renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Montant de l'activité LAMDA (n-2) pris en compte (C si B=0, B sinon)	E : Montant LAMDA (n-1) renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2010	F : Dernier montant LAMDA (n-1) renseigné au titre de l'année 2010	G : Montant de l'activité LAMDA (n-1) pris en compte (F si E=0, E sinon)	H : Montant calculé de l'activité MAT2A 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total pour cette période (H + G + D)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I-J)	L : Montant de l'activité notifié
GH	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 312 936,64	8 312 936,64	7 384 873,39	928 063,24	928 063,24
Molécules onéreuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 856,20	106 856,20	104 650,06	2 206,14	2 206,14
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>8 419 792,84</b>	<b>8 419 792,84</b>	<b>7 489 523,45</b>	<b>930 269,38</b>	<b>930 269,38</b>

DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

Arrêté du 17 NOV. 2011

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier de LIBOURNE n° Finess 330781253 au titre de l'activité du mois de septembre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier de Libourne, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, le 10 novembre 2011, par le centre hospitalier de Libourne,

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **8 589 918,36 €** soit :

- . **7 910 716,66 €** au titre de l'activité,
- . **578 910,32 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **100 291,38 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier de Libourne et à la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **17 NOV. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Eléments de l'arrêté de versement**  
**CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE(330781253)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : jeudi 10/11/2011, 15:51**  
**Date de validation par la région : mardi 15/11/2011, 12:37**  
**Date de récupération : mardi 15/11/2011, 14:11**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (Colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L n-1 et n-2)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifiée
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 409 307,67	66 409 307,67	59 240 718,44	7 168 589,23	7 168 589,22
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 209,80	105 209,80	91 023,20	14 186,60	14 186,60
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800 579,41	1 800 579,41	1 700 288,04	100 291,38	100 291,38
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 524 691,75	5 524 691,75	4 945 781,43	578 910,32	578 910,32
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	717 768,10	717 768,10	636 404,24	81 363,87	81 363,87
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 760,38	95 760,38	83 568,28	12 192,09	12 192,09
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 131 127,05	6 131 127,05	5 496 742,17	634 384,88	634 384,88
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DMI ACE	0,00	0,00	48 562,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>48 562,63</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>80 784 444,16</b>	<b>80 784 444,16</b>	<b>72 194 525,79</b>	<b>8 589 918,36</b>	<b>8 589 918,36</b>
<b>P : Montant de l'activité</b>	<b>7 182 775,82</b>										
Activité d'hospitalisation	7 182 775,82										
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	727 940,84										
Médicaments séjours	578 910,32										
DMI	100 291,38										
<b>Total</b>	<b>8 589 918,36</b>										

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**Mission PMSI**

Arrêté du **17 NOV. 2011**

Fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au centre hospitalier universitaire de BORDEAUX n° Finess 330781196 au titre de l'activité du mois de septembre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du centre hospitalier universitaire de Bordeaux, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, le 7 novembre 2011, par le centre hospitalier universitaire de Bordeaux,

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **48 992 950,19 €** soit :

- . **44 301 825,91 €** au titre de l'activité,
- . **3 523 697,05 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **1 167 427,23 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au centre hospitalier universitaire de Bordeaux et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **17 NOV. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MATZA STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**C.H.U. DE BORDEAUX(330781196)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : lundi 07/11/2011, 16:15**  
**Date de validation par la région : mardi 15/11/2011, 09:54**  
**Date de récupération : mardi 15/11/2011, 10:04**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n-2)	J : Total des montants jusqu'au mois précédent (Somme des L précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	1 875 148,72	0,00	0,00	0,00	341 062 548,78	341 062 548,78	300 212 772,13	40 849 776,65	40 849 776,65
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	438 758,51	438 758,51	376 973,79	61 784,72	61 784,72
IVG	0,00	0,00	2 533,30	0,00	0,00	0,00	313 280,32	313 280,32	279 857,09	33 423,24	33 423,24
DMI	0,00	0,00	4 924,68	0,00	0,00	0,00	10 915 768,02	10 915 768,02	9 748 340,79	1 167 427,23	1 167 427,23
Mon patient	0,00	0,00	693 987,28	0,00	0,00	0,00	29 392 978,72	29 392 978,72	25 869 281,68	3 523 697,05	3 523 697,05
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 585,69	300 585,69	255 175,89	45 409,80	45 409,80
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 114 477,85	1 114 477,85	980 548,24	133 929,61	133 929,61
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 141,85	201 141,85	165 635,25	35 506,60	35 506,60
ACF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 765 407,28	22 765 407,28	19 683 507,68	3 081 899,59	3 081 899,59
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	186 831,01	186 831,01	126 735,31	60 095,70	60 095,70
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>2 576 593,97</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>406 691 778,04</b>	<b>406 691 778,04</b>	<b>357 698 827,85</b>	<b>48 992 950,19</b>	<b>48 992 950,19</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	40 944 984,61
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	3 356 841,30
Médicaments séjours	3 523 697,05 ✓
DMI	1 167 427,23
<b>Total</b>	<b>48 992 950,19</b>



**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**MISSION PHARMACEUTIQUE ET BIOLOGIQUE**

Décision du **17 NOV. 2011**  
portant modification de l'autorisation d'une  
pharmacie à usage intérieur « Institut Bergonié »  
33076 BORDEAUX CEDEX

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de la Santé Publique, notamment les articles L.5126-1, L.5126-2, L.5126-3, L.5126-7, R.5126-8 à R.5126-22 ;
- VU** l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;
- VU** la décision du 5 novembre 2007 relative aux Bonnes pratiques de préparations ;
- VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;
- VU** la décision de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine du 28 décembre 2010 portant modification de l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de l'Institut Bergonié ;
- VU** la demande formulée par courrier en date du 7 septembre 2011, par Monsieur Christian FILLATREAU, directeur général adjoint de l'institut Bergonié, en vue d'obtenir l'autorisation de pouvoir réaliser la préparation de traitements anticancéreux pour le compte de la Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle ;
- VU** la demande formulée par courrier en date du 21 septembre 2011, par Monsieur Christian FILLATREAU, directeur général adjoint de l'institut Bergonié, en vue d'obtenir l'autorisation de pouvoir réaliser la préparation de traitements anticancéreux pour le compte de l'Hôpital d'Instruction des Armées Robert Picqué ;
- VU** le rapport d'instruction et l'avis favorable du 16 novembre 2011 du pharmacien inspecteur de santé publique de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine ;

## DECIDE

**Article 1er :** La pharmacie à usage intérieur de l'institut Bergonié est autorisée à assurer la préparation des traitements anticancéreux pour le compte de la Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle et pour le compte de l'Hôpital d'Instruction des Armées Robert Picqué. Cette autorisation est limitée à une durée de 5 ans ;

**Article 2 :** la pharmacie à usage intérieur de l'institut Bergonié sise 229 cours de l'Argonne à Bordeaux dispose de locaux autorisés implantés sur 5 emplacements distincts :

- la pharmacie à proprement parler installée au rez-de-chaussée du bâtiment hospitalisation/bloc,
- l'unité de reconstitution centralisée des traitements anticancéreux et les zones dédiées à la gestion des médicaments expérimentaux situées dans une maison indépendante située entre le bâtiment central d'hospitalisation et la rue Duluc,
- la radiopharmacie installée au R-1 du service de médecine nucléaire,
- le local de stockage du matériel stérile situé au R-1 du magasin général,
- le stockage dédié aux chariots de stérilisation.

**Article 3 :** La pharmacie à usage intérieur de l'institut Bergonié assure les activités de base définies par l'article R.5126-8 du Code Santé Publique :

- la gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L 4211-1 ainsi que des dispositifs médicaux stériles ;
- la réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques ;
- la division des produits officinaux.

La pharmacie à usage intérieur de l'institut Bergonié est également autorisée à assurer les activités listées ci-dessous définies au 2°, 4°, 5°, 7° et 8° de l'art. R. 5126-9 du Code Santé Publique :

- La réalisation des préparations rendues nécessaires par les recherches biomédicales mentionnées à l'article L. 5126-11, y compris la préparation des médicaments expérimentaux mentionnée à l'article L. 5126-5. Cette demande est limitée aux médicaments radiopharmaceutiques, à la réalisation de placébos injectables et aux opérations de ré-étiquetage.
- La stérilisation des dispositifs médicaux dans les conditions prévues par le décret mentionné à l'article L. 6111-1. Cette activité est limitée aux opérations de pré-désinfection, stockage et mise à disposition des dispositifs médicaux ;
- La préparation des médicaments radiopharmaceutiques ;
- La vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L. 5126-4 ;
- La reconstitution de spécialités pharmaceutiques anticancéreuses pour le compte de la Maison de Santé Protestante de Bordeaux Bagatelle (y compris le service d'hospitalisation à domicile) et pour le compte de l'Hôpital d'Instruction des Armées Robert Picqué. Cette autorisation est limitée à une durée de 5 ans.

**Article 4 :** L'institut Bergonié est regroupé sur une même unité de lieu au 229 cours de l'Argonne à Bordeaux.

**Article 5 :** Le temps de présence du pharmacien chargé de la gérance est de 7 demi-journées hebdomadaires. Ce temps est complété par 3 autres pharmaciens temps plein.

**Article 6 :** Les dispositions de la décision du 28 décembre 2010 sus visée sont abrogées.

**Article 7 :** Toute modification des éléments figurant dans cette autorisation doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation préalable.

**Article 8 :** La présente décision peut être déférée auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

**Article 9 :** la Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs.

Fait à Bordeaux, le **17 NOV. 2011**  
La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine,



Nicole KLEIN

Arrêté du 18/11/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Les Côteaux à Lormont*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2005

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Les Côteaux à Lormont

(N° Finess 330782889 ) est fixée à :

- 1 189 572,57 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 154 640,07 € pour l'expérimentation des médicaments,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 99 131,05 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	49,35 €
GIR 3-4 :	31,76 €
GIR 5-6 :	17,75 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 18/11/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Clairefontaine à Martignas*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 28/12/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
53 places, dont 47 places en HP, 4 places en AJ, 2 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/10/2008

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Clairefontaine à Martignas

(N° Finess 330799032 ) est fixée à :

- 819 884,31 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 124 787,45 € pour l'expérimentation des médicaments,*
- 21 420,00 € pour l'accueil de jour,
- 22 894,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 68 323,69 € pour l'hébergement permanent,
- 1 785,00 € pour l'accueil de jour,
- 1 907,83 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	58,53 €
GIR 3-4 :	53,80 €
GIR 5-6 :	48,80 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 18/11/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Résidence de la HE à Villenave d'Ornon*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 12/11/2002 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 48 places, dont 48 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2002

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Résidence de la HE à Villenave d'Ornon (N° Finess 330798356 ) est fixée à :

- 564 866,69 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 137 268,90 € pour l'expérimentation des médicaments,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 47 072,22 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	22,97 €
GIR 3-4 :	17,63 €
GIR 5-6 :	12,29 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 18/11/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Le Duc de Lorge à Saint Jean d'Ilac*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 28/12/2004 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 68 places, dont 68 places en HP,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/12/2003

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Le Duc de Lorge à Saint Jean d'Illac (N° Finess 330799081 ) est fixée à :

- 1 392 648,13 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 130 994,12 € pour l'expérimentation des médicaments,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 116 054,01 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	61,90 €
GIR 3-4 :	55,30 €
GIR 5-6 :	0,00 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 18/11/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*maison de retraite déficients visuels Vayres*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/07/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de maison de retraite déficients visuels Vayres (N° Finess 330802141 ) est fixée à :

- 956 293,50 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 138 661,10 € pour l'expérimentation des médicaments,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 79 691,13 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	33,26 €
GIR 3-4 :	24,13 €
GIR 5-6 :	15,02 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 18/11/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Château Garderes à Talence*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/01/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,

## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Château Garderes à Talence

(N° Finess 330782616 ) est fixée à :

- 1 061 298,12 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 134 308,98 € pour l'expérimentation des médicaments,*

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 88 441,51 € pour l'hébergement permanent,

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	37,22 €
GIR 3-4 :	28,83 €
GIR 5-6 :	23,32 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 18/11/2011

*Portant fixation de la dotation globale de soins pour  
l'année 2011 et les tarifs journaliers de soins applicables à*

*Bon-Pasteur Sainte Germaine à Bruges*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** l'arrêté en date du 07/02/2003 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de  
84 places, dont 72 places en HP, 10 places en AJ, 2 places en HT,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai 2011 de la  
Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative  
de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/ 2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne  
budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des  
personnes âgées et handicapées,

**VU** la convention pluriannuelle tripartite à effet du 01/09/2007

**VU** les propositions budgétaires 2011 transmises par l'établissement,



## ARRETE

### ARTICLE PREMIER -

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de Bon-Pasteur Sainte Germaine à Bruges (N° Finess 330782814 ) est fixée à :

- 977 414,14 € pour l'hébergement permanent,  
*dont 121 882,22 € pour l'expérimentation des médicaments,*
- 109 000,00 € pour l'accueil de jour,
- 22 894,00 € pour l'hébergement temporaire.

La fraction forfaitaire égale, en application de l'article R314-111 du code de l'Action Sociale et des Familles, au douzième de la dotation globale de soins, est égale à :

- 81 451,18 € pour l'hébergement permanent,
- 9 083,33 € pour l'accueil de jour,
- 1 907,83 € pour l'hébergement temporaire.

Les tarifs journaliers de soins applicables à l'EHPAD sont fixés comme suit :

GIR 1-2 :	41,31 €
GIR 3-4 :	32,05 €
GIR 5-6 :	22,80 €
Résidents de moins de 60 ans :	0,00 €

### ARTICLE 2 -

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale à Bordeaux situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

### ARTICLE 3 -

Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

### ARTICLE 4 -

La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation Territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18/11/2011

La Directrice Générale  
de l'ARS d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du 18 NOV. 2011

*Portant fixation du montant et de la répartition pour  
l'exercice 2011 de la dotation globalisée commune  
prévue au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens  
de L'APAJH*

Délégation Territoriale  
de La Gironde

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L.312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 23 décembre 2008 pour une période à effet du 23 décembre 2008 jusqu'au 23 décembre 2014,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – La dotation globalisée commune des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) gérés par l'APAJH, a été fixée pour l'exercice 2011 en application des dispositions du contrat d'objectifs et de moyens susvisé à **1 703 503 €**.

Cette dotation globalisée commune est répartie entre les établissements et services de la façon suivante :

N° Finess	Etablissement	Dotation reconductible	CNR	Reprise des déficits	Reprise des excédents	TOTAL
330802398	Les Ateliers d'Ornon	828 267 €	0 €	0 €	0 €	828 267 €
330798752	Le Cressonnet	875 236 €	0 €	0 €	0 €	875 236 €
<b>TOTAL</b>		<b>1 703 503 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>1 703 503 €</b>

**ARTICLE 2** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 3** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

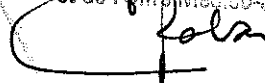
**ARTICLE 4** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de La Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 NOV. 2011

Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,

Par

La Directrice de Santé Publique  
et de Santé Médico-Sociale,



Fabienne RABAU

Arrêté du **18 NOV. 2011**

*Portant fixation de la dotation globale de financement  
pour l'exercice 2011 de l'ESAT « St Jean » de  
l'Association St Jean*

**Délégation Territoriale  
de la Gironde**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2010,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 juillet 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles applicables aux établissements et services mentionnés au a du 5° du I de l'article L312-1 du même code,

**VU** la publication au Journal Officiel du 9 août 2011 de l'arrêté du 24 juin 2011 pris en application de l'article L.314-4 du code de l'action sociale et des familles fixant les dotations régionales limitatives aux frais de fonctionnement des établissements et services d'aide par le travail,

**VU** la circulaire n°DGCS/SMS3b/2011/260 du 24 juin 2011 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2011,

**VU** l'arrêté du 15 novembre 2010 autorisant le fonctionnement de la structure pour une capacité de 76 places,

**VU** les propositions budgétaires transmises par l'établissement,

**VU** la décision d'autorisation budgétaire et de tarification du 11 octobre 2011,

## ARRETE

**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'ESAT « St Jean » de l'Association St Jean, n° FINESS 330783119, sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montants	Total
Dépenses	<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	107 640 €	1 012 733 €
	<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	685 165 €	
	<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure <i>Dont CNR</i>	198 239 € 93 994 €	
	<b>Déficit</b>	21 689 €	
Recettes	<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	956 873 €	1 012 733 €
	<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	55 860 €	
	<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	-	
	<b>Excédent</b>	-	

### ARTICLE 2 –

Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de financement de l'ESAT « St Jean » est fixée à 956 873 €.

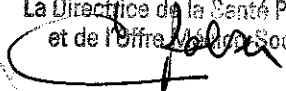
### ARTICLE 3 –

La fraction forfaitaire mensuelle financée par l'Etat, en application de l'article R.314-106 à R.314-110 du Code de l'Action Sociale et des Familles, est égale au douzième de la dotation globale de financement et s'établit à 79 739,42 € ; le versement des crédits correspondants est effectué mensuellement par l'Agence de services et de paiement.

**ARTICLE 4** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 5** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 6** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 NOV. 2011  
Pour la Directrice Générale de l'ARS d'Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  


Arrêté du **22 NOV. 2011**

Délégation Territoriale de la Gironde

*Portant modification de la fixation de la dotation globale  
de soins pour l'année 2011 applicable à la maison de  
retraite La Clé de Solle à Bordeaux*

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment le livre III,

**VU** le code de la santé publique, et notamment la quatrième partie,

**VU** le code de la sécurité sociale, et notamment le livre I,

**VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2011,

**VU** le décret n°2005-118 du 10 février 2005 relatif aux modalités de médicalisation et de tarification des prestations de soins remboursables aux assurés sociaux dans les établissements mentionnés au paragraphe II de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles et modifiant ce code,

**VU** l'arrêté du 30 novembre 2007 autorisant pour une durée de cinq ans, la médicalisation de la maison de retraite La Clé de Solle sise 23 rue Solle – 33200 BORDEAUX suivant les modalités de l'option tarifaire 2, soit le bénéfice d'un forfait journalier de soins pris en charge par l'assurance maladie,

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2011 portant fixation de la dotation globale de soins pour l'année 2011 applicable à la maison de retraite La Clé de Solle à Bordeaux,

**VU** la publication au Journal Officiel n° 119 du 22 mai 2011 de la décision en date du 18 mai de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie fixant le montant de la dotation régionale limitative de dépenses mentionnées à l'article L.314-3-III du code de l'action sociale et des familles,

**VU** la circulaire interministérielle n° DGCS/5C/DSS/1A/2011/160 du 29 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées et handicapées,

**CONSIDERANT** que la maison de retraite la Clé de Solle a fermé le 31 août 2011 et que cette fermeture définitive et le départ de l'ensemble des résidents a été constatée sur place par les autorités de contrôle et de tarification

## **ARRETE**

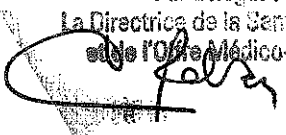
**ARTICLE PREMIER** – Pour l'exercice budgétaire 2011, la dotation globale de soins de la maison de retraite La Clé de Solle à Bordeaux, n° FINESS 330799420, est modifiée et fixée à 24 411,20 €.

La fraction forfaitaire égale, en application, de l'article R314-111 du CASF, au douzième de la dotation globale de financement est égale à **3 051,40 €, pour les mois de janvier à août inclus.**

**ARTICLE 2** – Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale situé Espace Rodesse, 103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié, ou à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du département d'implantation de la structure.

**ARTICLE 3** – Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

**ARTICLE 4** - La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la préfecture de Gironde.

Fait à Bordeaux, le **22 NOV 2011**  
Pour la Directrice Générale de l'ARS "Aquitaine",  
Par déléguation,  
La Directrice de la Santé Publique  
et de l'Offre Médico-Sociale,  
  
**Fabienne RABAU**

**Décision du 22 novembre 2011**

Arrêt d'activité et fermeture du site de la  
Polyclinique Bordeaux Rive Droite 100 cours Victor  
Hugo à Cenon

— DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

— Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**SA Polyclinique Bordeaux Rive Droite**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 6122-1 et suivants, R. 6122-23 à R. 6122-44, D. 6122-38,

**VU** le Code de la santé publique, et notamment l'article D. 1432-38 relatif aux missions de la Commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**VU** le Code de la sécurité sociale,

**VU** l'arrêté de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Aquitaine en date du 31 mars 2006 fixant le Schéma régional d'organisation sanitaire 2006-2011 et son annexe et les arrêtés des 20 mars 2007, 25 avril 2007, 15 janvier 2008, 27 janvier 2009, 11 septembre 2009, 4 février 2010, 5 février 2010 et 16 avril 2010, modifiant ledit SROS

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 avril 2010 modifiant ledit SROS,

**VU** l'arrêté de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 11 janvier 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,

**VU** l'arrêté modificatif de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 16 mars 2011, portant fixation des périodes de dépôt de demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisations,



**VU** la décision de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine en date du 4 juillet 2011 autorisant le regroupement et le transfert d'activité de soins de suite et de réadaptation de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite implantée sur son site sis 100, cours Victor Hugo à Cenon vers son site du 24 rue des Cavailles à Lormont,

**VU** l'avis de la Commission spécialisée de l'Organisation des soins de la Conférence régionale de la santé et de l'autonomie, dans sa séance du 10 juin 2011,

**VU** le courrier du Directeur de la SA Polyclinique Bordeaux Rive Droite en date du 18 octobre 2011, informant de la fermeture du site sis 100 cours Victor Hugo à Cenon,

**CONSIDERANT** que suite au transfert et au regroupement de l'activité de soins de suite et de réadaptation précités, plus aucune activité de soins n'est pratiquée sur le site sis 100 cours Victor Hugo à Cenon

## **D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – La fermeture du site de la Polyclinique Bordeaux Rive Droite 100 cours Victor Hugo à Cenon est effective à compter du 9 septembre 2011.

N° FINESS de l'entité juridique : 33 000 013 4

N° FINESS de l'établissement : 33 0780 248

**ARTICLE 2-** Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 3** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011  
La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

Arrêté du **23 NOV. 2011**

Mission PMSI

Fixant le montant des ressources d'assurance  
maladie dû au CMC WALLERSTEIN n° Finess  
330780537 au titre de l'activité du mois de  
septembre 2011

**La Directrice générale  
de l'Agence Régionale de santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de la santé publique
- VU** le code de la sécurité sociale ;
- VU** la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 et notamment son article 33 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
- VU** le décret n° 2007-1931 du 26 décembre 2007 modifié portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
- VU** l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'informations issues de ce traitement ;
- VU** l'arrêté du 23 janvier 2008 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
- VU** l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L. 6113-8 du code de la santé publique ;

- VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
- VU** l'arrêté du 8 mars 2011 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine, fixant le coefficient de transition convergé du CMC Wallerstein, au titre de l'activité valorisée à compter du 1<sup>er</sup> mars 2011 ;
- VU** le relevé d'activité transmis pour le mois de septembre 2011, le 18 novembre 2011, par le CMC Wallerstein ;

### **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, est arrêtée à **2 082 720,92€** soit :

- . **2 009 135,47 €** au titre de l'activité,
- . **765,75 €** au titre des spécialités pharmaceutiques,
- . **72 819,70 €** au titre des produits et prestations (DMI).

**Article 2** - Le recours prévu par les articles L. 351-1, L. 351-2 et L. 351-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles, peut être porté devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale d'Aquitaine (Espace Rodesse – 103 bis, rue Belleville – B.P. 952 – 33063 BORDEAUX CEDEX) par toute personne physique ou morale intéressée, par les organismes de Sécurité Sociale, par le représentant de l'Etat dans le département où a son siège l'établissement ou le service dont la tarification est contestée, dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs ou, à l'égard des personnes ou organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de notification.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié au CMC Wallerstein et à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le **23 NOV. 2011**

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**MAT2A STC MCO DGF : Éléments de l'arrêté de versement**  
**CLINIQUE WALLERSTEIN(330780537)**  
**Année 2011 - Période Année 2011 M9 : De Janvier à Septembre**  
 Cet exercice est validé par la région  
**Date de validation par l'établissement : vendredi 18/11/2011, 16:26**  
**Date de validation par la région : vendredi 18/11/2011, 17:11**  
**Date de récupération : vendredi 18/11/2011, 17:14**

	B : Montant LAMDA renseigné ce mois-ci au titre de l'année 2009 (LAMDA n 2)	C : Dernier montant LAMDA renseigné en 2011 au titre de l'année 2009	D : Dernier montant LAMDA renseigné en 2010 au titre de l'année 2009	E : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2009 (fonction de B, C et D)	F : Montant total de l'activité LAMDA du au titre de l'année 2010	G : Dernier montant LAMDA renseigné au titre de l'année 2010	H : Montant calculé de l'activité 2011 du mois (cumulée depuis janvier 2011)	I : Montant total de l'activité du mois (colonne H + LAMDA des années n-1 et n 2)	J : Total des montants d'activité notifiés jusqu'au mois précédent (Somme des L des mois précédents)	K : Montant de l'activité calculé (I - J)	L : Montant de l'activité notifié
Forfait GHS + supplément	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 816 237,74	14 816 237,74	12 855 295,98	1 960 941,76	1 960 941,76
PO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IVG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 753,74	27 753,74	26 014,13	1 739,61	1 739,61
DMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	506 235,10	506 235,10	433 415,40	72 819,70	72 819,70
Mon patient	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 531,12	8 531,12	7 765,37	765,75	765,75
Alt dialyse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ATU	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	137 140,25	137 140,25	117 485,41	19 674,83	19 674,83
FFM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 748,00	17 748,00	15 782,23	1 965,77	1 965,77
ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 211,86	170 211,86	145 398,36	24 813,50	24 813,50
DMI ACE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 683 857,80</b>	<b>15 683 857,80</b>	<b>13 601 136,89</b>	<b>2 082 720,92</b>	<b>2 082 720,92</b>

	P : Montant de l'activité
Activité d'hospitalisation	1 962 681,37
Activité externe y compris ATU, FFM, SE et Molécules onéreuses	46 454,10
Médicaments séjours	765,75
DMI	72 819,70
<b>Total</b>	<b>2 082 720,92</b>

**Décision modificative du 23 novembre 2011**

de la Décision du 29 juin 2011 autorisant le  
regroupement et le transfert d'activités de soins de  
la Clinique Saint Louis au Bouscat et de la  
Clinique Tourny à Bordeaux sur le site de la  
Clinique Chirurgicale Bel Air à Bordeaux

délivrée à la **SARL Clinique Chirurgicale Bel Air**

— DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS

— Département de l'Offre de Soins Hospitalière

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** la décision de Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale de la Santé en date du 29 juin 2011, autorisant le regroupement et le transfert d'activités de soins de la Clinique Saint Louis au Bouscat et de la Clinique Tourny à Bordeaux sur le site de la Clinique Chirurgicale Bel Air à Bordeaux,

**CONSIDERANT** l'erreur de matérielle qui s'est glissée dans la décision du 29 juin 2011, l'activité de soins de traitement du cancer pour les chirurgies des pathologies carcinologiques ORL et maxillo-faciales n'est pas concernée par ce regroupement et transfert.

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** – L'article 2 de la décision du 29 juin 2011 est modifié comme suit :

*L'autorisation en vue du regroupement et du transfert d'activités de la Clinique Tourny à Bordeaux et de la Clinique Saint Louis au Bouscat concerne les activités de soins suivantes :*

- l'activité de soins de chirurgie,
- l'activité de soins de chirurgie exercée sous forme ambulatoire,

**ARTICLE 2 - Le reste sans changement**

**ARTICLE 3** - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé par tout intéressé, dans les deux mois de sa notification, devant le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé, qui statue dans un délai maximum de six mois, sur avis du Comité National de l'Organisation Sanitaire et Sociale. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 4** - La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine et le Directeur de la Délégation territoriale de la Gironde sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 23 novembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**Arrêté du 29 novembre 2011 portant  
renouvellement d'agrément régional des  
associations et unions d'associations  
représentant les usagers dans les instances  
hospitalières ou de santé publique**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le Code de la santé publique, notamment les articles L. 1114-1 et R. 1114-1 à R. 1114-16 ;

VU l'avis de la Commission nationale d'agrément réunie le 28 octobre 2011 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : A obtenu le renouvellement de son agrément au niveau régional pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique, pour une période de cinq ans, l'association suivante :

*A compter du 20 février 2012.*

« ASSOCIATION DES INSUFFISANTS RENAUX D'AQUITAINE »,

**Article 2** : La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 29 novembre 2011

Pour la Directrice générale de l'ARS Aquitaine,  
Par délégation,  
La Directrice générale adjointe,



**Anne BARON**

**Arrêté du 30 novembre 2011 modifiant  
l'arrêté du 7 octobre 2011 fixant la  
composition de la Conférence Régionale de  
la Santé et de l'Autonomie**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le Code de la Santé Publique, notamment l'article L1432-4 ;

VU le Décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

Sur proposition des autorités et institutions concernées ;

**Arrête**

**Article 1er** : la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1° Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence : 14 membres titulaires (14 membres suppléants)***

**a) 3 représentants du Conseil Régional**

**Madame Solange MENIVAL** (Tit)  
*Madame Emmanuelle AJON* (Suppl)

**Madame Laurence DELAUNAY** (Tit)  
*Madame Elisabeth BURGAU-BONJEAN* (Suppl)

**Madame Marie BOVE** (Tit)  
*Monsieur Stéphane GUTHINGER* (Suppl)



**b) Pour chacun des départements**

- **Le conseil général de la Dordogne :**

**Le président ou son représentant : Monsieur LOTTERIE** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général de la Gironde :**

**Le président ou son représentant : Monsieur Robert PROVAIN** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général des Landes :**

**Le président ou son représentant : Monsieur BAYRES** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général du Lot-et-Garonne :**

**Le président ou son représentant : Monsieur HOCQUELET** (Titulaire)

*Suppléant – Désignation en cours*

- **Le conseil général des Pyrénées-Atlantiques :**

**Le président ou son représentant : Madame Marie-Pierre CABANE** (Titulaire)

*Monsieur Stéphane COILLARD (Suppléant)*

**c) 3 représentants des groupements de communes**

**Monsieur Jean GRENET** (Tit) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz

*Madame Sylvie DURRUTY (Suppl) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz*

**Monsieur Eric KERROUCHE** (Tit) - Communauté de Communes Maremne Adour Côte Sud

*Monsieur Hubert DOSBA (Suppl) - Communauté de communes Maremne Adour Côté Sud*

**Monsieur Gérard GOUZES** (Tit) - Communauté de communes Val de Garonne

*Monsieur Jean GUERARD (Suppl) - Communauté de Communes Val de Garonne*

**d) 3 représentants des communes**

**Monsieur Jérôme CAHUZAC** (Tit) – député-maire de Villeneuve-sur-Lot

*Suppléant – Désignation en cours*

**Monsieur Michel LABARDIN** (Tit) – Maire de Gradignan

*Monsieur Dominique DUCASSOU (Suppl) – adjoint au maire de Bordeaux*

**Monsieur Claude FERRATO** (Tit) – Maire d'Aressy

*Madame Danielle SECCO (Suppl) – Maire de Saint-Morillon*

**2° Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux :  
16 membres titulaires (16 suppléants)**

**a) 8 représentants des associations agréées au titre de l'article L1114-1 du code de la santé publique :**

**Madame Dominique GILLAIZEAU** (Tit) – Collectif Interassociatif sur la Santé Aquitaine (CISS A)

*Madame Eliane SERRE (Suppl) - UFC Que Choisir*

**Monsieur Michel MALET** (Tit) – Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux (UNAFAM)

*Monsieur Paul-André FRANK* (Suppl) – Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH)

**Madame Françoise TISSOT** (Tit) - Alliance Maladies rares

*Monsieur Christian SOTTOU* (Suppl) - Autisme France

**Monsieur Jacques SERVIA** (Tit) – Union Nationale des Associations Familiales de la Dordogne (UDAF 24)

*Madame Marie Françoise BASSALER* (Suppl) – Fédération Régionale Aquitaine du Mouvement Français pour le Planning Familial

**Madame Bernadette FREYSSIGNAC** (Tit) - France Alzheimer

*Madame Laure PREVOT* (Suppl) - Aînés ruraux

**Monsieur Michel PIONNIER** (Tit) – AIDES

*Monsieur Michel PERDRISSET* (Suppl) – Fédération Nationale d'Aide aux Insuffisants Rénaux (FNAIR)

**Monsieur Jean-Claude ARNAL** (Tit) - Ligue contre le cancer

*Monsieur Lucien ROUGIER* (Suppl) – Association des Malades et Transplantés Hépatiques du Sud Ouest (AMATHSO)

**Madame Ginette POUPARD** (Tit) - France Parkinson

*Madame Colette BIELLE* (Suppl) – Association Nationale de Défense contre l'Arthrite Rhumatoïde (ANDAR)

**b) 4 représentants des associations de retraités et personnes âgées :**

**Monsieur Yvon-Louis LE YONDRE** (Tit)

*Madame Gilda PEYRE* (Suppl)

**Madame Renée Marie France GLISIA** (Tit)

*Monsieur Claude MAGRO* (Suppl)

**Monsieur Jean CARRERE** (Tit)

*Monsieur Gérard MARFAING* (Suppl)

**Monsieur Jean-Claude BATS** (Tit)

*Monsieur Philippe LABLEE* (Suppl)

**c) 4 représentants des associations de personnes handicapées :**

**Monsieur Jean Lou DRAPIER** (Tit)

*Monsieur Christophe BERTHELOT* (Suppl)

**Monsieur Jacques DELPRAT** (Tit)

*Monsieur Jacques SAURY* (Suppl)

**Madame Ginette DUPIN** (Tit)

*Monsieur Olivier MONTEIL* (Suppl)

**Monsieur Philippe CELERIER** (Tit)

*Monsieur Thierry PERRIGAUD* (Suppl)

**3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17 : 4 membres titulaires (4 suppléants)**

**Monsieur Michel HAECK** (Tit) - représentant de la conférence de territoire de Gironde  
*Docteur Claude BOISSEAU (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Gironde*

**Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE** (Tit) - représentant de la conférence de territoire des Landes  
*Monsieur Michel MOYRAND (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Dordogne*

**Monsieur Jean Marc FAUCHEUX** (Tit) - représentant de la conférence de territoire de Lot-et-Garonne  
*Madame Sylvie LAMONTAGNE (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Dordogne*

**Monsieur Christophe GAUTIER** (Tit) - représentant de la conférence de territoire de Béarn Soule  
*Docteur Anne COUSTETS (Suppl) – représentant de la conférence de territoire de Navarre Côte Basque*

**4° Collège des représentants des partenaires sociaux : 10 membres titulaires (10 suppléants)**

**a) 5 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives :**

**Monsieur Guy RAMBAUD** (Tit) – CFDT  
*Madame Béatrice GUILLET (Suppl) – CFDT*

**Monsieur Jean-Philippe BOYE** (Tit) – Force ouvrière  
*Monsieur Marc FREIBURGER (Suppl)- Force ouvrière*

**Monsieur Joël GUERIN** (Tit) – CFTC  
*Monsieur Patrice BEUNARD (Suppl) - CFTC*

**Monsieur François HARDY** (Tit) - CGT  
*Madame Bernadette DUPOUY (Suppl) – CGT*

**Madame Nicole CHAUX** (Tit) – CFE CGC  
*Monsieur Alain PETIT (Suppl) – CFE CGC*

**b) 3 représentants des organisations syndicales professionnelles d'employeurs représentatives**

**Madame Valérie PARIS** – MEDEF  
*Monsieur Yves NOEL – MEDEF*

**Monsieur Patrick DAUGUET** – CGPME  
*Monsieur Renaud FABRE - CGPME*

**Monsieur Max MICHELI** (Tit) - UPA  
*Monsieur Benoît TABASTE (Suppl) - UPA*

- c) 1 représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales

Titulaire et suppléant - désignation en cours

- d) 1 représentant des organisations syndicales représentatives des exploitations agricoles

**Madame Chantal GONTHIER** (Tit)  
*Madame Claudine FAURE (Suppl)*

**5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales : 6 membres titulaires (6 suppléants)**

- a) 2 représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité

**Professeur Patrick HENRY** (Tit) - Médecins du monde  
*Monsieur Arnaud WIEHN (Suppl) - Médecins du monde*

**Madame Marie Christine FOUDRAL** (Tit) - Association de Secours Aux Familles En Difficulté (SAFED)  
*Monsieur José FERNANDEZ (Suppl) - CNAPE – ASPP*

- b) 2 représentants de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT) au titre de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles mentionnée à l'article R221-9 du code de la sécurité sociale

**Monsieur Jacques FAURENS** (Tit)  
*Monsieur Jean-Marie TICHIT (Suppl)*

**Madame Maria DOUMEINGTS** (Tit)  
*Monsieur Pierrick CHAUSSEE (Suppl)*

- c) 1 représentant des Caisses d'Allocations Familiales

**Monsieur Jean-Jacques RONZIE** (Tit) - CAF de la Gironde  
*Madame Geneviève LEBARD (Suppl) – CAF des Pyrénées Atlantiques – Bayonne*

- d) 1 représentant de la mutualité française

**Madame Françoise BEYSSEN** (Tit) – Mutualité Française  
*Madame Nadine LACAYRELLE (Suppl) – Mutualité Française*

**6° Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé : 10 membres (10 suppléants)**

- a) 2 représentants des services de santé scolaire et universitaire

**Docteur Colette DELMAS** (Tit) – Rectorat  
*Docteur Cristina BUSTOS (Suppl) – Inspection académique 33*

**Docteur Martine LAFAYE** (Tit) – Inspection académique 24  
*Docteur Colette MOULINES (Suppl) – Inspection académique 64*

**b) 2 représentants des services de santé au travail**

**Monsieur Laurent MINARO** (Tit) – AHI 33

*Monsieur Florent VAUBOURDOLLE (Suppl) – AHI 33*

**Madame Annick IGNARD** (Tit) - ASSTRA

*Madame Catherine GIMENEZ (Suppl) - ASSTRA*

**c) 2 représentants des services départementaux de protection et de promotion de la santé maternelle et infantile**

**Docteur Françoise NORMANDIN** (Tit) - Direction Actions de Santé

*Docteur Isabelle BERTRAND-SALLES (Suppl) – PMI Mode d'accueil*

**Docteur Corinne MAYER** (Tit) – Direction Actions de Santé

*Docteur Françoise OUSTALOUP (Suppl) – PMI Petite enfance*

**d) 2 représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, la prévention ou l'éducation pour la santé, dont un œuvrant dans le domaine médico-social ou de la cohésion sociale**

**Monsieur Thierry DIMBOUR** (Tit) – CREAHI

*Professeur François DABIS (Suppl) - CRAES CRIPS*

**Monsieur Jean-Louis REYNAL** (Tit) - CHRS 24

*Monsieur Vincent PATISSOU (Suppl) – ANPAA 24*

**e) 1 représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé, de l'enseignement et de la recherche**

**Docteur André OCHOA** (Tit) – ORS Aquitaine

*Docteur Sylvie MAURICE-TISON (Suppl) - Service Inter Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPSS)*

**f) 1 représentant des associations de protection de l'environnement agréées au titre de l'article L 141-1 du code de l'environnement**

**Madame Noëlle Caroline SOUDAN** (Tit) – Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO)

*Monsieur Bernard FOURNIER (Suppl) - Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO)*

**7° Collège des offreurs des services de santé : 34 membres (34 suppléants)**

**a) 5 représentants des établissements publics de santé**

**Docteur Paul BONNAN** (Tit) (modification en cours) – Président de la CME du CH de Cadillac

*Madame Marie-Noëlle BOUCHAUD (Suppl) – Directeur du CH Sud Gironde*

**Professeur Dominique DALLAY** (Tit) - Président de la CME du CHU de Bordeaux

*Monsieur Florian JAZERON (Suppl) – Directeur du CH d'Agen*

**Docteur François DE LA FOURNIERE** (Tit) (modification en cours) – Président de la CME du CH de Pau

*Docteur Yannick MONSEAU (Suppl) – Président de la CME du CH de Périgueux*

**Monsieur Michel GLANES** (Tit) – Directeur du CHICB de Bayonne

*Monsieur Christophe BOURIAT (Suppl) – Directeur du CH d'Orthez*

**Madame Chantal LACHENAYE-LLANAS** (Tit) – Directeur Général Adjoint du CHU de Bordeaux

*Madame Virginie VALENTIN (Suppl) – Secrétaire générale du CHU de Bordeaux*

**b) 2 représentants des établissements privés de santé à but lucratif**

**Docteur Olivier JOURDAIN** (Tit) – Président de la Conférence Régionale des CME de l'Hospitalisation privée d'Aquitaine

*Docteur Jean-François VERGIER (Suppl) – Président de la CME de la Clinique Tivoli*

**Monsieur Gérard ANGOTTI** (Tit) – Président de la FHP d'Aquitaine

*Madame Marie-France GAUCHER (Suppl) – Directrice Générale de la Polyclinique de Navarre*

**c) 2 représentants des établissements privés de santé à but non lucratif**

**Monsieur Jean-Nicolas FICHET** (Tit) - Secrétaire Général Fondation John BOST

*Madame Joëlle DARETHS (Suppl), Directrice de l'Institut Hélio-Marin*

**Docteur Sylvie BOUVERET** (Tit) - Présidente de la CME de l'Institut Hélio-Marin

*Docteur Jean-Louis BERGERON (Suppl) - Président de la CME de la Clinique mutualiste de Pessac*

**d) 1 représentant des établissements assurant des activités de soins à domicile**

**Madame Marie-Antoinette MICHEL** (Tit) – Directeur HAD 47

*Monsieur Yannick GARCIA (Suppl) – Directeur HAD Santé service Dax*

**e) 4 représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées**

**Monsieur Luis DANEY** (Tit) - URIOPSS

*Monsieur Michel LIBRES (Suppl) – FEHAP*

**Madame Régine BENTEJAC** (Tit) – FEHAP

*Madame Sylvie FAUGERAS (Suppl) - URIOPSS*

**Monsieur Alain FAURE** (Tit) – URAPEI

*Monsieur Alain JOUCLARD (Suppl) – URAPEI*

**Monsieur Joël ARNAUD** (Tit) - GEPSO

*Monsieur Gérard MICHELITZ (suppl) - GEPSO*

**f) 4 représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées**

**Monsieur Rodolphe KARAM** (Tit) – URIOPSS  
*Monsieur Bernard ROUGIER (Suppl) – FEHAP*

**Monsieur Pascal PUGET** (Tit) – FHF  
*Monsieur Alain GARBAY (Suppl) – FHF*

**Monsieur Max DUBOIS** (Tit) - SYNERPA  
*Monsieur Thomas VIVEZ (Suppl) – SYNERPA*

**Monsieur Pierre Jean GARGUIL** (Tit) – UNCCAS  
*Monsieur Jacques VIDAL (Suppl) – UNA*

**g) 1 représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficultés sociales**

**Madame Catherine ABELOOS** (Tit) – Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS)  
*Madame Véronique GARGUIL (Suppl) - Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie et Addictologie (ANITeA)*

**h) 1 représentant des centres de santé, maisons de santé et pôles de santé**

**Monsieur Denis PASSERIEUX** (Tit) – Maison de santé du Pays d'Albret  
*Madame Cécile DORTHE DE THESUT (Suppl) - Centre des jeunes et de la santé*

**i) 1 représentant des réseaux de santé**

**Madame Sylvie DIZABO** (Tit) – Présidente du réseau Palliador  
*Docteur Laurence JOLLY PEDESPAN (Suppl) – Coordinatrice réseau périnatalité aquitaine*

**j) 1 représentant des associations de permanence des soins intervenant dans le dispositif de permanence des soins**

**Docteur Nicolas BRUGERE** (Tit) – Président de l'ASSUM 33  
*Docteur Emile PARQUIER (Suppl) – Président de l'ASSUM 24*

**k) 1 médecin responsable d'un service d'aide médicale urgente ou d'une structure d'aide médicale d'urgence et de réanimation**

**Docteur Michel THICOIPE** (Tit) - SAMU CHU de Bordeaux  
*Docteur Tarak MOKNI (Suppl) - SAMU 64 Centre Hospitalier Côte Basque*

**l) 1 représentant des transporteurs sanitaires**

**Monsieur Jean Martin ETCHEVERRY** (Tit) – Pays basque Ambulances 64  
*Monsieur Sébastien PINAUD (Suppl) – SARL Ambulances réunies 24*

**m) 1 représentant des Services Départementaux d'Incendie et de Secours**

**Colonel Jean-Paul DECELLIERES** (Tit) – Directeur départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde

*Colonel Dominique MATHIEU (Suppl) – Directeur Adjoint départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde*

**n) 1 représentant des organisations syndicales représentatives de médecins des établissements publics de santé**

**Docteur Patrick NIVET** (Tit) - CH Libourne

*Docteur Richard TORRIELLI (Suppl) - CHU Bordeaux*

**o) Six membres des unions régionales des professionnels de santé (URPS)**

Jusqu'à la création des unions régionales des professionnels de santé, les représentants mentionnés au o du 7° sont désignés par le directeur général de l'ARS sur proposition en ce qui concerne les médecins, de l'union régionale des médecins exerçant à titre libéral et, en ce qui concerne les représentants des autres professionnels de santé, des organisations syndicales reconnues comme représentatives de ces professions au niveau régional ou à défaut au niveau national.

➤ pour les médecins

**Docteur Dany GUERIN** (Tit) - URPS

*Monsieur le Docteur Philippe ARRAMON-TUCOO (Suppl) – URPS*

➤ pour les pharmaciens

**Monsieur François MARTIAL** (Tit) - Fédération des syndicats pharmaceutiques de France

*Monsieur PROVOST (Suppl) – Union nationale des pharmaciens de France*

➤ pour les chirurgiens dentistes

**Monsieur Guy CERF** (Tit) – Confédération Nationale des Syndicats Dentaires (CNSD)

*Docteur Philippe DENOYELLE (Suppl) - Union des Jeunes Chirurgiens Dentistes (UJCD)*

➤ pour les masseurs kinésithérapeutes

**Monsieur Patrick LAMAT** (Tit) – Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes Rééducateurs (FFMKR)

*Monsieur Jean Louis RABEJAC (Suppl) – Syndicats de Masseurs Kinésithérapeutes rééducateurs (SNMKR)*

➤ pour les sages-femmes

**Madame Marie Claire TREVISIOL** (Tit) - Union Nationale et Syndicale des sages femmes (UNSSF)

*Suppléant – désignation en cours*

➤ pour les infirmiers

Désignations en cours



**p) 1 représentant de l'ordre des médecins**

**Docteur Frédéric LAURENTJOYE** (Tit) - Conseil Régional de l'Ordre des Médecins  
*Docteur Eric FRETILLERE (Suppl) – Conseil Régional de l'Ordre des Médecins*

**q) 1 représentant des internes en médecine de la ou des subdivisions situées sur le territoire de la région**

**Docteur Philippe SARRABAY** (Tit) – AIHB (Association des Internes des Hôpitaux de Bordeaux)  
*Docteur Marco ROMERO (Suppl) – SIMGA (Syndicat des Internes en Médecine Générale d'Aquitaine)*

**8° Collège des personnalités qualifiées : 2 membres titulaires**

**Professeur Jean François DARTIGUES**

**Monsieur Bertrand GARROS**

**Article 2 :** Participent, avec voix consultative, aux travaux de la conférence et au sein des formations :

- le Préfet de région,
- le président du conseil économique et social régional,
- les chefs de service de l'Etat en région,
- le Directeur général de l'agence régionale de santé,
- Monsieur Alban LACAZE, représentant les conseils des organismes locaux d'assurance maladie relevant du régime général,
- Monsieur Bertrand BOUTEILLER, président de l'ARAMSA,
- le président de la caisse de base du régime social des indépendants.

**Article 3 :** Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 4 :** Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 5 :** La Directrice Générale Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN

**Arrêté du 30 novembre 2011 modifiant  
l'arrêté du 14 février 2011 fixant la  
composition de la commission permanente  
de la Conférence Régionale de la Santé et  
de l'Autonomie d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**

*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment son article L 1432-4 ;

VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission permanente modifié ;

VU les décisions de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : la composition de la commission permanente de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1° Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence***

**Madame Solange MENIVAL** (Tit) - Conseil Régional  
*Madame Emmanuelle AJON* (Suppl) - Conseil Régional

**Le président du conseil général de la Dordogne ou son représentant : Monsieur LOTTERIE** (Titulaire)  
*Suppléant – Désignation en cours*

***2° Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux***

**Madame Dominique GILLAIZEAU** (Tit) - Présidente du Collectif Interassociatif Sur la Santé d'Aquitaine (CISS A)  
*Madame Eliane SERRE* (Suppl) - UFC Que Choisir

**Monsieur Michel PIONNIER** (Tit) – AIDES

*Monsieur Michel PERDRISSET (Suppl) – Fédération Nationale d'Aide aux Insuffisants Rénaux (FNAIR)*

### **3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17**

**Monsieur Jean-Marc FAUCHEUX** (Tit) – représentant la conférence de territoire de Lot-et-Garonne

*Madame Sylvie LAMONTAGNE (Suppl) – représentant la conférence de territoire de Dordogne*

### **4° Collège des représentants des partenaires sociaux**

**Monsieur Guy RAMBAUD** (Tit) – CFDT

*Madame Béatrice GUILLET (Suppl) – CFDT*

**Madame Valérie PARIS** (Tit) – MEDEF

*Monsieur Yves NOEL (Suppl) – MEDEF*

### **5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales**

**Madame Marie Christine FOUERAL** (Tit) - Association de Secours Aux Familles en Difficulté (SAFED)

*Monsieur José FERNANDEZ (Suppl) - CNAPE - ASPP*

### **6° Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

**Monsieur André OCHOA** (Tit) - ORS Aquitaine

*Docteur Sylvie MAURICE-TISON (Suppl) - Service Inter Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPSS)*

### **7° Collège des offreurs des services de santé**

**Madame LACHENAYE-LLANAS** (Tit) – Directeur Général Adjoint du CHU de Bordeaux

*Madame Virginie VALENTIN (Suppl) – Secrétaire général du CHU de Bordeaux*

**Monsieur Gérard ANGOTTI** (Tit) - Fédération de l'Hospitalisation Privée

*Madame Marie-France GAUCHER (Suppl) – Directrice Générale de la Polyclinique de Navarre*

**Docteur Sylvie BOUVERET** (Tit) - Président de la CME de l'Institut Héliomarin

*Docteur Jean-Louis BERGERON (Suppl) - Président de la CME de la Clinique mutualiste de Pessac*

**Monsieur Nicolas BRUGERE** (Tit) - Président de l'Association des Services de Soins et d'Urgences Médicales de la Gironde (ASSUM 33)

*Docteur Emile PARQUIER (Suppl) – Président de l'ASSUM 24*

**Monsieur Rodolphe KARAM** (Tit) – URIOPSS

*Monsieur Bernard ROUGIER (Suppl) – FEHAP*

### **8° Collège des personnalités qualifiées**

**Monsieur Bertrand GARROS**

**Article 2** : siègent également au sein de la commission permanente :

- le Professeur Patrick HENRY, président de la CRSA,
- les présidents des quatre commissions spécialisées en tant que vice-présidents de la commission permanente désignés lors de la première séance de chaque commission :
- **Monsieur Jean-Louis REYNAL**, président de la commission spécialisée de prévention,
- **Monsieur Michel GLANES**, président de la commission spécialisée d'organisation des soins,
- **Monsieur Yvon LE YONDRE**, président de la commission spécialisée pour la prise en charge et accompagnements médico-sociaux,
- **Madame Ginette POUPARD**, présidente de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers.

**Article 3** : Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 4** : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 5** : La Directrice Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN

**Arrêté du 30 novembre 2011 modifiant  
l'arrêté du 29 septembre 2011 fixant la  
composition de la commission spécialisée  
de l'organisation des soins de la  
Conférence Régionale de la Santé et de  
l'Autonomie d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment son article L 1432-4 ;

VU le Décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée de l'organisation des soins modifié ;

VU les décisions de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : la composition de la de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1° Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence***

**Madame Solange MENIVAL** (Tit) - Conseil régional  
*Madame Emmanuelle AJON (Suppl) – Conseil régional*

**Le président du Conseil Général de la Dordogne ou son représentant : Monsieur LOTTERIE** (Titulaire)  
*Suppléant – Désignation en cours*

**Monsieur Jean GRENET** (Tit) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz  
*Madame Sylvie DURRUTY (Suppl) - Communauté d'Agglomération de Bayonne Anglet Biarritz*

La désignation du représentant des communes sera faite après la désignation des représentants par l'assemblée des maires de France.

## **2° Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

**Monsieur Michel MALET** (Tit) – UNAFAM

*Monsieur Paul-André FRANK* (Suppl) – Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH)

**Monsieur Jean-Claude ARNAL** (Tit) - Ligue contre le cancer

*Monsieur Lucien ROUGIER* (Suppl) – Association des Malades et Transplantés Hépatiques du Sud Ouest (AMATHSO)

**Madame Renée Marie France GLISIA** (Tit) – association de retraités et personnes âgées

*Monsieur Claude MAGRO* (Tit) – association de retraités et personnes âgées

**Monsieur Jacques DELPRAT** (Tit) – association des personnes handicapées

*Monsieur Jacques SAURY* – association des personnes handicapées

## **3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17**

**Monsieur Jean-Pierre CAZENAVE** (Tit) – représentant la conférence de territoire des Landes

*Monsieur Michel MOYRAND* (Suppl) – représentant la conférence de territoire de Dordogne

## **4° Collège des représentants des partenaires sociaux**

**Madame Nicole CHAUX** (Tit) - CFE-CGC

*Monsieur Alain PETIT* (Suppl) – CFE CGC

**Monsieur François HARDY** (Tit) – CGT

*Madame Bernadette DUPOUY* (Suppl) – CGT

**Monsieur Joël GUERIN** (Tit) – CFTC

*Monsieur Patrice BEUNARD* (Suppl) – CFTC

**Monsieur Patrick DAUGUET** (Tit) – CGPME

*Monsieur Renaud FABRE* (Suppl) – CGPME

**Madame Chantal GONTHIER** (Tit) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles

*Madame Claudine FAURE* – organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles

La désignation du représentant des artisans, des commerçants et des professions libérales sera faite après la désignation conjointe des représentants à la Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, à la Chambre régionale de commerce et d'industrie et à une organisation représentative des professions libérales.

## **5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales**

**Madame Maria DOUMEINGTS** (Tit) – CARSAT

*Monsieur Pierrick CHAUSSEE* (Suppl)- CARSAT

**Madame Françoise BEYSSEN** (Tit) - Mutualité française  
*Madame Nadine LACAYRELLE (Suppl) – Mutualité Française*

#### **6° Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

**Monsieur Thierry DIMBOUR** (Tit) – CREAHI  
*Professeur François DABIS (Suppl) - CRAES CRIPS*

**Monsieur André OCHOA** (Tit) – ORS Aquitaine  
*Docteur Sylvie MAURICE-TISON (Suppl) - Service Inter Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPSS)*

#### **7° Collège des offreurs des services de santé**

**Monsieur Paul BONNAN** (Tit) (modification en cours) – Président de la CME du CH de Cadillac  
*Madame Marie-Noëlle BOUCHAUD (Suppl) – Directeur du CH Sud Gironde*

**Professeur Dominique DALLAY** (Tit) - Président de la CME du CHU de Bordeaux  
*Monsieur Florian JAZERON (Suppl) – Directeur du CH d'Agen*

**Docteur François DE LA FOURNIERE** (Tit) (modification en cours) - Président de la CME du CH de Pau  
*Docteur Yannick MONSEAU (Suppl) – Président de la CME du CH de Périgueux*

**Monsieur Michel GLANES** (Tit) - Directeur du CHCB de Bayonne  
*Monsieur Christian BOURIAT (Suppl) – Directeur du CH d'Orthez*

**Madame LACHENAYE-LLANAS** (Tit) - Directeur Général Adjoint du CHU de Bordeaux  
*Madame Virginie VALENTIN (Suppl) – Secrétaire générale du CHU de Bordeaux*

**Docteur Olivier JOURDAIN** (Tit) - Conférence Régionale des CME de l'Hospitalisation privée d'Aquitaine  
*Docteur Jean-François VERGIER (Suppl) – Président de la CME de la Clinique Tivoli*

**Monsieur Gérard ANGOTTI** (Tit) - Président de la FHP d'Aquitaine  
*Madame Marie-France GAUCHER (Suppl) – Directrice Générale de la Polyclinique de Navarre*

**Monsieur Jean-Nicolas FICHET** (Tit) - Fondation John BOST  
*Madame Joëlle DARETHS (Suppl), Directrice de l'Institut Hélio-Marin*

**Docteur Sylvie BOUVERET** (Tit) - CME de l'Institut Hélio-Marin  
*Docteur Jean-Louis BERGERON (Suppl) - Président de la CME de la Clinique mutualiste de Pessac*

**Madame Marie-Antoinette MICHEL** (Tit) - HAD 47  
*Monsieur Yannick GARCIA (Suppl) – Directeur HAD Santé service Dax*

**Monsieur Denis PASSERIEUX** (Tit) - Maison de santé du Pays d'Albret  
*Madame Cécile DORTHE DE THESUT (Suppl) - Centre des jeunes et de la santé*

**Madame Sylvie DIZABO** (Tit) - Réseau Palliador  
*Docteur Laurence JOLLY PEDESPAN (Suppl) – Coordinatrice réseau périnatalité aquitaine*

**Docteur Nicolas BRUGERE** (Tit) – Président de l'ASSUM 33  
*Docteur Emile PARQUIER (Suppl) – Président de l'ASSUM 24*

**Docteur Michel THICOIPE** (Tit) - SAMU CHU de Bordeaux  
*Docteur Tarak MOKNI (Suppl) - SAMU 64 Centre Hospitalier Côte Basque*

**Monsieur Jean Martin ETCHEVERRY** (Tit) - Pays basque Ambulances 64  
*Monsieur Sébastien PINAUD (Suppl) – SARL Ambulances réunies 24*

**Docteur Patrick NIVET** (Tit) - CH Libourne  
*Docteur Richard TORRIELLI (Suppl) - CHU Bordeaux*

**Colonel Jean-Paul DECELLIERES** (Tit) – Directeur départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde  
*Colonel Dominique MATHIEU (Suppl) – Directeur Adjoint départemental de l'Etablissement Public d'Incendie et de Secours de la Gironde*

**Docteur Dany GUERIN** (Tit) - URPS  
*Monsieur le Docteur Philippe ARRAMON-TUCOO (Suppl) – URPS*

**Monsieur François MARTIAL** (Tit) - Fédération des syndicats pharmaceutiques de France  
*Monsieur PROVOST (Suppl) – Union nationale des pharmaciens de France*

**Monsieur Patrick LAMAT** (Tit) - Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes Rééducateurs (FFMKR)  
*Monsieur Jean-Louis RABEJAC (Suppl) - Syndicats de Masseurs Kinésithérapeutes rééducateurs (SNMKR)*

**Madame Marie-Claire TREVISIOL** (Tit) - Union Nationale et syndicale des sages-femmes (UNSSF)  
*Suppléant – désignation en cours*

**Docteur Frédéric LAURENTJOYE** (Tit) - Conseil Régional de l'Ordre des Médecins  
*Docteur Eric FRETILLERE (Suppl) – Conseil Régional de l'Ordre des Médecins*

**Docteur Philippe SARRABAY** (Tit) - Association des Internes des Hôpitaux de Bordeaux  
*Docteur Marco ROMERO (Suppl) – SIMGA (Syndicat des Internes en Médecine Générale d'Aquitaine)*

**Article 2** : Monsieur Michel GLANES est élu président de la commission spécialisée de l'organisation des soins. A ce titre, il est membre de droit de la commission permanente.

**Article 3** : Docteur Olivier JOURDAIN est élu vice-président de la commission spécialisée de l'organisation des soins.

**Article 4** : siègent également deux représentants issus de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux désignés lors de la première réunion de la commission :

- **Monsieur Jean-François BOYE**
- **Monsieur Rodolphe KARAM**



**Article 5** : Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 6** : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 7** : La Directrice Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN

**Arrêté du 30 novembre 2011  
modifiant l'arrêté du 8 septembre 2011  
fixant la composition de la commission  
spécialisée de prévention de la Conférence  
Régionale de la Santé et de l'Autonomie  
d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment son article L 1432-4 ;

VU le Décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée de prévention modifié ;

VU les décisions de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : la composition de la commission spécialisée de prévention de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1<sup>er</sup> Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence***

**Madame Marie BOVE** (Tit) – Conseil Régional  
*Monsieur Stéphane GUTHINGER (Suppl) – Conseil régional*

**Le président du conseil général des Landes ou son représentant : Monsieur BAYRES**  
(Titulaire)  
*Suppléant – Désignation en cours*

**Le président du conseil général du Lot-et-Garonne ou son représentant : Monsieur HOCQUELET** (Titulaire)  
*Suppléant – Désignation en cours*

**Monsieur Gérard GOUZES** ou son représentant - Communauté de communes Val de Garonne

La désignation du représentant des communes sera faite après la désignation des représentants par l'assemblée des maires de France.

## **2° Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

**Monsieur Michel PIONNIER** (Tit) – AIDES

*Monsieur Michel PERDRISET (Suppl) – Fédération Nationale d'Aide aux Insuffisants Rénaux (FNAIR)*

**Monsieur Michel MALET** (Tit) – UNAFAM

*Monsieur Paul-André FRANK (Suppl) – Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés (FNATH)*

**Madame Françoise TISSOT** (Tit) - Alliances Maladies rares

*Monsieur Christian SOTTOU (Suppl) - Autisme France*

**Monsieur Jean-Claude ARNAL** (Tit) - Ligue contre le Cancer

*Monsieur Lucien ROUGIER (Suppl) – Association des Malades et Transplantés Hépatiques du Sud Ouest (AMATHSO)*

**Monsieur Jean-Claude BATS** (Tit) - associations de retraités et personnes âgées

*Monsieur Philippe LABLEE (Suppl) – associations de retraités et personnes âgées*

**Madame Ginette DUPIN** (Tit) – association de personnes handicapées

*Monsieur Olivier MONTEIL (Suppl) – association de personnes handicapées*

## **3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17**

**Monsieur Jean-Marc FAUCHEUX** (Tit) – représentant la conférence de territoire de Lot-et-Garonne

*Madame Sylvie LAMONTAGNE (Suppl) – représentant la conférence de territoire de Dordogne*

## **4° Collège des représentants des partenaires sociaux**

**Madame Nicole CHAUX** (Tit) - CFE CGC

*Monsieur Alain PETIT (Suppl) – CFE CGC*

**Monsieur Max MICHELI** (Tit) – UPA

*Monsieur Benoît TABASTE (Suppl) - UPA*

**Madame Chantal GONTHIER** (Tit) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles

*Madame Claudine FAURE (Suppl) - organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles*

La désignation du représentant des artisans, des commerçants et des professions libérales sera faite après la désignation conjointe des représentants à la Chambre régionale des

métiers et de l'artisanat, à la Chambre régionale de commerce et d'industrie et à une organisation représentative des professions libérales.

#### **5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociale**

**Madame Marie Christine FOUERAL** (Tit) - Association de Secours Aux Familles en Difficulté (SAFED)

*Monsieur José FERNANDEZ (Suppl) - CNAPE - ASPP*

**Madame Maria DOUMEINGTS** (Tit) – CARSAT

*Monsieur Pierrick CHAUSSEE (Suppl)- CARSAT*

**Monsieur Jean-Jacques RONZIE** (Tit) - CAF 33

*Madame Geneviève LEBARD (Suppl) – CAF des Pyrénées Atlantiques – Bayonne*

**Madame Françoise BEYSSEN** (Tit) - Mutualité française

*Madame Nadine LACAYRELLE (Suppl) – Mutualité Française*

#### **6° Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

**Docteur Martine LAFAYE** (Tit) - Inspection académique de la Dordogne

*Docteur Colette MOULINES (Suppl) – Inspection académique 64*

**Madame Annick IGNARD** (Tit) – ASSTRA

*Madame Catherine GIMENEZ (Suppl) - ASSTRA*

**Docteur Françoise NORMANDIN** (Tit) – Direction Actions de Santé

*Docteur Françoise OUSTALOUP (Suppl) – PMI Petite enfance*

**Monsieur Jean-Louis REYNAL** (Tit) - CHRS 24

*Monsieur Vincent PATISSOU (Suppl) – ANPAA 24*

**Monsieur André OCHOA** (Tit) – ORS Aquitaine

*Docteur Sylvie MAURICE-TISON (Suppl) - Service Inter Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIUMPSS)*

**Madame Noëlle Caroline SOUDAN** (Tit) – SEPANSO

*Monsieur Bernard FOURNIER (Suppl) - Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO)*

Le représentant des services de PMI est en cours de désignation.

#### **7° Collège des offreurs des services de santé**

**Madame Marie-Antoinette MICHEL** (Tit) – Directeur HAD 47

*Monsieur Yannick GARCIA (Suppl) – Directeur HAD Santé service Dax*

**Monsieur Pierre-Jean GARGUIL** (Tit) – UNCCAS

*Monsieur Jacques VIDAL (Suppl) – UNA*

**Monsieur François MARTIAL** (Tit) - Fédération des syndicats pharmaceutiques de France

*Monsieur PROVOST (Suppl) – Union nationale des pharmaciens de France*

**Monsieur Patrick LAMAT** (Tit) - Fédération Française des Masseurs Kinésithérapeutes Rééducateurs (FFMKR)

*Monsieur Jean-Louis RABEJAC (Suppl) - Syndicats de Masseurs Kinésithérapeutes rééducateurs (SNMKR)*

**Article 2** : Monsieur Jean-Louis REYNAL est élu président de la commission spécialisée de prévention. A ce titre, il est membre de droit de la commission permanente.

**Article 3** : Monsieur Jean-Claude ARNAL est élu vice-président de la commission spécialisée de prévention.

**Article 4** : Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 5** : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 6** : La Directrice Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN

**Arrêté du 30 novembre 2011 modifiant  
l'arrêté du 7 octobre 2011  
fixant la composition de la commission  
spécialisée pour les prises en charge et  
accompagnements médico-sociaux de la  
Conférence Régionale de la Santé et de  
l'Autonomie d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**

*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment son article L 1432-4 ;

VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence régionale de la Santé et de l'Autonomie modifié ;

VU les décisions de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : la composition de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1<sup>er</sup> Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence***

**Madame Béatrice DESAIGUES** (Tit) - Conseil Régional

*Madame Elisabeth BURGAU-BONJEAN (Suppl) – Conseil Régional*

**Le président du conseil général de la Gironde ou son représentant : Monsieur Robert PROVAIN** (Tit)

*Suppléant – Désignation en cours*

**Le président du conseil général des Pyrénées Atlantiques ou son représentant : Madame Marie-Pierre CABANE** (Tit)

*Monsieur Stéphane COILLARD (Suppléant)*

**Monsieur Eric KERROUCHE** (Tit) - Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud  
*Monsieur Hubert DOSBA (Suppl) - Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud*

La désignation du représentant des communes sera faite après la désignation des représentants par l'assemblée des maires de France.

## **2° Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux**

**Madame Bernadette FREYSSIGNAC** (Tit) - France Alzheimer  
*Madame Laure PREVOT (Suppl) - Aînés ruraux*

**Monsieur Jacques SERVIA** (Tit) - UDAF 24  
*Madame Marie Françoise BASSALER (Suppl) – Fédération Régionale Aquitaine du Mouvement Français pour le Planning Familial*

**Monsieur Jean CARRERE** (Tit) – association de retraités et personnes âgées  
*Monsieur Gérard MARFAING (Suppl) – association de retraités et personnes âgées*

**Monsieur Yvon LE YONDRE** (Tit) - association de retraités et personnes âgées  
*Madame Gilda PEYRE (Suppl) – association de retraités et personnes âgées*

**Monsieur Jacques DELPRAT** (Tit) – association des personnes handicapées  
*Monsieur Jacques SAURY (Suppl) – association des personnes handicapées*

**Monsieur Jean Lou DRAPIER** (Tit) – association des personnes handicapées  
*Monsieur Christophe BERTHELOT (Suppl) – association des personnes handicapées*

## **3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17**

**Monsieur Christophe GAUTIER** (Tit) – représentant la conférence de territoire de Béarn Soule  
*Docteur Anne COUSTETS (Suppl) – représentant la conférence de territoire de Navarre-Côte Basque*

## **4° Collège des représentants des partenaires sociaux**

**Monsieur Jean-Philippe BOYE** (Tit) - Force ouvrière  
*Monsieur Marc FREIBURGER (Suppl)- Force ouvrière*

**Madame Valérie PARIS** (Tit) – MEDEF  
*Monsieur Yves NOEL (Suppl) – MEDEF*

La désignation du représentant des artisans, des commerçants et des professions libérales sera faite après la désignation conjointe des représentants à la Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, à la Chambre régionale de commerce et d'industrie et à une organisation représentative des professions libérales.

**Madame Chantal GONTHIER** (Tit) – Organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles  
*Madame Claudine FAURE (Suppl) – Organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles*

## **5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales**

**Madame Marie-Christine FODRAL** (Tit) - Association de Secours Aux Familles en Difficulté (SAFED)

*Monsieur José FERNANDEZ (Suppl) - CNAPE - ASPP*

**Madame Françoise BEYSSEN** (Tit) - Mutualité française

*Madame Nadine LACAYRELLE (Suppl) – Mutualité Française*

## **7° Collège des offreurs des services de santé**

**Monsieur Luis DANEY** (Tit) – URIOPSS

*Monsieur Michel LIBRES (Suppl) – FEHAP*

**Madame Régine BENTEJAC** (Tit) – FEHAP

*Madame Sylvie FAUGERAS (Suppl) - URIOPSS*

**Monsieur Alain FAURE** (Tit) – URAPEI

*Monsieur Alain JOUCLARD (Suppl) – URAPEI*

**Monsieur Joël ARNAUD** (Tit) – GEPSO

*Monsieur Gérard MICHELITZ (suppl) - GEPSO*

**Monsieur Rodolphe KARAM** (Tit) – URIOPSS

*Monsieur Bernard ROUGIER (Suppl) – FEHAP*

**Monsieur Pascal PUGET**(Tit) - Fédération de l'Hospitalisation de France (FHF)

*Monsieur Alain GARBAY (Suppl) - Fédération de l'Hospitalisation de France (FHF)*

**Monsieur Max DUBOIS** (Tit) – SYNERPA

*Monsieur Thomas VIVEZ (Suppl) – SYNERPA*

**Monsieur Pierre Jean GARGUIL** (Tit) – UNCCAS

*Monsieur Jacques VIDAL (Suppl) – UNA*

**Madame Catherine ABELOOS** (Tit) – Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS)

*Madame Véronique GARGUIL (Suppl) - Association Nationale des Intervenants en Toxicomanie et Addictologie (ANITeA)*

**Docteur Dany GUERIN** (Tit) – URML

*Docteur Philippe ARRAMON-TUCOO (Suppl) – URML*

**Article 2** : Monsieur Yvon LE YONDRE est élu président de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux. A ce titre, il est membre de droit de la commission permanente.

**Article 3** : Madame Catherine ABELOOS est élu vice-présidente de la commission spécialisée pour les prises en charge et accompagnements médico-sociaux.



**Article 4** : siègent également deux représentants issus de la commission spécialisée d'organisation des soins désignés lors de la première réunion de la commission :

**Monsieur Thierry DIMBOUR**  
**Monsieur Michel MALET**

**Article 5** : Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 6** : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 7** : La Directrice Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN

**Arrêté du 30 novembre 2011 modifiant  
l'arrêté du 14 février 2011  
fixant la composition de la commission  
spécialisée dans le domaine des droits des  
usagers du système de santé de la  
Conférence Régionale de la Santé et de  
l'Autonomie d'Aquitaine**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine,**  
*Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,*

VU le code de la santé publique, notamment son article L 1432-4 ;

VU le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, modifié par le décret n°2010-938 du 24 août 2010 ;

VU l'arrêté du 24 juin 2010 fixant la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine modifié ;

Vu l'arrêté du 12 juillet 2010 fixant la composition de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé ;

VU les décisions de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie, le 6 juillet 2010 ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : la composition de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie d'Aquitaine est modifiée comme suit :

***1° Collège des représentants des collectivités territoriales du ressort géographique de l'agence***

**Madame Michèle DELAUNAY** (Tit) - Conseil régional  
*Madame Elisabeth BURGAU-BONJEAN* (Suppl) – Conseil régional

***2° Collège des représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux***

**Madame Dominique GILLAIZEAU** (Tit) - Collectif interassociatif sur la santé d'Aquitaine  
*Madame Eliane SERRE* (Suppl) - UFC Que Choisir

**Madame Ginette POUPARD** (Tit) - France Parkinson

*Madame Colette BIELLE (Suppl) – Association Nationale de Défense contre l'Arthrite Rhumatoïde (ANDAR)*

**Madame Renée Marie France GLISIA** (Tit) – association de retraités et personnes âgées

*Monsieur Claude MAGRO (Suppl) – association de retraités et personnes âgées*

**Monsieur Jean CARRERE** (Tit) – association de retraités et personnes âgées

*Monsieur Gérard MARFAING (Suppl) – association de retraités et personnes âgées*

**Monsieur Jean Lou DRAPIER** (Tit) – association de personnes handicapées

*Monsieur Christophe BERTHELOT (Suppl) – association de personnes handicapées*

**Madame Ginette DUPIN** (Tit) – association de personnes handicapées

*Monsieur Olivier MONTEIL (Suppl) – association de personnes handicapées*

### **3° Collège des représentants des conférences de territoire mentionnées à l'article 1434-17**

**Monsieur Michel HAECK** (Tit) – représentant la conférence de territoire de Gironde

*Docteur Claude BOISSEAU (Suppl) – représentant la conférence de territoire de Gironde*

### **4° Collège des représentants des partenaires sociaux**

**Monsieur Guy RAMBAUD** – CFDT

*Madame Béatrice GUILLET (Suppl) – CFDT*

### **5° Collège des acteurs de la cohésion et de la protection sociales**

**Monsieur Jacques FAURENS** – CARSAT

*Monsieur Jean-Marie TICHIT (Suppl) – CARSAT*

### **6° Collège des acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé**

**Monsieur Jean-Louis REYNAL** – CHRS 24

*Monsieur Vincent PATISSOU (Suppl) – ANPAA 24*

### **7° Collège des offreurs des services de santé**

**Monsieur Pascal PUGET** - Fédération de l'Hospitalisation de France (FHF)

*Monsieur Alain GARBAY (Suppl) - Fédération de l'Hospitalisation de France (FHF)*

**Article 2 :** Madame Ginette POUPARD est élue présidente de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé. A ce titre, elle est membre de droit de la commission permanente.

**Article 3** : Monsieur Jean-Lou DRAPIER est élu vice-président de la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers du système de santé.

**Article 4** : Le remplacement des membres de la conférence s'effectue pour le mandat restant à courir, d'une durée de quatre ans à compter de l'arrêté initial du 24 juin 2010.

**Article 5** : Les recours contre le présent arrêté sont présentés devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la date de notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

**Article 6** : La Directrice Adjointe de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé



Nicole KLEIN

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**Département de l'Offre de Soins Hospitalière**

**La Directrice Générale  
l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 3133-3 et suivants, et R. 6133-1 et suivants,

**VU** la décision du 11 décembre 2003 approuvant la convention constitutive du Groupement de coopération sanitaire dénommé « Réseau Périnat Aquitaine » sis Hôpital Pellegrin - place Amélie Raba Léon 33 076 Bordeaux,

**VU** la délibération de l'Assemblée générale dudit GCS, en date du 14 septembre 2011 au cours de laquelle il a été décidé, de procéder à la dissolution du « Réseau Périnat Aquitaine »,

#### **CONSTATE**

Article 1<sup>er</sup> : la dissolution du GCS susvisé, à la date du 31 décembre 2011 et que ledit GCS ne figure plus sur la liste des Groupements de Coopérations Sanitaires existant sur le territoire d'Aquitaine, à compter de cette date.

Article 2 : L'annonce de cette dissolution sera publiée aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

**DIRECTION DE L'OFFRE DE SOINS**

**Département de l'Offre de Soins Hospitalière**

**La Directrice Générale  
de l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le Code de la santé publique, et notamment les articles L. 3133-3 et suivants, et R. 6133-1 et suivants,

**VU** la décision du 28 juillet 2004 approuvant la convention constitutive du Groupement de coopération sanitaire dénommé « GCS RADC » sis Hôpital Pellegrin - place Amélie Raba Léon 33 076 Bordeaux,

**VU** la délibération de l'Assemblée générale dudit GCS, en date du 29 septembre 2011 au cours de laquelle il a été décidé, de procéder à la dissolution du « GCS RADC »,

**CONSTATE**

Article 1<sup>er</sup> : la dissolution du GCS susvisé, à la date du 31 décembre 2011, et que ledit GCS ne figure plus sur la liste des Groupements de Coopérations Sanitaires existant sur le territoire d' Aquitaine, à compter de cette date.

Article 2 : L'annonce de cette dissolution sera publiée aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

La Directrice Générale de l'Agence Régionale  
de Santé d'Aquitaine



Nicole KLEIN

---

**ACTE REGLEMENTAIRE RELATIF A LA MISE EN ŒUVRE  
DE L'ÉTUDE COMPLÉMENTAIRE RELATIVE AU  
CONTRÔLE MÉDICAL AU TITRE DE L'ÉVALUATION  
STATISTIQUE DES FRAUDES EN MATIÈRE  
D'INDEMNITÉS JOURNALIÈRES**

---

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAISSE CENTRALE  
DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

- VU l'article L 723-11 11° du Code rural,
- VU la Convention d'Objectifs et de Gestion 2011-2015 conclue entre l'Etat et la CCMSA,
- VU le plan national de coordination de la lutte contre la fraude aux finances publiques 2011 élaboré par la Délégation Nationale à la Lutte contre la Fraude (DNLF) et approuvé lors du Comité National de Lutte contre la Fraude (CNLF) dans sa séance du 14 décembre 2010,
- VU la décision du Correspondant Informatique et Libertés n° 11-17 en date du 21 septembre 2011,
- VU la décision du Correspondant Informatique et Libertés n° 11-18 en date du 02 novembre 2011,

**D E C I D E**

**ARTICLE PREMIER** - il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole (MSA) un traitement automatisé de données à caractère personnel dont l'objet est d'évaluer statistiquement la fraude aux indemnités journalières dans les branches maladie, maternité, accident du travail et ATEXA.

La présente modification a pour objet d'ajouter une étude complémentaire dans le cadre du contrôle médical.

Son objectif est de réaliser une étude sur la raison fonctionnelle de l'arrêt de travail selon l'assuré, à distinguer de l'affection mentionnée sur la prescription de l'arrêt de travail.

**ARTICLE 2** - Les informations concernées par ce traitement sont les suivantes :

- code caisse
- code CIM 10 : motif de l'arrêt de travail selon le prescripteur
- données relatives à l'activité professionnelle (choix entre trois propositions) :
  - ♦ activité principalement physique
  - ♦ activité principalement sédentaire
  - ♦ activité mixte physique et sédentaire
- données relatives aux motifs fonctionnels de l'arrêt de travail exprimés par l'assuré (choix entre sept propositions) :
  - ♦ douleurs ressenties
  - ♦ troubles physiques invalidants
  - ♦ difficultés à fixer son attention dans le cadre de ses activités professionnelles

- ♦difficultés à réaliser les activités physiques imposées dans le cadre de ses activités professionnelles
- ♦mauvaise adaptation de son poste de travail
- ♦contexte relationnel de travail difficile
- ♦autre

- avis du médecin conseil (choix entre deux propositions) :

- ♦l'arrêt de travail est justifié
- ♦l'arrêt de travail n'est pas justifié

**ARTICLE 3 -** Le destinataire de ces données est la Caisse Centrale de Mutualité Sociale Agricole, laquelle fournira en format papier les résultats produits à la DNLF et aux Caisses de Mutualité Sociale Agricole.

**ARTICLE 4 -** Les droits d'accès, de rectification et d'opposition ne s'appliquent pas au présent traitement.

En effet, conformément à l'article 39 II de la loi Informatique et Libertés, les dispositions relatives au droit d'accès ne s'appliquent pas lorsque les données à caractère personnel sont conservées sous une forme excluant manifestement tout risque d'atteinte à la vie privée des personnes concernées et pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux seules finalités d'établissement de statistiques.

**ARTICLE 5 -** Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Bagnole, le 3 novembre 2011

Le Correspondant à la protection  
des données à caractère personnel  
**Agnès CADIOU**

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de  
la Mutualité Sociale Agricole  
**Michel BRAULT**

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA Gironde est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

**Le Directeur de la MSA Gironde**

**Madeleine TALAVERA**





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DE LA GIRONDE

Service des Procédures  
Environnementales

Arrête portant distraction du régime forestier de terrains boisés situés sur le territoire de la commune  
de GRAYAN ET L'HOPITAL

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les articles L.111-1, L.141-1, R.141-5 et R.141-6 du Code Forestier,

VU la circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003,

VU l'arrêté préfectoral d'adhésion au régime forestier du 2 juin 2003

VU les demandes du Conseil Municipal de la commune de **GRAYAN ET L'HOPITAL** en date  
des 1er Juin 2007, 27 Novembre 2007 et 26 Novembre 2009.

VU le rapport ONF en date du 7 avril 2010,

VU l'avis de M. le Directeur d'Agence de l'OFFICE NATIONAL DES FORETS à BRUGES sur  
délégation de pouvoirs de M. le Directeur Général de l'Office National des Forêts en date du 30  
mars 2009 décision n° 2009-12,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

VU le plan des lieux,

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** - Les parcelles de terrain ci-après désignées appartenant à la Commune de  
**GRAYAN ET L'HOPITAL** sont distraites du régime forestier :

Commune de situation		Désignation cadastrale			Contenance
		Section	Parcelle	Lieu-dit	
GIRONDE	GRAYAN ET L'HOPITAL	A	559	Lède du Gurp	3 ha 46 a
		A	559 pie	Lède du Gurp	0 ha 55 a 93 ca
		A	562 pie	Lède du Gurp	3 ha 10 a 68 ca
		D	770 pie	Lède de la Gastouse	1 ha 35 a 22 ca
		D	529	Piqueau	0 ha 16 a 00 ca
					8 ha 63 a 83 ca

**ARTICLE 2 -**

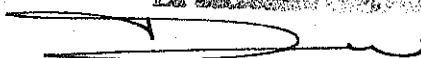
La surface de la forêt communale de GRAYAN ET L'HOPITAL bénéficiant du Régime Forestier s'établit donc à 1615 ha 85 a 78 ca

**ARTICLE 3** –la Secrétaire Générale de la Préfecture, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Directeur d'Agence de l'Office National des Forêts à BRUGES, le Maire de la Commune de GRAYAN ET L'HOPITAL sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des services de l'Etat dans le Département de la Gironde et affiché en Mairie de GRAYAN ET L'HOPITAL.

Bordeaux, le 9 NOV. 2011

P/L'E PREFET

La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service des Procédures  
Environnementales

**ARRÊTE PORTANT DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-6 du Code Forestier,

VU la Circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture PN/S 3024 du 3 Décembre 1970,

VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de Lanton, en date des 28 juillet 2008 et 5 février 2009,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer à Bordeaux, en date du 4 octobre 2011,

VU la délégation de pouvoir de Monsieur le Directeur Général de l' Office National des Forêts en date du 30 mars 2009, décision n° 2009/12

VU le plan des lieux,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

**ARRETE**

**Article 1** Est distraite du régime forestier la parcelle de terrain désignée ci-dessous, située sur le territoire de la Commune de Lanton, et propriété de cette même commune.

Parcelles cadastrales			
Section	N°	Lieu-dit	Surface
D	176 d	Bassoulant	1 ha 45 a 75 ca

**Soit une surface totale 1 ha 45 a 75 ca.**

Article 2 A l'issue de ce mouvement foncier, la surface totale de la forêt communale bénéficiant du régime forestier s'établira donc à : **2335 ha29 a 40 ca**

Article 3 La Secrétaire Générale de la Préfecture, M. le Maire de la Commune de Lanton, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer , M.le Directeur Territorial de l'Office National des Forêts, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Bordeaux, le - 9 NOV. 2011

Le Préfet

  
La Secrétaire Générale

  
Humberto DILHAC



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service des Procédures  
Environnementales

**ARRÊTE PORTANT DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-6 du Code Forestier,

VU la Circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture PN/S 3024 du 3 Décembre 1970,

VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de Lesparre, en date du 14 juin 2011

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer à Bordeaux, en date du 4 octobre 2011,

VU la délégation de pouvoir de Monsieur le Directeur Général de l' Office National des Forêts en date du 30 mars 2009, décision n° 2009/12

VU le plan des lieux,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

**ARRETE**

**Article 1** Est distraite du régime forestier la parcelle de terrain désignée ci-dessous, située sur le territoire de la Commune de Lesparre, et propriété de cette même commune.

Parcelle cadastrale			
Section	N°	Lieu-dit	Surface
BH	159	Le Herreyra est	0 ha 9 a 91 ca

***Soit une surface totale 0 ha 9 a 91 ca.***

Article 2 A l'issue de ce mouvement foncier, la surface totale de la forêt communale de Lesparre\_bénéficiant du régime forestier s'établira donc à : **66 ha 79 a 39 ca**

Article 3 La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Maire de la Commune de Lesparre, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer , le Directeur Territorial de l'Office National des Forêts, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Bordeaux, le **29 NOV. 2011**

~~Le Préfet~~

~~La Secrétaire Générale~~

~~Isabelle DILHAC~~



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service des Procédures  
Environnementales

**ARRÊTE PORTANT DISTRACTION DU REGIME FORESTIER**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les articles L 111-1, L 141-1 et R 141-6 du Code Forestier,

VU la Circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture DGFAR/SDFB/200365002 du 3 avril 2003 ,

VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de Louchats, en date du 12 février 2010,

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer à Bordeaux, en date du 4 octobre 2011,

VU la délégation de pouvoir de Monsieur le Directeur Général de l' Office National des Forêts en date du 30 mars 2009, décision n° 2009/12

VU le plan des lieux,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

**ARRETE**

**Article 1** Sont distraites du régime forestier les parcelles de terrain désignées ci-dessous, située sur le territoire de la Commune de Louchats et propriétés de cette même commune.

Parcelles cadastrales			
Section	N°	Lieu-dit	Surface
C	616 d	Curton ouest	1 ha 42 a 90 ca
C	616 c partie	Curton ouest	2 ha 55 a 49 ca

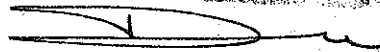
**Soit une surface totale 3 ha 98 a 39 ca.**

Article 2 A l'issue de ce mouvement foncier, la surface totale de la forêt communale de Naujac sur Mer \_bénéficiant du régime forestier s'établira donc à :**29 ha 66 a 17 ca**

Article 3 La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Maire de la Commune de Louchats , le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer , le Directeur Territorial de l'Office National des Forêts, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Bordeaux, le **9 NOV. 2011**

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale



**Isabelle DILHAC**





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DE LA GIRONDE

Service des Procédures  
Environnementales

Arrêté Portant application et distraction du régime forestier  
des bois situés sur le territoire de la commune de SAINTLAURENT MEDOC

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les articles L.111-1, L.141-1, R.141-5 et R.141-6 du Code Forestier,

VU la circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003,

VU les arrêtés préfectoraux du 21/10/2003 et 18/11/2009

VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de **ST LAURENT MEDOC** en date du 30 novembre 2010

VU la fiche technique ONF de présentation du projet en date du 7 janvier 2011

VU l'avis du Directeur d'Agence de l'Office National des Forêts,,

VU l'avis du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

VU le plan des lieux,

**SUR** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de Gironde,

### ARRETE

Article 1 Sont distraits du régime Forestier les terrains désignés ci-dessous, situés sur le territoire de la commune de SAINT LAURENT-MEDOC et propriétés de la dite commune.

LIEU-DIT	Section	N°	Surface
Le Bernada	VD	98 (ex VD84pie)	0 ha 36 a 36 ca
Le Bernada	VD	100 (ex VD34pie)	0 ha 15 a 91 ca
Le Bernada	VD	101 (ex VD35pie)	2 ha 57 a 27 ca

*soit une surface totale de 3 ha 09 a 54 ca.*

**Article 2** Bénéficient du régime Forestier les terrains désignés ci-dessous, situés sur le territoire de la commune de SAINT LAURENT-MEDOC et propriétés de la dite commune.

LIEU-DIT	Section	N°	Surface
Lande du Bourdieu-Communs de Planquepeyre	CE	129	1 h 94 a 10 ca
	VB	168	0 h 04 a 38 ca
Communs de Planquepeyre	VB	169	1 h 29 a 13 ca
Communs de Planquepeyre	VB	170	1 h 34 a 81 ca
Communs de Planquepeyre	VB	171	0 h 01 a 65 ca
Communs de Planquepeyre	VB	172	0 h 17 a 10 ca
Le Bourdieu Ouest	BY	119	1 h 75 a 51 ca
Le Bourdieu Ouest	BY	120	0 h 72 a 20 ca
Le Bourdieu Ouest	BY	123	1 h 05 a 80 ca
Le Bourdieu Ouest	BY	124	1 h 27 a 55 ca
Le Bourdieu Ouest	BY	125	0 h 01 a 65 ca
Le Bourdieu Ouest	BY	176	0 h 27 a 09 ca

**soit une surface totale de 9 ha 90 a 97 ca.**

**Article 3** A l'issue de ce mouvement foncier, la surface de la forêt communale de SAINT LAURENT-MEDOC bénéficiant du Régime Forestier s'établira à 1877 ha 92 a 74 ca.

**Article 4** M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Gironde, M. le Maire de la Commune SAINT LAURENT-MEDOC, M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, M. le Directeur Territorial de l'Office National des Forêts, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Bordeaux, le 9 NOV. 2011

Le Préfet de Gironde,

La Secrétaire Générale

  
Isabelle DILHAC



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

Service des Procédures  
Environnementales

**ARRÊTE PORTANT DISTRACTION DU RÉGIME FORESTIER**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU les articles L 111-1, L.141-1 et R 141-6 du Code Forestier,

VU la Circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture DGFAR/SDFB/200365002 du 3 avril 2003 ,

VU la délibération du Conseil municipal de la Commune de Naujac sur Mer, en date du 27 / 11 / 2009 complété par un courriel du 20/12/2010

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer à Bordeaux, en date du 4 octobre 2011,

VU la délégation de pouvoir de Monsieur le Directeur Général de l' Office National des Forêts en date du 30 mars 2009, décision n° 2009/12

VU le plan des lieux,

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

**ARRETE**

**Article 1** Est distraite du régime forestier la parcelle de terrain désignées ci-dessous, située sur le territoire de la Commune de Naujac sur Mer et propriété de cette même commune.

Parcelle cadastrale			
Section	N°	Lieu-dit	Surface
BZ	29	GLOYAC	1 ha 32 a 59 ca

**Soit une surface totale 1 ha 32 a 29 ca.**

Article 2 A l'issue de ce mouvement foncier, la surface totale de la forêt communale de Naujac sur Mer \_bénéficiant du régime forestier s'établira donc à :806 ha 32 a 59 ca

Article 3 La Secrétaire Générale de la Préfecture, le Maire de la Commune de Naujac sur Mer, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer , le Directeur Territorial de l'Office National des Forêts, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fait à Bordeaux, le - 9 NOV. 2011

Le Préfet,

La Secrétaire Générale



Isabelle DILHAC

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER**  
Service Agriculture Forêt  
et Développement Rural

**ARRETE du 16 Novembre 2011**

---

**ARRETE PREFECTORAL  
FIXANT LES DECISIONS RELATIVES AUX PLANTATIONS DE VIGNES  
A TITRE EXPERIMENTAL POUR LA CAMPAGNE 2011/2012  
DANS LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

---

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le règlement CE n° 479/2008 du Conseil du 29 avril 2008 portant organisation commune du marché vitivinicole ;

**VU** le règlement CE n° 555/2008 de la commission du 27 juin 2008 fixant les modalités d'application du règlement CE n° 479/2008 en ce qui concerne les programmes d'aide, les échanges avec les pays tiers, le potentiel de production et les contrôles dans le secteur vitivinicole ;

**VU** le code rural et notamment ses articles R. 621-44, R. 621-45, R.621-49 et R. 664-2 et suivants ;

**VU** le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

**VU** l'arrêté ministériel du 8 juin 2004 relatif aux conditions d'attribution d'autorisations de plantation nouvelle de vignes au titre de l'expérimentation pour des superficies non destinées à la production de vins de qualité produits dans une région déterminée ;

**VU** l'avis favorable du Ministère de l'Agriculture en date du 20 octobre 2011 ;

**SUR PROPOSITION** du représentant régional de FranceAgriMer d'Aquitaine en date du 14 Novembre 2011,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Les bénéficiaires figurant dans l'annexe ci-jointe sont autorisés à réaliser le programme de plantation nouvelle de vigne à titre pédagogique retenu.

**ARTICLE 2 :** L'annexe citée dans le présent arrêté est consultable auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde et du service régional de la DRAAF FranceAgriMer.

**ARTICLE 3 :** La secrétaire générale de la préfecture de la Gironde, le directeur départemental des territoires et de la mer, le service régional de la DRAAF FranceAgriMer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Pour le Préfet,  
Pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer, et par délégation,  
La Chef du Service,

Nathalie FABRE

Cité Administrative – Boîte n° 90 – 33090 BORDEAUX CEDEX

**Découvrez la nouvelle organisation de l'État en Gironde sur [www.gironde.pref.gouv.fr](http://www.gironde.pref.gouv.fr)**

ANNEXE N°1

A L'ARRETE PREFECTORAL EN DATE DU 16 NOVEMBRE 2011  
FIXANT LES DECISIONS RELATIVES AUX PLANTATIONS DE VIGNES  
A TITRE EXPERIMENTAL POUR LA CAMPAGNE 2011/2012  
DANS LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

Campagne 2011/2012

Département de la Gironde

Liste des bénéficiaires d'autorisation de plantation de vigne

Motif : plantation expérimentale et pédagogique.

Nom et adresse	N°EVV	Commune de plantation	Cadastre	Superficie autorisée (ha)	variété
Association « <b>Barbots de tous temps</b> » 22, impasse de Baguiraout 33470 Gujan-Mestras	33.199.00020	Gujan-Mestras (33)	DD n°8	0,1000	Cabernet Franc

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES ET DE LA MER  
Service Agriculture, Forêt  
et Développement Rural

ARRÊTÉ DU 8 DECEMBRE 2011

**ARRÊTÉ PORTANT FIXATION DU PRIX ANNUEL DES VINS  
DEVANT SERVIR DE BASE AU CALCUL DES FERMAGES  
DANS LE DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE POUR  
LA CAMPAGNE 2010 – 2011  
(du 1<sup>er</sup> Novembre 2010 au 31 Octobre 2011) Récolte 2010**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU l'article L. 411 – 11 du Code Rural,

VU la loi n° 95-2 du 2 janvier 1995 relative au prix des fermages,

VU l'Arrêté Préfectoral du 10 Mai 2007 fixant les modalités de calcul du prix des baux à ferme en GIRONDE,

VU l'arrêté Préfectoral du 6 Décembre 2011 concernant la modification du coefficient applicable à l'appellation  
PESSAC LEOGNAN,

VU l'arrêté préfectoral du 02/05/2010 portant délégation de signature au Directeur Départemental des Territoires et de  
la Mer et la décision de subdélégation du DDTM du 01/09/2011,

VU l'avis émis et les propositions de la Commission des Baux Ruraux tenue à la Direction Départementale des  
Territoires et de la Mer de la Gironde, le 24 novembre 2011,

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer.

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER** – le prix des vins est fixé par appellation de la façon suivante :

**VINS BLANCS EN EUROS**

**LIQOUREUX**

	TONNEAU 900 L	Hectolitre
SAUTERNES	4178,00	464,00
BARSAC	3906,00	434,00
CERONS	1812,50	201,50
GRAVES SUPÉRIEUR	1503,00	167,00
SAINTE CROIX DU MONT	1861,00	207,00
LOUPIAC	2063,00	229,00
CADILLAC	1217,50	135,50
Ières COTES DE BORDEAUX	1217,50	135,50
COTES BX - SAINT MACAIRE	1053,00	117,00
BORDEAUX SUPÉRIEUR	1053,00	117,00

**SECS**

	<b>TONNEAU 900 L</b>	<b>Hectolitre</b>
PESSAC LEOGNAN	3083,50	342,50
GRAVES	1451,50	161,50
GRAVES DE VAYRES	1053,00	117,00
ENTRE DEUX MERS	1053,00	117,00
ENTRE DEUX MERS HAUT BENAUGE	1053,00	117,00
BORDEAUX	1053,00	117,00
STE FOY DE BORDEAUX	1053,00	117,00
COTES BOURG	1053,00	117,00
BLAYE - COTES DE BORDEAUX	1010,50	112,50
COTES DE BLAYE	1015,00	113,00

<b>VINS DE FRANCE 10 °:</b>	387,50	43,00
-----------------------------	--------	-------

**VINS ROUGES ET ROSES EN EUROS****MÉDOC**

	<b>TONNEAU 900 L</b>	<b>Hectolitre</b>
SAINT JULIEN	6354,00	706,00
MARGAUX	7311,00	812,50
PAUILLAC	6354,00	706,00
SAINT ESTEPHE	4867,50	541,00
LÎSTRAC	1989,00	221,00
MOULIS	2258,00	251,00
HAUT MÉDOC	1831,00	203,50
MÉDOC	1304,50	145,00

**GRAVES**

	<b>TONNEAU 900 L</b>	<b>Hectolitre</b>
PESSAC LEOGNAN	2855,00	317,00
GRAVES	1110,50	123,50

**POMEROL**

	<b>TONNEAU 900 L</b>	<b>Hectolitre</b>
POMEROL	6229,00	692,00
LALANDE DE POMEROL	3467,00	385,00

**SAINT EMILION**

	<b>TONNEAU 900 L</b>	<b>Hectolitre</b>
SAINT EMILION	3143,00	349,00
SAINT GEORGES	2255,50	250,50
PUISSEGUIN	2181,50	242,50
MONTAGNE	2244,50	249,50
LUSSAC	2195,50	244,00
CANON FRONSAC	1559,50	173,50
FRONSAC	1128,50	125,50

**COTES**

	<b>TONNEAU 900 L</b>	<b>Hectolitre</b>
COTES DE BOURG	989,00	110,00
BLAYE COTES DE BORDEAUX	797,50	88,50
CASTILLON COTES DE BORDEAUX	903,00	100,50
FRANCS COTES DE BORDEAUX	791,50	88,00
GRAVES DE VAYRES	810,00	90,00
COTES DE BORDEAUX	806,50	89,50
STE FOY DE BORDEAUX	820,50	91,00



**BORDEAUX**

	<b>TONNEAU 900 L</b>	<b>Hectolitre</b>
BORDEAUX SUPÉRIEUR	866,00	96,00
CLAIRET	904,50	100,50
BORDEAUX ROSE	811,50	90,00
BORDEAUX	778,50	86,50
<b>VINS DE FRANCE 10 °:</b>	<b>382,50</b>	<b>42,50</b>

Frais de mise en bouteille : 0,85 € H.T./bouteille (ou 0,97 € TTC/bouteille)

**ARTICLE 2 :-** Le loyer annuel en monnaie à l'hectare, des terres portant des cultures pérennes arboricoles est fixé comme suit :

**VERGERS de Pruniers**

<b>Catégorie</b>	<b>Maxima</b>	<b>Minima</b>
	<b>Euros</b>	<b>Euros</b>
1 <sup>ère</sup> Catégorie	516	430
2 <sup>ème</sup> Catégorie	430	344
3 <sup>ème</sup> Catégorie	344	172

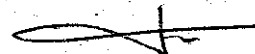
**VERGERS de Pommiers**

<b>Catégorie</b>	<b>Maxima</b>	<b>Minima</b>
	<b>Euros</b>	<b>Euros</b>
1 <sup>ère</sup> Catégorie	949,91	565,01
2 <sup>ème</sup> Catégorie	565,01	399,08

**ARTICLE 4 :-** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, MM les Sous Préfet de la Gironde, le Directeur Départemental Délégué des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Bordeaux, le 8 Décembre 2011

**P/LE PRÉFET,**  
**P/Le Directeur Départemental**  
**des Territoires et de la Mer, et par délégation**  
**La Chef de Service**



**Nathalie FABRE**



Article 4 : Le recours éventuel contre le présent arrêté doit parvenir auprès du Tribunal administratif dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 5 : Madame la Secrétaire générale pour les affaires régionales et M. le Président du conseil régional d'Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et de ses annexes qui seront insérés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Aquitaine et du département de la Gironde.

Le Préfet de région,



Patrick STEFANINI

PRÉFET DE LA GIRONDE

**PREFECTURE  
DIRECTION DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES**

Bureau du développement  
du territoire

**ARRÊTÉ DU 29 novembre 2011**

**Composition de la commission départementale d'élus  
Dotation d'équipement des territoires ruraux**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2334-37 et R.2334-32 à R.2334-35 ;

**VU** la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 179 ;

**VU** le décret n°2011-514 du 10 mai 2011 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et à la péréquation des ressources fiscales des départements, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**VU** la liste des élus désignés par l'Association des Maires de la Gironde le 28 novembre 2011 ;

**SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** : La commission départementale d'élus instituée en Gironde en matière de dotation d'équipement des territoires ruraux est composée de 28 membres comme suit :

**Représentants des maires de communes (13 membres)**

- Gérard CESAR, Maire de Rauzan
- Dominique CLAVIER maire de Pujols sur Ciron
- Bernadette COUREAU, maire de Cezac
- Jean-Claude DELGUEL, Maire de Mouliets et Villemartin
- Pierre DUCOUT, maire de Cestas
- Jacques DURIEUX, maire de Bégadan
- Madeleine LAPEYRE, maire de Masseilles
- Guy MARTY, maire de Sainte-Terre
- Bernard MATEILLE, maire de Podensac
- Vincent NUCHY, maire de Salles
- Urbain SEBIE, maire de Queyrac
- Danielle SECCO, maire de Sain-Morillon
- Guy TRUPIN, maire de Camblanes et Meynac

**Représentants des présidents d'EPCI à fiscalité propre (15 membres)**

- Yves d'AMECOURT, Président de la CDC du Pays de Sauveterre
- Jean-Pierre BAILLE, Président de la CDC Captieux-Grignols
- Laurence HARRIBEY, Présidente de la CDC du canton de Villandraut
- Sébastien HOURNAU, Président de la CDC du Centre-Médoc
- Bernard LACOSTE, Président de la CDC du Val de l'Eyre
- Yves LECAUDEY, Président de la CDC de la Medulienne
- Bernard LE GOREC, Président de la CdC du Créonnais
- Christian MABILLE, Président de la CDC du Cubzaguais

- Philippe MEYNARD, Président de la CDC de Podensac
- Bernard PERALDI, Président de la CDC du canton de Saint-Savin
- Xavier PINTAT, Président de la CDC de la Pointe du Médoc
- Philippe PLISSON, Président de la CDC de l'Estuaire
- Henri SABAROT, Président de la CDC des Lacs Médocains
- Colette SCOTT, Présidente de la CDC du Vallon de l'Artolie
- David ULMANN, Président de la CDC du Pays Foyen

**ARTICLE 2** : Le mandat des membres de la commission cesse de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés.

**ARTICLE 3** : La commission se réunit au moins une fois par an à la demande du préfet. Le préfet la réunit également lorsque les deux tiers de ses membres en font la demande.

**ARTICLE 4** : La commission fixe chaque année les catégories d'opérations prioritaires et, dans les limites fixées par décret en Conseil d'Etat, les taux minimaux et maximaux de subvention applicables à chacune d'elles.

Elle est saisie pour avis des projets dont la subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux porte sur un montant supérieur à 150 000 €.

**ARTICLE 5** : La secrétaire générale de la préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 29 novembre 2011

**Le Préfet,**

**Patrick STEFANINI**

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

**ARRÊTÉ DU 02.11.2011**

---

*SIVU « PORTE DU MÉDOC »  
- TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL -*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs :

12 octobre 2006 - Création -

20 février 2007 - Modification des statuts -

22 juillet 2009 - Transfert du siège social

**VU** la délibération du comité syndical en date du 26/07/2011 décidant de transférer le siège social du syndicat de la mairie du Taillan-Médoc (33320) à la mairie de Saint-Aubin-de-Médoc (33160) et d'approuver la modification de l'article 3 des statuts ,

**VU** les délibérations favorables des communes de SAINT-AUBIN-DE-MEDOC et du TAILLAN-MEDOC,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER -** Est autorisé le transfert du siège social du SIVU « Porte du Médoc » de la Mairie du Taillan-Médoc (33320) à la Mairie de Saint-Aubin-de-Médoc, route de Joli Bois 33160 Saint-Aubin-de-Médoc.

➤ L'article 3 des statuts approuvés par l'arrêté préfectoral du 22/07/2009 est modifié en conséquence.

**ARTICLE 2 -** Un exemplaire des délibérations précitées restera annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 3 -** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
- . Directeur Régionale de la Jeunesse, des sports et de la Cohésion Sociale,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de SAINT-MEDARD- EN- JALLES.

**ARTICLE 4 -** Les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

**ARTICLE 5 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 2 novembre 2011

POUR/LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

**ARRÊTÉ DU 02.11.2011**

---

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL MIXTE D'AMENAGEMENT DES EAUX  
DES BASSINS VERSANTS DE L'ENGRANNE ET DE LA GAMAGE  
- MODIFICATION DES STATUTS -**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs :

09 mars 1970 - Création -  
10 août 1993 - Modification des membres -  
27 novembre 1995 - Modification des membres -  
17 février 1997 - Modification des membres -  
20 avril 1998 - Modification des statuts -  
25 septembre 2003 - Modification des statuts -  
20 décembre 2006 - Modification des membres -  
11 mars 2010 - Modification des membres -

**VU** la délibération du comité syndical en date du 29/10/2010 décidant de modifier les articles des statuts concernant les membres du syndicat, sa dénomination, son objet, son administration, son budget,

**VU** les délibérations favorables des communes suivantes :

- BAIGNEAUX - BELLEBAT - BELLEFOND - BLASIMON - BOSSUGAN - CASTELVIEL - CESSAC - COIRAC -  
COURPIAC - DAUBEZE - FALEYRAS - FRONTENAC - GORNAC - JUGAZAN - LUGASSON - MARTRES -  
MAURIAC - MERIGNAS - NAUJAN-ET-POSTIAC - RAUZAN - ROMAGNE - RUCH - SAINT-AUBIN-DE-BRANNE -  
SAINT-BRICE - SAINTE-FLORENCE - SAINT-GENIS-DU-BOIS - SAINT-JEAN-DE-BLAIGNAC - SAINT-PEY-DE-  
CASTETS - SAINT-VINCENT-DE-PERTIGNAS - SAUVETERRE-DE-GUYENNE -

**VU** les nouveaux statuts approuvés,

**VU** l'avis du Sous-Prefet de Libourne,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;



## A R R E T E

**ARTICLE PREMIER -** Est autorisée la modification des statuts du Syndicat Intercommunal Mixte d'Aménagement des Eaux des Bassins Versants de l'Engranne et de la Gamage approuvés par l'arrêté préfectoral du 20 avril 1998, modifié le 25 septembre 2003.

*Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.*

➤ Le syndicat prend la dénomination suivante : « ***Syndicat Mixte de Gestion des Bassins Versants de l'Engranne et de la Gamage*** ».

**ARTICLE 2 -** Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 3 -** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Sous-Préfet de l'arrondissement de Libourne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Président de la communauté de communes concernée,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de RAUZAN.

**ARTICLE 4 -** Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

**ARTICLE 5 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 2 novembre 2011

POUR/LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

ARRÊTÉ DU 14.11.2011

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

---

**COMMUNAUTE DE COMMUNES CAPTIEUX-GRIGNOLS**  
**- MODIFICATION DES STATUTS -**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs :

29 septembre 2000 - Fixation du Périmètre -

27 décembre 2000 - Création -

17 décembre 2003 - Modification des Compétences - Extension à la gestion de l'aide à domicile en faveur des personnes âgées

17 février 2006 - Modification des Compétences - et des statuts

22 janvier 2007 - Modification des Compétences - et des statuts

18 octobre 2007 - Modification des Compétences - Extension des compétences à la mise en place d'outils de gestion de l'eau

11 juillet 2008 - Modification des Compétences - et des statuts

11 septembre 2008 - Modification des Compétences - et des statuts

30 décembre 2008 - Modification des Compétences - et des statuts

30 décembre 2008 - Modification des Compétences - et des statuts

30 décembre 2008 - Eligibilité à la DGF Bonifiée -

31 juillet 2009 - Modification des Compétences - Extension compétence transport de personne captives et mobilité réduite

26 août 2010 - Modification des Compétences - et des statuts

**VU** les délibérations du conseil de communauté en date du 28 avril 2011 et du 24 mai 2011,

**VU** les délibérations favorables des communes suivantes :

- CAPTIEUX - CAUVIGNAC - COURS-LES-BAINS - ESCAUDES - GISCOS - GOUALADE - GRIGNOLS - LABESCAU  
- LARTIGUE - LAVAZAN - LERM-ET-MUSSET - MARIONS - MASSEILLES - SAINT-MICHEL-DE-CASTELNAU -  
SENDETS - SILLAS -

**VU** les nouveaux statuts approuvés,

**VU** l'avis de la Sous-Préfète de Langon,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER -** Est autorisée la modification du siège social et le linéaire de la voirie d'intérêt communautaire de la COMMUNAUTE DE COMMUNES CAPTIEUX-GRIGNOLS.

*Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.*

**ARTICLE 2 -** Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 3 -** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **BAZAS**.

**ARTICLE 4 -** Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

**ARTICLE 5 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 14 NOVEMBRE 2011

P/ LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

ARRÊTÉ DU 14.11.2011

---

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTEAUX  
MACARIENS**  
**- MODIFICATION DES STATUTS -**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs :

18 novembre 2002 - Fixation du Périmètre -

20 décembre 2002 - Création -

16 novembre 2005 - Modification des Statuts -

20 décembre 2006 - Modification des Statuts - et extension des compétences à l'aménagement numérique du territoire

23 décembre 2009 - Modification des Statuts - et modifications des compétences

23 décembre 2009 - Eligibilité à la DGF Bonifiée -

15 novembre 2010 - Modification des Statuts - et des compétences

**VU** la délibération du conseil de communauté en date du 8 février 2011,

**VU** les délibérations favorables des communes suivantes :

- CAUDROT - LE PIAN-SUR-GARONNE - SAINT-ANDRE-DU-BOIS - SAINT-GERMAIN-DE-GRAVE- SAINT-LAURENT-DU-BOIS - SAINT-LAURENT-DU-PLAN - SAINT-MACAIRES - SAINT-MAIXANT - SAINT-MARTIAL - SAINT-MARTIN-DE-SESCAS - SAINT-PIERRE-D'AURILLAC - SAINTE-FOY-LA-LONGUE - SEMENS - VERDELAIS-

**VU** les nouveaux statuts approuvés,

**VU** l'avis de la Sous-Préfète de Langon,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

## A R R E T E

**ARTICLE PREMIER -** Sont autorisées, pour la COMMUNAUTE DE COMMUNES DES COTEAUX MACARIENS, l'extension et la modification du groupe de compétences optionnelles, Article 4, Points 3 et 4, conformément à la délibération du Conseil de communauté du 8 février 2011, jointe en annexe.

*La nouvelle rédaction des statuts annule et remplace la précédente et fait l'objet d'une annexe.*

**ARTICLE 2 -** Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 3 -** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **LANGON**.

**ARTICLE 4 -** Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

**ARTICLE 5 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 14 NOVEMBRE 2011

P/ LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

**ARRÊTÉ DU 22.11.2011**

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE  
VILLANDRAUT**

**- EXTENSION DES COMPETENCES ET MODIFICATION DES STATUTS -**

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la Loi N° 99-586 du 12 juillet 1999 modifiée relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

**VU** la Loi N° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la Loi N°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les arrêtés antérieurs :

20 décembre 2000 - Fixation du Périmètre -

26 décembre 2001 - Création -

23 décembre 2002 - Modification des Statuts - Extension des compétences à l'élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés

31 décembre 2002 - Eligibilité à la DGF Bonifiée -

25 août 2003 - Modification des Statuts - Modification art 4 concernant les compétences

28 juin 2004 - Modification des Compétences - Extension des compétences et modification de l'article 4 des statuts

08 février 2005 - Modification des Compétences - Extension de la compétence assainissement non collectif

24 février 2006 - Modification des Statuts - et des compétences

12 octobre 2006 - Modification des Statuts - et des compétences

11 juillet 2008 - Modification des Compétences - et des statuts

26 août 2010 - Modification des Compétences - Extension des compétences à la construction d'un bâtiment destiné à des professionnels de santé regroupés en maison de santé

**VU** la délibération du conseil de communauté en date du 11 mars 2011,

**VU** les délibérations favorables des communes suivantes :

- BOURIDEYS - CAZALIS - LUCMAU - NOAILLAN - POMPEJAC - PRECHAC - UZESTE - VILLANDRAUT -

**VU** les nouveaux statuts approuvés,

**VU** l'avis de la Sous-Préfète de Langon,

**CONSIDÉRANT** que les dispositions requises sont remplies,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde ;

## A R R E T E

**ARTICLE PREMIER -** Est autorisée, pour la COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CANTON DE VILLANDRAUT, l'extension du groupe de compétences optionnelles liées à l'environnement (Art. IV.2.1 a) ainsi que l'extension du groupe de compétences facultatives « Action sociale » à l'action en faveur des personnes âgées, à la participation à l'accueil, l'information, l'orientation, l'évolution et la coordination dans le domaine gérontologique (Art. IV.3.1).

*Les nouveaux statuts annulent et remplacent les précédents, et font l'objet d'une annexe.*

**ARTICLE 2 -** Un exemplaire des nouveaux statuts ainsi qu'un exemplaire des délibérations précitées resteront annexés au présent arrêté.

**ARTICLE 3 -** La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langon sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une insertion au Recueil des Actes Administratifs. Une copie du présent arrêté accompagnée de l'annexe précitée sera notifiée aux :

- . Président du groupement,
- . Maires des communes concernées,
- . Président du Conseil Général,
- . Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- . Directrice Départementale de la Cohésion Sociale,
- . Inspecteur d'Académie de BORDEAUX,
- . Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- . Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde,
- . Trésorier de : **BAZAS**.

**ARTICLE 4 -** Les annexes précitées relatives aux nouveaux statuts ainsi que les délibérations visées à l'article 2 sont consultables auprès du groupement, des collectivités territoriales et administrations concernées.

**ARTICLE 5 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 22 novembre 2011

P/ LE PREFET,

LA SECRETAIRE GENERALE

ISABELLE DILHAC

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES  
RELATIONS AVEC LES  
COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES

Bureau du Contrôle de  
Légalité et de  
l'Intercommunalité

**ARRÊTÉ DU 30.11.2011**

---

***ARRÊTÉ FIXANT LA LISTE DES MEMBRES DE LA FORMATION RESTREINTE  
DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA COOPÉRATION  
INTERCOMMUNALE  
DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR ,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 5211-42 et suivants et R 5211-19 et suivants,
- VU** la circulaire NOR/IOCK/1103795/C du Ministère de l'Intérieur du 4 février 2011, relative aux modalités de composition et de fonctionnement de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale (CDCI),
- VU** l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 fixant la composition de la formation plénière et de la formation restreinte de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale de la Gironde,
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011, complété le 14 avril 2011, fixant la liste des 53 membres de la formation plénière de la CDCI de la Gironde,
- VU** le décès de Monsieur Laurent Ricci, membre de la formation plénière et de la formation restreinte de la CDCI au titre du collège n°3 (collège des maires des autres communes du département),
- VU** l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011 fixant la nouvelle liste des 53 membres de la CDCI de la Gironde, suite au remplacement de Monsieur Laurent Ricci par Madame Chrystel Colmont-Digneau en tant que représentante du collège n°3 (collège des maires des autres communes du département),
- VU** la réunion d'installation de la formation plénière de la CDCI en date du 14 avril 2011, au cours de laquelle il a été procédé à l'élection des membres de la formation restreinte,
- VU** la réunion de la formation plénière de la CDCI en date du 3 novembre 2011, au cours de laquelle Madame Chrystel Colmont-Digneau a été élue membre de la formation restreinte, en remplacement de Monsieur Laurent Ricci, en tant que représentante du collège n°3 (collège des maires des autres communes du département),
- VU** le procès-verbal de la réunion du 3 novembre 2011 de la formation plénière de la CDCI,
- SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,



## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - la formation restreinte de la Commission Départementale de la Coopération Intercommunale de la Gironde est composée des **18 membres suivants** :

***▸ Au titre du collège n°1 (collège des maires des communes ayant une population inférieure à la moyenne communale) : 4 membres***

- Monsieur Philippe PLISSON
- Madame Danielle SECCO
- Madame Hélène ESTRADE
- Monsieur Gérard CESAR

***▸ Au titre du collège n°2 : (collège des maires des 5 communes les plus peuplées du département : BORDEAUX, MERIGNAC, PESSAC, TALENCE, VILLENAVE D'ORNON) : 3 membres***

- Madame Dominique IRIART
- Monsieur Alain ANZIANI
- Monsieur Patrick PUJOL

***▸ Au titre du collège n°3 (collège des maires des autres communes du département): 4 membres***

- Madame Marie-Hélène DES ESGAULX
- Madame Françoise CARTRON
- Madame Marie-Claire ARNAUD
- Madame Chrystel COLMONT-DIGNEAU

***▸ Au titre du collège n°4 (collège des présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre) : 5 membres***

- Monsieur Yves LECAUDEY
- Monsieur Pierre DUCOUT
- Monsieur Gilbert MITTERRAND
- Monsieur Xavier PINTAT
- Monsieur Yves D'AMECOURT

***▸ Au titre du collège n°5 (collèges des présidents des syndicats mixtes et syndicats de communes) : 2 membres***

- Monsieur Vincent NUCHY
- Monsieur Jacky TERRANCLE

**ARTICLE 2 -** Les mandats des membres de la Commission cessent à l'occasion du renouvellement des fonctions au titre desquelles ils ont été désignés.

Lorsque, pour quelque cause que ce soit, le siège d'un membre devient vacant, il est attribué pour la durée du mandat restant à courir au premier candidat non élu figurant sur la même liste.

Lorsque les dispositions de l'alinéa précédent ne peuvent plus être appliquées du fait de l'épuisement des listes, il est procédé, dans un délai de trois mois à des élections complémentaires dans le collège considéré.

**ARTICLE 3 -** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs.

**ARTICLE 4 -** La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

LE PREFET

PATRICK STEFANIFI

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES  
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**

Bureau de la Police Administrative et  
des Activités Réglementées

Affaire suivie par Odile Jaehnert :  
Tél. : 05.56.90.63.07  
Fax : 05 56 90 61 10  
Mel : odile.jaehnert@gironde.pref.gouv.fr

**COMMISSION DEPARTEMENTALE  
D'AMENAGEMENT COMMERCIAL**

mention de l'affichage dans la mairie concernée des décisions de la CDAC prises  
lors de sa réunion du

**MARDI 15 NOVEMBRE 2011**

Les décisions suivantes ont été transmises aux maires des communes d'implantation concernées en vue de  
leur affichage pendant une durée d'un mois

**BORDEAUX** pour 261 m<sup>2</sup> par la **SCI du centre commercial Bordeaux préfecture**, représentée par  
M Huillard Extension d'un ensemble commercial Mériadeck : autorisé

**BORDEAUX** pour 3883 m<sup>2</sup> par la **SAS SOFIBOR** représentée par M Jacques Valois : Extension d'un  
ensemble commercial par extension de l'Hyper E Leclerc et d'une galerie marchande à enseigne E LECLERC Saint Louis : autorisé

**CARBON-BLANC** pour 6840m<sup>2</sup> par la **SAS REDEIM SO** représentée par M Nicolas Salignon  
Création d'un ensemble commercial, secteur 2 : **refusé**

**LANGOIRAN** pour 702 m<sup>2</sup> par la **SA Vallesne, M Hervé Quinteau**, Extension du magasin hyper à  
enseigne INTERMARCHÉ : autorisé

**BAZAS** pour 383,24 m<sup>2</sup> par la **SARL MIRANE, M Eric Calixte- Pur**, Extension d'un ensemble  
commercial par extension du supermarché à enseigne INTERMARCHÉ : autorisé

**COUTRAS** pour 1961m<sup>2</sup> par la **SCCV foncières Chabrières** : Création d'un ensemble commercial  
par création de 2 magasins : vêtements et chaussures : autorisé

**PINEUILH** pour 14974 m<sup>2</sup> par la **SAS PSF distribution POFODIS et la SCI les bouchets**,  
représentées par M Stéphane ONILLON, président et gérant : , Création d'un ensemble commercial dont un hypermarché E  
LECLERC à enseigne E LECLERC : autorisé

PREFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
REGIONALE DES  
AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale  
des Monuments Historiques

---

***Portant inscription au titre des monuments historiques du  
château Giscours à LABARDE (Gironde)***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les départements et les régions,

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 16 juin 2011,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

**CONSIDERANT** que le château Giscours à LABARDE (Gironde) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la conservation en raison de la qualité des constructions, en particulier de la ferme modèle Suzanne et de l'intérêt du parc,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont inscrits au titre des monuments historiques le château Giscours (en totalité), le cuvier (façades et toitures), les anciennes écuries (façades et toitures), la dépendance-maison du gardien (façades et toitures), l'ancienne salle d'asile (façades et toitures), la maison du jardinier (façades et toitures), la ferme Suzanne (façades et toitures), la ferme Camille (façades et toitures) et le parc avec son parcours d'eau et sa garenne.

L'ensemble appartient au GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DU CHÂTEAU GISCOURS, constituée le 29 décembre 1971, numéro SIRET 429 716 632, dont le siège social est au Château Giscours, 33460 - LABARDE et dont le représentant est Monsieur Nicolas HEETER-TARI.

La société en est propriétaire par acte du 29 décembre 1971 passé devant Me Robert DOBIN, notaire, 18 allées d'Orléans à BORDEAUX (Gironde) et publié au Bureau des Hypothèques de BORDEAUX le 6 mars 1972 volume 4373 numéro 7.

L'ensemble est situé à LABARDE (Gironde) figure au cadastre section B sur les parcelles suivantes

Numéro parcelles	Contenance parcelles
123	27h 32a 30ca
124	1ha 27a 25ca
125	14a 45ca
126	20a 40ca
127	3ha 58a 85ca
131	1a
132	68a 60ca
133	5ha15a 40ca
134	5a
135	7a 95ca
136	4a 90ca
161	13a 80ca
312	2a 45ca
313	10a 45ca
370	1ha 28a 53ca
371	1ha 87a 80ca

**Article 2 :** Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à Monsieur le Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

**Article 3 :** Il sera notifié au préfet du département concerné, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Bordeaux, le 3 novembre 2011

Le Préfet de Région  
Pour le Préfet,  
L'Adjoint au Secrétaire général pour les affaires régionales,

Xavier DESURMONT

PREFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
REGIONALE DES  
AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale  
des Monuments Historiques

---

***Portant inscription au titre des monuments historiques de la  
Villa gallo-romaine à LOUPIAC (Gironde)***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les départements et les régions,

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 17 mars 2011,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

**CONSIDERANT** que la villa romaine de LOUPIAC (Gironde) présente un intérêt d'art et d'histoire suffisant pour en rendre désirable la conservation en raison de la qualité des constructions et la présence de restes du prieuré dépendant de la Sauve-Majeure

**arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont inscrits en totalité les restes de la villa gallo-romaine et les restes du prieuré dépendant de la Sauve-Majeure situé LOUPIAC (Gironde)

L'ensemble appartient à Monsieur BERNEDE Jean Pierre, viticulteur, né le 3 mai 1958 à BORDEAUX (Gironde), divorcé de Madame Christine BERGEZ-LESTREMAU, demeurant au Portail Rouge à LOUPIAC (Gironde)

Le domaine lui appartient :

- parcelles 103, 106, 110 et 1522 : par acte de donation-partage passé devant Maître Jean SALLES, notaire à CADILLAC (Gironde) le 18 janvier 1989 et enregistré au 3<sup>e</sup> Bureau des Hypothèques de BORDEAUX (Gironde) le 3 avril 1989, volume 15002, numéro 9 ; rectificatif le 19 mai 1989, volume 15063, numéro 22
- parcelle 1379 : en nue propriété, par acte d'échange passé devant Maître Jean SALLES, notaire à CADILLAC (Gironde) le 9 janvier 1998 et enregistré au 3<sup>e</sup> Bureau des Hypothèques de BORDEAUX (Gironde) le 19 février 1998, volume 1998P, numéro 2627
- parcelle 1379 : pour l'usufruit, Madame BAREYT Yvonne Juliette, retraitée, veuve non remariée de Monsieur BERNEDE Arnaud, Christian, née le 10 juillet à CAPTIEUX (Gironde), demeurant 23 place du Plapa à LOUPIAC (Gironde), par le même acte d'échange passé devant Maître Jean SALLES, notaire à CADILLAC (Gironde) le 9 janvier 1998 enregistré au 3<sup>e</sup> Bureau des Hypothèques de BORDEAUX (Gironde) le 19 février 1998, volume 1998P, numéro 2627

L'ensemble figurant au cadastre section D, est situé sur les parcelles suivantes :

NUMERO DE LA PARCELLE	CONTENANCE
103	20a 05ca
106	8a
110	19a 59ca
1379	3a 38ca
1522	33a 81ca

**Article 2 :** Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à Monsieur le Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

**Article 3 :** Il sera notifié au préfet du département concerné, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

Le Préfet de Région

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

PREFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
REGIONALE DES  
AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale  
des Monuments Historiques

---

***Portant inscription au titre des monuments historiques du  
château de Lagarde à GRATELOUP (Lot-et-Garonne)***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les départements et les régions,

La commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région Aquitaine entendue en sa séance du 29 octobre 1996

Vu l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1996 portant inscription du château Lagarde à GRATELOUP (Lot-et-Garonne),

**arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'article de l'arrêté sus-visé est modifié comme suit :

Sont inscrites sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, les parties suivantes du château de Lagarde à GRATELOUP (Lot-et-Garonne) :

- les façades et toitures du château et des communs délimitant la cour intérieure,
- les murs latéraux fermant cette cour,
- le fossé qui enserré le château,
- la fontaine, en totalité.

Le château et ses communs délimitant la cour intérieure ainsi que le fossé sont situés sur la parcelle N° 310 d'une contenance de 25 a 10 ca, la fontaine est située sur la parcelle N° 301 d'une contenance de 1ha 69 a 80 ca.

L'ensemble figure au cadastre section C et appartient à la SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE LAGARDE, Société Civile Immobilière constituée le 15 mai 1981 dont le siège social est au château de Lagarde à GRATELOUP (Lot-et-Garonne) et dont les représentants responsables sont :

- Monsieur FAURE Hugues, Edmond, Daniel, né le 30 décembre 1943 à TALENCE (Gironde), cadre de banque, époux de Madame BLANCHY Chantal, demeurant 35 bis rue du Maréchal Galliéni à VERSAILLES (Yvelines),
- et Madame FAURE Alix, Jeanne, Charlotte, née le 7 octobre 1937 à TALENCE (Gironde), sans profession, épouse de Monsieur LESPINASSE Jean-Paul, demeurant ensemble, 2, rue du 19 mars 1962 à BIAS (Lot-et-Garonne).



Cette société en est propriétaire par actes du 30 décembre 1981 et du 21 janvier 1982 passés devant Maître VINCENS DE TAPOL, notaire à PESSAC (Gironde) et publiés au bureau des hypothèques de Marmande (Lot-et-Garonne) le 25 mars 1982, volume 4481, N° 23.

**Article 2** : les autres articles restent sans changement

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

Le Préfet de Région,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

PREFET DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
REGIONALE DES  
AFFAIRES CULTURELLES

Conservation Régionale  
des Monuments Historiques

---

***Portant inscription au titre des monuments historiques de  
l'église Saint-Pierre à ABZAC (Gironde)***

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les départements et les régions,

VU l'arrêté du 24 décembre 1925 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la travée sous coupole de l'église d'ABZAC (Gironde)

La commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 13 octobre 2011,

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier,

**CONSIDERANT** que l'église d'ABZAC (Gironde) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la conservation en raison de l'ensemble indissociable qu'elle constitue avec le château et le moulin, la qualité de son décor et de ses vitraux XIXe et la présence de l'inscription révolutionnaire,

**arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est inscrite au titre des monuments historiques en totalité l'église Saint-Pierre d'ABZAC, située sur la parcelle 197 d'une contenance de 6a 05ca figurant au cadastre section AB et appartenant à la commune d'ABZAC (Gironde), numéro SIREN 213 300 015, depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**Article 2** : Le présent arrêté se substitue à l'arrêté sus-visé du 24 décembre 1925

**Article 3** : Le présent arrêté, dont une copie sera adressée sans délai à Monsieur le Ministre de la Culture et de la Communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

**Article 4** : Il sera notifié au préfet du département concerné, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Bordeaux, le 28 novembre 2011

Le Préfet de Région

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales  
Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

**ARRETE DU 06 décembre 2011**

---

**Délégation de signature à M. Christian VERGES, Directeur  
des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques à la  
Préfecture de la Gironde**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

**VU** le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 8 avril 2011 nommant M. Patrick STEFANINI, Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la zone de défense Sud-Ouest, Préfet de la Gironde ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 fixant l'organigramme de la préfecture de la région Aquitaine et de la Préfecture de la Gironde ;

**VU** l'arrêté ministériel du 16 février 2010 nommant et détachant M. Christian VERGES, Conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, en qualité de Directeur des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques de la Préfecture de la Gironde à compter du 1er janvier 2010 ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Délégation de signature est donnée à M. Christian VERGES, Directeur des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les décisions dans les matières suivantes :

1. Tous documents relatifs aux élections politiques et socio-professionnelles, sauf les arrêtés préfectoraux (autres que ceux mentionnés au 2) ;
2. Arrêtés portant modification de siège des bureaux de vote ;
3. Listes des électeurs aux chambres et tribunaux de commerce, chambre de métiers, chambre d'agriculture, conseils de prud'hommes, centre régional de la propriété forestière, tribunaux des baux ruraux, commission départementale de coopération intercommunale, comité des finances locales, centre de gestion, commission de conciliation en matière d'urbanisme et en matière de coopération intercommunale, centre national, conseil régional d'orientation et conseil supérieur de la fonction publique territoriale, conseil d'administration et commission administrative et technique du service départemental d'incendie et de secours, comité consultatif départemental des sapeurs pompiers volontaires ;
4. États de liquidation des dépenses en matière d'élection ;
5. Tous documents relatifs aux recherches dans l'intérêt des familles (R.I.F.) ;
6. Établissement des déclarations et attestations relatives aux obligations du service national dans le cadre des accords bi-nationaux ;
7. Tous documents concernant les appels à la générosité publique ;

8. Tous documents relatifs aux jurys d'assises ;
9. Tous documents relatifs à la gestion des fonds de dotation et des fondations d'entreprises ;
10. Tous documents et arrêtés concernant les annonces judiciaires et légales ;
11. Tous documents et arrêtés concernant les enquêtes publiques ;
12. Tous documents relatifs à la gestion des commissaires-enquêteurs ;
13. Toutes décisions concernant les liquidations commerciales ;
14. Tous documents relatifs au secrétariat de la commission départementale des baux commerciaux ;
15. Tous documents relatifs au secrétariat de la commission départementale du répertoire des métiers ;
16. Attestations de dépôt et accusés d'enregistrement des dossiers soumis à la commission départementale d'aménagement commercial et à la commission départementale d'aménagement cinématographique, arrêtés portant composition de ces commissions, convocations aux réunions et notifications des décisions ;
17. Toutes décisions concernant l'application de la réglementation sur le classement des hôtels, résidences de tourisme, meublés de tourisme, offices de tourisme, villages de vacances, villages résidentiels de tourisme, campings, parcs résidentiels de loisirs exploités sous régime hôtelier ;
18. Tous documents concernant l'organisation et la vente de voyages ou de séjours ;
19. Décisions portant sur l'attestation de conformité des résidences de tourisme ;
20. Tous documents relatifs à l'exercice de l'activité de conduite de voiture de tourisme avec chauffeur et de conduite des véhicules motorisés à 2 ou 3 roues utilisés pour le transport -à titre onéreux- de personnes ;
21. Tous documents relatifs aux guides-interprètes ;
22. Tous documents relatifs à la délivrance du titre de maître-restaurateur ;
23. Tous documents relatifs à la réglementation des agents immobiliers ;
24. Tous documents relatifs à la procédure d'agrément des entreprises domiciliataires ;
25. Délivrance des récépissés des foires et salons ;
26. Dérogations aux délais d'inhumation et d'incinération ;
27. Actes relatifs aux transports de corps à l'étranger ;
28. Habilitations de régies, entreprises, associations et établissements de pompes funèbres ;
29. Agréments des agences de recherches privées et délivrance de l'attestation préfectorale d'aptitude professionnelle de dirigeant ;
30. Arrêtés fixant la composition du jury de l'examen de certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxis ;
31. Récépissés des dépôts de candidature à l'examen de certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi ;
32. Récépissés des demandes d'agrément des organismes de formation assurant la préparation au certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi et leur formation continue ;
33. Notifications des résultats de l'examen du certificat de capacité professionnelle des conducteurs de taxi ;
34. Délivrance des cartes professionnelles des conducteurs de taxi et tout autre document relatif à l'activité de conducteur de taxi ou de voiture de petite remise ;
35. Toutes décisions relatives à l'ouverture de locaux de commerce d'armes et de munitions ;
36. Toutes décisions relatives à l'acquisition, la détention ou le port d'armes ;
37. Récépissés de déclaration de détention d'armes ;
38. Toutes décisions d'acquisition et de détention d'armes par les communes ;
39. Toutes décisions individuelles de port d'armes pour les agents de police municipale ;
40. Délivrance de la carte européenne d'armes à feu ;
41. Récépissés de déclaration de matériel de guerre ;
42. Arrêtés autorisant les dépôts d'explosifs et débits de cartouches de chasse de 3e catégorie ;
43. Autorisations de transport de produits explosifs et matières pyrotechniques ;
44. Certificats d'acquisition de produits explosifs ;
45. Habilitations à l'emploi de produits explosifs ;
46. Autorisations d'acquisition d'explosifs agricoles ;
47. Autorisations d'utilisation des explosifs dès réception ;
48. Autorisations d'organisation des bourses aux armes ;
49. Récépissés de déclaration d'installation temporaire de ball-trap et refus de récépissé pour l'arrondissement de Bordeaux ;
50. Arrêtés autorisant l'organisation de tombolas ;
51. Attestations provisoires et récépissés de revendeurs d'objets mobiliers ;
52. Toutes décisions relatives à l'agrément des sociétés exerçant des activités privées de surveillance, gardiennage, transport de fonds et protection des personnes et délivrance de l'attestation préfectorale d'aptitude professionnelle de dirigeant ;
53. Récépissés des demandes de carte professionnelle des agents de sécurité privée et des demandes d'autorisation préalable ou provisoire de ces agents ;

54. Délivrance ou refus de délivrance des autorisations préalables ou provisoires et des cartes professionnelles aux agents de sécurité privée ;
55. Agréments des agents des entreprises de surveillance et de gardiennage et des membres des services d'ordre affectés à la sécurité d'une manifestation sportive, récréative ou culturelle, pour effectuer l'inspection visuelle et la fouille des bagages à main ainsi que des palpations de sécurité des spectateurs ;
56. Arrêtés autorisant la présence de gardiens privés sur la voie publique ;
57. Agréments des agents de sûreté aéroportuaire ;
58. Tous documents relatifs à l'organisation de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds ;
59. Tous documents relatifs aux expulsions locatives à l'exception des décisions d'octroi du concours de la force publique ;
60. Propositions d'indemnisation amiable en matière d'expulsion locative ;
61. Tous documents relatifs à la gestion des activités aériennes (manifestations aériennes, hélistations, aéroports privés), à l'exception des arrêtés préfectoraux ;
62. Demandes d'avis et notification de décisions en matière de réglementation des jeux (casinos, tombolas) ;
63. Tous documents relatifs à la gestion et à la police administrative des débits de boissons à l'exception des arrêtés préfectoraux ;
64. Tous documents relatifs aux demandes d'installation des systèmes de vidéo-protection à l'exception des arrêtés préfectoraux ;
65. Propositions d'indemnisation amiable en matière d'attroupement et en matière de responsabilité relatives aux dommages résultant de dysfonctionnement des services administratifs et de Police ;
66. Tous actes relatifs à la gestion des crédits concernant le programme 216 «conduite et pilotage des politiques de l'intérieur» - action 6 «conseil juridique et traitement du contentieux» ;
67. Bons de commandes de la préfecture concernant le programme 307 (documentation juridique) ;
68. Certifications des factures et états à mandater sur le programme 307 (documentation juridique) ;
69. Notifications des décisions des juridictions administratives.

**ARTICLE 2** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian VERGES, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera exercée par Mme Michèle TERRADE, Attachée Principale, Chef du Pôle Juridique et Contentieux ou par M. Alain DUPUY, Attaché, Chef du Bureau des Élections, des Consultations et Enquêtes d'Utilité Publique ou par Mme Martine BESSELLERE-LAMOTHE, Attachée, Chef du bureau de la Police Administrative et des Activités Réglementées.

**ARTICLE 3** - Délégation de signature est donnée à Mme Michèle TERRADE, Attachée Principale, Chef du Pôle Juridique et Contentieux, et en cas d'empêchement à Mme Françoise PIREYRE, Attachée, Adjointe au Chef du Pôle Juridique et Contentieux, en ce qui concerne les matières suivantes :

1. Propositions d'indemnisation amiable en matière d'attroupement et en matière de responsabilité relatives aux dommages résultant de dysfonctionnement des services administratifs et de Police ;
2. Tous actes relatifs à la gestion des crédits concernant le programme 216 «conduite et pilotage des politiques de l'intérieur» - action 6 «conseil juridique et traitement du contentieux» ;
3. Bons de commandes de la préfecture concernant le programme 307 (documentation juridique) ;
4. Certifications des factures ou états à mandater sur le programme 307 (documentation juridique) ;
5. Notifications des décisions des juridictions administratives.

**ARTICLE 4** – Délégation de signature est donnée à M. Alain DUPUY, Attaché, Chef du Bureau des Élections, des Consultations et Enquêtes d'Utilité Publique et, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Mme Marie-Christine BERT, Secrétaire Administrative de Classe Exceptionnelle, chef du Pôle Élections, à Mme Marie-Hélène MONGE, Secrétaire Administrative de Classe Exceptionnelle, à Mme Catherine DELISLE, Secrétaire Administratif de Classe Supérieure et à Mme Ariane THARE, Secrétaire Administrative de Classe Normale, en ce qui concerne les matières suivantes :

1. Tous documents relatifs aux élections politiques et socio-professionnelles, sauf les arrêtés préfectoraux (autres que ceux mentionnés au 2) ;
2. Arrêtés portant modification de siège des bureaux de vote ;
3. Établissement des récépissés des déclarations de candidature ;
4. États de liquidation des dépenses en matière d'élections ;
5. Tous documents relatifs aux recherches dans l'intérêt des familles (R.I.F.) ;
6. Établissement des déclarations et attestations relatives aux obligations du service national dans le cadre des accords bi-nationaux ;
7. Tous documents concernant les appels à la générosité publique ;
8. Tous documents relatifs aux jurys d'assises ;
9. Toutes décisions concernant les demandes de liquidation commerciales ;
10. Tous documents concernant les annonces judiciaires et légales ;
11. Tous documents et arrêtés concernant les enquêtes publiques
12. Tous documents relatifs à la gestion des commissaires-enquêteurs
13. Tous documents relatifs à la gestion des fonds de dotation et des fondations d'entreprises .

**ARTICLE 5** – Délégation de signature est donnée à Mme Martine BESSELLERE-LAMOTHE, Attaché, Chef du Bureau de la Police Administrative et des Activités Réglementées, à l'effet de signer les pièces ci-après :

1. Toutes décisions relatives à l'ouverture de locaux de commerce d'armes et de munitions ;
2. Toutes décisions d'acquisition, de détention et de port d'armes ;
3. Récépissés de déclaration de détention d'armes ;
4. Délivrance de la carte européenne d'armes à feu ;
5. Récépissés de déclaration de matériel de guerre ;
6. Certificats d'acquisition de produits explosifs ;
7. Habilitations à l'emploi de produits explosifs ;
8. Autorisations d'acquisition d'explosifs agricoles ;
9. Autorisations d'utilisation des explosifs dès réception ;
10. Récépissés de déclaration d'installation de ball-trap temporaire pour l'arrondissement de Bordeaux ;
11. Attestations provisoires et récépissés de revendeur d'objets mobiliers ;
12. Récépissés des demandes de cartes professionnelles des agents de sécurité privée et des demandes d'autorisation préalable ou provisoire de ces agents ;
13. Délivrance des autorisations ou de la carte professionnelle aux agents de sécurité privée ;
14. Propositions d'indemnisation amiable en matière d'expulsion locative ;
15. Tous documents relatifs aux expulsions locatives à l'exception des décisions d'octroi du concours de la force publique ;
16. Dérogations aux délais d'inhumation et d'incinération ;
17. Actes relatifs aux transports de corps à l'étranger ;
18. Cartes professionnelles : agents immobiliers, guides-interprètes, conducteurs de taxi ;
19. Agréments des agences de recherches privées ;
20. Attestations de dépôt de dossiers soumis à la commission départementale d'aménagement commercial et à la commission départementale d'aménagement cinématographique, convocations aux réunions ;
21. Tous documents relatifs à la gestion des activités aériennes (manifestations aériennes, hélistations, aérodrômes privés), à l'exception des arrêtés préfectoraux ;
22. Demandes d'avis et notification de décisions en matière de réglementation des jeux (casinos, tombolas) ;
23. Tous documents relatifs à la gestion et à la police administrative des débits de boissons à l'exception des arrêtés préfectoraux ;
24. Tous documents relatifs aux demandes d'installation des systèmes de vidéo-protection à l'exception des arrêtés préfectoraux ;
25. Tous documents relatifs au secrétariat de la commission départementale des baux commerciaux ;
26. Tous documents relatifs au secrétariat de la commission départementale du répertoire des métiers.

**ARTICLE 6** - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Martine BESSELLERE-LAMOTHE, la délégation de signature qui lui est conférée par l'article 5 du présent arrêté sera exercée par Mme Cécile MONCE, Secrétaire Administrative de Classe Exceptionnelle, Adjointe au Chef de Bureau, par Mme Odile JAEHNERT, Secrétaire Administrative de Classe Exceptionnelle, et en cas d'absence de ces dernières, par Mme Dominique

DENIS et Mme Marie-Jeanne CAURET, Secrétaires Administratives de Classe Supérieure, à l'effet de signer les pièces ci-après :

1. Autorisations d'acquisition et de détention d'armes ;
2. Récépissés de déclaration de détention d'armes ;
3. Délivrance de la carte européenne d'armes à feu ;
4. Récépissés de déclaration de matériel de guerre ;
5. Certificats d'acquisition de produits explosifs ;
6. Habilitations à l'emploi de produits explosifs ;
7. Autorisations d'acquisition d'explosifs agricoles ;
8. Autorisations d'utilisation des explosifs dès réception ;
9. Récépissés de déclaration d'installation temporaire de ball-trap pour l'arrondissement de Bordeaux ;
10. Attestations provisoires et récépissés de revendeurs d'objets mobiliers ;
11. Récépissés des demandes de cartes professionnelles des agents de sécurité privée et des demandes d'autorisation préalable ou provisoire de ces agents ;
12. Dérogations aux délais d'inhumation et d'incinération ;
13. Actes relatifs au transport de corps à l'étranger ;
14. Cartes professionnelles : agents immobiliers, guide-interprètes, conducteurs de taxi ;
15. Agréments des agences de recherches privées ;
16. Attestations de dépôts de dossiers soumis à la commission départementale d'aménagement commercial et à la commission départementale d'aménagement cinématographique ;
17. Tous documents relatifs à la gestion des activités aériennes (manifestations aériennes, hélistations, aéroports privés), à l'exception des arrêtés préfectoraux ;
18. Demandes d'avis et notification de décisions en matière de réglementation des jeux (casinos, tombolas) ;
19. Tous documents relatifs à la gestion et à la police administrative des débits de boissons à l'exception des arrêtés préfectoraux ;
20. Tous documents relatifs aux demandes d'installation des systèmes de vidéo-protection à l'exception des arrêtés préfectoraux.

**ARTICLE 7 -** Le précédent arrêté de délégation de signature du 2 mai 2011 est abrogé.

**ARTICLE 8 –** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 06 décembre 2011

Le Préfet,

Signé : Patrick STEFANINI

**Arrêté portant subdélégation de signature de M. André HORTH, directeur interdépartemental des routes Sud-Ouest**

— — — — —

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le code du domaine de l'État ;

**VU** le code de la route ;

**VU** le code de la voirie routière ;

**VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

**VU** la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983, modifiée et complétée par la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** l'arrêté interministériel en date du 26 mai 2006 portant constitution des directions interdépartementales des routes ;

**VU** le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création et organisation des directions interdépartementales des routes ;

**VU** le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie

**VU** le décret du 8 avril 2011, portant nomination de monsieur Patrick STEFANINI, en qualité de Préfet de la Gironde,

**VU** l'arrêté du 26 août 2011 du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement nommant M. André HORTH directeur interdépartemental des routes Sud Ouest ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2011 donnant délégation de signature à M. André HORTH, directeur interdépartemental des routes Sud-Ouest ;

**SUR PROPOSITION** du directeur interdépartemental des routes Sud- Ouest :

**ARRETE**



**ARTICLE 1<sup>er</sup>.** En cas d'absence ou d'empêchement de M. André HORTH, la délégation de signature est donnée à M. Jacques LE MESTRE, directeur adjoint Exploitation pour les domaines suivants concernant le réseau routier national du ressort de la direction interdépartementale des routes Sud-Ouest dans le Département de la Gironde :

<b>A) GESTION ET CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER NATIONAL</b>	
Délivrance des alignements individuels, contrôle des alignement.	L.112.1 à 7 du Code de la Voirie Routière
● Occupation temporaire du domaine public routier et ses dépendances (permission en cas d'emprise, permis de stationnement dans les autres cas), actes d'administration des dépendances du domaine public routier.	L 113-2 du Code de la Voirie routière et R53 du Code du Domaine de l'État
– Délivrance des accords de voirie pour : 1. Les ouvrages de transports et distribution d'énergie électrique, 2. Les ouvrages de transports et distribution de gaz,	L. 113.3 du Code de la Voirie Routière
● Délivrance d'autorisation de voirie sur RN concernant : - la pose de canalisations d'eau, d'assainissement, d'hydrocarbures, - les ouvrages de télécommunication, - l'implantation de distributeurs de carburants : a) sur le domaine public (hors agglomération) ; b) sur terrain privé (hors agglomération et en agglomération)	
● Agrément des conditions d'accès au réseau routier national.	L 123-8 du Code de la Voirie Routière
● Autorisation de remise à l'administration des domaines des terrains devenus inutiles au service des routes nationales.	
● Mise en demeure de supprimer des panneaux de publicité en infraction avec le décret n°76-6148 du 11 février 1976 et la loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 et ses décrets d'application, à l'exception des panneaux installés par les collectivités locales.	
<b>B) EXPLOITATION DES ROUTES NATIONALES</b>	
● Réglementation de la circulation sur les ponts des routes nationales et autoroutes non concédées.	Code de la route Art. R.422-4
● Réglementation de police sur routes nationales et autoroutes non concédées : ● stationnement ; ● limitation de vitesse ; ● intersection de route – priorité de passage – stop ; ● implantation de feux tricolores ; ● mises en service ; ● limites d'agglomérations : avis dans le cadre du contrôle de la légalité, avis préalable ; ● autres dispositifs.	
● Décisions de restrictions temporaires de circulation nécessitées pour tous les travaux ou événements sur les routes nationales, les voies express, les autoroutes non concédées y compris pour les travaux entraînant une coupure de la route avec déviation de la circulation.	Code de la route Article R411-8 et article R411-18
● Avis du Préfet sur arrêtés temporaires et permanents de circulation (ainsi que pour tout projet envisagé par les maires) sur les RN en agglomération.	
● Établissement des barrières de dégel sur routes nationales et réglementation de la circulation pendant la fermeture.	
● Avis du gestionnaire lorsque la délivrance d'un permis de construire aurait pour effet la création ou la modification d'un accès sur une route nationale (art R.	



421.15 du code de l'urbanisme).	
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Convention d'autorisation d'occupation, d'entretien et d'exploitation entre l'État et les collectivités locales pour les aménagements réalisés sur plusieurs domaines publics concernant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la signalisation ;</li> <li>- l'entretien des espaces verts ;</li> <li>- l'éclairage ;</li> <li>- l'entretien de la route.</li> </ul> </li> </ul>	
<b>C) AFFAIRES GENERALES</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Notifications individuelles de maintien dans l'emploi adressées aux fonctionnaires et agents chargés de l'exploitation et de l'entretien des routes et des ouvrages, inscrits sur la liste des personnels susceptibles de devoir assurer un service continu en cas de grève.</li> </ul>	

**ARTICLE 2.** En cas d'absence ou d'empêchement de M. André HORTH, délégation est également donnée, dans le cadre de leurs attributions et des instructions qu'ils ont reçues, aux personnes et dans les conditions figurant dans le tableau ci-dessous :

<b>FONCTION</b>	<b>NOM&amp;PRENOM</b>	<b>DOMAINE</b>
<b>Chef du SE</b>	<b>Ludovic ALIBERT</b>	<b>A-B-C</b>
Chef du District Ouest	Jean-Jacques DELIBES	<b>A (sauf A-6) B-3, B-4 (avis sur arrêtés temporaires uniquement) et B-6</b>
<i>Adjoint au chef de district Ouest</i>	Frédéric FOURNIER	
Chef du CIGT	Nicolas MERY	<b>B-3, B-4 (avis sur arrêtés temporaires uniquement) et B-6</b>
<i>Adjoint au chef de CIGT</i>	Jacky MENEAU	
<b>Chef du SPT</b>	<b>Bernard DURAND</b>	<b>A-B-C</b>
<b>Adjoint au chef du SPT</b>	<b>Xavier CORRIHONS</b>	<b>A-B-C</b>
<b>Chef du SIR de Toulouse</b>	<b>Christian GODILLON</b>	<b>A-B-C</b>
<b>Chef du SIR d'Albi</b>	<b>Alain GIODA</b>	<b>A-B-C</b>
<b>Chef du SG</b>	<b>Christel ANNE</b>	<b>A-B-C</b>

**ARTICLE 3.** L'arrêté préfectoral du 07 octobre 2011 portant subdélégation de signature de M. Daniel CHEMIN, directeur interdépartemental des routes Sud- Ouest, à ses collaborateurs est abrogé.

**ARTICLE 4.** Le directeur interdépartemental des routes Sud- Ouest est chargé de l'application du présent arrêté dont un extrait sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Toulouse, le

01 DEC. 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur interdépartemental des routes Sud-Ouest,



André HORTH

# LE RECTEUR DE L'ACADEMIE DE BORDEAUX

Chancelier des Universités d'Aquitaine

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet de la Région Aquitaine en date du 2 mai 2011  
portant délégation de signature,

## *ARRETE*

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

Subdélégation de signature est donnée en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian DROZ-BARTHOLET, Ingénieur Régional de l'Équipement, Directeur des Constructions et du Patrimoine, à Madame Valérie POURPOINT, Chargée des affaires comptable, à l'effet de signer toutes les pièces faisant l'objet de la subdélégation de signature accordée à Monsieur DROZ-BARTHOLET par arrêté du 2 mai 2011.

### ARTICLE 2 :

La signature de Madame Valérie POURPOINT, est déposée auprès des services appelés à connaître les actes qu'il signera dans le cadre du présent arrêté.

### ARTICLE 3 :

Le Secrétaire Général de l'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à bordeaux, le 1<sup>er</sup> décembre 2011

Le Recteur

Jean-Louis NEMBRINI

**Spécimen de signature**  
de Madame Valérie POURPOINT  
Visé par le présent arrêté

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTÉ  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Direction régionale  
des Entreprises,  
de la Concurrence, de la  
Consommation, du travail  
et de l'emploi d'Aquitaine

**Direccte Aquitaine**

Immeuble "Le Prisme"  
19, rue Marguerite Crauste  
33074 BORDEAUX Cedex

Télécopie : 05 56 99 96 69

**Arrêté du 1er décembre 2011**

Portant subdélégation de signature de Monsieur Serge LOPEZ, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi de la région Aquitaine

VU la loi organique n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, départements et régions,

VU la loi organique n° 2001.692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances,

VU la loi n° 2004.809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU le code des marchés publics,

VU le code du commerce,

VU le code du tourisme,

VU le décret n° 62.1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles,

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,

VU le décret n° 2005.54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein de l'administration de l'État,

VU le décret n° 2009.1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU le décret du 8 avril 2011 nommant Monsieur Patrick STEFANINI, Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la zone de défense Sud Ouest, Préfet de la Gironde,

VU l'arrêté interministériel du 30 décembre 1982 portant règlement de la comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués,

VU l'arrêté du 13 mars 2008 portant modification des règles relatives à la comptabilité publique,



VU l'arrêté ministériel du 30 décembre 2009 portant nomination de Monsieur Serge LOPEZ, en qualité de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Aquitaine ;

VU l'arrêté de délégation de signature en faveur de Monsieur Serge LOPEZ de la part de Monsieur le Préfet de la région Aquitaine en date du 24 septembre 2011,

## ARRETE

### ARTICLE 1:

La délégation de signature susvisée, donnée en tant que responsable de budget opérationnel de programme, concernant les attributions relevant de l'ordonnateur secondaire, peut être exercé par :

Nom	Fonction	BOP 102	BOP 103	BOP 111	BOP 155	BOP 134	BOP 223	FSE
Jean Yves LARRAUFIE	Chef Pôle 3E	X	X			X	X	X
Gérard CASCINO	Chef Pôle T	X	X	X	X			
Lucile AL RIFAI	Chef du Pôle C					X		
Jean Pierre GUERILLOT	Directeur de l'unité territoriale Dordogne	X	X	X	X			
Guillaume SCHNAPPER	Directeur de l'unité territoriale Gironde	X	X	X	X			
Jean Michel TROGNON	Directeur de l'unité territoriale Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Monique GUILLON	Directrice de l'unité territoriale Lot et Garonne	X	X	X	X			
Paul FAURY	Directeur de l'unité territoriale Landes	X	X	X	X			
Thierry NAUDOU	Secrétaire général Direccte	X	X	X	X	X	X	X
Luc VARENNE	Directeur de cabinet Direccte	X	X	X	X	X	X	X
Serge LHERMITTE	Délégué au développement économique auprès du Chef de Pôle					X		
Jean Philippe AURIGNAC	Directeur délégué UT Gironde	X	X	X	X			
François ESCUER	SG adjoint Direccte et Directeur adjoint UT Gironde	X	X	X	X	X	X	X
Jean Louis LAGARDE	Chef du service Ingénierie des relations sociales			X				
Damien JOURDES	Chef du service conditions de travail			X				
Alexandre ARRIVETS	Chef du service relations du travail			X				
Patricia BERNATETS	Responsable appui juridique et recours			X				
Marie José PAILLEAU	Chef du service ARE	X	X					
André JAKUBIEC	Chef du service DEC		X			X		
Souad LEGALL	Chef du service Mutations économiques et territoires		X				X	
Sylvie DUBO	Chef du service FSE							X
Stéphane CHAPUZET	Responsable du service budget, achat, ordonnancement				X			
Frédérique HENRION	Responsable du service ressources humaines				X			
Richard LAYAUD	Responsable du service moyens,				X			

Nom	Fonction	BOP 102	BOP 103	BOP 111	BOP 155	BOP 134	BOP 223	FSE
Marc GIBAUD	responsable DEC		X					
Pierre VEIT	Chef du service concurrence, consommation et répression des fraudes					X		
Bruno DURAND	Inspecteur principal CCRF					X		
Ghislaine CAMAZON	Inspectrice principale CCRF					X		
Jean POPOWYCZ	Directeur adjoint UT Dordogne	X	X	X	X			
Christian DELPIERRE	Directeur adjoint UT Dordogne	X	X	X	X			
Joëlle JACQUEMENT	Attachée principale UT Dordogne	X	X	X	X			
Anne RAMAT	Directrice adjointe UT Gironde	X	X	X	X			
Catherine FOURMY	Directrice adjointe UT Gironde	X	X	X	X			
Philippe AURILLAC	Directeur adjoint UT Gironde	X	X	X	X			
Franck LEBEAU	Directeur adjoint UT Gironde	X	X	X	X			
Jean Luc CRABOL	Directeur adjoint UT Gironde	X	X	X	X			
Patrick MICHEL	Directeur adjoint UT Gironde	X	X	X	X			
Patricia BERNATETS	Directrice adjointe UT Gironde	X	X	X	X			
Florence GAMALEYA	Attachée principale UT Landes	X	X	X	X			
Dominique SEGUIN	Directrice adjointe UT Landes	X	X	X	X			
Louis CALERO	Directeur adjoint UT Landes	X	X	X	X			
Michel WEBER	Directeur adjoint UT Lot et Garonne	X	X	X	X			
Valérie LEMAIRE	Directrice adjointe UT Lot et Garonne	X	X	X	X			
Didier GARRIGUES	Directeur adjoint UT Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Christine LESTRADE	Directrice adjointe UT Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Hélène DUPONT	Directrice adjointe UT Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Dominique COLLARD	Directeur adjoint UT Pyrénées atlantiques	X	X	X	X			
Eric LEFEVRE	Chef du service métrologie légale					X		
Caroline BISSON	Adjointe au chef de service météorologie légale					X		

La signature de ces agents est accréditée auprès du comptable payeur.

Relèvent de la signature du Préfet de région et ne concernent par conséquent pas cette subdélégation les domaines suivants :

- la signature des ordres de réquisition du comptable public assignataire prévus à l'article 66 alinéa 2 du décret du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique,
- la signature des décisions de passer outre aux refus du visa du contrôleur financier local et de la saisine préalable du ministre en vue de cette procédure,
- la signature à conclure, au nom de l'Etat, que ce dernier passe avec la Région ou l'un de ses établissements publics,
- la signature des actes juridiques, sur le titre V, d'un montant supérieur à 300 000€,
- la signature des arrêtés ou des conventions attributifs de subvention du titre VI, concernant les collectivités locales ainsi que les actes juridiques concernant les autres bénéficiaires lorsque le montant de la participation de l'Etat est supérieur à 150 000€.

## **ARTICLE 2 :**

La délégation de signature donnée par Monsieur le Préfet de la région Aquitaine en tant que service prescripteur pour :

- Programme 333 « Moyens mutualisés des administrations déconcentrées »,
  - Programme 309 « entretien immobilier de l'Etat propriétaire »,
  - Programme 723 « contribution aux dépenses immobilières »,
- peut être exercée, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur régional, par :
- Monsieur Thierry NAUDOU, secrétaire général,
  - Monsieur François ESCUER, secrétaire général adjoint,
  - Monsieur Stéphane CHAPUZET, Responsable du service budget, achat, ordonnancement.

## **ARTICLE 3 :**

La délégation de signature donnée par Monsieur le Préfet de la région Aquitaine, concernant la signature des marchés publics pour la commande de travaux, de fournitures courantes ou de services d'un montant inférieur ou égal à 500 000€ pour les titres 3 et 6, et d'un montant inférieur ou égal à 300 000€ pour le titre 5 ainsi que tous les actes dévolus à la personne représentant le pouvoir adjudicateur par le code des marchés publics et les cahiers des clauses administratives générales, peut être exercée, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur régional, par :

Monsieur Thierry NAUDOU, secrétaire général

Monsieur François ESCUER, secrétaire général adjoint,

Il conviendra de faire précéder la signature de la personne représentant le pouvoir adjudicateur de la mention « pour le Préfet » (déléataire de signature).

## **ARTICLE 4 :**

La délégation de signature susvisée, donnée pour les attributions spécifiques du service politique du titre et contrôle de la formation professionnelle, peut être exercée par :

Monsieur Jean Yves LARRAUFIE, chef du Pôle 3<sup>E</sup>,

Monsieur Jean Louis GOUSSE, chef du service « politique du titre et contrôle de la formation professionnelle ».

## **ARTICLE 5 :**

En cas d'absence ou d'empêchement, la suppléance sera exercée par :

Monsieur Luc VARENNE, Directeur de cabinet,

Monsieur Thierry NAUDOU, secrétaire général,

Monsieur Jean Yves LARRAUFIE, chef du Pôle 3<sup>E</sup>,

Monsieur Gérard CASCINO, chef du Pôle T,

Madame Lucile AL RIFAI, chef du Pôle C,

Monsieur Pierre VEIT, chef du service concurrence, consommation et répression des fraudes,

Et en cas d'empêchement de Monsieur Thierry NAUDOU, par Monsieur

pièces relatives à la rémunération et accessoires de rémunération des agents de la DIRECCTE.

**ARTICLE 6 :**

Le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine

Bordeaux, le 1<sup>er</sup> décembre 2011

Le Directeur régional,



Serge LOPEZ



**ARRETE DU 09.12.2011**

---

**Délégation de signature à Monsieur Jean-Paul GODDERIDGE,  
Directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu l'ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et le 3ème paragraphe de l'article 13 ter ;

Vu le décret du 19 janvier 1994 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission départementale des objets mobiliers ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu le décret du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu le décret du 8 avril 2011 nommant M. Patrick STEFANINI, Préfet de la région Aquitaine, Préfet de la zone de défense sud-ouest, Préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 2011 nommant M. Jean-Paul GODDERIDGE, directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de la Gironde,

**ARRETE**

**Article 1er** : Délégation de signature, pour le département de la Gironde, est donnée à M. Jean-Paul GODDERIDGE, directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine à effet de signer :

- les autorisations de travaux, non instruites dans le cadre du code de l'urbanisme, au titre de l'article 13 ter de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et de leurs abords ;

- les actes relatifs à l'instruction des procédures de création, de révision et d'extension des secteurs sauvegardés ;

- les actes relatifs au fonctionnement de la commission départementale des objets mobiliers ;

- dans le cadre de la procédure relative à la licence d'entrepreneurs de spectacles, toutes décisions et documents, notamment :

- les accusés de réception des dossiers de demande ou de renouvellement de licences d'entrepreneur de spectacles,
- les arrêtés accordant, refusant ou retirant la licence et les lettres de notification,
- les récépissés de déclaration de spectacles occasionnels et des entrepreneurs de spectacles non établis en France.

**Article 2 :** En application de l'article 43 du décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 208-158 du 22 février 2008, M. Jean-Paul GODDERIDGE peut, sous sa responsabilité, donner délégation aux agents placés sous son autorité pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il reçoit la présente délégation de signature. Il en communiquera une copie au Préfet qui pourra à tout moment mettre fin à tout ou partie de cette subdélégation.

**Article 3 :** Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la Gironde et Monsieur le directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine, sont chargés de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 décembre 2011

Le Préfet,

Patrick STEFANINI

Préfecture de la région Aquitaine et de la Gironde

CABINET DU PREFET

ARRETE DU 14 NOV. 2011

---

*Arrêté préfectoral portant attribution de la Médaille de la Mutualité, de la Coopération et  
du Crédit Agricoles  
Promotion du 14 juillet 2011*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU l'arrêté du 14 mars 1957 de M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture instituant une Médaille de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricoles,

VU l'arrêté du 16 janvier 1970 de M. le Ministre de l'Agriculture portant mesures de déconcentration concernant l'attribution de la Médaille de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricoles et donnant délégation de pouvoirs aux Préfets pour décerner ladite médaille,

VU la circulaire ministérielle n° 29 ASM du 27 mars 1957,

VU la circulaire ministérielle n° LC 7005 du 6 juillet 1970,

VU l'avis du service cotisations de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde en date du 25 octobre 2011,

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Gironde ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** : La Médaille de la Mutualité, de la Coopération et du Crédit Agricoles, promotion du 14 juillet 2011, est décernée aux personnes dont les noms suivent :

**Echelon BRONZE :**

- M .RABOUTET Didier, BERSON
- Mme. EYNARD-SUDRE Christine, BOURG SUR GIRONDE

- M. COUTUREAU François, GREZILLAC
- M. PERROMAT Xavier, CERONS
- M. RIZZETTO Serge, CASTELVIEL
- M. DESPUJOLS Guy, SAUTERNES
- M. FREDEFON Jean, HOURTIN
- M. RESSE Jean-Jacques, SAINT SAUVEUR DE PUYNORMAND
- M. ACKER Jean-Paul, ARBIS
- Mme BRIANNE Lucette, LA TRESNE
- M. LANTRES Jean-Pierre, SALLES
- M. LEGRIX DE LA SALLE Antoine, SADIRAC
- Mme LETOURNEAU Martine, ST ANDRE DE CUBZAC
- M. SAINT MARC Daniel, AUBIAC
- M. LESPAUX Claude, NERIGEAN
- M. MONCONTIER Yves, ST SULPICE DE POMMIERS

**Echelon ARGENT :**

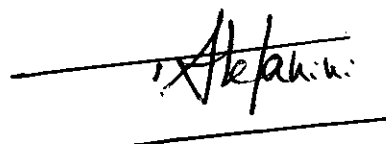
- Mme CASTILLON Fabienne, LEGE CAP FERRET
- M. CARREAU Alain, BLAYE
- Mme. DE LARRARD Philippe, BOSSUGUAN
- M. DUC Alain, DAIGNAC

**Echelon VERMEIL :**

- M. CRAMPES Elian, BLAIGNAC

**ARTICLE 2 :** Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le 04 NOV. 2011  
LE PREFET,



## REPUBLIQUE FRANCAISE

--:--:--

**PREFECTURE DE GIRONDE**

--:--:--

**CONVENTION D'UTILISATION****2011-090****21 OCT 2011**

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 2 mai 2011, ci-après dénommée le propriétaire,  
D'une part,

2°- La Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux), représentée par son directeur M. TANAYS Eric , dont les bureaux sont au 19-21 allée des Pins à BORDEAUX, ci-après dénommé(e) l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un immeuble situé à YVRAC et immatriculé dans CHORUS sous le n°TER AQU/137388/198025.

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux)– RN 89 - l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

L'ensemble immobilier est un terrain non bâti appartenant à l'Etat sis à YVRAC d'une superficie totale de 2443 m<sup>2</sup>, (références cadastrales : voir annexe).

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2011, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

### Article 5

#### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

### Article 6

#### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

#### Article 7

##### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

#### Article 8

##### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

#### Article 9

##### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet

## Article 13

*Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

## Article 14

*Terme de la convention*

## 14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2019.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

## 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer (sans objet) ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

## Article 15

*Pénalités financières*

Sans objet



Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

Le Directeur interdépartemental  
des Routes Atlantique

  
Eric TANAYS

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

  
Isabelle DILHAC

Le représentant de l'administration  
Pour le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine  
et du Département de la Gironde et par délégation,  
L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur chargé de la Gestion Publique

  
Bernard GABORIAU

**ANNEXE POUR LES CONVENTIONS GLOBALES**  
(Biens de catégorie 3 ou 2 situés sur un même département)

DEPARTEMENT	<b>GIRONDE</b>
OCCUPANT	Direction Interdépartementale des Routes Atlantique

Date prise d'effet de la convention : 01/01/11  
Durée : 9 ans  
Date de fin de la convention : 31/12/19

Superficie globale	2443,00	m <sup>2</sup>
SHON GLOBALE	0,00	m <sup>2</sup>
SUB GLOBALE	0,00	m <sup>2</sup>

TABLEAU RECAPITULATIF									
N° CHORUS de l'immeuble	Adresse	Description	Commune	Références Cadastres	Superficie (en m²)	SHON (en m²)	SUB (en m²)	SUN (en m²)	Date de sortie du bâtiment
01 UL AQU/I/137388/368	Tabernotes-Sud	Terrain non bâti	YVRAC	C-1160	270				
02 UL AQU/I/137388/374	Tabernotes-Sud	Terrain non bâti	YVRAC	C-1162	203				
03 UL AQU/I/137388/394	Tabernotes-Sud	Terrain non bâti	YVRAC	C-1138	701				
04 UL AQU/I/137388/398	Lafitte	Terrain non bâti	YVRAC	D-0546	511				
05 UL AQU/I/137388/433	Tabernotes-Sud	Terrain non bâti	YVRAC	C-1164	271				
06 UL AQU/I/137388/505	Tabernotes-Sud	Terrain non bâti	YVRAC	C-814	141				
07 UL AQU/I/137388/506	Tabernotes-Sud	Terrain non bâti	YVRAC	C-827	346				

# REPUBLIQUE FRANCAISE

:- :- :-

## **PREFECTURE DE GIRONDE**

:- :- :-

### **CONVENTION D'UTILISATION**

**2011-077**

**21 OCT. 2011**

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 2 mai 2011, ci-après dénommée le propriétaire,  
D'une part,

2°- La Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux), représentée par son directeur M. TANAYS Eric , dont les bureaux sont au 19-21 allée des Pins à BORDEAUX, ci-après dénommé(e) l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

### **EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un immeuble situé à MONTUSSAN et immatriculé dans CHORUS sous le n°TER AQU/137388/202034.

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux)– RN 89 - l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

L'ensemble immobilier est un terrain non bâti appartenant à l'Etat sis à MONTUSSAN d'une superficie totale de 7979m<sup>2</sup>, (références cadastrales : voir annexe).

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2011, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

### Article 5

#### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

### Article 6

#### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

#### Article 7

##### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

#### Article 8

##### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

#### Article 9

##### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget .

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet

Article 12  
*Révision du loyer*

Sans objet

Article 13  
*Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

Article 14  
*Terme de la convention*

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2019.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer (actuellement sans objet) ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

Article 15  
*Pénalités financières*

Sans objet

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

Le Directeur Interdépartemental  
des Routes Atlantique

  
Eric VANMYS

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

  
Isabelle DILHAC

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques d'Alsace  
et du Département de la Sécurité et par délégation,  
L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Le représentant de l'administration  
Directeur chargé de la Gestion Publique  
chargée des Domaines,



Bernard GABORIAU

**ANNEXE POUR LES CONVENTIONS GLOBALES**  
(Biens de catégorie 3 ou 2 situés sur un même département)

<b>DEPARTEMENT</b>	<b>GIRONDE</b>
<b>OCCUPANT</b>	<b>Direction Interdépartementale des Routes Atlantique</b>

Date prise d'effet de la convention : 01/01/11  
Durée : 9 ans  
Date de fin de la convention : 31/12/19

<b>Superficie globale</b>	1845,80	m <sup>2</sup>
<b>SHON GLOBALE</b>	0,00	m <sup>2</sup>
<b>SUB GLOBALE</b>	0,00	m <sup>2</sup>

**TABEAU RECAPITULATIF**

N° CHORUS de l'immeuble	Adresse	Description	Commune	Références Cadastres	Superficie (en m <sup>2</sup> )	SHON (en m <sup>2</sup> )	SUB (en m <sup>2</sup> )	SUN (en m <sup>2</sup> )	Date de sortie du bâtiment
01 UL AQU/I/137388/252	La Loubère	Terrain non bâti	MONTUSSAN	D-0697	522				
02 UL AQU/I/137388/254	Sampau	Terrain non bâti	MONTUSSAN	ZA-0114	5				
03 UL AQU/I/137388/258	La Loubère	Terrain non bâti	MONTUSSAN	D-0695	229				
04 UL AQU/I/137388/277	La Loubère	Terrain non bâti	MONTUSSAN	D-0693	109				
05 UL AQU/I/137388/396	Lamoite	Terrain non bâti	MONTUSSAN	D-0499	1268				
06 UL AQU/I/137388/414	Tailleur	Terrain non bâti	MONTUSSAN	ZB-0056	462				
07 UL AQU/I/137388/418	La Loubère	Terrain non bâti	MONTUSSAN	D-0701	6				



## REPUBLIQUE FRANCAISE

--:--:--

**PREFECTURE DE GIRONDE**

--:--:--

**CONVENTION D'UTILISATION****2011-078****21 OCT. 2011**

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 2 mai 2011, ci-après dénommée le propriétaire,  
D'une part,

2°- La Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux), représentée par son directeur M. TANAYS Eric , dont les bureaux sont au 19-21 allée des Pins à BORDEAUX, ci-après dénommé(e) l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un immeuble situé à BEYCHAC ET CAILLEAU et immatriculé dans CHORUS sous le n°TER AQU/137388/176400

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux)– RN 89 - l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

L'ensemble immobilier est un terrain non bâti appartenant à l'Etat sis à BEYCHAC ET CAILLEAU d'une superficie totale de 18 578m<sup>2</sup>, (références cadastrales : voir annexe).

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2011, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

### Article 5

#### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

### Article 6

#### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

#### Article 7

##### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

#### Article 8

##### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

#### Article 9

##### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget .

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet

## Article 13

*Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

## Article 14

*Terme de la convention*

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2019.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer (sans objet) ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

## Article 15

*Pénalités financières*

Sans objet

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

Le Directeur Interdépartemental  
des Routes Atlantique

  
Eric TANAYS

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

  
Isabelle DILHAC

Le représentant de l'administration  
Pour le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine  
chargée des domaines, Gironde et par délégation,  
L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur chargé de la Gestion Publique

  
Bernard GABORIAU

## ANNEXE POUR LES CONVENTIONS GLOBALES

(Biens de catégorie 3 ou 2 situés sur un même département)

DEPARTEMENT	GIRONDE
OCCUPANT	Direction Interdépartementale des Routes Atlantique

Date prise d'effet de la convention : 01/01/11  
Durée : 9 ans

Superficie globale	14896,00 m <sup>2</sup>
SHON GLOBALE	0,00 m <sup>2</sup>
SUB GLOBALE	0,00 m <sup>2</sup>

Date de fin de la convention : 31/12/19

TABLEAU RECAPITULATIF

N° CHORUS de l'immeuble	Adresse	Description	Commune	Références Cadastres	Superficie (en m <sup>2</sup> )	SHON (en m <sup>2</sup> )	SUB (en m <sup>2</sup> )	SUN (en m <sup>2</sup> )	Date de sortie du bâtiment
01	UL AQUUI/137388/62	Lapin	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0959	1807				
02	UL AQUUI/137388/65	Bos-Plan	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0804	427				
03	UL AQUUI/137388/69	Bos-Plan	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0736	14				
04	UL AQUUI/137388/74	Catoy	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0861	28				
05	UL AQUUI/137388/80	Catoy	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0859	474				
06	UL AQUUI/137388/81	Lande de Bertin	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-0950	178				
07	UL AQUUI/137388/145	Lapin	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0856	70				
08	UL AQUUI/137388/147	Catoy	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0869	152				
09	UL AQUUI/137388/149	Catoy	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0873	359				
10	UL AQUUI/137388/154	Segas	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1250	95				
11	UL AQUUI/137388/855	l'Intendant	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-0869	171				
12	UL AQUUI/137388/158	Segas	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1149	156				
13	UL AQUUI/137388/166	Bos Plan	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0797	41				
14	UL AQUUI/137388/175	Blancque	BEYCHAC ET CAILLEAU	A-0687	20				
15	UL AQUUI/137388/179	Catoy	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0871	157				
16	UL AQUUI/137388/189	Segas	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1176	34				
17	UL AQUUI/137388/195	Lande de Bertin	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-0954	87				
18	UL AQUUI/137388/197	Segas	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1002	968				
19	UL AQUUI/137388/205	Segas	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1159	6				
20	UL AQUUI/137388/257	l'Intendant	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-0948	123				
21	UL AQUUI/137388/259	Le Barbut	BEYCHAC ET CAILLEAU	A-0474	48				
22	UL AQUUI/137388/263	Segas	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1005	257				
23	UL AQUUI/137388/285	Catoy	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0863	297				
24	UL AQUUI/137388/292	Catoy	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0867	39				
25	UL AQUUI/137388/316	Lande de Bertin	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1235	2042				
26	UL AQUUI/137388/318	Canteloup	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0816	215				
27	UL AQUUI/137388/322	Canteloup	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0819	319				
28	UL AQUUI/137388/333	l'Intendant	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-0868	157				
29	UL AQUUI/137388/342	Campena	BEYCHAC ET CAILLEAU	C-0254	78				
30	UL AQUUI/137388/353	Canteloup	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0857	50				
31	UL AQUUI/137388/364	Lande de Bertin	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-0952	219				
32	UL AQUUI/137388/372	Lande de Bertin	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1233	12				
33	UL AQUUI/137388/376	Lande de Bertin	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-0956	177				
34	UL AQUUI/137388/377	Bos Plan	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0841	614				
35	UL AQUUI/137388/379	l'Intendant	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1147	21				
36	UL AQUUI/137388/379	Segas	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1294	35				
37	UL AQUUI/137388/380	Segas	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1150	6				
38	UL AQUUI/137388/405	Bos Plan	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0734	564				
39	UL AQUUI/137388/407	Catoy	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0865	317				
40	UL AQUUI/137388/408	Landieu	BEYCHAC ET CAILLEAU	C-0268	544				
41	UL AQUUI/137388/442	l'Intendant	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-0752	5				
42	UL AQUUI/137388/443	Canteloup	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0818	95				

N° CHORUS de l'immeuble	Adresse	Description	Commune	Références Cadastres	Superficie (en m²)	SHON (en m²)	SUB (en m²)	SUN (en m²)	Date de sortie du bâtiment
43 UL AQU/137388/459	Lapin	Terrain non bâti	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0854	368				
44 UL AQU/137388/460	Bos Plan	Terrain non bâti	BEYCHAC ET CAILLEAU	E-0859	250				
45 UL AQU/137388/461	Berlin	Terrain non bâti	BEYCHAC ET CAILLEAU	D-1404	4545				
46 UL AQU/137388/462	Le Barbut	Terrain non bâti	BEYCHAC ET CAILLEAU	A-D456	1253				

## REPUBLIQUE FRANCAISE

-:- :- :-

**PREFECTURE DE GIRONDE**

-:- :- :-

**CONVENTION D'UTILISATION****2011-088****21 OCT. 2011**

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 2 mai 2011, ci-après dénommée le propriétaire,  
D'une part,

2°- La Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux), représentée par son directeur M. TANAYS Eric , dont les bureaux sont au 19-21 allée des Pins à BORDEAUX, ci-après dénommé(e) l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un immeuble situé à POMPIGNAC et immatriculé dans CHORUS sous le n°TER AQUI/137388/176400

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.



## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux)– RN 89 - l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

L'ensemble immobilier est un terrain non bâti appartenant à l'Etat sis à POMPIGNAC d'une superficie totale de 18 578m<sup>2</sup>, (références cadastrales : voir annexe).

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2011, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

### Article 5

#### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

### Article 6

#### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

#### Article 7

##### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

#### Article 8

##### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

#### Article 9

##### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet

## Article 13

*Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

## Article 14

*Terme de la convention*

## 14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2019.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

## 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer (sans objet) ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

## Article 15

*Pénalités financières*

Sans objet

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

Le Directeur Interdépartemental  
des Routes Atlantique  
  
Eric TANAYS

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

  
Isabelle DILHAC

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine  
et du Département de la Gironde et par délégation,  
chargée des domaines,  
L'Administrateur Général des Finances Publiques,  
Directeur chargé de la Gestion Publique



Bernard GABORIAU

**ANNEXE POUR LES CONVENTIONS GLOBALES**

*(Biens de catégorie 3 ou 2 situés sur un même département)*

<b>DEPARTEMENT</b>	<b>GIRONDE</b>	
<b>OCCUPANT</b>	<b>Direction Interdépartementale des Routes Atlantique</b>	

Date prise d'effet de la convention : **01/01/11**  
 Durée : **9** ans

<b>Superficie globale SHON GLOBALE SUB GLOBALE</b>	<b>22061,00</b> 0,00 0,00	<b>m<sup>2</sup></b> <b>m<sup>2</sup></b> <b>m<sup>2</sup></b>
--	---------------------------------	--

Date de fin de la convention : **31/12/19**

**TABEAU RECAPITULATIF**

N° CHORUS de l'immeuble	Adresse	Description	Commune	Références Cadastres	Superficie (en m <sup>2</sup> )	SHON (en m <sup>2</sup> )	SUB (en m <sup>2</sup> )	SUN (en m <sup>2</sup> )	Date de sortie du bâtiment
01	UL AQUJ/37388/255	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0060	1400				
02	UL AQUJ/37388/262	1 av du Périgord	POMPIGNAC	ZB-0123	1323				
03	UL AQUJ/37388/278	2av du Périgord	POMPIGNAC	ZB-0117	596				
04	UL AQUJ/37388/280	La Tourasse	POMPIGNAC	ZB-0077	5377				
05	UL AQUJ/37388/282	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0071	116				
06	UL AQUJ/37388/294	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0065	465				
07	UL AQUJ/37388/296	La Tourasse	POMPIGNAC	ZB-0107	4720				
08	UL AQUJ/37388/300	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0061	618				
09	UL AQUJ/37388/312	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0069	499				
10	UL AQUJ/37388/317	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0073	10				
11	UL AQUJ/37388/382	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0120	190				
12	UL AQUJ/37388/384	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0122	242				
13	UL AQUJ/37388/385	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0072	584				
14	UL AQUJ/37388/387	Maison Neuve	POMPIGNAC	ZA-0151	879				
15	UL AQUJ/37388/402	Maison Neuve	POMPIGNAC	ZA-0149	596				
16	UL AQUJ/37388/425	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0074	178				
17	UL AQUJ/37388/426	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0121	968				
18	UL AQUJ/37388/427	La Tourasse	POMPIGNAC	ZB-0009	1060				
19	UL AQUJ/37388/438	Banizard	POMPIGNAC	ZB-0003	2240				

## REPUBLIQUE FRANCAISE

-- -- --

**PREFECTURE DE GIRONDE**

-- -- --

**CONVENTION D'UTILISATION****2011-089****21 OCT. 2011**

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 2 mai 2011, ci-après dénommée le propriétaire,  
D'une part,

2°- La Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux), représentée par son directeur M. TANAYS Eric , dont les bureaux sont au 19-21 allée des Pins à BORDEAUX, ci-après dénommé(e) l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un immeuble situé à VAYRES et immatriculé dans CHORUS sous le n°TER AQU/137388/201228.

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins de la Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (District de Bordeaux)– RN 89 - l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

L'ensemble immobilier est un terrain non bâti appartenant à l'Etat sis à VAYRES, (références cadastrales : voir annexe).

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2011, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Sans objet.

### Article 5

#### *Ratio d'occupation*

Sans objet.

### Article 6

#### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

#### Article 7

##### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

#### Article 8

##### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

#### Article 9

##### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet

#### Article 11

##### *Loyer*

Sans objet

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Sans objet



## Article 13

*Contrôle des conditions d'occupation*

Le propriétaire s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

## Article 14

*Terme de la convention*

## 14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31 décembre 2019.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

## 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer (sans objet) ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

## Article 15

*Pénalités financières*

Sans objet

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

Le Directeur Interdépartemental  
des Routes Atlantique

Eric TANAYS

Le préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

Pour le Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine  
Le représentant de l'administration  
et du Département de la Gironde et par délégation,  
chargé des domaines  
Le Directeur Régional des Finances Publiques,  
Directeur chargé de la Gestion Publique

Bernard GABORIAU

# ANNEXE POUR LES CONVENTIONS GLOBALES

(Biens de catégorie 3 ou 2 situés sur un même département)

DEPARTEMENT	GIRONDE
OCCUPANT	Direction Interdépartementale des Routes Atlantique

Date prise d'effet de la convention : 01/01/11  
 Durée : 9 ans  
 Date de fin de la convention : 31/12/19

Superficie globale	m <sup>2</sup>
SHON GLOBALE	0,00
SUB GLOBALE	0,00

TABLEAU RECAPITULATIF

N° CHORUS de l'immeuble	Adresse	Description	Commune	Références Cadastres	Superficie (en m <sup>2</sup> )	SHON (en m <sup>2</sup> )	SUB (en m <sup>2</sup> )	SUN (en m <sup>2</sup> )	Date de sortie du bâtiment
01 UL AQUJ/137388/363		Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0025					
02 UL AQUJ/137388/365	Montfau Est	Terrain non bâti	VAYRES	ZC-0121	705				
03 UL AQUJ/137388/371		Terrain non bâti	VAYRES	ZC-0062					
04 UL AQUJ/137388/375		Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0157					
05 UL AQUJ/137388/390		Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0023					
06 UL AQUJ/137388/391	Serau	Terrain non bâti	VAYRES	ZC-0059	883				
07 UL AQUJ/137388/392		Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0160					
08 UL AQUJ/137388/395		Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0161					
09 UL AQUJ/137388/399	Bouqueyres	Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0173	279				
10 UL AQUJ/137388/400		Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0159					
11 UL AQUJ/137388/404		Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0024					
12 UL AQUJ/137388/434		Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0168					
13 UL AQUJ/137388/436		Terrain non bâti	VAYRES	ZB-0026					

REPUBLIQUE FRANCAISE

-- -- --

PREFECTURE DE LA GIRONDE

-- -- --

N° REPERTOIRE MARCHES  
ET CONTRATS CROUS DE  
BORDEAUX : 11.C.V.206.

CONVENTION D'UTILISATION

033-2011-0081

-- -- --

24 NOV. 2011

Les soussignés :

1°- L'Administration chargée des Domaines, représentée par M. Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON, Directeur Régional des Finances Publiques d'Aquitaine et du Département de la Gironde, dont les bureaux sont situés 24 rue François de Sourdis à BORDEAUX (Gironde), stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2010, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Bordeaux, représenté par M. Patrice BRETOUT son Directeur, dont les bureaux sont situés 18, rue du Hamel CS 11616, à Bordeaux, ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, Préfet du département de la Gironde, et sont convenus du dispositif suivant :

**EXPOSE**

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un terrain situé à **TALENCE (33400) dénommé Résidence Galilée, sur le Domaine Public Universitaire de l'Etat.**

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

## CONVENTION

### Article 1<sup>er</sup>

#### *Objet de la convention*

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R. 128-12 à R. 128-17 du code du domaine de l'Etat, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins d'une Résidence Universitaire dénommée Galilée, constituée de 182 logements étudiants, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

### Article 2

#### *Désignation de l'immeuble*

L'ensemble immobilier est un terrain nu appartenant à l'Etat sis à TALENCE constitué d'une aire formée de 2 parcelles cadastrées AD 117 et 119 pour 140m<sup>2</sup> et 4198 m<sup>2</sup>, soit une superficie totale de 4212 m<sup>2</sup>, tel qu'il figure, sur le plan annexé, immatriculé dans CHORUS sous le numéro 123537/352678.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

### Article 3

#### *Durée de la convention*

La présente convention est conclue pour une durée de 32 années entières et consécutives qui commence à la date à laquelle les immeubles sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

### Article 4

#### *Etat des lieux*

Un état des lieux, établi en double exemplaire, est dressé contradictoirement entre le propriétaire et l'utilisateur au début de la présente convention ainsi qu'au départ de l'utilisateur.

### Article 5

#### *Ratio d'occupation*

Actuellement sans objet.

## Article 6

### *Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1<sup>er</sup> et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

## Article 7

### *Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

## Article 8

### *Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

Cependant, l'utilisateur n'est pas responsable des charges financières ou indemnités liées à des risques susceptibles de générer des pertes d'exploitation dues à des faits imputables au bailleur.

## Article 9

### *Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses de grosses réparations mentionnées à l'article 606 du code civil, à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue avec les dotations inscrites sur son budget ou est effectuée sous maîtrise d'ouvrage du rectorat ou d'une collectivité territoriale, selon le montage d'opération retenu, avec les dotations inscrites au budget de l'Etat en application des dispositions du code de l'éducation (cf article L719-4).

Dans la mesure où l'utilisateur assumera seul les travaux de grosses réparations et de gros entretien au sens de l'article 606 du Code Civil, l'utilisateur constituera des provisions qui ne seront en aucun cas versées au bailleur .

Afin de permettre le respect des objectifs fixés par l'Etat dans la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement pour les bâtiments publics, une annexe pourra être adjointe à la présente convention, visant à déterminer les droits et obligations respectifs des bailleur et preneur en la matière et les conséquences qui en résulteraient.

#### Article 10

##### *Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Actuellement sans objet

#### Article 11

##### *Loyer*

Actuellement sans objet

#### Article 12

##### *Révision du loyer*

Actuellement sans objet.

#### Article 13

##### *Contrôle des conditions d'occupation*

Le service chargé du domaine s'assure périodiquement des conditions dans lesquelles est entretenu et utilisé l'immeuble remis à l'utilisateur.

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le service chargé du domaine en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le service chargé du domaine dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1<sup>er</sup>. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai de un an maximum, le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

#### Article 14

##### *Terme de la convention*

##### 14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit 32 années après la date à laquelle les immeubles ont été mis à la disposition de l'utilisateur.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

#### 14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer (actuellement sans objet) ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige.

La résiliation est prononcée par le préfet.

#### Article 15

##### *Pénalités financières*

En cas de retard dans le paiement des loyers, les sommes dues portent intérêt au taux légal sans nécessité de mise en demeure. (actuellement sans objet).

Le maintien sans titre du service occupant dans l'immeuble à l'issue de la présente convention ou après la prise d'effet de la résiliation anticipée de la convention donne lieu au paiement d'une pénalité mensuelle correspondant à trois fois le montant du loyer au maximum

A défaut de paiement dans le délai d'un mois à compter de la date limite de paiement du loyer, le comptable spécialisé du domaine adresse à l'utilisateur une lettre de rappel valant mise en demeure. (actuellement sans objet).

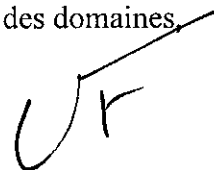
L'intégralité des sommes dues et non payées (capital et intérêts) est traitée dans les mêmes conditions que les restes à payer liés à des baux commerciaux par le comptable spécialisé du domaine, les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels et la direction du budget jusqu'à règlement des sommes dues, à chaque étape de fin et de début de gestion.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Le représentant du service utilisateur,

Le Directeur  
du CROUS de BORDEAUX  
  
P. BRETOUT

Le représentant de l'administration  
chargée des domaines,



Le préfet,

Pour le Préfet, Jean-Denis de VOYER d'ARGENSON  
La Secrétaire Générale,

  
Isabelle DILHAC

Visa du contrôleur budgétaire comptable ministériel  
ou du contrôleur financier régional,





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES ET DE LA MER DE LA GIRONDE**

**Service Nature Eau Risques**

**ARRETE N° 2011/11/02/96 DU 7 NOV. 2011**

**ARRETE AUTORISANT AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3  
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT  
LA RÉHABILITATION DU PORT OSTRÉICOLE DE PIRAILLAN**

**COMMUNE DE LEGE-CAP FERRET**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**Vu le Code de l'Environnement,**

**Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,**

**Vu le Code de l'Expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 à R. 11-14-15,**

**Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne approuvé le 01 décembre 2009,**

**Vu l'arrêté du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage et d'aménagement portuaires et ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique,**

**Vu le Schéma de Mise en Valeur de la Mer du Bassin d'Arcachon approuvé par décret du 23 décembre 2004,**

**Vu la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue le 13 avril 2010, présentée par monsieur le maire de Lège-Cap-Ferret, enregistrée sous le n° 33-2010-00111 et relative à la réhabilitation du port ostréicole de Piraillan sur la commune de Lège-Cap-Ferret,**

**Vu l'avis de la DREAL Aquitaine,**

**Vu l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 10 janvier au 21 février 2011,**

**Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 18 mars 2011,**

**Vu le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 11 août 2011,**

**Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 15 septembre 2011,**

**Vu le projet d'arrêté adressé à monsieur le maire de Lège-Cap-Ferret le 3 octobre 2011,**

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques,

SUR PROPOSITION de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

## **AR R E T E**

### **Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article Premier : Objet de l'autorisation**

Monsieur le maire de Lège-Cap-Ferret, permissionnaire, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les travaux de réhabilitation du port ostréicole de Pirailan sur la commune de Lège- Cap Ferret (décrit à l'article 2 du présent arrêté).

Ce projet se développe sur le domaine Public Maritime.

L'objectif de ce projet est d' aménager un passage sécurisé pour désenclaver les activités ostréicoles et de pêche et permettre un accès aux véhicules des services de secours.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes

Ouvrages, installations, activités		
Assèchement, mise à l'eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée étant	<b>3.3.1.0</b>	Déclaration
<b>Surface supérieure à 0,1 Ha mais inférieure à 1 Ha</b> (l'emprise de l'extension des quais sur le bassin portuaire est de 2450 m²)		
Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu	<b>4.1.2.0</b>	Autorisation
<b>D'un montant supérieur ou égal à 1 900 000 EUR</b> (3 000 000 EUR TTC)		

Pour la construction, l'exploitation et l'entretien de l'ouvrage, le permissionnaire doit se conformer aux dispositions du code de l'environnement, à celles du présent arrêté ainsi qu'à celles figurant dans le dossier joint à la demande d'autorisation.

#### **Article 2 : Caractéristiques des ouvrages**

Les ouvrages projetés sont les suivants :

- construction de 1160 ml de quai en palplanches métalliques
- remblaiement sur une surface de 2450 m2 de 14000 m3 matériaux inertes
- stabilisation des sols en matériau naturel ( coquilles inertes, GRH )

## **Titre II : PRESCRIPTIONS**

### **Article 3 : Prescriptions spécifiques**

L'organisation du chantier devra prévoir des mesures fortes en matière de préservation de la qualité de l'eau et de réduction des impacts temporaires sur la faune et la flore.

Les prescriptions spécifiques sont les suivantes :

- aménagement et exploitation des aires de chantiers de façon à ne pas générer de pollution de l'eau et des milieux aquatiques ;
- toutes mesures seront prises pour l'évacuation et le traitement éventuel des déchets solides et liquides générés par le chantier ;
- les moyens de protection adaptés seront mis en œuvre par le déclarant pour réduire la dégradation des milieux aquatiques par les circulations de chantier ;
- la nature de matériaux utilisés et leurs conditions d'emploi ne doivent pas être à l'origine de contamination du milieu ;
- les conditions de réalisation des aménagements doivent permettre de limiter les départs de matériaux dans le milieu.

Dans un délai de quinze jours avant le début des travaux, le déclarant transmettra au service chargé de la police de l'eau, un Schéma d' Assurance Environnement adapté présentant les dispositions prises pour éviter toutes pollutions accidentelles.

### **Article 4 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto contrôle)**

Le protocole de suivi mentionné dans le document d'incidence ( p 123 à 131 ) devra être respecté.

Le déclarant est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

L'entreprise chargée des travaux tiendra un registre précisant les principales phases du chantier, les incidents survenus et toute information relative à un fait susceptible d'avoir une incidence sur le milieu.

A la fin des travaux et dans un délai d'un mois, le déclarant établit et adresse au préfet un compte rendu de chantier dans lequel il retrace le déroulement des travaux, toutes les mesures qu'il a prises pour respecter les prescriptions ci-dessus ainsi que les effets qu'il a identifiés de l'aménagement sur le milieu.

### **Article 5 : Mesures correctives et compensatoires**

Sans objet

### **Article 6 : Prescriptions en phase d'exploitation**

Le déclarant devra s'assurer des procédures et moyens mis en œuvre pour prévenir et lutter contre les pollutions accidentelles lors de l'exploitation de l'ouvrage, ainsi que de leur entretien. Les eaux pluviales des nouvelles aires imperméabilisées feront l'objet de collectes et de traitement adaptés.

## **TITRE III - DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 7 : Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée pour une durée de cinq ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

### **Article 8 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du Code de l'Environnement.

#### **Article 9 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 11 : Conditions de renouvellement de l'autorisation**

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R. 214-20 du code de l'environnement.

#### **Article 12 : Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

#### **Article 13: Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 14 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Le permissionnaire est seul responsable de la stabilité et la sécurité de l'ensemble des aménagements autorisés par le présent arrêté. Il est tenu de les maintenir en bon état des fonctionnements en assurant l'entretien nécessaire afin que les installations soient toujours conformes aux conditions de l'autorisation.

#### **Article 16 : Publication et information des tiers**

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la Gironde, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Gironde.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans la mairie de Lege-Cap Ferret, pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité sera justifiée par un procès verbal du maire concerné.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de la Gironde, ainsi qu'à la mairie de la commune de Lege-Cap Ferret.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde pendant une durée d'au moins 1 an.

#### **Article 17 : Voies et délais de recours**

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai d'un an par les tiers dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

#### **Article 18 : Exécution**

- La Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,
- Le Sous-Préfet d'Arcachon,
- Le maire de la commune de Lège-Cap Ferret,
- Le chef du Service Interdépartemental de l'ONEMA,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Le commandant du groupement de Gendarmerie de la Gironde

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Fait à Bordeaux, le 7 NOV. 2011

LE PREFET

Isabelle DILHAC

Isabelle DILHAC

PREFECTURE DE LA GIRONDE

DIRECTION DES AFFAIRES  
JURIDIQUES ET DES LIBERTÉS  
PUBLIQUES

Bureau des Élections, des  
Consultations et Enquêtes d'Utilité  
Publique

ARRETE DU 26.07.2010

---

**COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX**

**Tramway de l'agglomération bordelaise**

**Communes de BASSENS, BORDEAUX,  
LORMONT, CARBON-BLANC  
et MERIGNAC**

**création de deux parcs relais à Mérignac et  
Bordeaux et modification de la ligne A à  
Lormont**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 et suivants et R 11-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2005 déclarant d'utilité publique le projet de création de deux parcs relais à Mérignac et Bordeaux et de modification de la ligne A à Lormont du tramway de l'agglomération bordelaise sur le territoire des communes de BASSENS, BORDEAUX, LORMONT, CARBON-BLANC et MERIGNAC,

VU la délibération du Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine de Bordeaux n° 2010/0444 en date du 25 juin 2010 constatant que les acquisitions de terrains nécessaires n'ont pu toutes être réalisées à ce jour,

VU la lettre de M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux en date du 20 juillet 2010 demandant de proroger la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique pour une période de cinq ans,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.

## **ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Est reportée au 7 septembre 2015, la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

**ARTICLE 2** - Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux,

MM. les Maires de BASSENS, BORDEAUX, CARBON-BLANC, LORMONT et MERIGNAC,

M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2010

**Le Préfet,**

Pour le Préfet,

Le Secrétaire général par intérim

Thibault de LA HAYE JOUSSELIN

PREFET DE LA GIRONDE

PREFECTURE DE LA GIRONDE

ARRETE DU 18.11.2010

DIRECTION DES AFFAIRES  
JURIDIQUES ET DES LIBERTÉS  
PUBLIQUES

Bureau des Élections, des Consultations et  
Enquêtes d'Utilité Publique

---

**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 137**

**Aménagement de sécurité entre La Garosse et la limite  
de la Charente-Maritime sur le territoire des communes  
de BERSON, CARS, SAINT-PAUL, CARTELEGUE,  
ETAULIERS, SAINT-CAPRAIS-DE-BLAYE, SAINT-  
PALAIS et PLEINE-SELVE**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 et suivants et R 11-1 et suivants,

**VU** l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 déclarant d'utilité publique au profit de l'ÉTAT le projet d'aménagement de sécurité entre la Garosse et la limite de la Charente-Maritime sur le territoire des communes de BERSON, CARS, SAINT-PAUL, CARTELEGUE, ETAULIERS, SAINT-CAPRAIS-DE-BLAYE, SAINT-PALAIS et PLEINE-SELVE et la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols valant plans locaux d'urbanisme des communes d'ETAULIERS, BERSON et CARS avec les travaux,

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2005 portant constatation du transfert de routes nationales dans le réseau départemental,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Gironde en date du 6 juin 2006 attribuant le numéro RD 137 à l'ancienne RN 137 et le numéro RD 737 à l'actuelle RD 137,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Gironde n° 2010.1355 CP en date du 15 octobre 2010 constatant que les acquisitions de terrains nécessaires n'ont pu toutes être réalisées à ce jour,



**VU** la lettre de M. le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 4 novembre 2010 demandant de proroger, pour une nouvelle période de cinq ans, la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.

## **ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Est reportée au 30 décembre 2015, la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

**ARTICLE 2** - Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,

M. le Président du Conseil Général,

M. le Sous-Préfet de BLAYE,

MM. les Maires de BERSON, CARS, SAINT-PAUL, CARTELEGUE, ETAULIERS, SAINT-CAPRAIS-DE-BLAYE, SAINT-PALAIS et PLEINE-SELVE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 18 novembre 2010

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Signé : Isabelle DILHAC

## PRÉFET DE LA GIRONDE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES**

**ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**

Bureau des Élections, des Consultations  
et Enquêtes d'Utilité Publique

**ARRETE DU 24.12.2010**

---

### **DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

#### **ROUTE DEPARTEMENTALE N° 209**

#### **Aménagement entre Bordeaux et Macau sur le territoire des communes de BLANQUEFORT, PAREMPUYRE, LUDON-MEDOC et MACAU**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 et suivants et R 11-1 et suivants,

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 février 2006 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la RD 209 entre Bordeaux et Macau sur le territoire des communes de BLANQUEFORT, PAREMPUYRE, LUDON-MEDOC et MACAU et la mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols valant Plans Locaux d'Urbanisme de la Communauté Urbaine de Bordeaux et des communes de Ludon-Médoc et de Macau,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Gironde n° 2010.1813.CP en date du 26 novembre 2010 constatant que les acquisitions de terrains nécessaires n'ont pu toutes être réalisées à ce jour,

**VU** la lettre de M. le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 17 décembre 2010 demandant de proroger, pour une nouvelle période de cinq ans, la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** - Est reportée au 6 février 2016, la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

**ARTICLE 2** - Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,  
M. le Président du Conseil Général,  
M. le Sous-Préfet de LEPARRE-MEDOC,  
M. le Maire de BLANQUEFORT,  
Mme le Maire de PAREMPUYRE,  
M. le Maire de LUDON-MEDOC,  
Mme le Maire de MACAU,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 24 décembre 2010

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

## PRÉFET DE LA GIRONDE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**  
**DIRECTION DES AFFAIRES**  
**JURIDIQUES**  
**ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**  
Bureau des Élections, des Consultations  
et Enquêtes d'Utilité Publique

**ARRETE DU 03.03.2011**

---

### **DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

### **ROUTE DEPARTEMENTALE N° 18**

### **AMÉNAGEMENT DE LA DÉVIATION DE GALGON SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE GALGON**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE**  
**PRÉFET DE LA GIRONDE**  
**COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 et suivants et R 11-1 et suivants,

**VU** l'arrêté préfectoral du 15 juin 2006 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la RD 18 – Déviation de Galgon – sur le territoire de la commune de GALGON, valant déclassement d'une partie de la RD 18 et des voies latérales réalisées dans le cadre du projet et classement dans la voirie communale.

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Gironde n° 2011.304.CP en date du 11 février 2011 constatant que les acquisitions de terrains nécessaires n'ont pu toutes être réalisées à ce jour,

**VU** la lettre de M. le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 24 février 2011 demandant de proroger, pour une nouvelle période de cinq ans, la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.

## **ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Est reportée au 15 juin 2016 la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

**ARTICLE 2** - Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,  
M. le Président du Conseil Général,  
M. le Sous-Préfet de LIBOURNE,  
M. le Maire de GALGON,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 3 mars 2011

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**  
**DIRECTION DES AFFAIRES**  
**JURIDIQUES**  
**ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**  
Bureau des Élections, des Consultations  
et Enquêtes d'Utilité Publique

**ARRETE DU 03.03.2011**

---

**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 18 / 121**

**AMÉNAGEMENT ENTRE GÉNISSAC ET GRÉZILLAC  
SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE GÉNISSAC,  
MOULON ET GREZILLAC**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE**  
**PRÉFET DE LA GIRONDE**  
**COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 et suivants et R 11-1 et suivants,

**VU** l'arrêté préfectoral du 17 mai 2006 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement des RD 18 et 121 entre Génissac et Grézillac sur le territoire des communes de GÉNISSAC, MOULON et GREZILLAC et mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols de la commune de MOULON et du Plan d'Occupation des Sols valant Plan Local d'Urbanisme de la commune de GÉNISSAC,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Gironde n° 2011.306.CP en date du 11 février 2011 constatant que les acquisitions de terrains nécessaires n'ont pu toutes être réalisées à ce jour,

**VU** la lettre de M. le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 24 février 2011 demandant de proroger, pour une nouvelle période de cinq ans, la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.

## **ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Est reportée au 17 mai 2016 la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

**ARTICLE 2** - Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,  
M. le Président du Conseil Général,  
M. le Sous-Préfet de LIBOURNE,  
M. le Maire de MOULON,  
M. le Maire de GENISSAC,  
M. le Maire de GREZILLAC,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 3 mars 2011

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**  
**DIRECTION DES AFFAIRES**  
**JURIDIQUES**  
**ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**  
Bureau des Élections, des Consultations  
et Enquêtes d'Utilité Publique

**ARRETE DU 03.03.2011**

---

**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 230**

**AMÉNAGEMENT DE SÉCURITÉ**  
**RECALIBRAGE ET RECONQUÊTE D'ACCOTEMENTS**  
**ENTRE SAUVETERRE-DE-GUYENNE ET MONSÉGUR**  
**SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE SAUVETERRE-DE-**  
**GUYENNE, SAINT-MARTIN-DU-PUY, CAUMONT,**  
**CASTELMORON D'ALBRET, RIMONS, COUTURES ET LE PUY**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE**  
**PRÉFET DE LA GIRONDE**  
**COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 et suivants et R 11-1 et suivants,

**VU** l'arrêté préfectoral du 21 mars 2006 déclarant d'utilité publique le projet de recalibrage et de reconquête d'accotements de la RD 230 entre Sauveterre-de-Guyenne et Monségur sur le territoire des communes de Sauveterre-de-Guyenne, Saint-Martin-du-Puy, Caumont, Castelmoron d'Albret, Rimons, Coutures et Le Puy et de mise en compatibilité du Plan d'Occupation des Sols valant Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sauveterre-de-Guyenne,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Gironde n° 2011.305.CP en date du 11 février 2011 constatant que les acquisitions de terrains nécessaires n'ont pu toutes être réalisées à ce jour,

**VU** la lettre de M. le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 24 février 2011 demandant de proroger, pour une nouvelle période de cinq ans, la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.



## **ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Est reportée au 21 mars 2016 la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

**ARTICLE 2** - Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,  
M. le Président du Conseil Général,  
Mme la Sous-Préfète de LANGON,  
M. le Maire de SAUVETERRE-DE-GUYENNE,  
M. le Maire de SAINT-MARTIN-DU-PUY,  
M. le Maire de CAUMONT,  
M. le Maire de CASTELMORON D'ALBRET,  
M. le Maire de RIMONS,  
M. le Maire de COUTURES,  
M. le Maire de LE PUY,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 3 mars 2011

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**  
**DIRECTION DES AFFAIRES**  
**JURIDIQUES**  
**ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**  
Bureau des Élections, des Consultations  
et Enquêtes d'Utilité Publique

**ARRETE DU 28.06.2011**

---

**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 241<sup>E3</sup>**

**Commune de TRESSES**

**Aménagements de chaussée et de deux carrefours giratoires  
entre les PR 1 + 908 et 3 + 828**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 et suivants et R 11-1 et suivants,

**VU** l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2006 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de chaussée et de deux carrefours giratoires de la RD 241<sup>E3</sup> sur le territoire de la commune de TRESSES,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Gironde n° 2011.745.CP en date du 16 mai 2011 constatant que les acquisitions de terrains nécessaires n'ont pu toutes être réalisées à ce jour,

**VU** la lettre de M. le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 20 juin 2011 demandant de proroger, pour une nouvelle période de cinq ans, la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Est reportée au 25 septembre 2016, la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

**ARTICLE 2** - Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,  
M. le Président du Conseil Général de la Gironde,  
M. le Maire de TRESSES,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 28 juin 2011

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

PRÉFET DE LA GIRONDE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**  
**DIRECTION DES AFFAIRES**  
**JURIDIQUES**  
**ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**  
Bureau des Élections, des Consultations  
et Enquêtes d'Utilité Publique

**ARRETE DU 28.06.2011**

---

**DEPARTEMENT DE LA GIRONDE**

**ROUTE DEPARTEMENTALE N° 10**

**Liaison routière avec la RD 1089**

**Communes de ABZAC et de COUTRAS**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE**  
**PRÉFET DE LA GIRONDE**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 et suivants et R 11-1 et suivants,

**VU** l'arrêté préfectoral du 7 Juillet 2006 déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la liaison routière entre la RD 1089 et la RD 10 sur le territoire des communes de ABZAC et de COUTRAS,

**VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Gironde n° 2011.744.CP en date du 16 mai 2011 constatant que les acquisitions de terrains nécessaires n'ont pu toutes être réalisées à ce jour,

**VU** la lettre de M. le Président du Conseil Général de la Gironde en date du 20 juin 2011 demandant de proroger, pour une nouvelle période de cinq ans, la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Est reportée au 7 juillet 2016, la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

**ARTICLE 2** - Mme la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde,  
M. le Président du Conseil Général,  
M. le Sous-Préfet de LIBOURNE,  
M. le Maire de ABZAC,  
Madame le Maire de COUTRAS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 28 juin 2011

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC

PREFET DE LA GIRONDE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

Bureau des Élections, des Consultations

et Enquêtes d'Utilité Publique

**ARRETE DU 18.11.2011**

---

**COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX**

**COMMUNE DE PESSAC**

**AMÉNAGEMENT D'UNE LIAISON CYCLABLE ENTRE LE DOMAINE  
UNIVERSITAIRE ET LA LIMITE DE COMMUNE DE CESTAS**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L 11-1 et suivants et R 11-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 2007 déclarant d'utilité publique le projet de d'aménagement d'une liaison cyclable entre le Domaine Universitaire et la limite de commune de Cestas sur le territoire de la commune de PESSAC et mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Communauté Urbaine de Bordeaux avec les travaux,

VU la délibération du Conseil de Communauté en date du 14 octobre 2011 constatant que les acquisitions de terrains nécessaires n'ont pu toutes être réalisées à ce jour,

VU la lettre de M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux en date du 7 novembre 2011 demandant de proroger la validité de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique pour une période de cinq ans

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER** - Est reportée au 22 janvier 2017, la date d'expiration de la déclaration d'utilité publique relative au projet susvisé.

**ARTICLE 2** - Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,

M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux,

M. le Maire de PESSAC,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et dont copie sera adressée à M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer.

Fait à Bordeaux, le 18 novembre 2011

**Le Préfet,**  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,

Isabelle DILHAC



PREFET DE LA GIRONDE

**PREFECTURE DE LA GIRONDE**  
**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES**  
**ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES**

Bureau des Élections, des Consultations  
et Enquêtes d'Utilité Publique

**ARRETE DU 30 novembre 2011**

---

**COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX**

**COMMUNES DE BORDEAUX, LE BOUSCAT, BRUGES,  
EYSINES ET LE HAILLAN**

**CRÉATION DE LA LIGNE D DU TRAMWAY  
DE L'AGGLOMÉRATION BORDELAISE**

**ET MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME  
DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX**

---

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE**  
**PRÉFET DE LA GIRONDE**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

**VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-16 et R 123-23 relatifs à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme,

**VU** le code de l'environnement,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Communauté Urbaine de Bordeaux approuvé par délibération du Conseil de Communauté n° 2006/0535 en date du 21 juillet 2006,

**VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 2009/0449 du 10 juillet 2009 par laquelle la Communauté Urbaine de Bordeaux a approuvé le bilan de la concertation portant sur le développement des transports en commun de l'agglomération bordelaise,

**VU** le procès-verbal de la réunion du 4 mai 2011 concernant l'examen conjoint du projet qui nécessite la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Communauté Urbaine de Bordeaux,

**VU** les dossiers et l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de création de la ligne D du tramway de l'agglomération bordelaise sur le territoire des communes de BORDEAUX, LE BOUSCAT, BRUGES, EYSINES et LE HAILLAN et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Communauté Urbaine de Bordeaux,



**VU** l'avis favorable émis par la commission d'enquête en date du 15 septembre 2011 à la déclaration d'utilité publique de l'opération envisagée, assorti de recommandations et à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Communauté Urbaine de Bordeaux,

**VU** la lettre en date du 19 septembre 2011 de la Direction des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques de la Préfecture de la Gironde sollicitant l'avis du Conseil de Communauté de la Communauté Urbaine de Bordeaux sur le procès-verbal de réunion de l'examen conjoint, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête ainsi que sur le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, dans le délai de deux mois et précisant que passé ce délai, cet avis sera réputé favorable,

**VU** la délibération du Conseil de Communauté en date du 14 octobre 2011 n° 2011/0746 émettant un avis favorable sur le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, ainsi que sur le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint relative à l'opération,

**VU** la délibération du Conseil de Communauté en date du 25 novembre 2011 n° 2011/0792 confirmant par une déclaration de projet que l'opération en cause présente un caractère d'intérêt général,

**VU** le document établi le 25 novembre 2011 par le Maître d'Ouvrage présentant l'exposé des motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet,

**VU** le rapport de M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux en réponse aux observations formulées lors de l'enquête et aux recommandations émises par la commission d'enquête,

**VU** la lettre de M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux en date du 29 novembre 2011 sollicitant la prise de l'arrêté de déclaration d'utilité publique,

**VU** le plan général des travaux qui restera annexé au présent arrêté,

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde.

## **A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - Sont déclarés **d'utilité publique** au profit de la **COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX**, les travaux nécessaires à la création de la ligne D du tramway de l'agglomération bordelaise sur le territoire des communes de BORDEAUX, LE BOUSCAT, BRUGES, EYSINES et LE HAILLAN conformément au plan annexé au présent arrêté.

**ARTICLE 2** – **LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX** est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté, les immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération envisagée telle qu'elle résulte du plan ci-annexé.

Les emprises expropriées nécessaires à la réalisation du projet et appartenant à des copropriétés seront retirées de la propriété initiale conformément à l'article L 11-5-1 du code de l'expropriation.

**ARTICLE 3** - **La déclaration d'utilité publique** des travaux visés à l'article 1er **emporte** approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme de la Communauté Urbaine de Bordeaux, conformément aux documents joints en annexe.

**ARTICLE 4** – Conformément à l'article R 123-25 du code de l'urbanisme, le dossier est consultable à la Préfecture de la Gironde (Direction des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques – Bureau des Élections, des Consultations et Enquête d'Utilité Publique – Esplanade Charles de Gaulle – 33077 BORDEAUX CEDEX).

**ARTICLE 5** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde et affiché pendant un mois à la Communauté Urbaine de Bordeaux et dans les mairies de BORDEAUX, LE BOUSCAT, BRUGES, EYSINES et LE HAILLAN.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

**ARTICLE 6** – Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux dans le délai de deux mois courant à compter des mesures de publicité.

**ARTICLE 7** :-

- Mme. la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux,
- Mmes et MM. les Maires des communes concernées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

**Le Préfet,**

Patrick STEFANINI

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

CABINET DU PREFET

Arrêté du **15 NOV. 2011**

***ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION DU COMITE OPERATIONNEL  
DEPARTEMENTAL ANTIFRAUDES DE LA GIRONDE***

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatifs aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2008-371 du 18 avril 2008 modifié relatif à la coordination de la lutte contre les fraudes et créant une délégation nationale à la lutte contre la fraude ;

VU la circulaire NOR IOCA 1128557C du 18 octobre 2011 relative à la levée du secret professionnel et participation des services de l'Etat à la lutte contre les fraudes aux prestations sociales ;

VU l'arrêté du 06 mars 2009 modifié portant création du comité local de lutte contre la fraude ;

VU l'arrêté du 25 mars 2010 fixant la composition dans chaque département des comités de lutte contre la fraude ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Gironde ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE PREMIER** - Siègent au sein du comité local de lutte contre la fraude, coprésidé par le Préfet et le Procureur de la République du chef lieu du département ou leurs représentants :

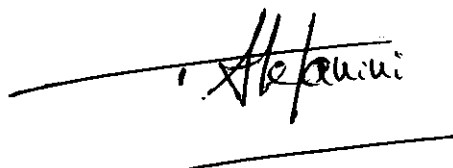
- Les procureurs de la République du département ou leurs représentants ;
- Le référent fraude documentaire de la préfecture de la Gironde ;
- Les membres du groupe de référents départementaux de lutte contre la fraude à l'identité ;
- Les chefs de services préfectoraux compétents en matière de lutte contre la fraude ;
- Les directeurs départementaux des Territoires et de la Mer, de la Protection des Populations et de la Cohésion Sociale ;
- Les autorités compétentes de la police nationale ;
- Les autorités compétentes de la gendarmerie nationale ;
- Les autorités compétentes de la direction générale des finances publiques ;
- Les autorités compétentes de la direction générale des douanes et droits indirects ;
- Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant ;
- Les directeurs des organismes locaux de sécurité sociale du régime général, du régime social des indépendants et du régime agricole ou leurs représentants ;
- Un responsable coordonnateur désigné par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés ;
- Le directeur régional de Pôle emploi ou son représentant.

**ARTICLE 2 -** Le présent arrêté modifie l'arrêté du 19 mai 2010 fixant la composition du comité local de lutte contre la fraude de la Gironde.

**ARTICLE 3 -** Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 15 NOV. 2011

LE PRÉFET,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Patrick Stefanini', is written over a horizontal line.

**Patrick STEFANINI**

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale  
de la Cohésion Sociale

**AGREMENT DES GROUPEMENTS SPORTIFS**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DE MERITE

ARRETE du 8 novembre 2011

VU Le code du sport, articles R121-1 à R121-6.

SUR PROPOSITION De Mme la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde;

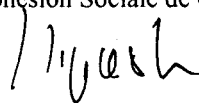
**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - les associations figurant sur la liste ci-dessous sont agréées

<u>Associations</u>	<u>Fédération d'affiliation</u>	<u>N° agrément</u>
SAINT ANDRE DE CUBZAC BADMINTON M Patrick LEROY Mairie place Raoul Larche 33240 ST ANDRE DE CUBZAC	Fédération Française de Badminton	33S11022
ECOLE DE KARATE BORDELAISE Mme Stéphanie VOLIOTIS 1 rue des marguerites 33700 MERIGNAC	Fédération Française de Karaté et DA	33S11023
LARUSCADE EN TENNIS M Jean-Baptiste SALLES 106 Le Bourg 33620 LARUSCADE	Fédération Française de Tennis	33S11024
ECOLE DE YOSHIKENDO Mme Christine DULUC 5 rond-point de Fukuoka app15 bât B 33300 BORDEAUX	Fédération Française EPMM	33S11025

**ARTICLE 2** - Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 novembre 2011  
P/le Préfet et par délégation,  
La Directrice Départementale  
de la Cohésion Sociale de Gironde



Paule LAGRASTA

PRÉFET DE LA REGION AQUITAINE

direction  
régionale  
de l'Environnement,  
de l'Aménagement et  
du Logement  
Aquitaine



division  
Habitat,  
Urbanisme,  
Europe

**ARRÊTÉ**  
**Portant renouvellement de la composition**  
**du Comité Régional de l'Habitat**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE**  
**PREFET DE LA GIRONDE**  
**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**  
**OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L 364-1,

VU la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée, tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière, et notamment ses article 41 bis et 41 ter,

VU la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 modifiée, visant à la mise en œuvre du droit au logement et, notamment son article 4,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain et, notamment son article 200,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et, notamment son article 61,

VU le décret n° 2005-260 du 23 mars 2005 relatif au Comité Régional de l'Habitat,

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

La composition du Comité Régional de l'Habitat est renouvelée en région Aquitaine. Il est présidé par le Préfet de Région ou son représentant. Son secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

## ARTICLE 2 :

Les Préfets de département, ou leur représentant, assistent de droit, avec voix consultative aux séances du Comité Régional de l'Habitat.

Le Comité Régional de l'Habitat se réunit au moins une fois par an sur convocation de son président.

Les membres du comité sont répartis en trois collèges :

### 1. Un collège de représentants des collectivités territoriales et de leurs groupement, composé de :

- M. le Président du Conseil Régional d'Aquitaine ou son représentant,
- MM. les Présidents des Conseils Généraux de la Dordogne, de la Gironde, des Landes, de Lot-et-garonne et des Pyrénées-Atlantiques, ou leur représentant,
- M. le Président de la Communauté Urbaine de Bordeaux ou son représentant,
- MM. les Présidents des communautés d'agglomération de Périgueux, Agen, Pau-Pyrénées, Mont-de-Marsan, Côte Basque - Adour et du Bassin d'Arcachon Sud.

### 2. Un collège de professionnels intervenant dans les domaines du logement, de l'immobilier, de la construction ou de la mise en œuvre des moyens financiers correspondants

Les catégories de professionnels représentés et le nombre de sièges à pourvoir sont fixés comme suit :

- |  |             |
|--|-------------|
| ▪ AROSHA (Association Régionale des Organismes Sociaux pour l'Habitat en Aquitaine)  | 1 titulaire |
| ▪ FEPLA (Fédération des entreprises publiques locales d'Aquitaine)   | 1 titulaire |
| ▪ URPACT Aquitaine (Union Régionale pour la Protection, l'Amélioration, la Conservation et la Transformation de l'Habitat) | 1 titulaire |
| ▪ FNAIM (Fédération Nationale des Agents Immobiliers)  | 1 titulaire |
| ▪ FNPC (Fédération Nationale des Promoteurs Constructeurs)   | 1 titulaire |
| ▪ SNAL (Syndicat National des professionnels de l'Aménagement et du Lotissement)   | 1 titulaire |
| ▪ FRB (Fédération Régionale des Entreprises du Bâtiment)   | 1 titulaire |
| ▪ CAPEB (Confédération Artisanale des Petites Entreprises du Bâtiment)   | 1 titulaire |
| ▪ CDC (Caisse des Dépôts et Consignations)   | 1 titulaire |
| ▪ Action logement  | 1 titulaire |
| ▪ Crédit Immobilier du Sud-Ouest   | 1 titulaire |
| ▪ Les CAF Aquitaine (Caisses d'Allocations Familiales)   | 1 titulaire |

### 3. Un collège de représentants d'organisations d'usagers, de bailleurs privés, d'associations d'insertion et de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement, des partenaires sociaux associés à la gestion de la participation des employeurs à l'effort de construction et de personnes qualifiées

Les catégories d'organismes et personnes qualifiés représentés et le nombre de sièges à pourvoir sont fixés comme suit :

- |   |              |
|---|--------------|
| ▪ CNL (Commission Nationale du Logement Aquitaine)  | 1 titulaire  |
| ▪ URAF (Union Régionale des Associations Familiales d'Aquitaine)  | 1 titulaire  |
| ▪ UNPI Aquitaine (Union Nationale de la Propriété Immobilière)  | 1 titulaire  |
| ▪ FNARS Aquitaine (Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de réadaptation Sociale)            | 1 titulaire  |
| ▪ Association EMMAÛS  | 1 titulaire  |
| ▪ ADAV 33 (Association des Amis des Voyageurs de la Gironde)  | 1 titulaire  |
| ▪ Association des Paralysés de France   | 1 titulaire  |
| ▪ Partenaires sociaux associés à la gestion de la participation des employeurs à l'effort de construction | 2 titulaires |

- M. Maurice GOZE (Directeur de l'Institut d'Aménagement, du Tourisme et de l'Urbanisme) 1 titulaire
- Mme Muriel BOULMIER (Directrice générale du groupe Ciliopée Habitat) 1 titulaire
- M. Denis VAULTIER (Président de la commission DALO de la Gironde) 1 titulaire
- M. Michel BLANCHARD (Président du groupe d'appui national 115) 1 titulaire
- Les ADIL (Associations Départementales d'Informations pour le logement) 1 titulaire

#### **ARTICLE 3 :**

Au sein des 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> collèges, les catégories de professionnels, associations et organismes identifiés ci-dessus procèderont à la désignation de leur représentant titulaire dans la limite du nombre de postes qui leur est attribué.

Les suppléants seront désignés en nombre égal et dans les mêmes conditions que les titulaires.

#### **ARTICLE 4 :**

Le mandat des membres est d'une durée de six ans. Il peut être renouvelé.

Il prend fin si son titulaire perd la qualité au titre de laquelle il est désigné. Celui ci est alors remplacé pour la durée du mandat restant à courir.

#### **ARTICLE 5 :**

Le Comité Régional de l'Habitat crée en son sein un bureau comprenant au moins, outre le président ou son représentant, deux membres de chacun des collèges. Des suppléants sont désignés dans les mêmes conditions que les titulaires. Le bureau organise les travaux du comité et des commissions, et propose au comité un règlement intérieur. Le bureau rend compte de son activité au comité.

#### **ARTICLE 6 :**

Le Comité Régional de l'Habitat peut créer en son sein des commissions spécialisées. Il en fixe les attributions, la durée, la composition et les règles de fonctionnement. Chaque commission, présidée par le Préfet de région ou son représentant, comprend au moins deux membres de chacun des collèges. Le comité régional de l'habitat ou chacune de ses commissions, sur invitation de son président, peut entendre des personnes qualifiées extérieures au comité régional de l'habitat ou les associer à ses travaux.

#### **ARTICLE 7 :**


Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2005 créant le Comité régional de l'habitat.

#### **ARTICLE 8 :**

Madame la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine et du département de la Gironde .

Fait à Bordeaux, le 03 NOV. 2011

Le Préfet de Région,





## PREFET DE LA REGION AQUITAINE

Direction Régionale de la  
Jeunesse, des Sports et de la  
Cohésion Sociale d'Aquitaine  
7, boulevard Jacques Chaban Delmas  
33525 Bruges cédex

### ARRETE

portant agrément de l'Association Interventions Sociales et Conseils Interentreprises des Pays de l'Adour au titre de l'article L365-3 du code de la construction et de l'habitation

Le Préfet de la Région Aquitaine,

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

VU le décret n° 2009-1684 du 30 décembre 2009 relatif aux agréments des organismes exerçant des activités en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées

VU la circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées

VU la demande d'agrément en ingénierie sociale, financière et technique présentée le 5 octobre 2011 par le représentant légal de l'Association Interventions Sociales et Conseils Interentreprises des Pays de l'Adour

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 octobre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Roussel, directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Aquitaine par intérim

SUR la proposition du Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale par intérim

### ARRETE

#### Article 1<sup>er</sup>

L'Association Interventions Sociales et Conseils Interentreprises des Pays de l'Adour, sise (siège social) 3 rue du Général Bourbaki 64 100 Bayonne, est agréée pour les activités d'ingénierie sociale, financière et technique suivantes :

- l'accueil, le conseil, l'assistance administrative et financière, juridique et technique des personnes physiques, propriétaires ou locataires, dont les revenus sont inférieurs à un montant fixé par voie réglementaire, en vue de l'amélioration de leur logement ou de l'adaptation de celui-ci au handicap et au vieillissement
- l'accompagnement social effectué pour faciliter l'accès ou le maintien dans le logement, réalisé principalement dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées. Cet accompagnement consiste notamment en :

- l'aide à la définition d'un projet de logement adapté aux besoins et aux ressources des personnes concernées ;
  - l'aide à l'installation dans un logement par l'assistance à l'ouverture des droits, la mobilisation des aides financières existantes, l'aide à l'appropriation du logement et, le cas échéant, l'assistance à la réalisation des travaux nécessaires pour conférer au logement un caractère décent ;
  - l'aide au maintien dans les lieux, notamment par l'apport d'un soutien dans la gestion du budget, l'entretien du logement et la bonne insertion des occupants dans leur environnement.
- l'assistance aux personnes qui forment un recours amiable devant la commission de médiation ou un recours contentieux devant le tribunal administratif aux fins de reconnaissance du droit au logement opposable ;
- la recherche de logements en vue de leur location à des personnes défavorisées ;
  - la participation aux réunions des commissions d'attribution des organismes d'habitations à loyer modéré mentionnée à l'article L.441-2 ;

## **Article 2**

L'agrément est accordé pour une durée de cinq ans renouvelable dans les départements des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

## **Article 3**

L'Association Interventions Sociales et Conseils Interentreprises des Pays de l'Adour est tenue d'adresser annuellement au Préfet de Région un compte rendu des activités concernées ainsi que ses comptes financiers.

Il doit lui notifier sans délai toute modification statutaire.

## **Article 4**

Le Préfet de Région peut à tout moment contrôler les conditions d'exercice de l'activité de l'organisme.

L'agrément peut être retiré à tout moment par le Préfet de Région si l'organisme ne satisfait plus aux conditions de délivrance de l'agrément ou s'il est constaté un manquement grave ou répété à ses obligations. Le retrait est prononcé après avoir mis les dirigeants de l'organisme en mesure de présenter leurs observations.

## **Article 5**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

## Article 6

La Secrétaire Générale aux Affaires Régionales et le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale par intérim sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Bordeaux, le **- 8 DEC. 2011**

Pour le Préfet et par délégation,  
le directeur régional de la jeunesse,  
des sports et de la cohésion sociale  
d'Aquitaine par intérim



Frédéric ROUSSEL

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

DIRECTION  
INTERREGIONALE DE LA  
MER SUD-ATLANTIQUE

Arrêté du 30 novembre 2011

Division économie et  
formation

---

*rendant obligatoire pour l'année 2011 et 2012 la délibération  
n°2011-01 du 26 avril 2011 du comité régional des pêches  
maritimes et des élevages marins d'Aquitaine portant création et  
fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche des  
palourdes et des coques sur les gisements du bassin d'Arcachon*

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le règlement CE n°850/98 du conseil du 30 mars 1998 modifié visant à la conservation des ressources de pêche par le biais de mesures techniques de protection des juvéniles d'organismes marins ;
- VU le règlement CE n°2371/2002 du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ;
- VU le code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 69-576 du 12 juin 1969 relatif au classement des gisements naturels de coquillages et à l'exercice de la pêche sur ces gisements ;
- VU le décret n° 86-53 du 3 janvier 1986 portant création de la réserve naturelle du banc d'Arguin (Gironde) et fixant le principe d'une zone de protection intégrale ;
- VU le décret n° 89-273 du 26 avril 1989 modifié portant application du décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime en ce qui concerne la première mise en marché des produits de la pêche maritime et les règles relatives aux communications d'informations statistiques ;
- VU le décret n° 90-94 du 25 janvier 1990 modifié pris pour l'application du titre II et du titre IV du livre IX du code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU l'arrêté ministériel du 25 juillet 1994 modifié fixant les règles de la purification et de l'expédition des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 septembre 1993 modifié portant création d'une licence pour la pêche des coquillages dans les eaux sous souveraineté ou juridiction française ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 juillet 1996 modifié fixant les critères sanitaires auxquels doivent satisfaire les coquillages vivants destinés à la consommation humaine immédiate ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 juillet 2009 portant approbation d'une délibération du comité national des pêches maritimes et des élevages marins relative aux conditions d'attribution de la licence de pêche des coquillages, excepté la coquille Saint – Jacques, sur les gisements délimités du littoral français ;
- VU l'arrêté préfectoral n°107/97 du 1er avril 1997 portant classement du point de vue administratif des gisements de palourdes et de coques du bassin d'Arcachon et fixant les conditions d'exercice de la pêche sur ces gisements ;

## PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

- VU** l'arrêté préfectoral du 9 avril 2008 portant modification de l'arrêté n°198/99 du 27 août 1999 relatif à la fermeture de certains gisements de palourdes du bassin d'Arcachon et complétant l'arrêté n°107/97 du 1er avril portant classement du point de vue administratif des gisements de palourdes et de coques du bassin d'Arcachon et fixant les conditions d'exercice de la pêche sur ces gisements
- VU** l'arrêté du préfet de la Région Aquitaine du 2 mai 2011 donnant délégation de signature au directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique ;

**SUR PROPOSITION** du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,

### ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** – Est rendue obligatoire la délibération n° 2011-01 du 26 avril 2011 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine relative à la création et fixant les conditions d'attribution de la licence de pêche des palourdes et des coques sur les gisements du bassin d'Arcachon pour 2011 et 2012.

**ARTICLE 2** - Le directeur interrégional de la mer Sud-atlantique et le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 30 novembre 2011

Pour le Préfet de région et par délégation,

Le chef de la division économie et formation

Olivier LALLEMAND

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction  
départementale des  
territoires et de la  
mer de la Gironde

ARRETE du

01 DEC. 2011

Service Délégation à  
la mer et au littoral

*relatif à la clôture des listes de candidats à l'élection des membres du conseil  
du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de Gironde*

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 92-376 modifié du 1<sup>er</sup> avril 1992 fixant les modalités d'organisation et de tenue des opérations électorales prévues à l'article L 912-5 du code rural et de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU l'arrêté du 5 juillet 2011 fixant le jour du scrutin pour les élections générales aux conseils des comités départementaux, interdépartementaux et régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU l'arrêté du 5 juillet 2011 modifié fixant la liste des comités départementaux ou interdépartementaux, leur siège et leur ressort territorial ainsi que le nombre de membres de leur conseil ;
- VU l'arrêté du 7 septembre 2011 fixant le ressort territorial, le siège des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que le nombre des membres de leur conseil ;
- VU l'arrêté du préfet de la région Aquitaine, Préfet de la Gironde du 13 septembre 2011 instituant la commission électorale du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de la Gironde ;

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – Le présent arrêté porte clôture des listes de candidats à l'élection des membres du conseil du comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de Gironde.

**ARTICLE 2** -Les listes de candidats seront affichés dans les services de la DDTM à Arcachon ainsi que dans les sièges des comités locaux des pêches d'Arcachon et de Bordeaux.

**ARTICLE 3** -Le directeur de cabinet du Préfet de la Gironde, le directeur des territoires et de la mer de la Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 11/12/2011

Pour le préfet et par-délégation

Le directeur adjoint,  
délégué à la mer et au littoral de la Gironde,  
Éric Mévellec

**Pour publication au recueil des actes administratifs :**

Préfecture de la Gironde

**Pour ampliation :**

SGAR Aquitaine

Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture

comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine

Comité des pêches maritimes et des élevages marins d'Arcachon

Comité des pêches maritimes et des élevages marins de Bordeaux

Direction interrégionale de la mer Sud Atlantique



---

***Portant clôture de la liste des candidats à l'élection des membres du conseil du  
comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code rural et de la pêche maritime ;
- VU** le décret n° 92-376 modifié du 1<sup>er</sup> avril 1992 fixant les modalités d'organisation et de tenue des opérations électorales prévues à l'article L 912-5 du code rural et de la pêche maritime;
- VU** le décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 juillet 2011 fixant le jour du scrutin pour les élections générales aux conseils des comités départementaux, interdépartementaux et régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 juillet 2011 modifié fixant la liste des comités départementaux ou interdépartementaux, leur siège et leur ressort territorial ainsi que le nombre de membres de leur conseil ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 septembre 2011 fixant le ressort territorial, le siège des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que le nombre des membres de leur conseil ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 2 mai 2011 donnant délégation de signature au directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 7 septembre 2011 portant organisation des élections au conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 24 octobre 2011 relatif à la clôture de la procédure d'établissement de la liste des électeurs appelés à voter le 12 janvier 2012 pour les élections professionnelles au conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine;

**SUR PROPOSITION** du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** - La liste des candidats à l'élection des membres du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine est arrêtée par collèges et par catégories conformément à la liste annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 2** – La liste des candidats est affichée,

-au siège de la commission électorale, à la direction interrégionale de la mer Sud-Atlantique 1-3, rue Fondaudège - CS 21227 33074 Bordeaux cedex,



- à l'antenne de Bayonne de la direction interrégionale de la mer Sud-Atlantique 6, Quai de Lesseps - BP 724 - 64107 Bayonne cedex.

**ARTICLE 3** -Le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique est chargé,de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantique.

Fait à Bordeaux, le 2 décembre 2011

Pour le préfet de région Aquitaine et par délégation

Olivier LALLEMAND

chef de la division économie et formation

## ANNEXE

### LISTE DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS EN VUE DU RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS D'AQUITAINE

#### 1/Collège des chefs d'entreprise de pêche maritime et d'élevage marins

##### a/Catégorie des chefs d'entreprise de pêche maritime embarqués

Liste présentée par le SNMPA- CGT et la FFSPM

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
LALANDE	FRANCK	BAUDRY	JEAN- MARIE
LAFARGUE	PATRICK	COURTIAU	PATRICK
VOLANT	DIDIER	LABROUSSE	JEAN-MICHEL
AZARETE	OLIVIER	MARTINEZ	DIDIER
CARRE	ANDRE	AUGE	MICHEL

##### b/Catégorie des chefs d'entreprise pêche maritime non embarqués

Liste présentée par l'UAPF

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
ZARZA	JEAN-MARIE	IGLESIAS LODEIRO	ALFONSO

##### c/Catégorie des chefs d'entreprise d'élevage marin

Liste présentée par la FFSPM

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
IUNG	BERTRAND	BERTET	JEAN-MARIE

##### d/Catégorie des chefs d'entreprise de pêche maritime à pied

Liste présentée par la FFSPM

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
VIVIER	VERONIQUE	LEGLISE	PHILIPPE

## 2/Collège des équipages et salariés des entreprises de pêche maritimes et d'élevage marins

Liste présentée par la FNSM CGT et la FFSPM

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
LARZABAL	SERGE	GONZALEZ	MICHEL
ELISSALDE	JEAN-YVES	GOSSELIN	FERNAND
CHABRERIE	PASCAL	BEREAU	FREDERIC
DUHAA	FRANCK	CHAUVEY	JEAN-LOUIS
CHAUCHET	JEAN-LUC	DUBERNET	CHRISTOPHE
ADAU	PAUL	ECHEVERRIA	RAYMOND
PINSOLLE	JULIEN	CHAMBOLLE	JASON
TIBINI	ALAIN	MATRAGLIA	FABIEN

### **Pour publication au recueil des actes administratifs :**

Préfecture de la Gironde  
Préfecture des Landes  
Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

### **Pour information :**

SGAR Aquitaine  
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture  
comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

ARRETE du 07.12.11

Direction  
interrégionale  
de la mer  
Sud-Atlantique

*Division économie et  
formation*

*Bureau des ressources  
durables  
réglementation et  
affaires économiques  
Aquitaine*

---

***Portant modification de l'arrêté du 2 décembre 2011 portant clôture de la liste  
des candidats à l'élection des membres du conseil du comité régional des  
pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code rural et de la pêche maritime ;
- VU** le décret n° 92-376 modifié du 1<sup>er</sup> avril 1992 fixant les modalités d'organisation et de tenue des opérations électorales prévues à l'article L 912-5 du code rural et de la pêche maritime;
- VU** le décret n° 2011-776 du 28 juin 2011 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que des comités régionaux, départementaux et interdépartementaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 juillet 2011 fixant le jour du scrutin pour les élections générales aux conseils des comités départementaux, interdépartementaux et régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ;
- VU** l'arrêté ministériel du 5 juillet 2011 modifié fixant la liste des comités départementaux ou interdépartementaux, leur siège et leur ressort territorial ainsi que le nombre de membres de leur conseil ;
- VU** l'arrêté ministériel du 7 septembre 2011 fixant le ressort territorial, le siège des comités régionaux des pêches maritimes et des élevages marins ainsi que le nombre des membres de leur conseil ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 2 mai 2011 donnant délégation de signature au directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 7 septembre 2011 portant organisation des élections au conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 24 octobre 2011 relatif à la clôture de la procédure d'établissement de la liste des électeurs appelés à voter le 12 janvier 2012 pour les élections professionnelles au conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Aquitaine du 2 décembre 2011 portant clôture de la liste des candidats à l'élection des membres du conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine ;

**SUR PROPOSITION** du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,

A R R Ê T E

**ARTICLE PREMIER** - La liste des candidats annexée à l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2011 susvisé est remplacée par la liste annexée au présent arrêté.

**ARTICLE 2** -Le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique est chargé,de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Gironde, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques.

Fait à Bordeaux, le 7 décembre 2011

Pour le préfet de région Aquitaine et par délégation

Olivier LALLEMAND

chef de la division économie et formation

## ANNEXE

### LISTE DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS EN VUE DU RENOUELEMENT DU CONSEIL DU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS D'AQUITAINE

#### 1/Collège des chefs d'entreprise de pêche maritime et d'élevage marins

##### a/Catégorie des chefs d'entreprise de pêche maritime embarqués

Liste présentée par le SNMPA- CGT et la FFSPM

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
LALANDE	FRANCK	BAUDRY	JEAN- MARIE
LAFARGUE	PATRICK	COURTIAU	PATRICK
VOLANT	DIDIER	LABROUSSE	JEAN-MICHEL
AZARETE	OLIVIER	MARTINEZ	DIDIER
CARRE	ANDRE	AUGE	MICHEL

##### b/Catégorie des chefs d'entreprise pêche maritime non embarqués

Liste présentée par l'UAPF

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
ZARZA	JEAN-MARIE	IGLESIAS LODEIRO	ALFONSO

##### c/Catégorie des chefs d'entreprise d'élevage marin

Liste présentée par la FFSPM

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
IUNG	BERTRAND	BERTET	JEAN-MARIE

Liste présentée par le SFAM

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
ABADIE	PIERRE		

**d/Catégorie des chefs d'entreprise de pêche maritime à pied**

Liste présentée par la FFSPM

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
VIVIER	VERONIQUE	LEGLISE	PHILIPPE

**2/Collège des équipages et salariés des entreprises de pêche maritimes et d'élevage marins**

Liste présentée par la FNSM CGT et la FFSPM

TITULAIRES		SUPPLÉANTS	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
LARZABAL	SERGE	GONZALEZ	MICHEL
ELISSALDE	JEAN-YVES	GOSSELIN	FERNAND
CHABRERIE	PASCAL	BEREAU	FREDERIC
DUHAA	FRANCK	CHAUVEY	JEAN-LOUIS
CHAUCHET	JEAN-LUC	DUBERNET	CHRISTOPHE
ADAU	PAUL	ECHEVERRIA	RAYMOND
PINSOLLE	JULIEN	CHAMBOLLE	JASON
TIBINI	ALAIN	MATRAGLIA	FABIEN

**Pour publication au recueil des actes administratifs :**

Préfecture de la Gironde  
Préfecture des Landes  
Préfecture des Pyrénées-Atlantiques

**Pour information :**

SGAR Aquitaine  
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture  
comité régional des pêches maritimes et des élevages marins d'Aquitaine

---

**ARRETE REJETANT LE TRANSFERT  
D'UNE OFFICINE DE PHARMACIE**

---

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.5125-3 à L.5125-18 et R.5125-1 à R.5125-24,
- VU** l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie,
- VU** la demande présentée par la SELARL Pharmacie VIOLET, dont le titulaire est Monsieur Vincent VIOLET, en vue d'obtenir une licence de transfert d'une officine de pharmacie du 143 cours de la Somme, 33800, BORDEAUX au Parc Richelieu, Bâtiment 9, rue Léon Jouhaux, 33800, BORDEAUX, demande déclarée complète à la date du 18 juillet 2011,
- VU** l'avis du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens en date du 21 septembre 2011,
- VU** l'avis de l'Union régionale des pharmacies d'Aquitaine reçu le 23 septembre 2011,
- VU** l'avis de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Gironde en date du 23 septembre 2011,
- VU** l'avis de l'Union syndicale des pharmacies d'officine de la Gironde en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011,
- VU** l'absence d'avis du Préfet du département de la Gironde sollicité le 22 juillet 2011,
- Considérant** que la population municipale de la commune où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 235 891 habitants,
- Considérant** que la commune où le transfert est projeté dispose de 132 officines,
- Considérant** que ce transfert ne permettrait pas de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil, et déjà assurés par les officines de pharmacie existantes.
- Considérant** qu'ainsi la condition prévue au premier alinéa de l'article L.5125-3 du code de la santé publique n'est pas remplie,



## **ARRÊTE**

**Art. 1<sup>er</sup>.** – La demande de transfert de la SELARL Pharmacie VIOLET, dont le titulaire est Monsieur Vincent VIOLET, du 143 cours de la Somme, 33800, BORDEAUX au Parc Richelieu, Bâtiment 9, rue Léon Jouhaux, 33800, BORDEAUX, est rejetée.

**Art.2.** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 3.** – La Directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 2 novembre 2011  
La Directrice générale de l'Agence régionale de santé  
d'Aquitaine,

Nicole KLEIN

---

**ARRÊTE AUTORISANT LE TRANSFERT D'UNE  
OFFICINE DE PHARMACIE**

---

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.5125-3 à L.5125-18 et R.5125-1 à R.5125-24,
- VU** l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie,
- VU** la demande présentée par Madame Anne ANDRAUD, pharmacien, en vue d'obtenir une licence de transfert d'une officine de pharmacie à CASTETS EN DORTHE, 33210, du 29 route de Langon à l'Allée des Charmes, demande déclarée complète à la date du 3 août 2011,
- VU** l'avis du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens en date du 15 septembre 2011,
- VU** l'avis de l'Union régionale des pharmacies d'Aquitaine en date du 10 octobre 2011,
- VU** l'avis de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Gironde en date du 7 octobre 2011,
- VU** l'absence d'avis de l'Union syndicale des pharmacies d'officine de la Gironde et du Préfet du département de la Gironde, sollicités le 11 août 2011,

**Considérant** que la population municipale de la commune où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 1240 habitants, pour une pharmacie,

**Considérant** que l'emplacement proposé pour le transfert n'est distant que de quelques mètres de l'emplacement actuel,

**Considérant** que le transfert répond aux besoins en médicaments de la population de la commune et que les conditions d'exercice de la pharmacie seront améliorées,

**Considérant** qu'ainsi les conditions prévues par les articles L.5125-3 et L.5125-14 du code de la santé publique sont remplies,

## ARRÊTE

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Madame Anne ANDRAUD est autorisée à transférer son officine de pharmacie au sein de la commune de CASTETS EN DORTHE, 33210, du 29 route de Langon à l'Allée des Charmes.

**Art.2.** – La licence ainsi accordée est enregistrée sous le numéro 33#001038 et se substituera à la licence de l'officine transférée à la date de début d'exploitation de la nouvelle officine.

**Art.3.-** Sauf cas de force majeure constaté par la directrice générale de l'Agence régionale de santé, l'officine de pharmacie qui fait l'objet du transfert, doit être ouverte dans un délai d'un an, et ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle ni être transférée ou faire l'objet d'un regroupement avant un délai de cinq ans à compter de la notification du présent arrêté.

**Art.4.-** Si pour une raison quelconque, l'officine faisant l'objet de la présente licence venait à être fermée définitivement, le pharmacien propriétaire ou ses héritiers devraient retourner cette licence à la directrice générale de l'Agence régionale de santé où elle serait annulée.

**Art.5.** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 6.** – La Directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Fait à Bordeaux, le 14 novembre 2011  
la Directrice générale de l'Agence régionale de santé  
d'Aquitaine,  
Nicole KLEIN

---

**ARRETE REJETANT LE TRANSFERT D'UNE OFFICINE  
DE PHARMACIE**

---

LA DIRECTRICE GENERALE DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE D'AQUITAINE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.5125-3 à L.5125-18 et R.5125-1 à R.5125-24,
- VU** l'arrêté du 21 mars 2000 modifié fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie,
- VU** la demande présentée par Monsieur Alexandre GARNAUD, pharmacien titulaire, en vue d'obtenir une licence de transfert d'une officine de pharmacie du 168 rue de Pessac, 33000, BORDEAUX au 94 rue André Messenger, 33520, BRUGES, demande déclarée complète à la date du 5 aout 2011,
- VU** l'avis du Conseil régional des pharmaciens d'officine en date du 21 septembre 2011,
- VU** l'avis de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Gironde en date du 27 septembre 2011,
- VU** l'absence d'avis de l'Union régionale des pharmacies d'Aquitaine, de l'Union syndicale des pharmaciens d'officine de la Gironde, et du Préfet de la Gironde, sollicités le 8 aout 2011,

**Considérant** que la population municipale de la commune de BRUGES où le transfert est projeté est de 14.058 habitants,

**Considérant** que la commune de BRUGES où le transfert est projeté dispose de cinq officines,

**Considérant** que la population de la commune de BRUGES devrait atteindre 20.000 habitants pour qu'une sixième licence de pharmacie puisse être accordée,

**Considérant** qu'ainsi les conditions prévues par les articles L.5125-3 et L.5125-14 du code de la santé publique ne sont pas remplies,

## ARRETE

**Art. 1<sup>er</sup>.** – La demande de transfert de l'officine de pharmacie de Monsieur Alexandre GARNAUD, du 168 rue de Pessac, 33000, BORDEAUX au 94 rue André Messenger, 33520, BRUGES, est rejetée.

**Art. 2.** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 3.** – La Directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé d'Aquitaine est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 1<sup>er</sup> décembre 2011  
la Directrice générale de l'Agence régionale de santé  
d'Aquitaine

Nicole KLEIN

Direction des Affaires  
Juridiques  
et des Libertés Publiques

Bureau de la Police  
Administrative  
et des Activités Réglementées

**ARRETE N° 33 11 046 - Autorisation administrative de fonctionnement de  
l'établissement secondaire SECURITAS France SARL**

LE PREFET de la REGION AQUITAINE

PREFET de la GIRONDE

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

**VU** le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, notamment ses articles 1 et 6 ;

**VU** l'arrêté préfectoral 3309003 du 27 janvier 2009 autorisant la Société SECURITAS France (division mobile) à exercer des activités de surveillance et gardiennage;

**VU** la demande présentée par Mr Michel Mathieu en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement pour l'établissement secondaire :

- Dénomination : Securitas France Sarl
- adresse : 61 Rue Jean Briaud 33700 Mérignac
- nature des activités : surveillance et gardiennage

**CONSIDERANT** que le dossier est constitué conformément à la législation en vigueur et que son dirigeant remplit les conditions d'aptitude professionnelle ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la Préfecture de la GIRONDE ;

**A R R Ê T E**

**ARTICLE PREMIER** – L'établissement secondaire SECURITAS France SARL, sis, 61 Rue Jean Briaud 33700 Mérignac est autorisé à exercer ses activités de surveillance, gardiennage , à compter de la date du présent arrêté, sous la direction de Mr Michel Mathieu.

**ARTICLE 2** - Nul ne peut se prévaloir du présent arrêté pour exercer une activité autre que celle ci-dessus indiquée.

**ARTICLE 3** - Le responsable devra déclarer en Préfecture (bureau de la police administrative et des activités réglementées) toute modification dans les statuts, adresse, activités de l'établissement.

**ARTICLE 4** – La cessation d'activité de l'établissement devra également y être déclarée.

**ARTICLE 5** – L’agrément peut être retiré lorsque le titulaire cesse de remplir l’une des conditions prévues à l’article 5 de la loi. Il peut être suspendu immédiatement en cas d’urgence ou de nécessité tenant à l’ordre public.

**ARTICLE 6** - L’arrêté préfectoral n° 3309003 du 27 janvier 2009 est abrogé

**ARTICLE 7**– Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde est chargée de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 01 décembre 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
Le Directeur,

Christian Verges

**AVENANT N° 1**  
**à**  
**LA CONVENTION DE DELEGATION DE GESTION**

Cet avenant a pour objet de modifier l'article 1 de la délégation de gestion conclue le 13 décembre 2010 entre la DIRECCTE Aquitaine, désignée sous le terme de délégant, et la DRFIP de la région Aquitaine et du département de la Gironde, désignée sous le terme de délégataire.

Il y est ainsi ajouté le programme 788.

La nouvelle rédaction de l'article 1<sup>er</sup> est donc la suivante :

**Article 1er : Objet de la délégation**

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes relevant des programmes 102, 103, 111, 155, 134, 223, 305, 309, 333, 036, 037 et 788.

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

La délégation de gestion porte sur les actes de gestion et d'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes précisés dans les articles ci-dessous.

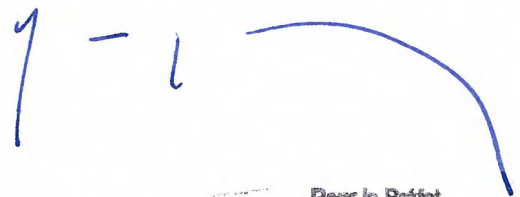
Un contrat de service conclu entre le délégant et le délégataire visé par l'ordonnateur secondaire de droit précise les engagements réciproques, le cadre et les modalités de fonctionnement entre les services

- 2 DEC. 2011

Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi Aquitaine  
OSD par délégation du Préfet de la région Aquitaine, Préfet du département de la Gironde,  
en date du 24 septembre 2011.



Le Directeur du Pôle Pilotage et Ressources  
Direction Régionale des Finances Publiques de  
la région Aquitaine et du département de la  
Gironde



Visa du Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

  
Anne-Gaëlle DAUDOUIN-CLERC





## PRÉFET DE LA GIRONDE

### Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 08.11.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102570

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU

### DOCTEUR VÉTÉRINAIRE BON GILLAUME

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

### A R R Ê T E :

- Article 1 : Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire BON Guillaume**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **20460**.
- Article 2 : Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 : Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 : Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le huit novembre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



**PRÉFET DE LA GIRONDE**

**Direction Départementale  
de la Protection des Populations**

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP600 - 33028 Bordeaux cedex

Courriel : [ddpp-sv@gironde.gouv.fr](mailto:ddpp-sv@gironde.gouv.fr)

Tél. : 05.56.69.27.27. / 05.56.42.44.70

Fax : 05.56.69.27.28.

Affaire suivie par : Mme. MARTIN

**Permanence consommation**

Lundi – mercredi – vendredi  
de 9H00 à 12H00

**Réf :** CM/MR/SA1102588

**ARRÊTÉ DU 10.11.2011**  
**N° EE-33-11-211**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT DESIGNATION DES EXPERTS  
HABILITÉS À PROCÉDER À L'ESTIMATION  
DES ANIMAUX SUR ORDRE DE L'ADMINISTRATION**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code rural et notamment ses articles L221-1, L22-3 et L223-8 ;
- VU l'arrêté du 30 mars 2001 fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus sur ordre de l'administration ;
- VU la note de service DGAL/SDSPA/N2001-8165 du 28 novembre 2001 ayant pour objet l'indemnisation des animaux abattus sur ordre de l'administration ;
- SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

**ARRÊTE :**

**Article 1 :**

La liste des experts visés à l'article 2 de l'arrêté du 30 mars 2001 est établie comme suit :

**CATEGORIE 1 : ELEVEURS**

**Éleveurs bovins : Lait – Viande**

NOM	ADRESSE	Téléphone	Lait - Viande
M. ARDOIN Alain	Croizet 33860 REIGNAC	05 57 32 41 80	Lait - Viande
M. BERNEDE Bernard	Bayles 33210 MAZERES	05 56 76 12 50	Lait - Viande
M. CHAMPAGNE Jean-Pierre	7 Les Jacquards 33230 SAINT MEDARD DE GUIZIERES	05 57 69 63 54	Viande
M. COLLINEAU André	GAEC de la Cigogne Robert 33580 MONSEGUR	05 56 61 63 64	Lait
M. DIONIS Benoît	SCEA des Deux Rives Mussonville 33430 GAJAC	05 56 25 29 05	Viande
M. DOUENCE Bernard	GAEC DOUENCE Rivedieu 33124 BERTHEZ	05 56 65 48 19	Lait

M. DUBOURG René	GAEC de Tartifume 33600 PESSAC	05 56 36 79 74 06 71 72 68 37	Lait
M. GODRIE Jean	121 route de Coutras 33910 SAINT DENIS DE PILE	05 57 49 06 24	Lait - Viande
M. REYES Domingo	Belle Vue 33250 PAUILLAC	05 56 59 22 72	Viande
M. TREJAUT Francis	EARL Vignobles Trejaut Le Jardinnet 33490 SAINT ANDRE DU BOIS	05 56 76 42 83	Viande

## **CATEGORIE 2 : SPECIALISTES**

### **Spécialistes de l'élevage bovin**

NOM	ADRESSE	Téléphone	Lait - Viande
M. AIME Michel	E.D.E. Chambre d'Agriculture de la Gironde 17 cours Xavier Arnozan 33082 BORDEAUX Cedex	05 56 79 64 30	Lait - Viande
Mme. DARCOS Bernadette	Excellence Bazadaise Maison du Goba 2 avenue de Verdun 33430 BAZAS	05 56 25 11 67	Viande
M. DESQUEYROUX Michel	Les Rouzets 33690 SENDETS	05 56 25 55 79	Lait - Viande
M. GAUTRAT Alain	Le Bourg 33920 SAUGON	05 57 42 52 71	Viande
M. RAUSCHER François	Chambre d'Agriculture de la Gironde 17 cours Xavier Arnozan 33082 BORDEAUX Cedex	05 56 79 64 08	Lait
M. SALABERT Jean-Claude	23 avenue Entre Deux Mers 33370 FARGUES SAINT HILAIRE	05 56 21 94 55	Lait - Viande

### **Article 2 :**

Si le propriétaire refuse de désigner l'expert, le Directeur Départemental de la Protection des Populations ou son représentant prend acte de ce refus et procède d'office à l'estimation.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté abroge les paragraphes "Catégorie 1 : Eleveurs bovins : lait – viande" et "Catégorie 2 : Spécialistes de l'élevage bovin" de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 portant désignation des experts habilités à procéder à l'estimation des animaux abattus dans le cadre de la lutte contre les maladies réglementées.

### **Article 4 :**

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, les Sous-Préfets et les Maires de Gironde, le Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin Officiel des Maires et au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à Bordeaux, le dix novembre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental de la Protection des Populations, délégué  
L'Adjoint

Dr. Vre. Pierre PARRIAUD



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA GIRONDE

### Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 17.11.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102625

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU

**DOCTEUR VÉTÉRINAIRE FABRE MICKAËL**

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

### A R R Ê T E :

- Article 1 :** Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire FABRE Mickaël**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **20716**.
- Article 2 :** Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 :** Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 :** Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le dix-sept novembre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



## PRÉFET DE LA GIRONDE

### Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 21.11.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102664

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL ATTRIBUANT LE MANDAT SANITAIRE AU DOCTEUR VÉTÉRINAIRE HOSTE CAROLINE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;  
SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

#### A R R Ê T E :

- Article 1 :** Le mandat sanitaire prévu à l'article R221-7 du Code Rural susvisé est attribué, pour une durée de un an au **Docteur Vétérinaire HOSTE Caroline**  
N° d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires : **22863**.
- Article 2 :** Le mandat sanitaire habilite son titulaire à exécuter l'ensemble des opérations suivantes :
- toutes opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat ;
  - toutes opérations de police sanitaire ;
  - toutes opérations de surveillance sanitaire prescrites par le ministre chargé de l'agriculture dès lors que celles-ci sont en rapport avec les opérations susmentionnées.
- Article 3 :** Le mandat sanitaire est attribué pour l'ensemble du département pour une durée d'un an. Il est renouvelable ensuite, **pour les vétérinaires inscrits au tableau de l'Ordre**, par période de cinq années tacitement reconduites si le vétérinaire sanitaire a satisfait à ses obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.\*221-12. Le mandat devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau ; cette caducité s'étend, dans le cas prévu au 1° du I de l'article R.\*221-4, au mandat des assistants.
- Article 4 :** Tout titulaire d'un mandat sanitaire peut y renoncer, temporairement ou définitivement, sous réserve d'un préavis de trois mois adressé au Préfet. Le rétablissement éventuel du mandat est instruit comme une demande nouvelle.
- Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux: 9 rue Tastet, 33000 BORDEAUX Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- Article 6 :** Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le vingt-et-un novembre 2011

Pour le Préfet

Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire  
et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 08.12.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102834

ARRETE PREFECTORAL  
D'ABROGATION DU MANDAT SANITAIRE ATTRIBUE AU  
DOCTEUR VETERINAIRE BARON LAURIE

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2011 accordant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire BARON Laurie ;
- VU la cessation d'activité professionnelle dans le département de la Gironde du docteur vétérinaire BARON Laurie en date du 14 septembre 2011 ;
- SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

A R R Ê T E :

- Article 1 : L'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2011 octroyant le mandat sanitaire dans le département de la Gironde au **docteur vétérinaire BARON Laurie**, numéro d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires **22757**, est abrogé.
- Article 2 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le huit décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation  
Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

Pôle de la protection sanitaire de la chaîne alimentaire  
et de l'environnement

ARRÊTÉ DU 08.12.2011

Service de la protection des animaux, des végétaux  
et de la santé animale

5 boulevard Jacques Chaban-Delmas  
BP 600  
33028 Bordeaux

Tél. : 05 56 42 44 70

Fax : 05 56 69 27 28

Réf. : MR/SA1102835

ARRETE PREFECTORAL  
D'ABROGATION DU MANDAT SANITAIRE ATTRIBUE AU  
DOCTEUR VETERINAIRE DESBOIS JEROME

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE  
PRÉFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Code Rural, et notamment ses articles L221-11 à L221-13, L231-3, R221-4 à R221-20-1 ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 06 juin 2010 accordant le mandat sanitaire au docteur vétérinaire DESBOIS Jérôme ;
- VU la cessation d'activité professionnelle dans le département de la Gironde du docteur vétérinaire DESBOIS Jérôme en date du 05 décembre 2011 ;
- SUR proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations de la Gironde :

A R R Ê T E :

- Article 1 : L'arrêté préfectoral en date du 06 juin 2010 octroyant le mandat sanitaire dans le département de la Gironde au docteur vétérinaire **DESBOIS Jérôme**, numéro d'inscription à l'Ordre des Vétérinaires **17602**, est abrogé.
- Article 2 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde et le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le huit décembre 2011

Pour le Préfet et par délégation  
Pour le Directeur Départemental  
par délégation, le Chef de Service

Dr. Vre. Mikaël MOUSSU

---

Arrêté portant dénomination de la commune de  
Grayan et l'Hôpital en commune touristique

---

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU** la loi n°2006-437 du 14 avril 2006 portant diverses dispositions relatives au tourisme ;
- VU** le décret n° 2008-884 du 2 septembre 2008 relatif a ux communes touristiques et aux stations classées de tourisme ;
- VU** l'arrêté du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme ;
- VU** la circulaire du 3 décembre 2009 relative aux communes touristiques et aux stations classées mentionnées dans le code du tourisme ;
- VU** le code du tourisme ;
- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le code général des impôts ;
- VU** la délibération du conseil municipal de Grayan et l'Hôpital en date du 28 septembre 2011 demandant le classement en commune touristique ;
- VU** l'avis favorable de Mme la sous préfète de Lesparre-Médoc ;

**CONSIDERANT** l'existence, par arrêté préfectoral du 24 juin 2011, d'un office de tourisme communal classé « 1 étoile » compétent sur le territoire de la commune de Grayan et l'Hôpital ;

**CONSIDERANT**, au vu du dossier fourni, que la commune de Grayan et l'Hôpital répond aux critères définis à l'article R 133-32 du code du tourisme pour être dénommée commune touristique ;

**SUR PROPOSITION** de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,



## ARRÊTE

ARTICLE 1 : Est dénommée «commune touristique» pour une durée de cinq ans, la commune de **Grayan et l'Hôpital** ;

ARTICLE 2 : La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire. Dans le même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision.

Le silence pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet implicite de cette demande. Dans ce cas ou à réception d'un rejet explicite intervenu dans le délai de deux mois suivant le recours gracieux, un recours contentieux peut être formé dans le délai de deux mois.

ARTICLE 3 : Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde, Madame la Sous-Préfète de Lesparre-Médoc, Monsieur le Maire Grayan et l'Hôpital , Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Gironde et dont copie sera adressée à Mme la directrice des relations avec les collectivités territoriales.

Fait à Bordeaux, le 2 12 2011

Le Préfet,  
Pour le préfet  
La secrétaire générale

Isabelle DILHAC

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

06/12/2011

**APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE**  
**AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AERODROME DE BORDEAUX MERIGNAC**  
 par la Directrice de l'aviation civile sud ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral.  
**Agréments de septembre et novembre 2011**

AGREMENT					Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998
N°	Date	Début	Expiration			
N°31/11-09	01/09/2011	01/09/2011	31/08/2016		SPACE Bât M1 BP522 69125 Aéroport Lyon Saint Exupéry	1-1, 1-2 et 1-4
N°32/11-09	01/09/2011	13/09/2011	12/09/2016		SERCAM 61-69 rue de Bercy 75012 Paris	5-7, 11-1 à 11-4
N°33/11-11	21/11/2011	22/12/2011	21/12/2016		SGA 11 av Pierre Mendès France 33700 MERIGNAC	2, 3, 4-1 & 5-4

**APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE**  
**AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AEROROME DE BORDEAUX MERIGNAC**  
 Agréments délivrés par la Directrice de l'aviation civile Sud Ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998	Observations
N°	Date	Début	Expiration			
N° 1/98-06	23/06/1998	01/07/1998	30/06/2003	AIR LITTORAL ASSISTANCE Le Millénaire II- 417 Rue Samuel Morse- 34000 MONTPELLIER	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3,7-2,9 1 à 9-4,10-1 à 10-2,11-1 à 11-4	
N°2/98-06	23/06/1998	01/07/1998	30/06/2003	ONET PROPLETE SA 20 traversée de Pomègues 13008 MARSEILLE	1,2,3,4,5,6,8,9,10	Remplacé le 12/11/2002 par l'agrément N°50/02-11
N°3/98-07	10/07/1998	10/07/1998	09/07/2003	F.H.P. BP 30053 95715 ROISSY AEROPORT CHARLES DE GAULLE	1,2,3,4,5,6,7-2,9,10,11	
N°4/98-07	00/01/1900	10/07/1998	09/07/2003	FRANCE HANDLING Cidex B12 Aérোগare de fret 33700 BORDEAUX MERIGNAC	1,2,3,4,5,6,7-2,9,10,11	
N°5/98-07	10/07/1998	10/07/1998	09/07/2003	COMPAGNIE NATIONALE AIR FRANCE 45 Rue de Paris 97747 Roissy CDG	1,2,3,4,5,6,7-2,8,9,10,11	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°65/03-09
N°6/98-08	04/08/1998	04/08/1998	03/08/2003	AIRLINES ASSISTANCE 20 Rue carrière Résidence Saint Exupère B.P. 326 31701 Blagnac Cedex	5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-1 à 7-2,8-1 à 8-4	
N°7/98-08	04/08/1998	04/08/1998	03/08/2003	TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION SA 24 Cours Michelet LA DEFENSE 10 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX	7-1 à 7-2	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°61/03-09
N°8/98-08	23/08/1998	23/08/1998	22/08/2003	ESSO S.A.F. 2 Rue des Martinets 92569 Rueil Malmaison Cedex	7-1	Remplacé le 17/08/2003 par l'agrément N°59/03-08
N°9/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	EURONETEC France 5 Allée Hélène Boucher Orly Tech Paray Vieille Poste 91781 Wissous Cedex 8	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3, 7-1 à 7-2,8-1 à 8-4,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2	Remplacé le 17/08/2003 par l'agrément N°57/03-08
N°10/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	AIR ASSISTANCE BORDEAUX Zone d'aviation Cidex 28 33700 MERIGNAC	2, 5-1 à 5-5, 7-1 à 7-2	Remplacé le 21/02/2002 par l'agrément N°47/02-02
N°11/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	PENAUILLÉ POLYSERVICES Générales de Prestations 6 Allée des coquelicots 94478 BOISSY SAINT LEGER CEDEX	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3,7-1 à 7-2,8-1 à 8-4,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2,11-1 à 11-4	Remplacé le 7/03/2003 par l'agrément N°53/03-03
N°12/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	WOREX 66, Route de Sartrouville Les Erables 3 78230 Le Pecq	7-1	Remplacé le 17/08/2003 par l'agrément N°58/03-08
N°13/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	Groupement pour l'avitaillement de Bordeaux (GAB) Aéroport de Bordeaux Mérignac Cidex 026 33700 MERIGNAC	7-1 à 7-2	
N°14/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	AIR LIBERTEINDUSTRIES 3, Rue du Pont des Halles 94656 RUNGIS CEDEX	5-1, 5-2, 5-6, 6-1 à 6-3, 7-1 à 7-2, 8-1 à 8-4	
N°15/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	CARGO SERVICE CENTER France BP 10666 Bat SIGARIS Zone de fret 5 14 Rue de la Belle Borne TREMBLY EN France 95725 ROISSY CDG Cedex	4-1 à 4-2	
N°16/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	ELF ANTAR FRANCE Tour Elf 2 Place de la Coupole - La Défense 6 92400 COURBEVOIE	7-1 à 7-2	
N°17/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	ASSISTAIR BORDEAUX SAS cidex 85 AEROPORT DE BORDEAUX 33700 MERIGNAC	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,6-1 à 6-3,8-1 à 8-4,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2,11-1 à 11-4	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°62/03-09
N°18/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	TAT EXPRESS 47, Rue C Huyghens 37002 Tours Cedex	4-1	
N°19/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	SOGERMA Aéroport de Bordeaux Mérignac BP2 33701 MERIGNAC CEDEX	5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-1 à 7-2	
N°20/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	SOCIETE des PETROLES SHELL 89 Boulevard F.Roosevelt 92564 RUEIL MALMAISON	7-1 à 7-2	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°64/03-09
N°21/98-09	01/09/1998	01/09/1998	31/08/2003	AIR LIBERTE Rue du Pont des Halles 94656 RUNGIS CEDEX	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9 1 à 9-4,10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	
N°22/98-09	22/09/1998	22/09/1998	21/09/2003	LAGS France SA 3 Rue du Colonel Moll 75017 PARIS	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2,5-1 à 5-7,--1 à 6-3,7-1 à 7-2,9-1 à 9-4,10-1 à 10-2,11-1 à 11-4	
N°23/98-09	29/09/1998	29/09/1998	28/09/2003	BRINK'S CONTROLE SECURITE 2 Boulevard de la Gare 95210 SAINT GRATIEN	2,3	
N°24/98-11	13/11/1998	13/11/1998	12/11/1998	CHRONOPOST SA 14 boulevard des frères voisin 92795 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX 9	4-1 et 5-4	Remplacé le 2/09/2003 par l'agrément N°63/03-09
N°25/98-11	13/11/1998	13/11/1998	12/11/1998	SERCAM 43, Rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS	5-7, 6-1, 11-1 à 11-4	
N°26/98-11	24/11/1998	24/11/1998	23/11/2003	CCI Bordeaux12 Place de la Bourse 33076 Bordeaux Cedex	4-1 et 5-4	
N°27/98-12	23/12/1998	23/12/1998	22/12/2003	RENOSOL SA Zone Industrielle nord Rue des Frères Voisin 72021 LE MANS CEDEX	3, 6-1,6-3	
N°28/98-12	23/12/1998	23/12/1998	22/12/2003	LA POSTE 406 établissement de Bordeaux CTC Boulevard Jean Jacques BOSC 33065 BORDEAUX CEDEX	4-1 et 4-2	
N°29/99-02	03/02/1999	03/02/1999	02/02/2004	Société de Fret et de Services (SFS) 5 Rue du cercle BP 10212 ROISSY CDG CEDEX	4-1 et 4-2	
N°30/99-02	24/02/1999	24/02/1999	23/02/2004	TAT EXPRESS 47, Rue C Huyghens 37002 Tours Cedex	5-4	Remplacé le 13/12/2002 par l'agrément N°51/02-12
N°31/99-03	26/03/1999	26/03/1999	25/03/2004	HYGITEC 11 Rue Chambrun 33300 BORDEAUX	6-1	
N°32/99-03	31/03/1999	31/03/1999	30/03/2004	Société CATAIR 8 allée Henri Potez 31700 BLAGNAC	5-7, 11-1,11-2,11-3,11-4	
N°33/99-06	24/06/1999	24/06/1999	23/06/1999	Société CITRAM Aquitaine 8 Rue cortneille 33300 Bordeaux	2,3, 5-4 et 5-6, 10-1 à 10-2	
N°34/99-08	03/08/1999	03/08/1999	02/08/2004	SKYLOGISTIC Continental Square - RoissyPole 4 Place de Londres B.P. 10751 95727 ROISSY CDG CEDEX	1-4, 3, 4, 6-1, 11-1, 11-2matériel), 11-3, 11-4 (matériel)	
N°35/99-08	03/08/1999	03/08/1999	02/08/2004	ATIS AVIATION Groupe Penauille Polyservices 6 Allée des coquelicots 94478 BOISSY SAINT LEGER	1-1 à 1-4, 2, 3, 4, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-1 à 7-2, 8-1 à 8-4, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	
N°36/00-01	05/01/2000	05/01/2000	04/01/2005	Services et Accueil Aéroport Aérodrome de Toulouse Blagnac 31700	1-1 à 1-4,2,3,4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3,7-1 à 7-2, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2	
N°37/00-05	29/05/2000	29/05/2005	28/05/2005	Régional Airlines Aéroport de Nantes Atlantiques 44345 Bouguenais cedex	8-1 à 8-3	

**APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE**  
**AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AEROROME DE BORDEAUX MERIGNAC**  
 Agréments délivrés par la Directrice de l'aviation civile Sud Ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998	Observations
N°	Date	Début	Expiration			
N°38/00-09	20/09/2000	20/09/2000	19/09/2005	ARDIAL FIDUCIAIRE Parc Technologique du canal 14 Avenue de l'Europe 31520 RAMONVILLE ST AGNE	1-1 à 1-4, 4-1, 5-4	
N°39/00-12	15/12/2000	15/12/2000	14/12/2005	S.A. EURO HANDLING Aéroport International Strasbourg Zone de fret BP 16 67960 Entzheim	4-1	
N°40/00-12	27/12/2000	27/12/2000	26/12/2005	Société Auxiliaire de Transports Terrestres (SATTE) BP 10570 TRAMBLAY EN France 95721 ROISSY CDG CEDEX	5-1 à 5-7	
N°41/01-01	18/01/2001	18/01/2001	17/01/2006	Soiété CLASYS Impasse des écoles 38290 La Verpillière	6-1	
N°42/01-01	18/01/2001	18/01/2001	17/01/2006	MAP AERO PORT 104, route de la Badine 06160 Juan les pins	1-1 à 1-4, 2, 3, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1	
N°43/01-01	31/01/2001	31/01/2001	30/01/2006	ASF - Airport services France S.A.S. Aéroport 2B B.P. 30054 97715 ROISSY CDG Cedex	1-1 et 1-4	
N°44/01-02	14/02/2001	14/02/2001	13/02/2006	Air assistance 7 Avenue général Leclerc 34470 PEROLS	1-1 à 1-4, 2, 3, 4, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 8-1 à 8-4, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	
N°45/01-07	11/07/2001	11/07/2001	10/07/2006	Sécurité Générale Aéroportuaire S.G.A. Moulin de la Garde Route de Grasse 06270 VILLEZNEUVE LOUBET Village	2, 3, 4-1, 5-4	
N°46/01-08	10/08/2001	10/08/2001	09/08/2006	AEROPORT FRET SERVICE ASSISTANCE BP124 Zone de fret 13728 AEROPORT MARSEILLE PROVENCE	6-1	
N°47/02-02	21/02/2002	21/02/2002	20/02/2007	Régional Compagnie Aérienne Européenne Aéroport de Nantes Atlantiques 44345 BOUGUENAI	7-1 à 7-2, 8-1 à 8-4	Remplace le 21/02/2002 l'agrément N°10/98-09
N°48/02-04	19/04/2002	19/04/2002	18/04/2007	AIR ASSISTANCE BORDEAUX Zone d'aviation Cidex 28 33700 MERIGNAC	1-1, 1-2, 1-4, 2, 3, 5-1, 5-2, 5-3, 5-4, 5-5, 7-1 à 7-2, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1	
N°49/02-11	12/11/2002	12/11/2002	11/11/2007	ONET SERVICES 20 traversée de Pomègues 13008 MARSEILLE	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11	
N°50/02-11	12/11/2002	12/11/2002	11/11/2007	H.REINIER 20 traversée de Pomègues 13414 MARSEILLE CEDEX 20	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11	Remplace le 12/11/2002 l'agrément N°2/98-06
N°51/02-12	13/12/2002	13/12/2002	12/12/2007	TAT Industries Sol 5 Rue de la Jeune Fille Bâtiment 3422 Zone de fret N°4 BP 10607 95724 ROISSY CDG Cedex	8-1 à 8-4	Remplace le 13/12/2002 l'agrément N°30/99-02
N°52/03-01	15/01/2003	15/01/2003	14/01/2008	Générale de Services Aéronautiques (G.S.A.)- Groupe Penauille polyservices 6 Allée des Coquelicots 94478 BOISSY SAINT LEGER CEDEX	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	
N°53/03-03	07/03/2003	07/03/2003	06/03/2008	ESSO SAF 2 Rue des Martinets 92569 Rueil Malmaison Cedex	7-1	Remplace le 7/03/2003 l'agrément N°11/98-09
N°54/03-05	23/05/2003	23/05/2003	22/05/2008	Assistance Aviation Bordeaux 27 bis Avenue Marius Marchandou 33110 LE BOUSCAT	1-1, 1-2, 1-4, 2, 3, 4-1, 5-1 à 5-5, 9-1 à 9-4, 10-1, 10-2, 11-1 -	Remplace le 23/5/2003 l'agrément N°4/98-07
N°55/03-08	06/08/2003	06/08/2003	05/08/2005	Société AIRLEC AIR ESPACE Zone Industrielle Avenue Léon Jouhaux 33210 LANGON	1-2, 1-4, 2, 3, 4-1, 5-4, 5-5, 5-7, 9-1 à 9-4, 10-1, 11-1 à 11-2	
N°56/03-08	06/08/2003	06/08/2003	05/08/2005	COMPAGNIE NATIONALE AIR FRANCE 45 Rue de Paris 97747 Roissy CDG	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-2, 8-1 à 8-4, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	
N°57/03-08	17/08/2003	17/08/2003	16/08/2003	TOTAL FRANCE 24 Cours Michelet PUTEAUX 92907 PARIS LA DEFENSE CEDEX	7-1 et 7-2	Remplace le 17/08/2003 l'agrément N°9/98-09
N°58/03-08	17/08/2003	17/08/2003	16/08/2003	AVIAPARTNER BORDEAUX Cidex 85 33700 MERIGNAC	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4 et 10-1 à 10-2	Remplace le 17/08/2003 l'agrément N°12/98-09
N°59/03-08	17/08/2003	17/08/2003	16/08/2003	France Handling Cidex B12 Aéroport Fret 33700 MERIGNAC	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-2, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°8/98-08
N°60/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	EURONETEC France Fret 6 - 6 Rue du Pavé BP 10276 Tremblay en France - 95704 ROISSY CDG	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 7-2, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2	
N°61/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	WOREX 66, Route de Sartrouville Les Erables 3 78230 Le Pecq	7-1	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°7/98-08
N°62/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	CHRONOPOST SA 14 boulevard des frères voisin 92795 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX 9	4-1 et 5-4	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°8/98-08
N°63/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	SOCIETE des PETROLES SHELL 89 Boulevard F.Roosevelt 92564 RUEIL MALMAISON	7-1 et 7-2	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°24/98-11
N°64/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	Groupement International des Métiers Aéroportuaire 31 Rue Jean moulin 31320 CASTANET TOLOSAN	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°20/98-09
N°65/03-09	02/09/2003	02/09/2003	01/09/2005	AIR LITTORAL INDUSTRIE SA Aéroport de Montpellier Méditerranée B.P. 43 34131 MAUGUIO CEDEX	6-1 à 6-3, 7-2, 8-1 à 8-4	Remplace le 2/9/2003 l'agrément N°5/98-07
N°66/03-11	18/11/2003	18/11/2003	17/11/2005	Services Aéroportuaire et Technique (SAT) Centre d'affaire ATRIA Immeuble Horizon 2 2, Rue du Centre 93160 NOISY LE GRAND	1-1 à 1-4, 2, 3, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2	
N°67/04-01	09/01/2004	09/01/2004	08/01/2006	BRINK'S CONTRÔLE SECURITE 2 Boulevard de la Gare 95210 Saint Gratien	2, 3, 4-1 à 4-2	
N°68/04-01	15/01/2004	15/01/2004	14/01/2004	Société de Fret et de Services S.F.S. 6 Rue du Pavé BP 10212 95703 ROISSY CDG CEDEX	4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7	Remplace le 15/01/2004 l'agrément N°23/98-09
N°69/04-02	17/02/2004	17/02/2004	16/02/2006	AIRLINES ASSISTANCE 18, Rue Carrière, BP 36 31701 BLAGNAC CEDEX	5-1 à 5-7, 8-1 à 8-4	Remplace le 17/2/2004 l'agrément N°29/99-02
N°70/04-03	16/03/2004	16/03/2004	15/03/2004	SERCAM 43, Rue du colonel Pierre AVIA 75015 PARIS	5-7, 11-1 à 11-4	Remplace le 16/3/2004 l'agrément N°28/98-12

**APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE**  
**AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AEROROME DE BORDEAUX MERIGNAC**  
 Agréments délivrés par la Directrice de l'aviation civile Sud Ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998	Observations
N°	Date	Début	Expiration			
N°71/04-04	06/04/2004	06/04/2004	05/04/2006	HYGITEC Centre commercial du Grand Caillou 33320 EYSINES	6-1	Remplace le 6/4/2004 l'agrément N°26/98-11
N°72/04-04	12/04/2004	12/04/2004	11/04/2006	Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux 12 Place de la bourse 33076 Bordeaux Cedexol	2, 5-4	Remplace le 12/4/2004 l'agrément N°25/98-11
N°73/04-08	11/08/2004	11/08/2004	10/08/2004	SAFEN 20 Traverse de Pomègues 13008 MARSEILLE	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9 1 à 9-4, 10-1 à 10-2, 11-1 à 11-4	Remplace le 11/08/2004 l'agrément N°25/98-11
N°74/04-11	25/11/2004	25/11/2004	24/11/2006	REGIONAL CAE Aéroport de Clermont/Auvergne BP 70100 63 510 AULNAT	8-1, 8-2, 8-3	Remplace le 25/11/2004 l'agrément N°36/00-01
N°75/05-01	20/12/2004	03/01/2005	02/01/2007	GSF ATLANTIS ZI du Phare 22 allée Félix nadar 33700 Mérignac	2 (limité au traitement des personnes à mobilité réduite)	
N°76/05-06	05/06/2005	05/06/2005	06/06/2010	REGIONAL CAE Aéroport de Clermont/Auvergne BP 70100 63 510 AULNAT	8-1, 8-2, 8-3	Remplace le 5/6/2005 l'agrément N°38/00-09
N°78/05-07	30/06/2005	01/07/2005	30/06/2010	AIR FRANCE 1 Avenue du Maréchal DEVAUX 91 551 Paray - Vieille - Poste	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7-2, 8, 9, 10 et 11.	Remplace le 1/07/2005 l'agrément N°65/03-09
N°79/05-08	05/08/2005	16/08/2005	15/08/2010	Connecting Bag Services (Ex euronetec) Fret 6 - 6, rue du Pavé BP 10 276 - Tremblay-en-France - 95 704 Roissy CDG Cedex	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9 1 à 9-4 et 10-1 à 10-2	Remplace le 5/08/2005 l'agrément N°57/03-09
N°80/05-08	05/08/2005	16/08/2005	15/08/2010	ESSO S.A.F. 2 Rue des Martinets 92569 Rueil Malmaison Cedex	7-1	Remplace le 16/08/2005 l'agrément N°59/03-08
N°81/05-08	05/08/2005	16/08/2005	15/08/2010	WOREX 66 route de Sartrouville 78 230 Le Pecq	7-1	Remplace le 16/08/2005 l'agrément N°58/03-08
N°82/05-09	01/09/2005	01/09/2005	31/08/2010	Société des Pétroles SHELL Aéroport du Bourget BP12 93 352 Le Bourget Cedex	7-1 et 7-2	Remplace le 1/09/2005 l'agrément N°64/03-09
N°83/05-09	02/09/2005	02/09/2005	01/09/2010	Société TOTAL France 24, cours Michelet - La Défense 10 - 92069 Paris La Défense Cedex	7-1 et 7-2	Remplace le 2/09/2005 l'agrément N°61/03-09
N°84/05-10	20/10/2005	25/10/2005	24/10/2010	Société CHRONOPOST 14 Boulevard des Frères VOISIN 92795 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX 9	4-1 et 5-4	Remplace le 25/10/2005 l'agrément N°63/03-09
N°85/05-10	27/10/2005	30/10/2005	29/10/2010	EADS SOGERMA SERVICES BP N°2 33 701 MERIGNAC	8-1 à 8-4	Dernier agrément = N°19/98-09
N°86/06-01	03/01/2006	07/01/2006	06/01/2011	SAT Centre d'Affaire ATRIA Immeuble Horizon 2 rue du centre 93160 Noisy Le Grand	1, 2, 3, 5, 6, 9 et 10	Remplace le 7/01/2006 l'agrément N°67/04-01
N°87/06-01	03/01/2006	09/01/2006	08/01/2011	AIR ASSISTANCES Aéroport de Montpellier Méditerranée 34 134 Mauguio Cedex	1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11	Remplace le 9/01/2006 l'agrément N°45/01-07
N°88/06-03	09/03/2006	11/03/2006	10/03/2011	KRAFT NET Hall n°5 Aéróp. Marseille - Provence BP114 13729 Marignane Cedex	6-1 (limité nettoyage intérieur des avions), 6-2 & 6-3	1er agrément
N°89/06-03	25/03/2006	25/03/2006	24/03/2011	SFS - fret 6 - 6, rue du Pavé Bât 3220 BP 18212 Tremblay-en-France 95 703 Roissy CDG Cedex	4 & 5	Remplace le 25/03/2006 l'agrément N°69/04-02
N°90/06-04	05/04/2006	07/04/2006	06/04/2011	AVIAPARTNER SAS Parc d'affaires Silic 1 rue Auguste Perret BP10248 94 568 RUNGIS CEDEX	1, 2, 3, 5, 6, 9	Reprise d'activité (dernier agrément : 62/03-09)
N°91/06-05	12/05/2006	16/05/2006	15/05/2011	MAP Training 31 Chemin de Ste Pétronille 06 800 Cagnes sur Mer	1, 2, 3, 5, 6, 7-1, 9, 10 & 11-1	Renouvellement MAP AERO PORT N°43/01-01
N°92/06-05	26/05/2006	31/05/2006	30/05/2011	SANA 22-24 route de Versailles 91 160 CHAMPLAN	2 & 3	1er agrément
N°93/06-05	29/05/2006	31/05/2006	30/05/2011	GSF AERO MERIGNAC 1 Chemin du Pigeonnier de la Cèpière Bât. Péripole 1 31 100 TOULOUSE	2 (y compris traitement des PMR), 3, 4-1 & 6-1	1er agrément
N°94/06-08	16/08/2006	16/08/2006	15/12/2011	ATIS AVIATION S.A. 17 avenue Didier Daurat Parc Algorithmes - Thalès 31 700 Blagnac	2, 3, 4, 5, 6 & 8	Renouvellement N°73/04-08. Délai de 4 mois octroyé pour répondre aux exigences de l'Inspection du Travail.
N°95/06-09	30/08/2006	01/09/2006	31/08/2011	SPACE Bât M1 - BP 522 F 69 125 Aéroport Lyon St Exupéry	1-1, 1-2 et 1-4	1er agrément
N°96/06-09	11/09/2006	13/09/2006	12/09/2011	SERCAM 43, Rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS	5-7, 11-1, 11-2, 11-3 & 11-4	Renouvellement 72/04-04
N°97/06-12	06/12/2006	01/12/2006	30/11/2011	LA POSTE Etablissement de Bordeaux CTC Boulevard Jean-Jacques BOSC 33065 Bordeaux Cedex	4-1 & 4-2	Renouvellement N°70/04-03
N°98/06-12	20/12/2006	22/12/2006	21/12/2011	SGA Aéroport Nice Côte d'Azur - Terminal 1 - 06281 NICE CEDEX 3	2,3,4-1,5-4	Renouvellement 46/04-08
N°99/07-01	20/12/2006	02/01/2007	01/01/2012	GSF ATLANTIS ZI du Phare - 22 allée Félix Nadar 33700 Mérignac	2 (personnes à mob.réduite)	Renouvellement N°75/05-01
N°100/07-02	26/01/2007	01/02/2007	31/01/2012	ATIS AVIATION S.A. 17 avenue Didier Daurat Parc Algorithmes - Thalès 31 700 Blagnac	2, 3, 4, 5, 6 & 8	Renouvellement N°94/06-08.
N°101/07-05	14/05/2007	21/05/2007	20/05/2012	GIMAS 31, rue du Moulin 31 320 CASTANET TOLOSAN	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10, & 11.	
N°102/07-11	29/11/2007	29/11/2007	28/11/2007	ONET SERVICES 20 Traverse de Pomègues 13008 MARSEILLE	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10 et 11	Renouvellement du 50/02-11
N°103/08-01	04/01/2008	04/01/2008	03/01/2013	AFSA Centre d'affaires VIVIANI 6.8 Rue Viviani 63007 CLERMONT-FERRAND	6-1	Renouvellement du 48/02-04
N°104/08-02	04/02/2008	06/02/2008	05/02/2013	ENTREPRISE H.REINIER 20 Traverse de Pomègues 13008 MARSEILLE	1,2,3,4,5,6,9,10 et 11	En remplacement du 51/02- 12
N°105/08-02	04/02/2008	06/02/2008	05/02/2013	SABENA TECHNICS LINE 5 Rue de la Jeune Fille - Bâtiment 3422 - 93290 TREMBLAY EN France	8-1, 8-2, 8-3 et 8-4	En remplacement du 52/03- 01 de TAT Industries Sol
N°106/08-02	14/02/2008	19/02/2008	18/02/2013	STIM SECURITE 21 Rue de Madrid 75008 PARIS	2	nil
N°107/08-05	20/05/2008	22/05/2008	21/05/2013	France Handling 10, rue du Pavé Zone de Fret 5 - Aéroport CDG 95290 Tremblay-en-France	1, 3, 4, 5 & 10	Renouvellement du N°54/03- 05

**APPLICATION DE L'ARTICLE R216-4 DU CODE DE L'AVIATION CIVILE**  
**AGREMENTS D'ORGANISME DE SERVICE D'ASSISTANCE DELIVRES POUR L'AEROROME DE BORDEAUX MERIGNAC**  
 Agréments délivrés par la Directrice de l'aviation civile Sud Ouest en vertu de la délégation donnée par arrêté préfectoral

AGREMENT				Raison Sociale-Adresse de la société agréée	Nature des activités suivant la nomenclature de l'annexe au décret 98-7 du 5 janvier 1998	Observations
N°	Date	Début	Expiration			
<b>N°100/07-02</b>	26/01/2007	01/02/2007	31/01/2012	DERICHEBOURG ATIS AERONAUTIQUE 17 avenue Didier Daurat Parc Algorithmes - Thalès 31 700 Blagnac	2, 3, 4, 5, 6 & 8	<b>A/R du Changement de dénomination D'Atis Aviation S.A.le 22/05/2008</b>
N°108/08-06	16/06/2008	18/06/2008	17/06/2013	Menzies Aviation France SAS 112, Avenue Kléber 75116 PARIS	1-1, 1-2, 1-3, 1-4, 2, 3, 4-1, 4-2, 5-1, 5-2, 5-3, 5-4, 5-5, 5-6, 5-7, 6-1, 6-2, 6-3, 9-1, 9-2, 9-3, 9-4, 10-1 et 10-2.	nil
N°109-08-10	16/10/2008	21/10/2008	22/10/2013	Bordeaux Mérignac Assistance (BMA) Centre d'Affaires ATRIA 2, rue du Centre 93 160 Noisy Le Grand	1-1, 1-2, 1-3, 1-4, 2, 3, 5-1, 5-2, 5-3, 5-4, 5-5, 5-6, 5-7, 6-1, 6-2, 6-3, 9-1, 9-2, 9-3, 9-4, 10-1 & 10-2	Groupe SAT/courrier fait à SAT concernant les intentions de transfert d'activité à BMA le 22/09/2008
N°110-08-10	15/10/2008	22/10/2008	21/10/2013	SKY NET ASSISTANCE 455, Promenade des anglais Les Portes de l'ARENAS 06 200 NICE	6-1	nil
N°111/08-11	04/11/2008	04/11/2008	03/11/2013	Groupe Europe Handling 3 rue du Tê Zone de Fret 4 - Village Fret 97 290 Tremblay-en-France	1, 2, 3, 5, 6, 8, 9 & 10.	"renouvellement" du N°49/02- 11 expiré en novembre 2007
N°112/08-12	15/12/2008	23/12/2008	22/12/2013	UUDS AERO - ZI Les Vignes 2, Rue Eugène Hénaff 93 000 BOBIGNY	6-1, 6-2 et 6-3	Ex TMC AERO (dernier agrément : 74/04-11 expiré le 24/11/2006)
N°113/09-02	09/02/2009	11/02/2009	10/02/2014	ISS ABILIS France 65 rue Ordener 75 899 PARIS CEDEX 18	1,2,3,4,5,6,10&11.	candidature pour fret postal avec espoir de développ. l'activité.
N°114/09-12	21/12/2009	22/12/2009	21/12/2014	3 S 31, rue du moulin Courrège 31 320 CASTANET TOLOSAN	1, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10 et 11	nil
N°115/10-02	16/02/2010	17/02/2010	16/02/2015	NEO SECURITY 4 Square Edouard VII 75009 PARIS	4-1	nil
N°116/10-05	20/05/2010	25/05/2010	24/05/2015	DERICHEBOURG MULTI ASSISTANCES 6, allée des coquelicots 94478 BOISSY SAINT LEGER	6	nil
N°117/10-06	29/06/2010	28/06/2010	27/06/2015	REGIONAL CAE Aéroport de Clermont/Auvergne BP 70100 63 510 AULNAT	8-1, 8-2 & 8-3	nil
N°118/10-07	06/07/2010	06/07/2010	05/07/2015	AIR France 45 rue de Paris 95 747 Roissy CDG cedex	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7-2, 8, 9, 10 et 11.	nil
N°118/10-08	16/08/2010	16/08/2010	15/08/2015	Connecting Bag Services (Ex euronetec) Fret 6 - 6, rue du Pavé BP 10 276 - Tremblay-en-France - 95 704 Roissy CDG Cedex	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4 et 10-1 à 10-2	nil
N°119/10-08	16/08/2010	16/08/2010	15/08/2015	ESSO SAF 2 Rue des Martinets 92 569 Rueil Malmaison Cedex	7-1	nil
N°120/10-09	13/09/2010	15/09/2010	14/09/2015	EVEREST PRESTANCE SECURITE 95L Avenue Henri Barbusse	2	nil
N°121/10-09	14/09/2010	16/09/2010	15/09/2015	WOREX 66 route de Sartrouville Les Erables III 78 230 Le Pecq	7-1	nil
N°122/10-09	21/09/2010	22/09/2010	21/09/2015	AVIAPARTNER MERIGNAC Aéroport de Bordeaux Mérignac Cidex 22 33700 Mérignac	1,2,3,4,5,6,9,10 et 11.	nil
N°123/10-09	23/09/2010	24/09/2010	23/09/2015	TOTAL France 24 Cours Michelet - La Défense 10 - 92069 PARIS LA DEFENSE CEDEX	7-1 et 7-2	nil
N°124/10-10	19/10/2010	25/10/2010	24/10/2015	CHRONOPOST 10 Place du Général de Gaulle 92 768 ANTONY CEDEX	4-1 et 5-4	nil
N°125/10-10	21/10/2010	26/10/2010	25/10/2015	MAP HANDLING FREIGHT Quartier Tournezy Bât. A8 - Rue Simone Signoret 34 070 MONTPELLIER	1-1 à 1-4, 2, 3, 4-1 à 4-2, 5-1 à 5-7, 6-1 à 6-3, 9-1 à 9-4, 10-1 à 10-2 et 11-1 à 11-4.	nil
<b>N°116/10-05</b>	20/05/2010	25/05/2010	24/05/2015	HERACLES 27 blvd Omano 93 200 St Denis	6-1, 6-2 et 6-3	<b>A/R du changement de dénomination de Derichebourg Multi Assistances le 23/11/2010</b>
N°126/11-01	24/01/2011	25/01/2011	24/01/2016	AIR ASSISTANCES Quartier Tournezy Rue S. Signoret Bât. A8 34 070 MONTPELLIER	1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10 et 11.	Avec mise en demeure (cf ITT) / levée le 05/05/2011
N°127/11-03	21/03/2011	21/03/2011	20/03/2016	SFS - fret 6 - 6, rue du Pavé Bât 3220 BP 18212 Tremblay-en-France 95 703 Roissy CDG Cedex	4-1 à 4-2 & 5-1 à 5-7	nil
N°128/11-04	08/04/2011	08/04/2011	07/04/2016	M. Michel FARI 3 rue de la pinède 33 380 MIOS	1-4	nil
N°129/11-05	27/05/2011	31/05/2011	30/05/2016	SODAIK Sécurité - 22/24 route de Versailles - 91160 Champlan	1-4 et 2	Ex SANA
N°130/11-07	12/07/2011	12/07/2011	11/07/2016	AIRVIANCE - 4 Place de Londres Continental Square - Bât Jupiter - 93290 Tremblay en France	1-2-3-4-5-6-9-10-11	nil
N°131/11-09	01/09/2011	01/09/2011	31/08/2016	SPACE Bât M1 BP522 69125 Aéroport Lyon Saint Exupéry	1-1, 1-2 et 1-4	nil
N°132/11-09	01/09/2011	13/09/2011	12/09/2016	SERCAM 61-69 rue de Bercy 75012 Paris	5-7, 11-1 à 11-4	nil
N°133/11-11	21/11/2011	22/12/2011	21/12/2016	SGA 11 av Pierre Mendès France 33700 MERIGNAC	2, 3, 4-1 & 5-4	nil

Arrêté du 3 novembre 2011

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ**  
**« CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'ANDERNOS LES**  
**BAINS » (C.C.A.S)**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 1<sup>er</sup> septembre 2011 par le **C.C.A.S d'Andernos les Bains – 260, boulevard de la République – 33510 ANDERNOS les BAINS** à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde,
- VU** l'avis du président du conseil général de la Gironde en date du 5 octobre 2011,
- VU** l'autorisation accordée par le Conseil Général de la Gironde à l'Union Départementale des Centres Communaux d'Action Sociale de Gironde (UDCCAS) dont le CCAS d'ANDERNOS les BAINS est membre,

ARRETE

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est renouvelé au Centre Communal d'Action Sociale d'ANDERNOS les BAINS – 260, bld de la République- 33560 ANDERNOS les BAINS au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n R011211P033Q161.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément **qualité** est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

.../...

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux, activité **autorisée** par le Conseil Général;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété, activité **autorisée** par le Conseil Général;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément est valable pour les activités relevant de l'agrément simple, sur le territoire national et pour les activités relevant de l'agrément qualité, sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément, sauf dispositions législatives modifiées.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 3 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

**Catherine FOURMY**



---

*ARRÊTÉ D'EXTENSION D'AGRÈMENT SIMPLE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'extension d'activités présentée le 30 mai 2011 par Madame Corinne PETRAKIAN, auto entrepreneur -53 ave de l'Yser 33700 MERIGNAC- à la l'Unité Territoriale Gironde,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple n°N110510F033S069 délivré à Madame Corinne PETRAKIAN au titre des activités de services à la personne en date du 11 mai 2010 est étendu à de nouvelles activités de services à la personne.

**ARTICLE 2 :**

L'extension de l'agrément simple porte sur les activités suivantes :

- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions
- Assistance informatique et Internet à domicile

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

.../...

**ARTICLE 4:**

Inchangé.

**ARTICLE 5:**

Inchangé.

**ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

**Catherine FOURMY**

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 9 août 2011 par Monsieur Daniel GARRIDO, président de l'association PROXIMITE, 26 cours Tartas 33120 ARCACHON, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à l'association PROXIMITE, au titre des activités de services à la personne à compter du 4 novembre 2011 et jusqu'au 3 novembre 2016 sous le n°N0411111A033S164.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**Arrêté de retrait d'Agrément simple «»**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Monsieur Marcel BELTRAM Gérant de la SARL BELTRAM-MA.COM – 4 ave des Vallons 33127 MARTIGNAS/JALLES- établi par les services de l'Etat en date du 7 novembre 2006,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à la SARL BELTRAM-MA.COM le 7 novembre 2006 sous le n°2006-1.33.251 est **retiré** à compter du 4 novembre 2011, conformément à l'article 7232-13-3 du code du Travail « exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément ».

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 novembre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 24 août 2011 par le CCAS BP 90031 - 33611 CANEJAN- , à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré au CCAS CANEJAN, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n°R010911P033S162.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 10 octobre 2008
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 24 août 2011 par le **CCAS –BP 37- 33564 CARBON BLANC CEDEX-** à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré au CCAS de CARBON BLANC au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le ° R011111P033Q163.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;



- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 26 juillet 2011 par Monsieur Youcef SENOUCI, auto entrepreneur, 27 bis avenue Victor Hugo -33560 CARBON BLANC-, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à Monsieur Youcef SENOUCI, au titre des activités de services à la personne à compter du 4 novembre 2011 et jusqu'au 3 novembre 2016 sous le n°N041111F033S165.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

***ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 4 août 2011 par le CCAS-Mairie-33350 Ste COLOMBE, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré au CCAS de Ste COLOMBE, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n°R011111P033S166.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 3 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ MODIFICATIF CCAS DE TALENCE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'article 1 de l'agrément qualité n° R011011P033Q143 délivré au CCAS de TALENCE au titre des activités de services à la personne le 10 octobre 2011 est modifié comme suit :

L'agrément qualité accordé pour les activités mentionnées aux articles 2 et 3 seront effectuées selon les modalités suivantes :

Mode prestataire,

à l'exception des activités suivantes :

- entretien de la maison et travaux ménagers
- préparation des repas à domicile

Qui seront effectués en mode prestataire et mandataire

**ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 4 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 2 septembre 2011 par l'association intermédiaire JALLES SOLIDARITES -3 Square Condorcet-le Forum-33185 LE HAILLAN , à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à l'association intermédiaire JALLES SOLIDARITES, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°R011011A033S167.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;



### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prêt de main d'oeuvre

### **ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 8 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

*Arrêté de retrait d'Agrément simple*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Charlotte PALMER, entreprise individuelle « GUARDIAN ANGELS » 251 ave de la République 33200 BORDEAUX établi par les services de l'Etat en date du 9 décembre 2009
- VU** la cessation d'activité en date du 1<sup>er</sup> janvier 2011

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à Madame Charlotte PALMER le 9 décembre 2009 sous le n° N091209F033S134 est **retiré**.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 9 novembre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 13 septembre 2011 par Monsieur Eric AUBE, auto entrepreneur, clos de la Tonnellerie -3 rue des Cabernets-33240 SAINT GERVAIS, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à Monsieur Eric AUBE, au titre des activités de services à la personne à compter du 10 novembre 2011 et jusqu'au 9 novembre 2016 sous le n°N101111F033S169.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 19 septembre 2011 par Monsieur Didier DARRACQ, auto entrepreneur, 4 rue de la Colline 33360 LA TRESNE, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à Monsieur Didier DARRACQ, au titre des activités de services à la personne à compter du 10 novembre 2011 et jusqu'au 9 novembre 2016 sous le n°N101111F033S168.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 6 octobre 2011 par Monsieur Alexandre DELARRARD, auto entrepreneur 16 avenue des Genets 33950 LEGE CAP FERRET à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à Monsieur Alexandre DELARRARD, au titre des activités de services à la personne à compter du 10 novembre 2011 et jusqu'au 9 novembre 2016 sous le n°N101111F033S171.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et Internet à domicile ;

- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

#### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

#### **ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

#### **ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

#### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY



---

*ARRÊTÉ D'EXTENSION D'AGRÈMENT SIMPLE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'extension d'activités présentée le 19 septembre 2011 par Madame Brigitte MARTINEZ, auto entrepreneur, 6 rue de l'ancienne cure-33370 POMPIGNAC à la l'Unité Territoriale Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple n°N010710F033S092 délivré Madame Brigitte MARTINEZ au titre des activités de services à la personne en date du 1<sup>er</sup> juillet 2010 est étendu à de nouvelles activités de services à la personne.

**ARTICLE 2 :**

L'extension de l'agrément simple porte sur les activités suivantes :

- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

.../...

**ARTICLE 4:**

Inchangé.

**ARTICLE 5:**

Inchangé.

**ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

**Catherine FOURMY**

---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 21 octobre 2011 par Monsieur Olivier PATOUILLE, auto entrepreneur, 4 impasse Deguems 33700 MERIGNAC, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à Monsieur Olivier PATOUILLE, au titre des activités de services à la personne à compter du 10 novembre 2011 et jusqu'au 9 novembre 2016 sous le n°N101111F033S170.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Assistance informatique et Internet à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**Arrêté de retrait d'Agrément simple**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant Madame Michelle BELLIER, auto entrepreneur, 11 rue de la Commanderie 33220 PINEUILH établi par les services de l'Etat en date du 23 décembre 2009
- VU** le courrier transmis le 25 octobre 2011 par l'Unité Territoriale Gironde de la DIRECCTE Aquitaine,
- VU** l'absence de réponse de Madame Michelle BELLIER dans les délais prévus à l'article R.7232-15 du code du travail,

**CONSIDERANT** le non respect de l'article R.7232-13-3 du code du travail constitue un motif de retrait d'agrément,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à Madame Michelle BELLIER le 23 décembre 2009 sous le n°N231209F033S143 est **retiré** à compter du 10 novembre 2011.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

Arrêté du 10 novembre 2011

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT 'AGRÉMENT QUALITÉ**  
**« ADOMI BÈGLES »**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'agrément qualité déposée le 8 août 2011 par Monsieur Dominique BAZIN, Président de l'association « ADOMI Bègles » - 166, cours Victor Hugo - 33130 BEGLES à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde
- VU** l'autorisation du Conseil Général en date du 1<sup>er</sup> avril 2009

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est renouvelé à l'association « ADOMI Bègles » - 166, cours Victor Hugo - 33130 BEGLES au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n° R011011A033Q172.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

.../...

- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le territoire national pour les activités relevant de l'agrément simple et sur le département de la Gironde pour les activités relevant de l'agrément qualité pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément sauf modification des dispositions législatives.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 1<sup>er</sup> décembre 2006
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 20 septembre 2011 par l'association Centre d'Aide Familiale, 160 cours du Médoc 33300 BORDEAUX à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à l'association Centre d'Aide Familiale, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre **2016** sous le n° **R011211A033Q173**.

**ARTICLE 2 :**

**L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes relevant de l'agrément simple :**

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Soutien scolaire à domicile
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance administrative à domicile ;

**La structure est autorisée par le Conseil Général de la Gironde, pour les activités suivantes relevant de l'agrément qualité :**

- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, en dehors de leur domicile
- Garde d'enfants à domicile



### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5:**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 10 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ D'AGRÉMENT QUALITÉ**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 30 juin 2011,
- VU** la demande d'agrément qualité déposée le 30 juin 2011 par Madame Ann Karine KRUMMENACKER, Présidente de la SAS J.E.A.M 19 rue Maurice Rey 33340 LESPARRÉ MEDOC à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à la SAS J.E.A.M, au titre des activités de services à la personne à compter du 14 novembre 2011 jusqu'au 13 novembre 2016 sous le n° N141111F033Q175.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;

- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

### ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 14 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

Arrêté du 15 novembre

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT 'AGRÉMENT QUALITÉ**  
**« ANFASIAD »**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'agrément qualité déposée le 25 août 2011 par Madame Marie Pierre BELMONTE CARJUZA, Présidente de l'association « ANFASIAD » - 11, Plaçotte - 33133 GALGON à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde
- VU** l'autorisation du président du conseil général de la Gironde en date du 20 août 2002,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est renouvelé à l'association « ANFASIAD » - 11, plaçotte – 33133 GALGON, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n° R011211A033Q182.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfants à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

.../...

- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

### ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

### ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le territoire national pour les activités relevant de l'agrément simple et sur le département de la Gironde pour les activités relevant de l'agrément qualité pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément sauf modification des dispositions législatives.

### ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 15 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 30 septembre 2011 par l'association intermédiaire SOS EMPLOI MEDOC, 7 cours Mal Leclerc 33340 LEPARRE, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à l'association intermédiaire SOS EMPLOI MEDOC, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°R011011A033S177.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- prêt de main d'œuvre

### **ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY



---

**ARRETE D'AGREMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande d'agrément simple déposée le 19 octobre 2011 par Madame Françoise VEDEL, auto entrepreneur, 47 ter rue des Palus 33290 PAREMPUYRE, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à Madame Françoise VEDEL, au titre des activités de services à la personne à compter du 16 novembre 2011 et jusqu'au 15 novembre 2016 sous le n°N161111F033S176.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale Gironde  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 5 juillet 2011 par l'association intermédiaire AIPAC, Place de la Vème République 33600 PESSAC , à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à l'association intermédiaire AIPAC, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°R011011A033F178.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prêt de main d'œuvre

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

Arrêté du 16 novembre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du ,1<sup>er</sup> avril 2009
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 5 octobre 2011 par le CCAS Place du 11 novembre 33810 AMBES à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré au CCAS d'AMBES, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n° **R011211P033Q180**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

Arrêté du 16 novembre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 27 juillet 2009
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 4 août 2011 par le CCAS 11 Allée du Champ de Foire 33770 SALLES à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré au CCAS de SALLES, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n°**R011111P033Q181**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;

- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY



---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 11 octobre 2011 par le CCAS 1 Place St Antoine 33650 SAINT SELVE, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré au CCAS de SAINT SELVE, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n°R011211P033S179.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 16 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

Arrêté du 24 novembre 2011

---

**ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÈMENT QUALITÉ**  
**SERVICES À LA PERSONNE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 1<sup>er</sup> septembre 2011
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 1<sup>er</sup> septembre 2011 par l'association UNADEV, 12 rue de Cursol 33000 BORDEAUX à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à l'UNADEV, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n° R011211A033Q184.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Assistance administrative à domicile ;

### ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 24 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**Arrêté de retrait d'Agrément simple «»**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les article L 7231-1 et suivants du code du travail, et les articles R 7232-13 et R 7232-7 du code du travail,
- VU** l'arrêté d'agrément simple concernant la Société SAP « Services à la Personne » 51 rue Laure Gatet 33000 BORDEAUX établi par les services de l'Etat en date du 10 mars 2008
- VU** la cessation d'activités de services à la personne,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :** L'agrément simple délivré à la société SAP « Services à la Personne » le 10 mars 2008 sous le n° N100308F033S020 est **retraité**.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/Le Préfet et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La directrice adjointe UT Gironde

**Catherine FOURMY**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la présente notification pour un introduire un recours :

- gracieux devant l'autorité ayant pris la décision
- hiérarchique à Madame le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services – mission des services à la personne – immeuble BERVIL – 12 rue Villiot – 75 572 PARIS CEDEX 12
- contentieux devant le tribunal administratif – 9, rue Tastet – 33000 BORDEAUX

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 1<sup>er</sup> septembre 2011 par l'association d'Aide Matérielle et Morale aux Personnes Agées et aux Familles de Saint MAIXANT (**AAMMPAF**) Mairie 33490 SAINT MAIXANT à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à l'**AAMMPAF**, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre **2011** et jusqu'au 30 septembre **2016** sous le n° **N011011A033Q178**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;

- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Assistance administrative à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

Arrêté du 25 novembre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** la demande d'avis du président du conseil général de la Gironde datée du 30 juin 2011,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 30 juin 2011 par Madame Catherine FRAINAUD, entreprise individuelle LIBERTES SERVICES, 56 chemin de Mathyadeux 33320 LE TAILLAN MEDOC à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde,

**AR R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à Madame Catherine FRAINAUD, entreprise individuelle LIBERTES SERVICES, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n° **N011011F033Q177**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;



- Assistance administrative à domicile ;

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

Arrêté du 25 novembre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 1<sup>er</sup> décembre 2006,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 29 juillet 2011 par l'association AFAD 33 (Aide Familiale A Domicile de la Gironde) 176 rue Achard 33000 BORDEAUX à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré à l'association AFAD 33, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> janvier **2012** et jusqu'au 31 décembre **2017** sous le n° SAP 781849856.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

- Assistance aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées, en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

### ARTICLE 3 :

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### ARTICLE 4 :

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### ARTICLE 5 :

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### ARTICLE 6 :

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

***ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE***

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 7 juillet 2011 par le CCAS 79 ave de la Mairie 33950 LEGE CAP FERRET, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré au CCAS de LEGE CAP FERRET, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 30 septembre 2016 sous le n°N011111P033S176.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

**ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

**ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

**ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

Arrêté du 25 novembre 2011

---

**ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ**  
**SERVICES À LA PERSONNE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé en date du 1<sup>er</sup> janvier 2008,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 19 septembre 2011 par le CIAS (Centre Intercommunal d'Action Sociale) du PAYS FOYEN Impasse de la Résidence Gratiolet 2-33220 PINEUILH- à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré CIAS du PAYS FOYEN, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 et jusqu'au 31 décembre 2017 sous le n° R010112P033Q183.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Soins d'esthétiques à domicile pour les **personnes dépendantes** ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY



---

**ARRÊTÉ DE RENOUVELLEMENT D'AGRÉMENT SIMPLE**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément simple déposée le 29 juillet 2011 par l'EURL « MENAGE et VOUS » résidence Clos des Alisiers -8 rue Cartier Bresson Appt 102 Bât E-33320 EYSINES, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément simple est délivré à l'EURL « MENAGE et VOUS », au titre des activités de services à la personne à compter du 26 août 2011 et jusqu'au 25 août 2016 sous le n°N260811F033S.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément simple est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains » ;
- Garde d'enfants de plus de 3 ans à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;

- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;

#### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

#### **ARTICLE 4 :**

L'agrément simple est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

#### **ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

#### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

Arrêté du 25 novembre 2011

---

*ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITÉ  
SERVICES À LA PERSONNE*

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** l'arrêté du 24 novembre 2005 fixant le cahier des charges relatif à une demande d'agrément qualité,
- VU** l'arrêté d'autorisation du Conseil Général de Gironde accordé par le biais de l'UDCCAS-22 Boulevard St Martin 33600 PESSAC- en date du 1<sup>er</sup> janvier 2011,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément qualité déposée le 19 mai 2011 par Syndicat Intercommunal d'Aide Ménagère à Domicile de BRANNE (**SIAMD**) à l'Unité Territoriale de la DIRECCTE de Gironde,

**ARRETE**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est délivré au SIAMD de BRANNE au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2011 et jusqu'au 30 novembre 2016 sous le n° **SAP 253303325**.

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;

- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées ,en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire

### **ARTICLE 4 :**

Le présent agrément qualité est valable sur le département de la Gironde pour lequel l'avis du Conseil Général de Gironde a été recueilli.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément.

### **ARTICLE 6 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 7 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 25 novembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de l'Unité Territoriale de Gironde,  
La Directrice Adjointe

Catherine FOURMY

---

**ARRÊTÉ DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT QUALITE**  
**« BLEU LAVANDE »**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE,  
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ODRE NATIONAL DU MERITE

- VU** la loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- VU** le décret n°2005-1281 du 14 octobre 2005 relatif à l'Agence Nationale des Services à la Personne,
- VU** le décret n° 2005-1384 du 7 novembre 2005 relatif à l'agrément des associations et des entreprises de services à la personne et modifiant le code du travail,
- VU** le décret n° 2005-1698 du 29 décembre 2005 fixant la liste des activités mentionnées à l'article L 7231-1 et L 7231-2 du code du travail,
- VU** les articles L 7231-1 et L 7231-2 et D 1271-1 et suivants du Code du Travail,
- VU** la demande de renouvellement d'agrément « services à la personne » déposée le 15 septembre 2011 par Monsieur Khalil BOUTAMI, Président de l'association « Bleu Lavande » - 29, rue Louis Pasteur – 33520 BRUGES, à l'Unité Territoriale de la GIRONDE,

**A R R E T E**

**ARTICLE PREMIER :**

L'agrément qualité est renouvelé à l'association « Bleu Lavande » - 29, rue Louis Pasteur – 33520 BRUGES, au titre des activités de services à la personne à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011 et jusqu'au 31 octobre 2016 sous le n N011111A033Q179

**ARTICLE 2 :**

L'agrément qualité est accordé pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des **personnes dépendantes**, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités réalisées à domicile ;
- Assistance administrative à domicile ;

.../...

### **ARTICLE 3 :**

Les activités mentionnées à l'article 2 seront effectuées selon les modalités suivantes :

- prestataire
- mandataire

### **ARTICLE 4 :**

L'agrément qualité est délivré pour une durée de cinq ans. La demande de renouvellement doit être déposée au plus tard trois mois avant le terme de la période d'agrément sauf modifications législatives modifiées.

### **ARTICLE 5 :**

L'agrément peut faire l'objet d'une décision de retrait dès lors que l'organisme agréé :

- ✓ Cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R 7232-1 à R 7232-10,
- ✓ Ne respecte pas la réglementation en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail,
- ✓ Exerce des activités autres que celles déclarées dans la demande d'agrément,
- ✓ N'est pas en mesure de justifier à tout moment du caractère exclusif de son activité de service,
- ✓ Ne transmet pas au Préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

### **ARTICLE 6 :**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 5 décembre 2011

P/LE PREFET et par délégation,  
P/Le directeur de la Direccte Aquitaine  
La Directrice Adjointe de l'UT Gironde

Catherine FOURMY

ARRÊTÉ DU 7 DECEMBRE 2011

---

**portant extension d'un avenant à la convention collective de  
travail concernant les travaux d'aménagement et d'entretien  
forestiers des départements de la Gironde, des Landes et de  
Lot-et-Garonne (IDCC n°8723)**

---

LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE  
PREFET DE LA GIRONDE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE  
CHEVALIER DU MERITE AGRICOLE

**VU** le code du travail, notamment les articles L.2261-15, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 ;

**VU** l'arrêté du 22 octobre 1985 du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche portant extension de la convention collective de travail du 4 mars 1985 concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestier de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

**VU** l'avenant n°44 du 17 mars 2011 dont les signataires demandent l'extension ;

**VU** l'avis d'extension publié au recueil des actes administratifs des trois départements concernés ;

**VU** l'avis des membres de la Commission nationale de la négociation collective en date du 20 octobre 2011 (sous-commission agricole des conventions et accords) ;

**VU** l'accord donné conjointement par le ministre du travail, de l'emploi et de la santé et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire ;

### **ARRÊTE**

**Article 1er :** Les clauses de l'avenant n°44 en date du 17 mars 2011 à la convention collective de travail du 22 octobre 1985 concernant les travaux d'aménagement et d'entretien forestier de la Gironde, des Landes et de Lot-et-Garonne sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

**Article 2 :** L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

**Article 3 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Bordeaux, le 7 décembre 2011

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

SOUS-PRÉFECTURE d'ARCACHON

**Arrêté  
portant modifications statutaires  
et mise en conformité d'office des statuts de  
« L'Association Syndicale Autorisée du Complexe Ostréicole Arésien »  
(ASCOA)**

\_\*\_\*\_\*\_\*\_\*\_

- Vu** l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires ;
- Vu** le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004 et notamment ses articles 13 et 102 (D) ;
- Vu** la délibération du conseil syndical du 26 mai 2011 reçue le 18 juillet 2011 en sous-préfecture relative à l'adoption des nouveaux statuts de l'Association Syndicale Autorisée du Complexe Ostréicole Arésien ;
- Vu** le projet de modifications statutaires annexé à la dite délibération ;
- Vu** l'arrêté de délégation en date du 4 octobre 2011 donnant délégation de signature à M. Jean-Pierre HAMON, sous-préfet d'ARCACHON

**ARRETE**

- Article 1<sup>er</sup> :** Les modifications statutaires de l'Association Syndicale Autorisée du Complexe Ostréicole Arésien sont approuvées conformément aux textes susvisés.
- Article 2 :** la Secrétaire Générale de la sous-préfecture d'Arcachon et le Président de l'Association Syndicale Autorisée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.
- Article 3 :** Le présent arrêté ainsi que les statuts de l'association seront affichés à la mairie d'ARÈS, commune sur laquelle s'étend le périmètre de l'association, dans un délai de quinze jours à compter de la date de publication de l'arrêté.

Arcachon, le 9 novembre 2011

Le sous-préfet



Jean-Pierre HAMON



**PREFECTURE DE LA GIRONDE**

**DIRECTION DES  
AFFAIRES JURIDIQUES ET  
DES LIBERTES PUBLIQUES**

**BORDEAUX LE 14 NOVEMBRE 2011**

**Bureau des Elections, des  
Consultations et Enquêtes  
d'Utilité Publique**

---

***INSERTION AU RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS DE LA PREFECTURE***

---

***AVIS RELATIF A L'ABROGATION DE  
SERVITUDES RADIOELECTRIQUES***

---

Le décret n° TRAA1123046D du 29 septembre 2011, publié au Journal Officiel n° 228 du 1er octobre 2011, a abrogé le décret en date du 29 juillet 1985 instituant l'étendue des zones et les servitudes applicables pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques au voisinage du centre radioélectrique de Bordeaux-Saucats-Aérodrome.

Une ampliation du décret du 29 septembre 2011 peut être consultée éventuellement, par les représentants des organismes intéressés, à la Préfecture de la Gironde - Direction des Affaires Juridiques et des Libertés Publiques – Bureau des Elections, des Consultations et Enquêtes d'Utilité Publique (3<sup>ème</sup> niveau –Porte 312) – Esplanade Charles de Gaulle à Bordeaux.

LE PREFET,  
Pour le Préfet,  
L'attaché, Chef de Bureau

Alain DUPUY



## PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction interdépartementale  
des routes Atlantique  
Mission Maîtrises  
d'Ouvrages/AO

**Arrêté du 23 novembre 2011**

---

Commune de LARUSCADE

Déclassement des voies de désenclavement de la RN 10  
et reclassement dans la voirie communale

---

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,  
PRÉFET DE LA GIRONDE,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

**VU** le Code de la voirie routière et notamment ses articles L 123-3 et R 123-2,

**VU** le décret n° 90-739 du 14 août 1990 modifiant l'article R 123-2 du Code de la voirie routière,

**VU** le Code du Domaine de l'Etat,

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**VU** la délibération du conseil municipal de Laruscade en date du 14 juin 2011 sollicitant le reclassement de plusieurs voies de désenclavement réalisées par l'Etat lors de la mise à 2x2 voies de la RN10, dans la voirie communale,

**VU** la convention spécifique en date du 20 septembre 2011, fixant le montant de la subvention allouée à la commune dans le cadre du reclassement des voies de désenclavement dans la voirie communale,

**VU** le rapport de Monsieur le directeur interdépartemental des routes Atlantique en date du 15 novembre 2011,

**VU** le plan des lieux,

**SUR PROPOSITION** de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde,

## A R R Ê T E

ARTICLE PREMIER – Les voies de désenclavement citées ci-dessous sont déclassées de la voirie nationale pour reclassement dans la voirie communale de Laruscade conformément aux sept plans annexés au présent arrêté.

N° de plan	Lieudit	Début	Fin	Longueur
1	Désenclavement le Camping	Limite Charente-Maritime	VC	1880 ml
2	Désenclavement le Chat Huant	Ex RN 10	Propriété privée	510 ml
3	Désenclavement Le Cendreau	RD 250	VC	205 ml
4	Désenclavement Vigean	VC	RD 250	110 ml
5	Désenclavement Trougne Nord	VC	Propriété privée	380 ml
6	Désenclavement Pont du Renard	Chemin rural	Chemin rural	360 ml
7	Désenclavement Trougne Sud	VC	Propriété privée	2420 ml

ARTICLE 2 – Il peut être pris connaissance des plans à la Direction Interdépartementale des routes Atlantique – Mission Maîtrises d’Ouvrages – Assistance Opérations - 19 allée des Pins – 33073 Bordeaux cedex.

ARTICLE 3 –Le déclassement de ces voies avec reclassement dans la voirie communale prendra effet à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 – Copie du présent arrêté sera adressée à :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde  
Monsieur le Ministre de l’écologie, du développement durable, des transports et du logement  
Monsieur le Directeur du CETE Est  
Monsieur le Directeur du SETRA  
Monsieur le Trésorier payeur général de la Dordogne  
Monsieur le Directeur régional des finances publiques d’Aquitaine et de la Gironde  
Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de la Gironde  
Monsieur le Sous-préfet de Blaye  
Monsieur le Maire de Laruscade  
Monsieur le Directeur Interdépartemental des routes Atlantique

chargés chacun en ce qui le concerne de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 23 novembre 2011

P/ Le Préfet,  
La Secrétaire Générale

Signé : Isabelle DILHAC